

SOCIOLOGIE DE LA JEUNESSE (2018)



Enseignant	Hakan YÜCEL Blog : www.hakanyucel.net e-mail : hakanyucel1970@gmail.com
Objectifs	Ce cours prend comme objet d'étude la "jeunesse", étape transitoire entre l'enfance et l'âge adulte est en fait un produit de la «modernité», une identité « sociale » qui se transforme en fonction de la conjoncture de l'époque. Le cours vise à familiariser les étudiants avec des études de la jeunesse et la culture des jeunes par une approche multidisciplinaire, avec un accent particulier sur l'histoire de la jeunesse en Turquie.
Acquis d'apprentissage	L'étudiant ayant suivi et réussi ce cours est capable de : 1) expliquer les concepts de base relatifs aux classes d'âge, 2) comprendre la culture juvénile 3) analyser le discours officiel et officieux sur la jeunesse
Contenu	Le cours débutera avec l'historique de la jeunesse et la transformation que la jeunesse avait vécu passant de la société traditionnelle à la société moderne. Après cette introduction à la notion de «jeunesse» comme un produit de la modernité, le cours continuera par l'analyse des jeunes constituant un «acteur politique» tout en insistant sur la génération de 1968 à travers du monde. Ensuite un autre axe du cours se concentrera sur les cultures juvéniles commençant par les années 1950 afin de traiter la mode, la musique et la littérature, et les sous-cultures juvéniles. En deuxième étape, le cours examinera la jeunesse turque en utilisant une approche en trois générations (la première génération de la République, de 1960 à 1970 et la génération post-1980) dans un contexte à la fois culturel et politique.
Méthode pédagogique	Les cours comporteront une grande part d'exposés magistraux et de discussions sur les lectures hebdomadaires. Ces deux éléments supposent une présence assidue des étudiants ainsi qu'une lecture des textes du recueil. Pour se préparer au cours, les étudiants devront faire les lectures obligatoires. Les étudiants devront aussi préparer un devoir de 5 à 10 pages sur un sujet qui touche la jeunesse. Et de le rendre le 8 mai 2018 pendant le cours.
Evaluation du cours	Les étudiants seront responsables de la lecture des textes indiqués et de la préparation d'un devoir (minimum 5 pages de texte). Les étudiants auront aussi un examen partiel et un examen final pour l'évaluation du cours. Les étudiants doivent participer -au moins- % 70 des séances et signer les feuilles de présence pour avoir le droit de participer à l'examen final. Assiduité et participation au cours : % 10 ; Devoir : % 25 ; Examen partiel % 25, Examen final : % 40.
Heure et lieu du cours	Mardi, 16.00-19.00 ; salle : I107.
Heure du bureau	Mardi, 14.00-16.00.

CONTENU ET CALENDRIER

Semaine	Sujets	Matériel
13-20 février 2018	L'émergence de la jeunesse comme catégorie sociale	« La jeunesse n'est qu'un mot », in <i>Questions de sociologie</i> , Eds. De Minuit, 1984, p.143-154
27 février-6 mars 2018	La jeunesse et ses sous-cultures	HEBDIGE Dick, <i>Sous-Culture, le sens du style</i> , Eds. La Découverte, 2008, p.77-119.
13-20 mars 2018	Les mouvements de jeunesse	GOBILLE Boris, <i>Mai 68</i> , Eds. La Découverte, Paris, 2008, p. 10-33.
27 mars 2018	Etre(s) étudiant	GARAY SANCHEZ Adrian de, « Les étudiants universitaires: rapport aux études et modes de vie », in ISLAS Perez, ANTONIO José, <i>La Jeunesse Au Mexique</i> , Les Eds. D'IQRC, 2004, p. 83-97.
3 avril 2018	Jeunesse comme « Classe dangereuse »	MUCCHIELLI Laurent, « Violences et délinquances des jeunes » in CICCHELLI Vincenzo , CICCHELLI-PUGEAULT Catherine , RAGI Tariq , <i>Ce que nous savons des jeunes</i> , PUF, 2004, p.83-97. MOREIRA Marcelo Rasga, SUCENA Luiz Fernando Mazzei et FERNANDES Fernando Manuel Bessa, «Trafic de drogues à Rio de Janeiro: point de vue des jeunes», in TELES Nair, ESPIRITO SANTO Wanda, <i>les jeunes du Brésil</i> , Les Eds. d'IQRC, 2008, p. 151-171. ZAUBERMAN Renée, « Agresseurs, victimes, bagarreurs ? », in BECK François, MAILLOCHON Florence, OBRADOVIC Ivana, <i>Adolescences ? Comprendre vite et mieux</i> , Ed. Belin, 2014, p.68
10 avril 2018	Les jeunes face à l'Etat: l'exemple iranien	LADIER-FOULADI Marie, « La nouvelle jeunesse iranienne : principale protagoniste du changement », <i>ESPACES, POPULATIONS, SOCIETES</i> , 2011-2, P.291-303.
17 avril 2018	Genre, sexualité et les jeunes	CICCHELLI Vincenzo & ANDRIEU Bernard, « Les jeunes et leur rapport au corps » in ROUDET Bernard, <i>Les jeunes en France</i> , Presse de l'Université Laval, 2009, p.147-161. BECK François, MAILLOCHON Florence, OBRADOVIC Ivana, <i>Adolescences?</i> , Ed. Belin, 2014, p.54-61
24 avril 2018		EXAMEN PARTIEL !!!
8- 15 mai 2018	L'invention de la jeunesse et des 'mythes de jeunesse' en Turquie	LÜKÜSLÜ Demet, « L'invention de la jeunesse par l'Etat Ottoman et Turc », in <i>CEMOTI</i> , no :37, janvier-juin 2004, p. 229-249. UYSAL Aysen, « Importation du Mouvement 68 en Turquie. Circulations des idées et des pratiques », <i>Storicamente</i> , 5(2009).

Bibliographie sélective :

BECK François, MAILLOCHON Florence, OBRADOVIC Ivana, *Adolescences?*, Ed. Belin, 2014

GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Armand Colin, 2011.

VULBEAU Alain, *La jeunesse comme ressource, expérimentation et expérience dans l'espace public*, Erès, 2001.

HEBDIGE Dick, *Sous-culture, le sens du style*, La Découverte, 2008.

LE BRETON David et MARCELLI Daniel (sous la dir.), *Dictionnaire de l'adolescence et de la jeunesse*, PUF, 2010.

HAMEL Jacques, PUGEAULT-CICCHELLI Catherine, GALAND Olivier et CICCHELLI Vincenzo (sous la dir.), *La jeunesse n'est plus ce qu'elle était*, PUR, 2010.

LÜKÜSLÜ Demet, *Türkiye'de Gençlik Miti*, İletişim, 2009.

LÜKÜSLÜ Demet & YÜCEL Hakan, *Gençlik Halleri 2000'li Yıllar Türkiye'sinde Genç Olmak*, Efil, 2013.

ROUDET Bernard, *Les jeunes en France*, Presse de l'Université Laval, 2009

20 février 2018

L'émergence de la jeunesse



« La jeunesse n'est qu'un mot », in *Questions de sociologie*, Eds. De Minuit, 1984, p.143-154

La jeunesse n'est qu'un mot

Entretien avec Anne-Marie Métaillé, paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Ages, 1978, pp. 520-530. Repris in *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, 1984. Ed. 1992 pp.143-154.

Comment le sociologue aborde-t-il le problème des jeunes ?

Le réflexe professionnel du sociologue est de rappeler que les divisions entre les âges sont arbitraires. C'est le paradoxe de Pareto disant qu'on ne sait pas à quel âge commence la vieillesse, comme on ne sait pas où commence la richesse. En fait, la frontière entre jeunesse et vieillesse est dans toutes les sociétés un enjeu de lutte. Par exemple, j'ai lu il y a quelques années un article sur les rapports entre les jeunes et les notables, à Florence, au XVIème siècle, qui montrait que les vieux proposaient à la jeunesse une idéologie de la virilité, de la *virtù*, et de la violence, ce qui était une façon de se réserver la sagesse, c'est-à-dire le pouvoir. De même, Georges Duby montre bien comment, au Moyen Age, les limites de la jeunesse étaient l'objet de manipulations de la part des détenteurs du patrimoine qui devaient maintenir en état de jeunesse, c'est-à-dire d'irresponsabilité, les jeunes nobles pouvant prétendre à la succession.

On trouverait des choses tout à fait équivalentes dans les dictons et les proverbes, ou tout simplement les stéréotypes sur la jeunesse, ou encore dans la philosophie, de Platon à Alain, qui assignait à chaque âge sa passion spécifique, à l'adolescence l'amour, à l'âge mûr l'ambition. La représentation idéologique de la division entre jeunes et vieux accorde aux plus jeunes des choses qui font qu'en contrepartie ils laissent des tas de choses aux plus vieux. On le voit très bien dans le cas du sport, par exemple dans le rugby, avec l'exaltation des « bons petits », bonnes brutes dociles vouées au dévouement obscur du jeu d'avants qu'exaltent les dirigeants et les commentateurs (« Sois fort et tais-toi, ne pense pas »). Cette structure, qui se retrouve ailleurs (par exemple dans les rapports entre les sexes) rappelle que dans la division logique entre les jeunes et les vieux, il est question de pouvoir, de *division* (au sens de partage) des pouvoirs. Les classifications par âge (mais aussi par sexe ou, bien sûr, par classe...) reviennent toujours à imposer des limites et à produire un *ordre* auquel chacun doit se tenir, dans lequel chacun doit se tenir à sa place.

Par vieux, qu'entendez-vous ? Les adultes ? Ceux qui sont dans la production ? Ou le troisième âge ?

Quand je dis jeunes/ vieux, je prends la relation dans sa forme la plus vide. On est toujours le vieux ou le jeune de quelqu'un. C'est pourquoi les coupures soit en classes d'âge, soit en générations, sont tout à fait variables et sont un enjeu de manipulations. Par exemple, Nancy Munn, une ethnologue, montre que dans certaines sociétés d'Australie, la magie de jouvence qu'emploient les vieilles femmes pour retrouver la jeunesse est considérée comme tout à fait diabolique, parce qu'elle bouleverse les limites entre les âges et qu'on ne sait plus qui est jeune, qui est vieux. Ce que je veux rappeler, c'est tout simplement que la jeunesse et la vieillesse ne sont pas des données mais sont construites socialement, dans la lutte entre les jeunes et les vieux. Les rapports entre l'âge social et l'âge biologique sont très complexes. Si l'on comparait les jeunes des différentes fractions de la classe dominante, par exemple tous les élèves qui entrent à l'École Normale, l'ENA, l'X, etc., la même année, on verrait que ces « jeunes gens » ont d'autant plus les attributs de l'adulte, du vieux, du noble, du notable, etc., qu'ils sont plus proches du pôle du pouvoir. Quand on va des intellectuels aux PDG, tout ce qui *fait* jeune, cheveux longs, jeans, etc., disparaît.

Chaque champ, comme je l'ai montré à propos de la mode ou de la production artistique et littéraire, a ses lois spécifiques de vieillissement : pour savoir comment s'y découpent les générations, il faut connaître les lois spécifiques du fonctionnement du champ, les enjeux de lutte et les divisions que cette lutte opère (« nouvelle vague », « nouveau roman », « nouveaux philosophes », « nouveaux magistrats », etc.). Il n'y a rien là que de très banal, mais qui fait voir que l'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable ; et que le fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale, d'un groupe constitué, doté d'intérêts communs, et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente. Il faudrait au moins analyser les différences entre les jeunesses, ou, pour aller vite, entre les deux jeunesses. Par exemple, on pourrait comparer systématiquement les conditions d'existence, le marché du travail, le budget temps, etc., des « jeunes » qui sont déjà au travail, et des adolescents du même âge (biologique) qui sont étudiants : d'un côté, les contraintes, à peine atténuées par la solidarité familiale, de l'univers économique réel, de l'autre, les facilités d'une économie quasi ludique d'assistés, fondée sur la subvention, avec repas et logement à bas prix, titres d'accès à prix réduits au théâtre et au cinéma, etc. On trouverait des différences analogues dans tous les domaines de l'existence : par exemple, les gamins mal habillés, avec des cheveux trop longs, qui, le samedi soir, baladent leur petite amie sur une mauvaise mobylette, ce sont ceux-là qui se font arrêter par les flics.

Autrement dit, c'est par un abus de langage formidable que l'on peut subsumer sous le même concept des univers sociaux qui n'ont pratiquement rien de commun. Dans un cas, on a un univers d'adolescence, au sens vrai, c'est-à-dire d'irresponsabilité provisoire : ces « jeunes » sont dans une sorte de *no man's land* social, ils sont adultes pour certaines choses, ils sont enfants pour d'autres, ils jouent sur les deux tableaux. C'est pourquoi beaucoup d'adolescents bourgeois rêvent de prolonger l'adolescence : c'est le complexe de Frédéric de *L'Éducation sentimentale*, qui éternise l'adolescence. Cela dit, les « deux jeunesses » ne représentent pas autre chose que les deux pôles, les deux extrêmes d'un espace de possibilités offertes aux « jeunes ». Un des apports intéressants du travail de Thévenot, c'est de montrer que, entre ces positions extrêmes, l'étudiant bourgeois et, à l'autre bout, le jeune ouvrier qui n'a même pas d'adolescence, on trouve aujourd'hui toutes les figures intermédiaires.

Est-ce que ce qui a produit cette espèce de continuité là où il y avait une différence plus tranchée entre les classes, ce n'est pas la transformation du système scolaire ?

Un des facteurs de ce brouillage des oppositions entre les différentes jeunesses de classe, est le fait que les différentes classes sociales ont accédé de façon proportionnellement plus importante à l'enseignement secondaire et que, du même coup, une partie des jeunes (biologiquement) qui jusque-là n'avait pas accès à l'adolescence, a découvert ce statut temporaire, « mi-enfant mi-adulte », « ni enfant, ni adulte ». Je crois que c'est un fait social très important. Même dans les milieux apparemment les plus éloignés de la condition étudiante du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire dans le petit village rural, avec les fils de paysans ou d'artisans qui vont au CES local, même dans ce cas-là, les adolescents sont placés, pendant un temps relativement long, à l'âge où auparavant ils auraient été au travail, dans ces positions quasi extérieures à l'univers social qui définissent la condition d'adolescent. Il semble qu'un des effets les plus puissants de la situation d'adolescent découle de cette sorte d'existence séparée qui met *hors jeu socialement*. Les écoles du pouvoir, et en particulier les grandes écoles, placent les jeunes dans des enclos séparés du monde, sortes d'espaces monastiques où ils mènent une vie à part, où ils font retraite, retirés du monde et tout entiers occupés à se préparer aux plus « hautes fonctions » : ils y font des choses très gratuites, de ces choses qu'on fait à l'école, des exercices à blanc. Depuis quelques années, presque tous les jeunes ont eu accès à une forme plus ou moins accomplie et surtout

plus ou moins longue de cette expérience ; pour si courte et si superficielle qu'elle ait pu être, cette expérience est décisive parce qu'elle suffit à provoquer une rupture plus ou moins profonde avec le « cela-va-de-soi ». On connaît le cas du fils de mineur qui souhaite descendre à la mine le plus vite possible, parce que c'est entrer dans le monde des adultes. (Encore aujourd'hui, une des raisons pour lesquelles les adolescents des classes populaires veulent quitter l'école et entrer au travail très tôt, est le désir d'accéder le plus vite possible au statut d'adulte et aux capacités économiques qui lui sont associées : avoir de l'argent, c'est très important pour s'affirmer vis-à-vis des copains, vis-à-vis des filles, pour pouvoir sortir avec les copains et avec les filles, donc pour être reconnu et se reconnaître comme un « homme ». C'est un des facteurs du malaise que suscite chez les enfants des classes populaires la scolarité prolongée). Cela dit, le fait d'être placé en situation d'« étudiant » induit des tas de choses qui sont constitutives de la situation scolaire : ils ont leur paquet de livres entouré d'une petite ficelle, ils sont assis sur leur mobylette à baratiner une fille, ils sont entre jeunes, garçons et filles, en dehors du travail, ils sont dispensés à la maison des tâches matérielles au nom du fait qu'ils font des études (facteur important, les classes populaires se plient à cet espèce de contrat tacite qui fait que les étudiants sont mis hors jeu).

Je pense que cette mise hors jeu symbolique a une certaine importance, d'autant plus qu'elle se double d'un des effets fondamentaux de l'école qui est la manipulation des aspirations. L'école, on l'oublie toujours, ce n'est pas simplement un endroit où l'on apprend des choses, des savoirs, des techniques, etc., c'est aussi une institution qui décerne des titres, c'est-à-dire des droits, et confère du même coup des aspirations. L'ancien système scolaire produisait moins de brouillage que le système actuel avec ses filières compliquées, qui font que les gens ont des aspirations mal ajustées à leurs chances réelles. Autrefois, il y avait des filières relativement claires : si on allait au-delà du certificat, on entrait dans un cours complémentaire, dans une EPS, dans un Collège ou dans un Lycée ; ces filières étaient clairement hiérarchisées et on ne s'embrouillait pas. Aujourd'hui, il y a une foule de filières mal distinguées et il faut être très averti pour échapper au jeu des voies de garage ou des nasses, et aussi au piège des orientations et des titres dévalués. Cela contribue à favoriser un certain décrochage des aspirations par rapport aux chances réelles. L'ancien état du système scolaire faisait intérioriser très fortement les limites ; il faisait accepter l'échec ou les limites comme justes ou inévitables... Par exemple, les instituteurs et les institutrices étaient des gens qu'on sélectionnait et formait, consciemment ou inconsciemment, de telle manière qu'ils soient coupés des paysans et des ouvriers, tout en restant complètement séparés des professeurs du secondaire. En mettant dans la situation du « lycéen », même au rabais, des enfants appartenant à des classes pour qui l'enseignement secondaire était autrefois absolument inaccessible, le système actuel encourage ces enfants et leur famille à attendre ce que le système scolaire assurait aux élèves des Lycées au temps où ils n'avaient pas accès à ces institutions. Entrer dans l'enseignement secondaire, c'est entrer dans les aspirations qui étaient inscrites dans le fait d'accéder à l'enseignement secondaire à un stade antérieur : aller au Lycée, cela veut dire chausser, comme des bottes, l'aspiration à devenir prof de Lycée, médecin, avocat, notaire, autant de positions qu'ouvrait le Lycée dans l'entre-deux guerres. Or, quand les enfants des classes populaires n'étaient pas dans le système, le système n'était pas le même. Du même coup, il y a dévalorisation par simple effet d'inflation et aussi du fait du changement de la « qualité sociale » des détenteurs de titres. Les effets d'inflation scolaire sont plus compliqués qu'on ne le dit communément : du fait qu'un titre vaut toujours ce que valent ses porteurs, un titre qui devient plus fréquent est par là même dévalué, mais il perd encore de sa valeur parce qu'il devient accessible à des gens « sans valeur sociale ».

Quelles sont les conséquences de ce phénomène d'inflation ?

Les phénomènes que je viens de décrire font que les aspirations inscrites objectivement dans le système tel qu'il était en l'état antérieur sont déçues. Le décalage entre les aspirations que le système scolaire favorise par l'ensemble des effets que j'ai évoqués et les chances qu'il garantit réellement est au principe de la déception et du refus collectifs qui s'opposent à l'adhésion collective (que j'évoquais avec le fils du mineur) de l'époque antérieure et à la soumission anticipée aux chances objectives qui était une des conditions tacites du bon fonctionnement de l'économie. C'est une espèce de rupture du cercle vicieux qui faisait que le fils du mineur voulait descendre à la mine, sans même se demander s'il pourrait ne pas le faire. Il va de soi que ce que j'ai décrit là ne vaut pas pour l'ensemble de la jeunesse : il y a encore des tas d'adolescents, en particulier des adolescents bourgeois, qui sont dans le cercle comme avant ; qui voient les choses comme avant, qui veulent faire les grandes écoles, le M.I.T. ou Harvard Business School, tous les concours que l'on peut imaginer, comme avant.

Dans les classes populaires, ces gosses se retrouvent dans des décalages dans le monde du travail.

On peut être assez bien dans le système scolaire pour être coupé du milieu du travail, sans y être assez bien pour réussir à trouver un travail par les titres scolaires. (C'était là un vieux thème de la littérature conservatrice de 1880, qui parlait des bacheliers chômeurs et qui craignait déjà les effets de la rupture du cercle des chances et des aspirations et des évidences associées). On peut être très malheureux dans le système scolaire, s'y sentir complètement étranger et participer malgré tout de cette espèce de sous-culture scolaire, de la bande d'élèves qu'on retrouve dans les bals, qui ont un style étudiant, qui sont suffisamment intégrés à cette vie pour être coupés de leur famille (qu'ils ne comprennent plus et qui ne les comprend plus : « Avec la chance qu'ils ont ! ») et, d'autre part, avoir une espèce de sentiment de désarroi, de désespoir devant le travail. En fait, à cet effet d'arrachement au cercle, s'ajoute aussi, malgré tout, la découverte confuse de ce que le système scolaire promet à certains ; la découverte confuse, même à travers l'échec, que le système scolaire contribue à reproduire des privilèges.

Je pense — j'avais écrit cela il y a dix ans — que pour que les classes populaires puissent découvrir que le système scolaire fonctionne comme un instrument de reproduction, il fallait qu'elles passent par le système scolaire. Parce qu'au fond elles pouvaient croire que l'école était libératrice, ou quoi qu'en disent les porte-parole, n'en rien penser, aussi longtemps qu'elles n'avaient jamais eu affaire à elle, sauf à l'école primaire. Actuellement dans les classes populaires, aussi bien chez les adultes que chez les adolescents, s'opère la découverte, qui n'a pas encore trouvé son langage, du fait que le système scolaire est un véhicule de privilèges.

Mais comment expliquer alors que l'on constate depuis trois ou quatre ans une dépolitisation beaucoup plus grande, semble-t-il ?

La révolte confuse — mise en question du travail, de l'école, etc. — est globale, elle met en cause le système scolaire dans son ensemble et s'oppose absolument à ce qu'était l'expérience de l'échec dans l'ancien état du système (et qui n'est pas pour autant disparue, bien sûr ; il n'y a qu'à écouter les interviews : « Je n'aimais pas le français, je ne me plaisais pas à l'école, etc. »). Ce qui s'opère à travers les formes plus ou moins anomiques, anarchiques, de révolte, ce n'est pas ce qu'on entend ordinairement par politisation, c'est-à-dire ce que les appareils politiques sont préparés à enregistrer et à renforcer. C'est une remise en question plus générale et plus vague, une sorte de malaise dans le travail, quelque chose qui n'est pas politique au sens établi, mais qui pourrait l'être ; quelque chose qui ressemble beaucoup à certaines formes de conscience

politique à la fois très aveugles à elles-mêmes, parce qu'elles n'ont pas trouvé leur discours, et d'une force révolutionnaire extraordinaire, capable de dépasser les appareils, qu'on retrouve par exemple chez les sous-prolétaires ou les ouvriers de première génération d'origine paysanne. Pour expliquer leur propre échec, pour le supporter, ces gens doivent mettre en question tout le système, en bloc, le système scolaire, et aussi la famille, avec laquelle il a partie liée, et toutes les institutions, avec l'identification de l'école à la caserne, de la caserne à l'usine. Il y a une espèce de gauchisme spontané qui évoque par plus d'un trait le discours des sous-prolétaires.

Et cela a-t-il une influence sur les conflits de générations ?

Une chose très simple, et à laquelle on ne pense pas, c'est que les aspirations des générations successives, des parents et des enfants, sont constituées par rapport à des états différents de la structure de la distribution des biens et des chances d'accéder aux différents biens : ce qui pour les parents était un privilège extraordinaire (à l'époque où ils avaient vingt ans, il y avait, par exemple, un sur mille des gens de leur âge, et de leur milieu, qui avait une voiture) est devenu banal, statistiquement. Et beaucoup de conflits de générations sont des conflits entre des systèmes d'aspirations constitués à des âges différents. Ce qui pour la génération 1 était une conquête de toute la vie, est donné dès la naissance, immédiatement, à la génération 2. Le décalage est particulièrement fort dans le cas des classes en déclin qui n'ont même plus ce qu'elles avaient à vingt ans et cela à une époque où tous les privilèges de leurs vingt ans (par exemple, le ski ou les bains de mer) sont devenus *communs*. Ce n'est pas par hasard que le racisme anti-jeunes (très visible dans les statistiques, bien qu'on ne dispose pas, malheureusement, d'analyses par fraction de classes) est le fait des classes en déclin comme les petits artisans ou commerçants), ou des individus en déclin et des vieux en général. Tous les vieux ne sont pas anti-jeunes, évidemment, mais la vieillesse est aussi un déclin social, une perte de pouvoir social et, par ce biais-là, les vieux participent du rapport aux jeunes qui est caractéristique aussi des classes en déclin. Évidemment les vieux des classes en déclin, c'est-à-dire les vieux commerçants, les vieux artisans, etc., cumulent au plus haut degré tous les symptômes : ils sont anti-jeunes mais aussi anti-artistes, anti-intellectuels, anti-contestation, ils sont contre tout ce qui change, tout ce qui bouge, etc., justement parce qu'ils ont leur avenir derrière eux, parce qu'ils n'ont pas d'avenir, alors que les jeunes se définissent comme ayant de l'avenir, comme définissant l'avenir.

Mais est-ce que le système scolaire n'est pas à l'origine de conflits entre les générations dans la mesure où il peut rapprocher dans les mêmes positions sociales des gens qui ont été formés dans des états différents du système scolaire ?

On peut partir d'un cas concret: actuellement dans beaucoup de positions moyennes de la fonction publique où l'on peut avancer par l'apprentissage sur le tas, on trouve côte à côte, dans le même bureau, des jeunes bacheliers, ou même licenciés, frais émoulus du système scolaire, et des gens de cinquante à soixante ans qui sont partis, trente ans plus tôt, avec le certificat d'études, à un âge du système scolaire où le certificat d'études était encore un titre relativement rare, et qui, par l'autodidaxie et par l'ancienneté, sont arrivés à des positions de cadres qui maintenant ne sont plus accessibles qu'à des bacheliers. Là, ce qui s'oppose, ce ne sont pas des vieux et des jeunes, ce sont pratiquement deux états du système scolaire, deux états de la rareté différentielle des titres et cette opposition objective se traduit dans des luttes de classements : ne pouvant pas dire qu'ils sont chefs parce qu'ils sont anciens, les vieux invoqueront l'expérience associée à l'ancienneté, tandis que les jeunes invoqueront la compétence garantie par les titres. La même opposition peut se retrouver sur le terrain syndical (par exemple, au syndicat FO des PTT) sous la forme d'une lutte entre des jeunes gauchistes

barbus et de vieux militants de tendance ancienne SFIO. On trouve aussi côte à côte, dans le même bureau, dans le même poste, des ingénieurs issus les uns des Arts et Métiers, les autres de Polytechnique; l'identité apparente de statut cache que les uns ont, comme on dit, de l'avenir et qu'ils ne font que passer dans une position qui est pour les autres un point d'arrivée. Dans ce cas, les conflits risquent de revêtir d'autres formes, parce que les jeunes vieux (puisque *finis*) ont toutes les chances d'avoir intériorisé le respect du titre scolaire comme enregistrement d'une différence de nature. C'est ainsi que, dans beaucoup de cas, des conflits vécus comme conflits de générations s'accompliront en fait à travers des personnes ou des groupes d'âge constitués autour de rapports différents avec le système scolaire. C'est dans une relation commune à un état particulier du système scolaire, et dans les intérêts spécifiques, différents de ceux de la génération définie par la relation à un autre état, très différent, du système, qu'il faut (aujourd'hui) chercher un des principes unificateurs d'une génération : ce qui est commun à l'ensemble des jeunes, ou du moins à tous ceux qui ont bénéficié tant soit peu du système scolaire, qui en ont tiré une qualification minimale, c'est le fait que, globalement, cette génération est plus qualifiée à emploi égal que la génération précédente (par parenthèse, on peut noter que les femmes qui, par une sorte de discrimination, n'accèdent aux postes qu'au prix d'une sur-sélection, sont constamment dans cette situation, c'est-à-dire qu'elles sont presque toujours plus qualifiées que les hommes à poste équivalent...). Il est certain que, par-delà toutes les différences de classe, les jeunes ont des intérêts collectifs de génération, parce que, indépendamment de l'effet de discrimination « anti-jeunes », le simple fait qu'ils ont eu affaire à des états différents du système scolaire fait qu'ils obtiendront toujours moins de leurs titres que n'en aurait obtenu la génération précédente. Il y a une déqualification structurale de la génération. C'est sans doute important pour comprendre cette sorte de désenchantement qui, lui, est relativement commun à toute la génération. Même dans la bourgeoisie, une part des conflits actuels s'explique sans doute par là, par le fait que le délai de succession s'allonge, que, comme l'a bien montré Le Bras dans un article de *Population*, l'âge auquel on transmet le patrimoine ou les postes devient de plus en plus tardif et que les juniors de la classe dominante doivent ronger leur frein. Ceci n'est sans doute pas étranger à la contestation qui s'observe dans les professions libérales (architectes, avocats, médecins, etc.), dans l'enseignement, etc. De même que les vieux ont intérêt à renvoyer les jeunes dans la jeunesse, de même les jeunes ont intérêt à renvoyer les vieux dans la vieillesse.

Il y a des périodes où la recherche du « nouveau » par laquelle les « nouveaux venus » (qui sont aussi, le plus souvent, les plus jeunes biologiquement) poussent les « déjà arrivés » au passé, au dépassé, à la mort sociale (« il est fini »), s'intensifie et où, du même coup, les luttes entre les générations atteignent une plus grande intensité : ce sont les moments où les trajectoires des plus jeunes et des plus vieux se télescopent, où les « jeunes » aspirent « trop tôt » à la succession. Ces conflits sont évités aussi longtemps que les vieux parviennent à régler le tempo de l'ascension des plus jeunes, à régler les carrières et les cursus, à contrôler les vitesses de course dans les carrières, à freiner ceux qui ne savent pas se freiner, les ambitieux qui « brûlent les étapes », qui se « poussent » (en fait, la plupart du temps, ils n'ont pas besoin de freiner parce que les « jeunes » — qui peuvent avoir cinquante ans — ont intériorisé les limites, les âges modaux, c'est-à-dire l'âge auquel on peut « raisonnablement prétendre » à une position, et n'ont même pas l'idée de la revendiquer avant l'heure, avant que « leur heure ne soit venue »). Lorsque le « sens des limites » se perd, on voit apparaître des conflits à propos des limites d'âge, des limites entre les âges, qui ont pour enjeu la transmission du pouvoir et des privilèges entre les générations.

27 février - 6 mars 2018

La jeunesse et ses sous-cultures

PUNK VS EMO

THE RABBLE **false start**
THE EXPLICIT *Scenic Drive*

SATURDAY 11 AUGUST - ELLEN MELVILLE HALL, AKL - 7.30 PM
PRE SALES AVAILABLE FROM ITICKET & REAL GROOVY
ALL AGES - \$10

ACT UP PROMOTIONS ITICKET

« la fonction des sous-cultures » in HEBDIGE Dick, *Sous-Culture, le sens du style*, Eds. La Découverte, 2008, p. 77 – 119.

CHAPITRE 7

LE STYLE COMME COMMUNICATION INTENTIONNELLE

« Je parle à travers mes vêtements. » (Eco, 1973.)

Aucune sous-culture n'échappe au cycle qui mène de l'opposition à la banalisation, de la résistance à la récupération. Nous avons vu le rôle du marché et des médias dans ce cycle. Il nous faut maintenant nous tourner vers les sous-cultures elles-mêmes pour comprendre plus précisément quel message communique un style sous-culturel. Ce qui nous amène à poser deux questions d'apparence paradoxale : quel est le sens d'une sous-culture pour ses adeptes ? Comment les sous-cultures en viennent-elles à signifier le désordre ? Pour répondre à ces questions, il nous faut définir de façon plus précise la signification du style.

↳ Dans sa « Rhétorique de l'Image », Roland Barthes compare le caractère censément « intentionnel » de l'image publicitaire et l'apparente « innocence » de la photographie de presse. Ces deux types d'image reflètent des articulations complexes de codes et de pratiques spécifiques, mais la photo de presse apparaît comme plus « naturelle » et transparente que la publicité. Barthes écrit : « la signification de l'Image est assurément intentionnelle [...] l'image publicitaire est franche, ou du moins emphatique ». La distinction faite par Barthes peut nous servir par analogie pour souligner la différence entre les styles « normaux » et les styles sous-culturels. Les configurations stylistiques de type sous-culturel – combinaisons hyperboliques de répertoires vestimentaires, chorégraphiques, linguistiques, musicaux, etc. – entretiennent à peu près la même relation avec les formules plus conventionnelles (ensemble

costume-cravate « normal », tenues informelles, twin-sets, etc.) et moins consciemment construites que l'image publicitaire avec la photo de presse.

Bien entendu, pour signifier, il n'est nul besoin d'une intention explicite, ainsi que les sémioticiens n'ont cessé de le signaler. Comme l'écrit Umberto Eco, « ce ne sont pas seulement les objets visant expressément la communication [...] mais tous les objets qui peuvent être considérés [...] comme des signes » (Eco, 1973). Ainsi, par exemple, la tenue conventionnelle portée par l'homme ou la femme de la rue est choisie en fonction de contraintes financières, de « goût », de préférence, etc., et ce choix est sans aucun doute signifiant. Chaque configuration s'inscrit dans un système de différences – les modes conventionnels du discours vestimentaire – qui correspond à un ensemble de rôles et d'options socialement déterminés¹. Ces choix sont porteurs de toute une gamme de messages transmis par le biais des nuances subtiles d'un ensemble de sous-systèmes interconnectés : classe et statut, séduction et conscience de soi, etc. En dernière instance, ils expriment au minimum la « normalité » en opposition à la « déviance » – la normalité se caractérisant par son invisibilité relative, sa conformité, sa « naturalité ». Mais la communication intentionnelle est d'un genre différent : elle se détache du lot en tant que construction ostensible et choix lourd de significations, elle attire l'attention sur elle-même, elle se donne à lire.

C'est bien là ce qui distingue les configurations visuelles des sous-cultures spectaculaires de celles propres à la culture environnante : leur caractère *ostensiblement* fabriqué (même les mods, qui occupaient une position précaire entre la norme et la déviance, finissaient par proclamer leur différence au moment de fréquenter en groupe les discothèques ou les stations balnéaires). Les sous-cultures *exhibent* leurs propres codes (cf. les T-shirts déchirés de punks), ou du moins démontrent-elles que les codes sont faits pour être usés et abusés, qu'ils ont été pensés délibérément plutôt qu'adoptés inconsciemment. En cela,

1. Même si les structuralistes seraient d'accord avec John Mepham (1974) pour affirmer que « la vie sociale est structurée comme un langage », il existe une tradition plus classique de recherche sur les face-à-face, les jeux de rôles, etc., qui

démontre de façon flagrante que l'interaction sociale (au moins dans la classe moyenne américaine !) est très strictement régie par un ensemble rigide de règles, de codes et de conventions (cf. en particulier les travaux d'Erving Goffman).

elles s'inscrivent contre la logique de la culture dominante, dont la principale caractéristique, d'après Barthes, est la tendance à adopter le masque de la nature, à remplacer les formes historiques par des formes « normalisées », à transposer la réalité du monde en une image du monde qui prétend obéir aux « lois évidentes d'un ordre naturel » (Barthes, 1957).

Comme nous l'avons vu, c'est en ce sens qu'on peut affirmer que les sous-cultures transgressent les lois de la « seconde nature de l'homme ² ». En resituant et recontextualisant les marchandises, en détournant leurs usages conventionnels et en en inventant de nouveaux, le promoteur d'un style sous-culturel dément ce qu'Althusser décrivait comme la « fausse évidence de la pratique quotidienne » (Althusser et Balibar, 1965) et ouvre au monde des objets la voie de nouvelles lectures secrètement subversives. Le « sens » du style sous-culturel, c'est donc avant tout de communiquer une *différence* et d'exprimer une *identité* collective. C'est là la formule suprême à laquelle obéissent toutes les autres significations, le message à travers lequel tous les autres messages s'expriment. Une fois que nous avons accordé à cette différence initiale une primauté déterminante pour l'entièreté de la séquence de création et de diffusion stylistiques, nous pouvons retourner à l'examen des structures internes de chaque sous-culture. Pour reprendre l'analogie mentionnée antérieurement, si les sous-cultures spectaculaires sont des formes de communication intentionnelle, si elles sont « motivées » (au sens linguistique du terme), qu'est-ce au juste qui est communiqué et rendu public ?

LE STYLE COMME BRICOLAGE

« Il est d'usage d'appeler *monstre* l'accord inaccoutumé d'éléments dissonants [...]. J'appelle monstre toute originale inépuisable beauté. » (Alfred Jarry.)

Outre leur caractère essentiellement prolétarien, les sous-cultures que nous avons abordées jusqu'à présent ont un autre trait

2. D'après Hall (1977), « la culture est l'accumulation du pouvoir de l'homme sur la nature, matérialisée dans des instruments et des pratiques de travail et médiatisée par les signes, la pensée, le

savoir et le langage, éléments à travers lesquels elle est transmise de génération en génération en tant que "seconde nature" de l'homme ».

commun. Elles sont aussi, nous l'avons vu, des cultures de consommation ostentatoire, même quand certains types de consommation sont aussi refusés de façon ostentatoire, comme chez les skinheads et les punks. C'est à travers des rituels spécifiques de consommation, à travers le style, que les sous-cultures révèlent leur identité « secrète » et transmettent leurs significations prohibées. Fondamentalement, c'est la façon dont elles *font usage* des marchandises qui les distingue des formes culturelles plus orthodoxes.

De ce point de vue, les découvertes effectuées dans le domaine de l'anthropologie peuvent nous être fort utiles. En particulier, nous pouvons nous servir du concept de *bricolage* pour comprendre le mode de construction des sous-cultures. Dans *La Pensée sauvage*, Lévi-Strauss montre comment les schémas de pensée magique utilisés par les peuples primitifs (superstition, sorcellerie, mythes) peuvent être interprétés comme des systèmes implicitement cohérents, même si d'apparence chaotique, de mise en relation des choses, qui permettent à leurs usagers de « penser » le monde de façon parfaitement satisfaisante. Ces systèmes de relations magiques ont tous un trait commun : ils sont capables de s'étendre à l'infini parce que leurs éléments de base peuvent être combinés de mille façons différentes pour engendrer de nouvelles significations. Le bricolage a pu ainsi être décrit comme une « science du concret », selon une définition récente qui illumine le sens anthropologique originel du terme :

« [Par bricolage] on entend les moyens par le biais desquels l'esprit illettré et non technicien de l'homme dit "primitif" réagit au monde qui l'entoure. Ce processus met en œuvre une "science du concret" (par contraste avec la science de l'abstraction du monde dit "civilisé") qui, loin d'être dépourvue de logique, ordonne, classifie et conforme en structures minutieuses et bien définies toute la profusion du monde physique. Simplement, cette "logique" n'est pas la nôtre. La construction artisanale et improvisée de ces structures (soit leur caractère de *bricolage*) équivaut à une série de réponses *ad hoc* à un environnement donné, réponses qui servent à établir des homologues et des analogues entre l'ordre de la nature et celui de la société, offrant ainsi une "explication" satisfaisante du monde et le rendant habitable. » (Hawkes, 1977.)

Sous-culture

Les implications de cette forme d'improvisation structurée pour une théorie des sous-cultures spectaculaires ont déjà été explorées. Ainsi, par exemple, John Clarke a mis l'accent sur la façon dont des formes importantes de discours (en particulier la mode) sont radicalement adaptées, subverties et amplifiées par le bricoleur sous-culturel :

« Pris ensemble, l'objet et le sens constituent un signe et, dans n'importe quelle culture, les signes sont systématiquement organisés sous forme de discours spécifiques. Mais quand un bricoleur déplace et repositionne l'objet signifiant au sein d'un discours donné tout en ayant recours au même répertoire global de signes, ou bien quand ledit objet est resitué dans une configuration différente, c'est un nouveau discours qui émerge, un nouveau message qui est transmis. » (Clarke, 1976.)

C'est ainsi que le détournement par les teddy boys du style Belle Époque ressuscité par les stylistes de Savile Row dans les années 1950 à destination des jeunes gens élégants de la « haute » peut être interprété comme une forme de bricolage. De même, on peut dire que les mods fonctionnaient comme des bricoleurs quand ils s'approprièrent certains objets marchands en les resituant dans une configuration symbolique qui contribuait à effacer ou à subvertir leurs significations initiales parfaitement innocentes. Les pilules destinées au traitement de diverses névroses étaient transformées en narcotiques, tandis que le scooter, un moyen de transport originellement tout à fait respectable, devenait un symbole menaçant de solidarité collective. Toujours avec la même capacité d'improvisation, les peignes en métal, dont les dents étaient consciencieusement effilées, passaient du statut de bibelot narcissique à celui d'arme par destination. Le drapeau britannique était cousu au dos de parkas crasseux ou bien taillé sur mesure et transformé en blazer de coupe élégante. De façon plus subtile, les emblèmes conventionnels du monde des affaires – l'ensemble costume-cravate, les cheveux courts, etc. – étaient dépouillés de leurs connotations originelles – efficacité, ambition, respect de l'autorité – et convertis en fétiches « vides », en objets susceptibles d'être désirés, appréciés et valorisés pour eux-mêmes.

Au risque de paraître mélodramatique, ces pratiques subversives pourraient être décrites à l'aide de la formule « guérilla sémiotique » (Eco, 1972). En général, cette guérilla a lieu en dessous du niveau de la conscience des adeptes individuels des sous-cultures spectaculaires (même si, à un autre niveau, les sous-cultures sont des formes de communication intentionnelles, comme nous venons de le voir). Cependant, avec l'émergence de groupes de ce type, « la guerre – et il s'agit ici de la guerre du surréalisme – est déclarée au niveau des surfaces » (Annette Michelson, citée in Lippard, 1970).

Il convient sans aucun doute de mentionner ici les pratiques esthétiques radicales de Dada et du surréalisme : recherches oniriques, collage, « ready made », etc. Il s'agit là de modalités classiques du discours « anarchique³ ». Les deux manifestes publiés par Breton en 1924 et 1929 ont établi les prémisses fondamentales du surréalisme : la nouvelle « surréalité » émergerait à partir de la subversion du sens commun, de l'effondrement des catégories et des oppositions logiques conventionnelles (rêve/réalité, travail/jeu, etc.), et de la célébration de l'anormal et de l'interdit. Le vecteur essentiel de cette opération est le « rapprochement de deux réalités distantes dont l'esprit seul a saisi les rapports » (Reverdy, 1918), un rapprochement dont l'exemple classique était pour Breton l'étrange formule de Lautréamont : « Beau [...] comme la rencontre fortuite sur une table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie » (Lautréamont, 2001). Dans « La crise de l'objet », Breton approfondit la théorisation de cette esthétique du collage en affirmant avec un certain optimisme que cet assaut contre la syntaxe de la vie quotidienne, laquelle dicte le mode d'emploi des objets les plus triviaux, entraînerait

« une révolution totale de l'objet : action de le détourner de ses fins en lui accolant un nouveau nom et en le signant. [...] La perturbation et la déformation sont ici recherchées pour elles-mêmes. [...] Les objets ainsi rassemblés ont ceci de commun qu'ils dérivent et parviennent à différer des objets qui nous entourent par simple *mutation de rôle* » (Breton, 1936).

3. Les termes « anarchique » et « discours » pourraient passer pour contradictoires dans la mesure où l'idée de discours suggère celle de structure. Pour autant, l'esthétique surréaliste

est désormais suffisamment familière (entre autres à travers la publicité) pour incarner le type d'unité (de thèmes, de codes, d'effets) qu'implique le terme « discours ».

Max Ernst (1948) résume la chose de façon plus cryptique : « Qui dit collage dit irrationnel. »

Bien entendu, ces pratiques ont leur corollaire dans le bricolage. Le bricoleur sous-culturel, tout comme l'« auteur » d'un collage surréaliste, « juxtapose deux réalités apparemment incompatibles [comme, par exemple : un "drapeau" et une "veste", un "T-shirt" et des "trous", un "peigne" et une "arme"] à une échelle apparemment absurde [...] et [...] c'est là que la rencontre explosive a lieu » (Ernst, 1948). C'est le punk qui illustre sans doute le mieux les usages sous-culturels de ce discours anarchique. Il tente lui aussi de subvertir et réorganiser le sens à travers « la perturbation et la déformation ». Il est lui aussi à la recherche de la « rencontre explosive ». Mais quelle est la signification ultime de ces pratiques subversives, si du moins elles en ont une ? Comment pouvons-nous les « lire » ? En nous concentrant plus particulièrement sur le punk, nous pourrions examiner de plus près certains des problèmes soulevés par l'interprétation du style.

STYLE EN RÉVOLTE ET STYLE RÉVOLTANT

« Rien ne nous était sacré. Notre mouvement n'était ni mystique, ni communiste, ni anarchiste. Tous ces mouvements avaient au moins une espèce de programme, le nôtre était complètement nihiliste. Nous crachions sur tout, y compris sur nous-mêmes. Notre symbole était le néant, la vacuité, le vide. » (George Grosz à propos de Dada.)

« We're so pretty, oh so pretty vacant⁴. » (The Sex Pistols.)

Même si son agressivité était souvent directe (T-shirts couverts de mots obscènes) et menaçante (tenues de guérillero ou de terroriste), c'est la violence de ses « cut-ups » qui définit pour l'essentiel le style punk. Tout comme les « ready made » de Marcel Duchamp, ces objets manufacturés qui ne passaient pour de l'art que parce que l'artiste avait décidé arbitrairement de leur accorder ce statut, les matériaux les plus triviaux et les plus incongrus – une épingle à nourrice, une pince à linge en plastique, une pièce de téléviseur, un rasoir, un tampon hygiénique – pouvaient

4. Littéralement, « nous sommes tellement vides », mais avec l'ambiguïté entre le « pretty » adjectif (« joli ») et le « pretty » adverbialisé (« tellement »,

« passablement », « joliment », « assez ») et la prononciation obscène de « vacant », qui évoque le mot « cunt » (« con ») [NdT].

être annexés au royaume de l'antimode punk. Tout était bon à prendre pour compléter la panoplie de ce que Vivien Westwood définissait comme le « prêt-à-provoquer » (*confrontation dressing*), du moins tant que la rupture entre le « naturel » et le construit restait manifeste (une rupture dont la règle semblait être du type : si un couvre-chef ne vous va pas, portez-le).

Les objets empruntés aux contextes les plus sordides trouvaient leur place dans la garde-robe punk. Des chaînes de WC ornaient avec grâce des torsos vêtus de sacs poubelles en plastique. Les épingles à nourrice, soustraites à leur contexte domestique, se transformaient en bijoux barbares perçant les joues, les oreilles ou les lèvres. Des matériaux « vulgaires » (PVC, plastique, maille lurex, etc.) aux motifs de mauvais goût (genre peau de léopard) et aux couleurs criardes, longtemps considérés par l'industrie de la mode comme une forme de kitsch désuet, étaient récupérés par les punks et reconvertis en vêtements (pantalons tuyaux de poêle ou minijupes passe-partout) qui offraient un commentaire délibéré sur les notions mêmes de goût et de modernité. Contrairement aux conseils systématiques de discrétion des magazines féminins, le maquillage des punks, tant masculin que féminin, était tout ce qu'il y a de plus ostentatoire. Les visages devenaient des portraits abstraits, des études finement observées et soigneusement exécutées sur le thème de l'aliénation. Bien entendu, les cheveux étaient teints (jaune paille, noir de jais, ou bien orange vif avec des touffes vertes, ou encore des mèches décolorées en formes de points d'interrogation), tandis que T-shirts et pantalons trahissaient l'histoire de leur fabrication à grands renforts de fermetures Éclair et de coutures bien visibles. De même, des fragments d'uniforme scolaire (chemises blanches en nylon, cravates aux couleurs du collège) subissaient une forme de profanation symbolique (les chemises étaient couvertes de sang ou de graffitis, les cravates restaient dénouées) et côtoyaient des pantalons de cuir ou de scandaleux tops en mohair rose. Tout ce qui semblait pervers et anormal était apprécié comme tel. En particulier, l'iconographie proscribed du fétichisme sexuel était convoquée avec les effets que l'on imagine. Masques de violeur et tenues de latex, corsages de cuir et bas résille, talons aiguilles invraisemblablement effilés, ceinturons, chaînes et lanières, bref, toute la panoplie du bondage et de la domination

était soustraite aux secrets du boudoir et au magasin d'accessoires pour films pornos afin d'être exposée à la lumière de la rue, où elle arborait toutes ses connotations obscènes. Certains jeunes punks exhibaient même le typique imperméable sale, symbole éminemment prosaïque de perversion sexuelle, exprimant ainsi leur déviance en termes opportunément prolétariens.

Bien entendu, le punk ne se contentait pas de mettre les habitudes vestimentaires sens dessus dessous. Il déstabilisait toutes les formes de discours. Ainsi, la danse, forme expressive significative du rock et de la pop britanniques, était transformée par les punks en pantomime abstraite de marionnettes robotisées. La danse punk n'avait absolument rien à voir avec les twists et les slows poussifs liés au très respectable rituel populaire du samedi soir, dans les dancings des chaînes Top Rank ou Mecca, tel que le décrit le sociologue Geoff Munghan⁵. Bien au contraire, les manifestations trop ouvertes de sollicitude hétérosexuelle étaient généralement traitées avec mépris et suspicion (qui a laissé entrer ces ringards ?) et les conventions habituelles de la drague n'avaient pas leur place sur les pistes de danse où les punks pratiquaient le pogo, la « pose » ou le « robot ». Si la « pose » autorisait un minimum d'interaction (elle impliquait parfois deux personnes), le « couple » concerné était généralement du même sexe et tout contact physique était exclu. Le rapport mimé par la chorégraphie était de type « professionnel » : un des participants adoptait une pose maniérée stéréotypée tandis que l'autre s'accroupissait comme pour prendre une photo. Le pogo était encore plus asocial, même si pas mal de coups de coude s'échangeaient entre hommes au pied de la scène. En fait, le pogo était une caricature, une *reductio ad absurdum* de tous les styles de danse individuelles associés au rock. Il ressemblait à l'« antidanse » des « Leapniks » (les « sauteurs ») que Melly décrit à propos de la vogue du jazz Dixieland (Melly, 1972). Les mêmes gestes stylisés – sauter en l'air les bras collés au corps, comme pour faire une tête au football –

5. Dans sa description d'un bal du samedi soir dans une ville industrielle, Munghan (1976) montre comment l'horizon étroit de l'existence des secteurs populaires se reproduit dans la salle de bal sous la forme de rituels de séduction codés, de paranoïa masculine et d'une pesante atmosphère de répression sexuelle. Il dépeint le

tableau déprimant de soirées moroses vouées à la poursuite désespérée « de la biture et des nanas » (ou bien « des copains et d'un retour romantique en bus ») dans un cadre très contrôlé où « toute forme de spontanéité est perçue par les gérants et par leur équipe – en particulier par les videurs – comme une menace de rébellion ».

étaient répétés de façon monotone en accord avec le rythme strictement mécanique de la musique. Contrairement aux mouvements fluides et langoureux des hippies ou au style « idiot » des amateurs de heavy metal (cf. chapitre 5, note 12), le pogo rendait toute improvisation superflue, les seules variations étant imposées par le changement de tempo de la musique : les morceaux rapides étaient « interprétés » dans un état d'extase hystérique sous la forme de gigotements frénétiques en surplace ; les morceaux lents étaient exécutés avec un détachement proche de la catatonie.

La danse dite du « robot », un raffinement qu'on n'avait de chances d'observer que dans les rassemblements punks les plus exclusifs, était tout à la fois plus « expressive » et moins « spontanée », du moins par rapport à la gamme étroite de significations que ces termes évoquent dans l'usage des punks. Il s'agissait d'une séquence de saccades presque imperceptibles de la tête et des mains, alternant avec des embardées plus extravagantes (les premiers pas de Frankenstein ?) qui s'arrêtaient brutalement et de façon aléatoire. La pose immobile qui en résultait était maintenue pendant un long moment, parfois plusieurs minutes, avant de repartir brusquement pour une nouvelle séquence robotique. Certains punks particulièrement zélés poussaient la chose encore plus loin et leurs exploits chorégraphiques duraient des soirées entières ; à l'instar du duo d'artistes Gilbert et George⁶, ils se transformaient en automates, en véritables sculptures vivantes.

De même, la musique punk se distingue fortement du rock et de la pop majoritaires. C'est son côté uniformément basique et direct qui fait tout son attrait, que cela soit intentionnel ou dû aux faibles compétences techniques des musiciens. Si c'est la seconde explication qui est la bonne, alors on peut dire que les punks ont fait de nécessité vertu (« Nous voulons être des amateurs », affirmait Johnny Rotten). En général, un barrage sonore de guitares, volume et aigus au maximum, parfois accompagné par un saxophone, ressasse une ligne (anti-)mélodique implacable sur un arrière-fond confus de batterie cacophonique et de hur-

6. La première performance de Gilbert et George saluée par la critique date de 1970, lorsque les deux artistes, tous deux vêtus du même costume de coupe classique, les mains et le visage recouverts de peinture métallique, armés d'un gant, d'une baguette et d'un magnétophone, exécutè-

rent une série de mouvements contrôlés et répétitifs sur un air de music-hall des années 1930. Ils ont depuis mis en scène dans diverses galeries d'art du monde entier d'autres performances arborant des titres comme « Lost Day » ou « Normal Boredom ».

lements vocaux. En témoigne l'opinion laconique de Johnny Rotten en matière d'harmonie : « Notre truc, c'est le chaos, pas la musique. »

Les noms des groupes eux-mêmes (les Unwanted, les Rejects, les Sex Pistols, les Clash, les Worst, etc.⁷) et les titres des chansons (« Bergen Belsen, c'était le pied », « Si tu veux pas baiser avec moi, va te faire foutre », « J'ai envie de te gerber dessus ») reflétaient la tendance au blasphème délibéré et à l'adoption volontaire d'un statut de paria qui caractérisaient l'ensemble du mouvement punk. Il y avait là de quoi « faire blanchir les cheveux de maman », pour reprendre la formule célèbre de Lévi-Strauss. À l'origine du mouvement, ces « groupes de garage » pouvaient aisément renoncer à toute prétention de professionnalisme musical et substituer la « passion » à la « technique », selon la terminologie romantique conventionnelle. Il s'agissait de revendiquer le langage de l'homme de la rue contre les poses ésotériques de l'élite, l'arsenal traditionnel de la rébellion contre la conception bourgeoise du divertissement ou la vision classique du « grand art ».

C'est à l'occasion de leurs prestations scéniques que le potentiel subversif des punks se manifestait le plus clairement. Si la portée réelle de leurs atteintes à la loi et à l'ordre est discutable, du moins parvenaient-ils à déstabiliser radicalement les conventions du spectacle de concert, en particulier par leur désir de se rapprocher de leur public, que ce soit au niveau purement physique ou à travers leur style de vie et les paroles de leurs chansons. En soi, il ne s'agissait pas là d'un phénomène inédit : il y a longtemps que la frontière entre l'artiste et son public est perçue par les avant-gardes esthétiques radicales (Brecht, les surréalistes, Dada, Marcuse, etc.) comme une métaphore du fossé encore plus infranchissable qui, sous le capitalisme, sépare l'art et le rêve de la réalité et de la vie⁸. Les scènes des salles suffisamment

7. Littéralement, les « Indésirables », les « Rebutés », les « Pistolets sexuels », le « Choc » (ou encore le « Tumulte », l'« Affrontement »), les « Pires » [NdT].

8. Bien entendu, le rock a toujours prétendu vouloir dissoudre ces catégories, et les spectacles de rock sont communément associés à toutes sortes de turbulences et de désordres : teddy

boys détruisant les sièges de cinéma, excès de la Beatlemania, happenings et festivals hippies déployant une liberté, certes moins agressive, à travers l'exhibition de la nudité des participants, la consommation de drogues et une « spontanéité » généralisée. Néanmoins, le punk marque de ce point de vue un nouveau départ.

audacieuses pour accueillir les groupes de la nouvelle vague étaient régulièrement envahies par des hordes de punks et, si jamais les gérants osaient s'opposer à de telles violations des conventions du spectacle et du divertissement, ils ne faisaient qu'offrir un prétexte supplémentaire aux groupes et à leurs fans pour communier dans une orgie d'outrages et de crachats. En mai 1977, lors du concert des Clash au Rainbow Theatre, pendant l'exécution de la chanson « White Riot », le public arracha les sièges et les lança sur la scène. Par ailleurs, chaque performance, aussi apocalyptique soit-elle, offrait des preuves palpables que la vie pouvait changer, que le passage à l'acte était une possibilité qu'aucun punk authentique ne pouvait écarter. Les articles de la presse musicale regorgeaient d'exemples de « fans ordinaires » (Siouxsie, de Siouxsie and the Banshees, Sid Vicious, des Sex Pistols, Mark Perry, du fanzine *Sniffing Glue*, Jordan, de Adam and the Ants) ayant effectué le passage symbolique de la salle à la scène. Même les positions les plus modestes de la hiérarchie du rock pouvaient offrir une alternative séduisante à la misère du travail manuel, de la vie de bureau ou du chômage. D'après la légende, les Finchley Boys (les « Gars de Finchley », banlieue résidentielle du nord de Londres), une bande de fans inconditionnels des Stranglers, avaient été recrutés sur les gradins de stades de football et employés comme *roadies* par les musiciens du groupe.

Nous l'avons vu, ces « *success stories* » étaient sujettes à un certain nombre d'interprétations plus ou moins « biaisées » de la part des médias. Mais d'autres innovations de la culture punk ouvraient la voie à une résistance plus efficace aux définitions dominantes. Il convient de citer en particulier l'émergence d'un espace critique alternatif visant à contrer la couverture médiatique hostile ou du moins idéologiquement tendancieuse dont était victime le punk, phénomène complètement inédit dans le cadre d'une culture juvénile largement prolétarienne. L'existence d'une presse punk alternative démontrait que, même avec les maigres ressources disponibles, on pouvait produire rapidement et à peu de frais autre chose que des vêtements et de la musique. Les fanzines (*Sniffin Glue*, *Ripped and Torn*, etc.) étaient des journaux édités par un individu ou un collectif qui publiaient des commentaires, des éditoriaux et des interviews de personnalités de la scène

punk. Caractérisés par leur coût de production dérisoire et leur nombre d'exemplaires assez réduit, ils étaient reliés sommairement à coups d'agrafeuse et distribués à travers un petit réseau de boutiques et lieux de vente tenus par des sympathisants.

Le langage de ces publications était délibérément « prolétarien », à savoir largement saupoudré d'argot et de mots obscènes. Elles abondaient en coquilles et barbarismes grammaticaux, en orthographes approximatives et erreurs de pagination, autant d'anomalies qui étaient volontairement imprimées telles quelles. Quant aux corrections et ratures effectuées avant les dernières épreuves, elles étaient affichées comme telles et offertes à l'appréciation du lecteur. Le tout suscitait une impression générale d'urgence et d'immédiateté, d'un artefact bricolé avec une sorte de précipitation obscène, d'un rapport de combat en provenance directe de la ligne de front.

Tout comme la musique qu'elle décrivait, la prose des fanzines punks avait une qualité discordante et querelleuse qui la rendait difficile à « digérer » en grande quantité. De temps à autre, une forme d'humour plus abstrait s'y manifestait – sorte d'« aiguillon d'une imagination paresseuse », pour reprendre les termes de l'ethnométhodologue américain Harvey Garfinkel. On trouve ainsi dans un numéro de *Sniffin Glue*, le premier fanzine et le plus largement diffusé, ce qui restera probablement comme l'exemple de propagande le plus inspiré jamais produit par la sous-culture punk – une sorte de maxime suprême de la philosophie punk. Il s'agit d'une illustration montrant trois positions basiques des doigts sur le manche d'une guitare et sous-titrée : « Voilà un accord, en voilà deux autres. Maintenant, monte ton propre groupe. »

Les illustrations et la typographie des pochettes de disques et des fanzines étaient elles aussi en accord avec le style underground et anarchique du punk. Les deux principaux modèles typographiques étaient le graffiti, qui reproduisait le tracé fluide d'un bombage de taggeur, et le message anonyme, composé avec des lettres hétérogènes découpées dans du papier journal ou sur d'autres supports. Ainsi, par exemple, la pochette du simple *God Save the Queen*, des Sex Pistols (reproduite ultérieurement sur des T-shirts, des posters, etc.), juxtaposait les deux styles : d'une part, la typo rudimentaire et composite du titre barrait les yeux et

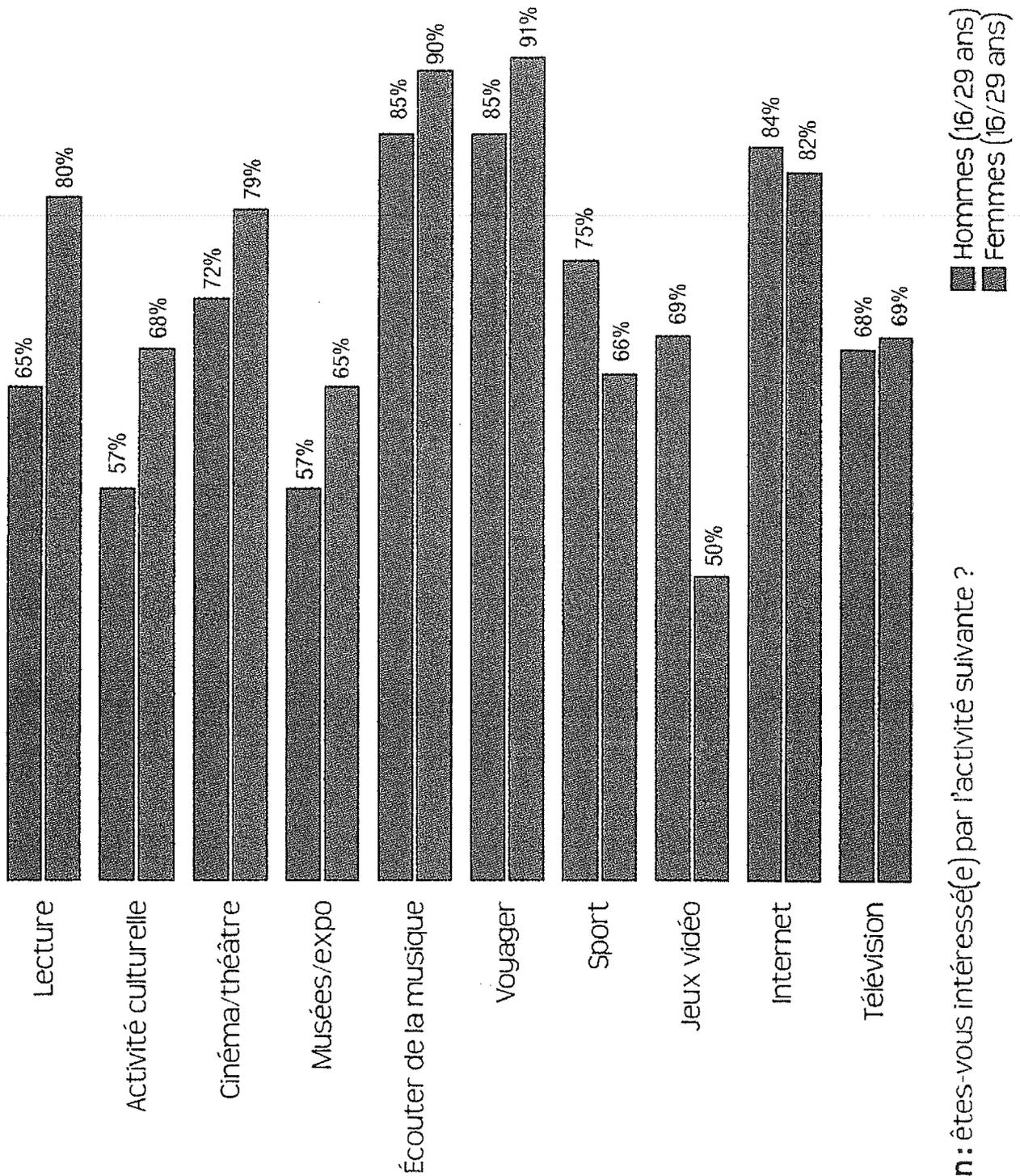
Chapitre 7

la bouche de la Reine ; de l'autre, ceux-ci étaient défigurés par les caches noirs utilisés par la presse à sensation pour masquer l'identité des personnes photographiées (et qui connotent généralement crimes et scandales). Enfin, le processus d'autodénigrement ironique qui caractérisait la sous-culture punk se manifestait jusque dans son nom. De fait, le mot « *punk* », avec ses connotations éminemment péjoratives (« sale type », « pourri », « bon à rien »), était généralement préféré par le noyau dur des fans et des musiciens à une expression plus neutre comme « *new age* » (nouvelle vague)⁹.

9. Le mot « *punk* » tout comme les termes d'argot noir américain « *funk* » et « *superbad* » semblent tous trois faire partie de ce « langage singulier de l'imagination et de l'aliénation » décrit par Charles Winick (1959) et « au sein duquel les valeurs sont inversées, l'épithète "terrible" y devenant par exemple une marque d'excellence ». Dans la même veine, Wolfe (1969) décrit le monde du « *cruising* » dans le Los Angeles du milieu des années 1960, une sous-culture de voitures customisées, de sweat-shirts et de coiffures savamment permanentées où le mot « *rank* » (qui signifie « fétide », « malodorant », « dégageant une odeur puissante » - un peu comme « *funk* » -, mais est aussi utilisé comme superlatif générali-

que) est un terme d'approbation : « La notion de "rank" est une extension naturelle de l'idée de "pourri" (*rotten*) [...]. Roth et Schorsch ont grandi à l'époque "pourrie" des adolescents de Los Angeles. L'idée, c'est qu'il fallait avoir une attitude complètement "pourrie" par rapport au monde des adultes et, plus globalement, à toute la structure établie des rôles sociaux, tout le système de la vie organisé autour du travail, de la conformité sociale, de l'adhésion aux valeurs de la collectivité. Être "pourri", c'était désertier l'univers de la compétition sociale et des rôles conventionnels pour rejoindre le territoire vierge des Rotten Teenagers qui inventent leurs propres règles du jeu. »

- Filles et garçons n'ont pas les mêmes passe-temps



Question : êtes-vous intéressé(e) par l'activité suivante ?

in REYNIÉ Dominique, La jeunesse du monde, Eds. Lignes de Repères, 2011, p. 75

13-20 mars 2018

Les mouvements de jeunesse



GOBILLE Boris, *Mai 68*, Eds. La Découverte, Paris, 2008, p. 10-33.

I / Le mouvement étudiant

Les sources de la crise étudiante

Une crise de la politisation étudiante organisée

À la veille de Mai 68, il y a dans le monde étudiant une crise de la politisation *organisée*. L'UNEF [Monchablon, 1988, 1992, 1995], le principal syndicat étudiant, fort de 100 000 membres en 1960, soit un étudiant sur deux, n'en rassemble plus qu'entre 30 000 et 50 000 en 1965, soit un étudiant sur dix, alors que les inscriptions dans l'enseignement supérieur ont plus que doublé entre 1961 et 1968. La baisse de ses effectifs et la suppression de sa subvention publique en 1964 la plongent dans une « détresse financière ». Elle est politiquement isolée, exception faite de ses liens avec la nouvelle direction du SNESup emmenée par A. Geismar. Privée d'un de ses viviers traditionnels — la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), normalisée en 1965 par l'épiscopat —, l'UNEF connaît par ailleurs un véritable « émiettement intérieur ». Nombre de ses AGE (associations générales des étudiants, une par site universitaire) s'écartent de la direction nationale, quand elles ne tombent pas aux mains de groupes concurrents comme les situationnistes qui, à Strasbourg en novembre 1966, s'emparent de l'AFGES et publient leurs thèses dans une brochure signée Mustapha Khayati et intitulée *De la misère en milieu étudiant...* Elle devient alors l'enjeu d'un « ballet de groupuscules » qui s'en disputent le contrôle. S'y opposent en particulier les étudiants du PSU (les ESU), qui enlèvent la

direction en janvier 1967, l'Union des étudiants communistes (UEC) qui domine plusieurs AGE de province, et le CLER, groupe trotskiste qui se transforme en Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) en avril 1968. Si ces groupes tentent d'en prendre le contrôle malgré sa fragilité, c'est que l'UNEF conserve un capital symbolique important lié à son rôle dans les luttes contre la guerre d'Algérie en 1960. Mais c'est sans projet fédérateur qu'elle traverse les années 1962-1968.

La « Gauche syndicale », qui la dominait de 1963 à 1966 et qui devient ensuite une matrice du gauchisme, échoue à rallier les étudiants à la revendication de l'allocation d'études destinée à salarier et homogénéiser un milieu étudiant aux conditions sociales éclatées. L'échec de sa tentative d'occupation de la Sorbonne le 21 février 1964 pousse certains militants de la « Gauche syndicale » à s'en éloigner pour fonder à Paris en mars 1968 le Mouvement d'action universitaire (MAU), premier à appeler, en mai, à la formation de comités d'action. La réforme Fouchet — engagée depuis 1963, elle vise initialement la spécialisation scientifique et professionnelle des filières, la révision des cursus et des programmes, la sélection à l'entrée des facultés, et aggrave en fait la rigidité pédagogique et le sous-encadrement administratif et enseignant [Fischer, 2000] — vivifie la contestation mais n'offre pas de nouvelles adhésions à l'UNEF. Oscillant entre réformisme et révolution, elle parvient tout de même à mobiliser lorsqu'elle appelle à manifester contre la guerre au Vietnam. Elle soutient la création des comités d'action lycéens ainsi que le mouvement des résidences universitaires. Celui-ci, commencé en 1965 à la cité universitaire d'Antony, met en cause la rigueur des règlements intérieurs qui empêchent par exemple les visites des garçons aux filles. Il se radicalise en 1967 et début 1968, à Nanterre (occupation du bâtiment des filles le 21 mars 1967), à Nantes, mais aussi à Rennes, Besançon et Saint-Étienne. Et, si l'UNEF parvient tout de même en mai-juin 1968 à jouer un rôle mobilisateur, malgré sa fragilité encore accentuée par la vacance de sa direction laissée par intérim à son vice-président J. Sauvageot fin avril, c'est en raison de sa position au carrefour de plusieurs sensibilités étudiantes, de la solidarité avec le Vietnam aux questions relatives à la condition étudiante en passant par le mouvement lycéen.

L'UEC traverse elle aussi depuis plusieurs années une crise profonde [Pudal et Matonti, 2008]. Ses velléités d'indépendance à l'égard du PCF, notamment *via* son organe *Clarté*, très lu dans le milieu étudiant, sont à l'origine d'une crise rampante depuis la fin des années 1950. Sa volonté de suivre l'UNEF dans sa manifestation contre la guerre d'Algérie du 27 octobre 1960 est contrée par le Parti communiste. Ce conflit fondateur en appelle d'autres. Lors de son sixième congrès de février 1963, l'UEC adopte un programme relativement autonome, notamment sur la question de la nouvelle situation étudiante et l'alliance avec les ouvriers. Elle ovationne aussi le délégué des Jeunesses communistes italiennes, alors que les relations du PCF avec un PCI précocement déstalinisé sont conflictuelles. Le PCF entreprend alors de redresser l'UEC et parvient à y marginaliser la tendance « italienne », d'abord en mars 1964, puis en mars 1965, avec l'appui d'une partie de l'« aile gauche » de l'UEC incarnée par le cercle de la rue d'Ulm. En octobre, c'est le secteur Lettres de la Sorbonne, opposé à la candidature unique de la gauche à la présidentielle de 1965 et proche des trotskistes, qui est dissous. De cette scission naît la JCR trotskiste. À son tour, le cercle d'Ulm, qui organise des cellules maoïstes clandestines au sein de l'UEC en février 1966 et fonde l'Union des jeunesses communistes (marxistes-léninistes) en novembre, est liquidé. Désormais « débarrassée » de son aile « droite » dite « italienne » et de ses ailes « gauches » trotskiste et maoïste, l'UEC perd de son audience dans le milieu étudiant et s'en tient peu ou prou, en mai-juin 1968, à un suivisme orthodoxe des positions du PCF.

L'offre politique en milieu étudiant est ainsi, à la veille de Mai 68, privée de ses organisations « de masse » et fragmentée en groupes minoritaires, coopérant parfois, se faisant concurrence le plus souvent, et contribuant pour la plupart à entretenir l'agitation dans les facultés : UNEF, groupes trotskistes FER, JCR, et Voix ouvrière, Internationale situationniste, MAU, UEC, UJC(ml) et PCMLF maoïstes, syndicats enseignants SGEN-CFDT et SNESup, comités d'action lycéens (CAL) et enfin groupes anarchistes affiliés ou non à la Fédération anarchiste, très présents dans le mouvement de mai-juin, mais plutôt sur le plan des idées et plus à titre individuel qu'organisationnel. Les ESU (étudiants du PSU) et le PSU lui-même sont aussi présents, leur influence

dans les mobilisations des années 1965-1968 est bien réelle, mais ils sont traversés de courants et de luttes d'influence qui en fragilisent l'unité et qui vont générer en mai-juin 1968 de nombreuses tensions internes entre « modérés », mendésistes et radicaux [Fisera, 1992].

Quant au Mouvement du 22 mars, il se constitue le 22 mars 1968 à Nanterre avec l'occupation de la salle du Conseil de la faculté, pour protester contre l'arrestation de cinq étudiants du Comité Vietnam national et de la JCR qui avaient participé à une opération contre le siège de l'American Express. Il est le produit de la convergence entre la JCR locale et les anarchistes libertaires en rupture avec la Fédération anarchiste, du ralliement d'« inorganisés » (la moitié des cent quarante-deux occupants), auxquels s'ajoutent, au moins au début, quelques « enragés » et prosituationnistes, et des militants des comités Vietnam de base. L'instabilité et la fragilité des alliances nanterroises, en évolution constante, ne s'expliquent que par les spécificités de Nanterre qui imposent aux groupes une « relative perméabilité » [Duteuil, 1988a, 1988b]. La faiblesse numérique des effectifs étudiants, comparés à ceux des facultés parisiennes, interdit en effet à chacun de ces groupes, comme à l'UNEF, de prétendre contrôler seul la contestation. Et l'isolement géographique de la faculté, bordée de bidonvilles mais d'aucun café ou cinéma, concentre la sociabilité autour de la cafétéria, de la salle de l'UNEF et de la résidence universitaire, favorisant ainsi une politisation des « inorganisés » qui déborde l'anti-impérialisme, la lutte contre le groupuscule fasciste Occident, la critique du capitalisme et de l'« Université bourgeoise », le refus de la sélection à l'entrée de la faculté, pour toucher les questions, très hétérodoxes à l'époque, de la sexualité et de la vie quotidienne. Politisation des « inorganisés » que relaient les anarchistes, la JCR et l'UNEF, et qui se matérialise dans le concours qu'ils apportent à l'occupation de la résidence des filles en mars 1967 puis en février 1968, à la grève de novembre contre la sélection à l'entrée de la faculté, à la manifestation du 26 janvier contre les « listes noires » de perturbateurs que l'administration aurait établies et qui se solde par l'intervention de la police, et finalement à la création du Mouvement du 22 mars.

Les comités d'action lycéens (CAL)

Très présents durant les événements, comme lors de la manifestation du 10 mai où 10 000 lycéens défilent, les CAL ont une histoire récente liée à la fois à la crise des mouvements confessionnels comme la JEC et, surtout, à la crise interne aux Jeunesses communistes. Au sein des JC, des « oppositionnels » revendiquent la mixité des cercles lycéens et critiquent leur organisation, ressemblant plus selon eux à un « patronage » qu'à un mouvement politique d'avant-garde alimenté théoriquement. Ils créent en septembre 1966 aux lycées Decour, Turgot et Henri-IV la première mouture de ce qui allait devenir les comités Vietnam lycéens (CVL), dont le succès inquiète le PCF qui les exclut des JC, exclusion qui rappelle celles intervenant au même moment au sein de l'UEC. Ils rejoignent alors le Comité Vietnam national (CVN) et organisent un meeting le 28 février 1967. À partir de la rentrée 1967, leur champ revendicatif s'élargit à la mise en cause des « lycées-casernes » et de leurs interdits (port de la blouse obligatoire dans certains établissements,

interdiction de fumer, de porter des cheveux trop longs ou d'exprimer des opinions politiques). C'est dans ce contexte que des militants des CVL du lycée J.-Decour forment les premiers CAL en décembre 1967 et éditent un bulletin, *Liaisons*. Ils parviennent dès lors à mobiliser plusieurs milliers de lycéens, notamment contre la guerre au Vietnam. Soucieux de leur autonomie, ils participent à des initiatives de l'UNEF et du SNESup, mais sans s'y fondre. On compte à la veille de Mai 68 une cinquantaine de CAL, dont une trentaine en province. Ils se multiplient en mai-juin dans les quatre cents lycées occupés de France, élaborant des cahiers de revendications portant aussi bien sur des questions politiques, la liberté d'expression et les rapports sociaux au lycée, que sur la pédagogie et l'enseignement technique. Leur succès est tel que même les JC reprennent le sigle « CAL » à leur compte et tentent en vain, lors du premier congrès des CAL le 19 juin 1968, d'en prendre le contrôle pour en faire un mouvement strictement syndical. Affaiblis, les CAL disparaissent en tant que tels à la rentrée 1969.

Sources : *Partisans* [1969] ; Leschi [1988] ; Morder [2002] ; Zaidman [1978].

Subjectivités politiques des années 1960

L'anticolonialisme puis l'anti-impérialisme sont au cœur de la subjectivité politique du milieu des années 1960. D'abord parce que la guerre d'Algérie a donné naissance au régime gaulliste, ensuite parce que les massacres d'État des 17 octobre 1961 et 8 février 1962, le rôle de l'UNEF dans la mobilisation contre la guerre et celui de la guerre elle-même dans la naissance du PSU subsistent dans les mémoires militantes [Bertrand, 2008]. La fin du conflit en Algérie, le renouvellement des générations

politiques, l'accentuation de la guerre américaine au Vietnam à partir de 1965-1966 et l'ampleur des manifestations étudiantes qui s'y opposent aux États-Unis déplacent le curseur vers le Vietnam et l'anti-impérialisme. La question vietnamienne est investie par des groupes divers : CVL, comités Vietnam de base impulsés par les maoïstes, Mouvement pour la paix proche du PCF, Collectif intersyndical universitaire pour la paix au Vietnam formé par l'UNEF et le SNESup, Comité Vietnam national initié par des scientifiques et des intellectuels comme J.-P. Sartre, L. Schwartz, P. Vidal-Naquet et au sein duquel les ESU sont actifs. Elle fait aussi l'objet de lectures différentes (pacifisme, tiers-mondisme, anti-américanisme, anti-impérialismes maoïste, trotskiste, guévariste, etc.) et se traduit par des formes de mobilisation plurielles (campagnes d'information, pétitions, meetings, manifestations, actions violentes). Mais, au-delà de cette effervescence [Jalabert, 1997], elle ne fait pas que dynamiser les formations d'extrême gauche et les ancrer dans des référentiels internationaux [Dreyfus-Armand et Portes, 2000], elle agit aussi comme levier de politisation d'étudiants sans appartenance organisationnelle : les « Six heures de la Mutualité » pour la paix au Vietnam en réunissent plusieurs milliers, la journée unitaire du 21 octobre 1967 plus de 35 000, et les mobilisations se multiplient début 1968. L'anti-impérialisme structure ainsi les imaginaires contestataires, et, relayé par des figures symboliques internationales telles que Hô Chi Minh, Castro et Che Guevara, devient inséparable d'un imaginaire proprement révolutionnaire [Frank, 2000].

L'ouvrier est l'autre figure centrale de la subjectivité politique de ces années [Ross, 2005]. Au-delà de leur critique virulente du PCF et de la CGT, et du degré très variable de leur ouvriérisme, les groupes d'extrême gauche, mais aussi les situationnistes et certaines fractions anarchistes continuent de placer au cœur de leurs réflexions, sinon de leurs actions, la question de la jonction avec les luttes ouvrières. Les maoïstes en particulier tentent des contacts concrets : mouvement d'« établissement » en usines de militants se faisant ouvriers, commencé en septembre 1967 [Dressen, 1999], travail militant quotidien et technique de l'enquête, dans les cafés, aux entrées de métro ou à la porte des usines. Autre signe de cette centralité révolutionnaire du sujet

ouvrier, la référence continue au marxisme fait pourtant l'objet, dans ces années, d'un profond renouvellement théorique. Les expressions « marxisme occidental », « marxisme hétérodoxe » et « pensée critique » désignent ces rénovations de la pensée marxiste que portent de nombreuses revues au carrefour des champs politiques radical et intellectuel, notamment *Socialisme ou Barbarie* (1949-1965) [Gottraux, 1997] et *Arguments* (1956-1962) [Rieffel, 1993]. Antistaliniens, souvent antibureaucratiques, ces marxismes hétérodoxes croisent marxisme, sciences sociales, psychanalyse, travaux de l'« école de Francfort », tiers-mondisme, autogestion, etc. Ils témoignent de la circulation internationale des idées critiques, notamment des réflexions de la « nouvelle gauche intellectuelle » qui privilégie les thèmes de l'aliénation, l'émancipation de l'homme dans le quotidien, la famille, les relations sexuelles et les relations avec autrui, la libération de la créativité, la préférence pour l'action plutôt que pour l'organisation, et la reconnaissance de la nouvelle classe ouvrière diplômée et de la jeunesse intellectuelle comme nouveaux acteurs de la transformation sociale [Gilcher-Holtey, 1995, 2000].

Certes, ces hybridations théoriques restent confinées à des revues dont la diffusion ne dépasse pas deux mille exemplaires. Mais elles se propagent par des lectures « obliques », des discussions, des bouts de théories, des braconnages existentiels forment une langue de ralliement et transforment les visions du monde. Elles bénéficient en cela de multiples « passeurs » qui les acclimatent et les vulgarisent : revues à plus large diffusion, colloques, mais surtout maisons d'édition et librairies militantes comme Maspero [Olivera, 2008], lieu de sociabilité et de circulation quotidienne des idées, ou encore professeurs : la critique de la « colonisation » et de l'aliénation de la vie quotidienne passe ainsi par Henri Lefebvre, professeur à Nanterre ; celle de la libération sexuelle par le séminaire qu'il anime en 1966-1967 sur « Sexualité et société » [Trebitch, 1997, 2000] et par la diffusion des idées de W. Reich : conférence à Nanterre en mars 1967 de B. Fraenkel sur « Jeunesse et sexualité », conférence de M. Revault d'Allonnes en mars 1968 sur « La révolution sexuelle », cercles de lecture Reich, circulation sous le manteau dans certains lycées d'une édition clandestine de *La Lutte sexuelle des jeunes*.

C'est aussi par des coups symboliques que la pensée critique acquiert une notoriété, à l'image des idées situationnistes se propageant *via* le tract *De la misère en milieu étudiant* émis à plusieurs milliers d'exemplaires en 1966, puis *via* la publication chez un grand éditeur, en 1967, de *La Société du spectacle* de G. Debord et du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de R. Vaneigem. Diverses et s'opposant parfois, ces pensées critiques partagent un refus de réduire la révolution aux seuls rapports de production : au-delà en effet, c'est à travers le concept par ailleurs polysémique d'*aliénation*, leur maître mot, qu'elles mettent en question les rapports sociaux de domination et traquent les mécanismes qui séparent le sujet d'avec lui-même [Feher, 2004]. Dans tous les domaines, du travail à l'éducation, de la sexualité au langage, de la vie quotidienne à la subjectivité, de la société de consommation à l'urbanisme et aux bureaucraties modernes, elles déconstruisent l'évidence avec laquelle les normes dominantes s'imposent.

Pour marginal que soit encore le féminisme théorique et mobilisé, dont l'envol est postérieur à Mai 68, les rapports hommes-femmes commencent eux aussi à être *politisés*, avant d'être subvertis [Zancarini-Fournel, 2002 ; Picq, 1994]. Ces idées hétérodoxes sédimentent un air du temps critique qui vient rencontrer des subjectivités marquées au préalable par tout un ensemble de crises des rapports d'autorité dans divers secteurs sociaux [Damamme, Gobille, Matonti et Pudal, 2008], auxquelles elles contribuent à donner un sens politique, préparant ainsi la rupture avec les allégeances « naturelles » à l'ordre symbolique qui se généralise en mai-juin 1968.

L'ébranlement de l'ordre symbolique

Timothy Tackett [1997] remarque que les députés du tiers-état aux États généraux de 1789, certes familiers de certains aspects des Lumières, étaient plus des hommes d'expérience que des idéologues pétris de lectures. Roger Chartier [1990] suggère quant à lui que la Révolution française n'est pas tant le produit *direct* des idées des Lumières que le fruit d'un désinvestissement symbolique et affectif préalable à l'égard de l'autorité royale qui rend possibles et acceptables la circulation et la réception des

La question des interactions internationales

La crise de mai-juin 1968 en France présente des traits particuliers : extension de la révolte étudiante au monde ouvrier et à de multiples secteurs professionnels, atmosphère quasi insurrectionnelle, vacillement du régime, convocation d'élections anticipées. Elle n'est pourtant pas isolée. Les interactions internationales se mesurent ainsi à l'intensité des mobilisations étrangères parfois violentes de l'année 1968, dont certaines en soutien direct aux insurgés français [Suzzoni, 1988] : manifestations étudiantes à Berlin, Francfort et Liège le 6 mai, en Suisse le 14 et le 25, occupation de l'Université de Milan dans la nuit du 14 au 15 et de la London School of Economics le 23, refus des dockers de Savone en Italie le 24 mai de décharger des marchandises à destination de la France pour ne pas « briser la grève des ouvriers et

étudiants français », protestations étudiantes à Bruxelles le 20, à Pékin, en Belgique, en RFA et en Grande-Bretagne le 21, à Amsterdam le 24 et en Suède les 24-25, à Londres le 26, en Yougoslavie à partir du 3 juin, de la part des Zengakuren au Japon le 15 juin avec barricades le 21, à Rio pendant trois jours à partir du 21 juin, dans toute l'Amérique latine pendant l'été, notamment au Mexique où la répression fait plus de trois cents morts le 2 octobre.

Mais la question des interactions internationales est complexe : elle pose le problème du comparatisme [Gilcher-Holtey, 1999] entre des « mouvements de 1968 » [Lavabre et Rey, 1998] qui prennent corps dans des contextes extraordinairement divers (Europe occidentale et scandinave, Europe de l'Est, États-Unis, Japon, Espagne franquiste, Amérique latine, Sénégal postcolonial). Au-delà de leur rassemblement sous le label « 1968 » [Fink, Cassert et Junker, 1998], qui ne dit rien sinon leur

« livres philosophiques ». Le constat vaut d'être travaillé aussi à propos de Mai 68 : c'est l'existence préalable d'une « crise sensible » et d'une « sensibilité de crise » en milieu étudiant qui explique l'écho qu'y reçoivent des théories qui, au-delà de leur diversité et de leurs modes d'appropriation, mettent en crise l'ordre social et symbolique [Pudal, 2008]. L'enseignement supérieur fait face dans les années 1960 à un accroissement sans précédent des effectifs venus des classes moyennes et populaires alors qu'il reste en tendance programmé pour reconduire les inégalités sociales et culturelles des verdicts scolaires, en dépit des rhétoriques de la « démocratisation » [Bourdieu et Passeron, 1964]. C'est parce que la génération étudiante d'alors est la première à vivre ce flottement entre deux lois symboliques de l'appareil scolaire — sélective et démocratique — qu'elle est aussi

conjonction par ailleurs relative, l'enjeu est à la fois de comprendre comment circulent concrètement entre ces espaces militants des expériences, des pratiques, des thématiques, voire des icônes subversives, et de saisir les logiques propres qui déterminent chacune de ces contestations. Tâche d'autant plus vaste que, même entre des configurations relativement proches, les interdépendances ne doivent pas être surévaluées : si l'intérêt que porte le SDS allemand (Sozialistischer Deutscher Studentenbund) aux thématiques culturelles ou à celle de l'« Université critique » passe chez les militants du Mouvement du 22 mars, de la « Gauche syndicale », des ESU, voire de la JCR, par le biais d'échanges, de voyages et de lectures communes, en revanche la connaissance que les étudiants français ont du mouvement étudiant américain SDS (Students for a Democratic Society), au-delà de la seule thématique vietnamienne, date plutôt de l'après-68 [Debouzy, 1995] ; de même, les

contestations italienne et française débouchent sur des rapports très différents à la violence politique [Sommier, 1998 ; Della Porta, 2000], sans parler du décalage dans le temps et de la spécificité du « mai rampant » italien, qui commence dès 1967 et se prolonge après 1968 [Milza, 1988 ; Tarrow, 1989 ; Passerini, 1995]. Si l'on peut déceler des analogies [Grosso, 1992], des communautés de thèmes et d'intensité militante [Horn, 2007] entre tous ces mouvements, le simple panorama ne saurait tenir lieu d'analyse dès lors qu'est en question une histoire des interactions activistes internationales qui reste encore largement à écrire, et qui est d'autant plus complexe qu'elle obéit parfois à des particularités locales, comme à Toulouse où l'arrivée massive d'émigrés espagnols à la fin de la guerre civile assure encore, dans les années 1960, une présence politique de l'anarcho-syndicalisme qui se traduit par des mots d'ordre où se mêlent le politique et le culturel [Fauré, 1988].

le milieu où se rompt en premier la concordance entre les structures incorporées et les structures sociales. Placée dans une « situation critique », dans tous les sens du terme, « constituée par l'histoire comme étrangère à elle-même », rappelle B. Pudal, cette génération, et tout particulièrement les étudiants des facultés de lettres où se concentrent le plus vivement les contradictions sociales, est en quelque sorte prédisposée à ne plus ressentir la nécessité d'un ordre symbolique auquel elle n'adhère plus. La crise étudiante de mai est ainsi le produit de ces ruptures symboliques, ou, dans les termes de l'époque, de ce « malaise étudiant » qui fait alors l'objet de nombreuses analyses [Damamme, 2008].

Au-delà du système scolaire, de nombreux travaux étudient alors la diffusion du statut social de l'adolescence et l'émergence

d'une culture juvénile possédant ses références propres opposées, sinon imposées aux adultes [Sohn, 2002 ; Sirinelli, 2002]. Mais, outre que cette offre très diverse d'identifications adolescentes nouvelles, de l'émission *Salut les copains* à *Pierrot le fou* de Godard, est différemment investie selon les milieux sociaux [Chamborédon, 1966], on ne saurait statuer sur leurs effets que par des analyses fines des trajectoires biographiques, à mettre en relation avec l'assouplissement préalable des normes éducatives de parents confrontés eux-mêmes, dès les années 1950, à l'incertitude de leurs propres valeurs dans un contexte « où tout change très vite », du fait notamment de la croissance économique et de la mobilité sociale.

Il reste que cet ensemble de flottements symboliques, de socialisations incertaines et d'incertitudes statutaires de la jeunesse étudiante converge, pour L. Gruel [2004], vers la formation d'une génération affranchie de la révérence pour les autorités et les traditions, marquée par la « dissolution de l'allégeance intérieure » à la réalité telle qu'elle s'imposait et par l'accès à la conscience du monde social comme « fait par les hommes et pouvant donc être défait par eux ». Les conditions sociales sont alors rassemblées pour permettre, en mai-juin 1968, un arrachement des subjectivités à leur ancrage social objectif et un dépassement politique des situations personnelles, et pour autoriser leur découverte du sens comme problématique et du monde comme énigme [Gobille, 2008b]. Quelles que soient alors les idéologies investies pour penser cette ouverture du pensable, ce mouvement est fondamentalement démocratique en ce qu'il soumet à la délibération publique la question des fondements de l'ordre social et symbolique.

La dynamique de la crise étudiante

Manifestations

La profusion des manifestations en mai-juin 1968 — 1 100 en quarante-trois jours — interdit d'en faire ici le récit détaillé auquel s'est appliquée Danielle Tartakowsky [1997 et 1998]. D'autant moins qu'il reviendrait à un récit sociologique d'en

restituer toute la complexité. Celle-ci tient à l'enchevêtrement des logiques manifestantes, à la multiplicité des acteurs, aux interactions entre intrigue nationale et intrigues locales, et aux propriétés de la dynamique de mobilisations multisectorielles [Dobry, 1986]. Les chronologies simples ne sont pas plus satisfaisantes : y disparaissent les mécanismes complexes qui accompagnent la désobjectivation conjoncturelle du monde social et qui font la dynamique de crise et son système d'action démultiplié : effets de seuil, saillances situationnelles, bifurcations improbables, changements d'échelle et de nature, déssectorisations des enjeux, oppositions et interdépendances tactiques, concomitance de l'action et du travail concurrentiel auquel se livrent les acteurs pour définir, interpréter, orienter et légitimer leurs actions. Rien de tout cela n'est réductible aux métaphores habituelles de la « contagion » et de la « tache d'huile ».

Si elle défie tout principe organisateur unique comme les chaînes causales ordinaires, la conjoncture critique n'en est pas moins intelligible. Il faut pour cela saisir la diversité synchrone et diachronique des démonstrations de rue (on manifeste partout et de façon différente), ainsi que les interactions concurrentielles ou collusives entre acteurs. Les manifestations étudiantes ne peuvent donc pas être pensées isolément. Dans certains endroits, les manifestations unitaires rassemblant travailleurs, étudiants et lycéens dominent en raison des relations antérieurement établies entre étudiants et ouvriers, comme dans l'Ouest, notamment à Caen, mais aussi à Nantes où paysans, étudiants et jeunes ouvriers convergent en plusieurs occasions. Mais, dans d'autres, ou à d'autres moments, elles se révèlent impossibles. Même dans le cas de manifestations « exclusivement » étudiantes, les divergences à géométrie variable entre groupes, la faiblesse des organisations syndicales comme le SNESup et l'UNEF, et la fluidité politique (on ne sait à aucun moment de quoi le lendemain sera fait) interdisent toute « planification » véritable.

Et ce d'autant moins que les spécificités locales font varier significativement les temporalités : alors que la manifestation du 13 mai, consécutive à l'ordre de grève générale intersyndicale lancé le 11, s'achève dans le calme à Paris, une quinzaine de villes, dont sept dans l'Ouest, connaissent des refus de

Les dimensions spatiales et symboliques des manifestations

Analysant différents sites — Paris, mais aussi trois villes de province (Lyon, autre grande ville universitaire, Saint-Étienne et Roanne, deux villes ouvrières où l'implantation étudiante est faible ou inexistante) —, L. Mathieu [2008] offre une clef de lecture possible de la profusion manifestante. Les archives policières sur lesquelles il travaille lui permettent en particulier de réintégrer les activités des forces de l'ordre et de l'extrême droite. Attentif aux dimensions spatiales et symboliques des démonstrations de rue, il met en évidence que l'espace urbain est l'enjeu de choix territoriaux qui ne sont pas seulement tactiques, mais sont gouvernés aussi par des violations et des profanations exigeant réparation. Du côté étudiant, les premières manifestations entendent préserver l'accès aux sites universitaires, Nanterre et la Sorbonne

constituant des territoires que se disputent l'extrême gauche et l'extrême droite. L'évacuation de la cour de la Sorbonne par la police, le 3 mai, est vécue comme une véritable profanation. Les manifestations quotidiennes entre le 6 et le 10 mai, dont les parcours sont cantonnés au quartier Latin, sont autant de réparations symboliques de cette violation et de la fermeture du sanctuaire étudiant. Celle du 7 mai, à l'inverse, qui voit le cortège basculer rive droite pour gagner la place de l'Étoile où se situe la tombe du Soldat inconnu, est perçue à son tour par l'extrême droite comme une souillure faite à l'honneur national, et par la police comme un avertissement sans frais, celle-ci ayant pour mission ensuite de circonscrire les manifestants rive gauche. La réouverture de la Sorbonne et son occupation par les étudiants à partir du 13 mai conduisent ces derniers à suspendre les manifestations parisiennes jusqu'au 22 mai, intervalle durant lequel seule l'extrême droite défile dans la rue en autant de

dispersion, des barricades, des *sit-in*, des assauts de bâtiments officiels, et l'occupation du rectorat à Strasbourg ; de même, alors que la capitale n'est agitée d'aucune démonstration de rue d'ampleur entre le 13 et le 22, plusieurs dizaines de manifestations locales ont lieu en province, comme au Havre ou encore à Toulouse où l'hôtel de ville est pris d'assaut. Et même lorsque les groupes associés-rivaux s'accordent, les parcours manifestants font l'objet d'âpres discussions comme le 13 mai, sont contraints par les interdictions policières et, une fois lancés, peuvent dévier sous l'effet des heurts avec les CRS ou de leur relative improvisation (c'est notamment le cas des cortèges lycéens). Les intrigues ne se superposent donc pas, elles se composent et bien souvent diffèrent. Il n'en demeure pas moins que, en dépit de leur dimension d'errance, de leurs variations locales et

« cérémonies réparatrices » des lieux « souillés », voire pour s'en prendre à son tour aux lieux « ennemis » comme le siège de *L'Humanité* le 21 mai.

L'enjeu territorial change d'échelle et de nature avec la grande manifestation du 13 mai : désormais, les étudiants doivent parfois négocier les parcours et leur charge symbolique avec les directions syndicales qui préfèrent des itinéraires proches de la topographie ouvrière, à l'image de la CGT le 24 ou le 29 mai à Paris, ou le 7 juin à Saint-Étienne. C'est aussi pour opérer la jonction avec le mouvement ouvrier que les étudiants dirigent à plusieurs reprises leurs défilés vers les usines, Renault-Billancourt les 16 et 17 mai, la Rhodiaceta dans la région lyonnaise le 24 mai. Ce jour-là à Paris, la manifestation étudiante, séparée de celle de la CGT, part du quartier populaire de la gare de Lyon et se solde par des affrontements violents rive droite, que la police interprète comme un dérapage du mouvement, non seulement en raison de la violence, mais aussi parce que celle-ci prend place bien loin

du boulevard Saint-Michel. Les autorités policières elles-mêmes sont conscientes de cet enjeu symbolique des appropriations territoriales. Évitant toute « provocation » dans le quartier Latin après le 13 mai, elles se concentrent sur des zones « interdites » : Champs-Élysées, lieux du pouvoir politique, ORTF, préfectures en province, à l'image de celle de Lyon le 24 mai devant laquelle les affrontements entre 4 000 étudiants et les CRS culminent avec la mort d'un commissaire de police, écrasé par un camion. Les commissariats sont d'ailleurs particulièrement visés lors de la « deuxième nuit des barricades » à Paris le 24 mai. La manifestation gaulliste du 30 mai elle-même comporte cette dimension de reconstruction de l'inviolabilité des lieux symboliques de la République, puisqu'elle a lieu de la Concorde à la place de l'Étoile, sa réplique lyonnaise du lendemain s'achevant à l'endroit même où le commissaire Lacroix a été tué.

Source : Mathieu [2008].

temporelles, et des impondérables liés à tout système d'action élargi, les manifestations revêtent une dimension stratégique et symbolique parfois plus contrôlée qui témoigne bel et bien du fait que, en mai-juin, « le pouvoir est dans la rue ».

Mais, là encore, le pouvoir a beau être dans la rue, le choix de manifester lui-même n'a rien d'évident. La manifestation « est au sein du répertoire contestataire concurrencée par d'autres formes d'action » [Mathieu, 2008] : l'occupation des facultés, comme à Lyon où l'accès aux sites universitaires n'a pas été barré, ou à Paris entre le 13 et le 22 mai ; les comités d'action et les assemblées générales ; le meeting ou le rassemblement ; le *sit-in* comme à Bordeaux, Brest, Montpellier, Metz ou Lille. Plus généralement, les façons de manifester varient selon l'identité du groupe impliqué, les logiques locales et les « saillances

situationnelles » [Dobry, 1986], c'est-à-dire les enjeux, lieux et formes d'action qui s'imposent aux perceptions des acteurs à un moment donné et font converger leurs anticipations tactiques et leurs activités symboliques. Ainsi, entre le 13 et le 22 mai à Paris, la reconquête du quartier Latin paraissant acquise, l'enjeu pour les étudiants se déplace vers les usines. L'agenda institutionnel pèse lui aussi parfois sur ces saillances : c'est en réponse à l'interdiction de séjour prononcée contre D. Cohn-Bendit que les manifestations étudiantes reprennent le 22 mai. De même, l'entrée dans la « semaine flottante » après la deuxième nuit des barricades le 24 mai, la perspective du meeting de Charléty le soir et la possibilité d'un gouvernement populaire conduisent l'UNEF à l'apaisement momentané le 27, alors que, à l'inverse, après la mort de Gilles Tautin à Flins le 10 juin, elle appelle à une manifestation le 11 qui s'achève en « troisième nuit des barricades ».

La signification des barricades de mai-juin a beaucoup été débattue pendant et après les événements. Si nombre d'étudiants sont effectivement habités par l'imaginaire insurrectionnel qu'elles incarnent (1848, 1871, 1944), les barricades s'interprètent d'abord en référence à des logiques de situation, comme le montre Ingrid Gilcher-Holtey à propos de la première nuit des barricades (*cf. infra*). Leur symbolique puissante renvoie à la question plus large des effets de seuil qui impriment des changements d'échelle et de nature à la dynamique de crise : intervention de la police le 3 mai qui élargit une contestation étudiante jusqu'alors confinée aux militants les plus organisés et aux enceintes universitaires, extension du mouvement à la province à partir du 6, solidarisation des syndicats et du monde ouvrier le 13, grèves et occupations d'usines hors de toute consigne syndicale à partir du 14, déssectorisation accentuée après la mi-mai avec la multiplication des grèves salariales et des occupations d'institutions, deuxième nuit des barricades le 24, ouverture de négociations syndicats-gouvernement rue de Grenelle le 25 et refus des conclusions qui en sortent par les grévistes de Renault-Billancourt le matin du 27 mai, disparition de De Gaulle le 29, allocution présidentielle et manifestation gaulliste le 30. Et, si les seuils sont si délicats à analyser, c'est qu'ils n'ont rien d'une progression régulière sur une « échelle

d'escalade » et qu'ils ne sauraient se réduire à leurs dimensions physique et quantitative : ainsi, le report des examens, qui ne concerne que le monde étudiant, a constitué un seuil, mi-mai, car il libérait les étudiants de leurs préoccupations immédiates et les rendait disponibles pour l'action. Bien plus, c'est parce qu'ils émergent *en situation*, et parce qu'ils sont inséparables de la perception qu'en ont les acteurs en fonction de leur culture propre et de la trajectoire antérieure de la mobilisation, qu'ils constituent des « arbitraires » historiques et situationnels [Dobry, 1986].

Effets de seuil : la première « nuit des barricades »

Constatant que les facteurs structurels (économiques, sociaux, politiques et culturels) couramment retenus pour expliquer la crise française se retrouvent ailleurs sans avoir eu les mêmes conséquences, Ingrid Gilcher-Holtey [1997] recourt à la notion d'« événement critique » proposée par P. Bourdieu : synchronisation de crises sectorielles qui « devaient normalement s'ouvrir et se clore en ordre dispersé », l'événement critique condense histoire structurelle et histoire événementielle. Elle en voit un exemple emblématique dans la première « nuit des barricades » qui suit la manifestation du 10 mai appelée par l'UNEF, le Mouvement du 22 mars et les CAL. L'érection de barricades rue Gay-Lussac, après un parcours pacifique qui a vu la rive droite barrée aux étudiants et le boulevard Saint-Michel laissé libre par le préfet de police, est sans commune mesure avec les revendications étudiantes d'alors : réouverture de la Sorbonne, libération des étudiants arrêtés et condamnés, retrait de la police du quartier Latin. Elle est le produit du télescopage entre, d'une part, des imaginaires insurrectionnels et des dispositions à agir, et, d'autre part, la coïncidence de petites décisions non coordonnées, d'anticipations hasardeuses et d'hésitations du côté des manifestants comme du côté des autorités. L'absence du Premier ministre G. Pompidou, en visite en Afghanistan, crée de la confusion au sommet de l'État, le ministre de l'Éducation nationale A. Peyrefitte et le Premier ministre par intérim Louis Joxe négociant séparément avec les manifestants. Cet état de fait encourage les étudiants, mais ceux-ci hésitent sur ce qu'il

convient de faire une fois rassemblés aux abords de la Sorbonne. La première barricade est érigée sans que personne n'en donne la consigne. Les cadres organisationnels du mouvement ne maîtrisent pas la situation.

Le rôle des médias est capital dans la dramatisation et la nationalisation de ce qui se passe alors : les voitures radio d'Europe 1 et de RTL retransmettent les événements toute la nuit et contribuent ainsi à la « circulation de l'information à l'intérieur même du mouvement », relie « les acteurs agissant dispersés dans des rues différentes et favorisent le sentiment d'adhésion à la situation ». C'est même depuis une de ces voitures radio que s'effectue et est diffusé l'entretien entre A. Geismar et le recteur de l'Académie de Paris, publicité qui rompt avec les tentatives du gouvernement de négocier discrètement et pousse les manifestants à la fermeté. Elle a même des effets cocasses : alors qu'A. Touraine, professeur à Nanterre, obtient une rencontre entre une délégation étudiante et le recteur, ce dernier apprend du ministère, qui le tient lui-même de la radio, que « le rouquin » qu'il a en face de lui est D. Cohn-Bendit. Les pourparlers sont suspendus à 1 h 50, et l'assaut policier commence vingt minutes après, le préfet de police ayant fait valoir en haut lieu que ses hommes, mobilisés toute la journée, commençaient à fatiguer et que l'intervention ne pouvait être différée. La « stéréophonie totale » permet alors à des millions de Français de suivre le déroulement des heurts qui durent jusqu'à 5 h 30. Dramatisée par sa médiatisation, la répression solidarise l'« opinion publique » et les syndicats ouvriers avec les étudiants. Georges Pompidou, de retour en France le lendemain, cédant aux trois revendications étudiantes, donne le sentiment que la radicalisation paie. Un seuil est franchi : la contestation quitte le strict site universitaire et gagne le monde ouvrier, l'événement critique brise l'isolement des champs d'action, précipite des crises sectorielles latentes dues à des facteurs structurels, et les synchronise en les liant ensemble dans les faits et dans les représentations. Par un enchaînement contingent d'événements, on entre alors dans le « moment critique ».

Occupations

Les occupations de facultés commencent le 11 mai au centre Censier et le 13 dans la Sorbonne rouverte, puis gagnent de nombreuses universités dans le reste de la France. Elles renvoient à un imaginaire et à une histoire pluriels, antérieurs ou étrangers : anarcho-syndicalisme, occupations d'usines en 1936, ou encore exemples italiens récents. Elles visent aussi non seulement à réorganiser l'Université pour la transformer en Université critique et populaire ouverte à tous les travailleurs, permettant de confronter les expériences, mais aussi à structurer la protestation. Dans la faculté parisienne, dont l'occupation est bien documentée [*Le Mouvement social*, 1968 ; Vidal-Naquet et Schnapp, 1969], l'assemblée générale (AG) réunit chaque soir plusieurs milliers de personnes, discute les travaux des commissions de travail généralement fondées sur les sections disciplinaires (histoire, lettres, philosophie, etc.), se charge, *via* le CLIF (Comité de liaison interfacs), d'informer sur ce qui se passe dans l'ensemble des universités occupées, et réfléchit aux moyens d'élargir le mouvement critique. L'activité critique à la Sorbonne prend rapidement des directions multiples dictées par l'urgence des événements, par la volonté de certains groupes de faire des facultés occupées le point de départ d'une réflexion plus générale sur le type de société à construire, et, de façon centrale, par la question des relations à établir avec les mobilisations ouvrières. Divers comités d'action, notamment à la Sorbonne, en font leur objectif principal : en déclarant refuser désormais de « jouer le rôle » d'« oppresseurs des ouvriers » et de « cadres flics » des usines auquel les prépare leur enseignement, ils cherchent à détruire leur isolement mutuel. Ils appellent à l'échange d'expériences et dressent les points de convergence de leurs combats, comme autour de l'autogestion dans les usines et les universités, le dépassement du capitalisme, ou la libération de la parole à tous les niveaux, même par rapport aux syndicats. En juin, la problématique tourne essentiellement autour de la reprise du travail.

À la Sorbonne, le comité d'occupation est l'objet d'âpres luttes d'influence. D'abord aux mains des situationnistes qui entendent en faire un levier pour la formation de véritables « conseils

ouvriers » [*Le Mouvement social*, 1968 ; Viénet, 1968], il est très vite disputé par d'autres groupes, anciens dirigeants de la FGEL (section UNEF de la Sorbonne) et militants du MAU, de la JCR et de l'UJCml. La « motion de politique générale » qui en sort le 20 mai privilégie elle aussi le travail des comités d'action tourné vers le monde ouvrier et le salariat en grève. L'UNEF s'efforce quant à elle d'imposer la notion de « pouvoir étudiant » destinée à empêcher un repli éventuel sur des revendications catégorielles. Après le 17 s'instaure un double pouvoir : le pouvoir politique du comité d'occupation et le pouvoir universitaire des assemblées de section. Ces conflits se diffractent jusque dans l'organisation matérielle de l'occupation, les services techniques mis en place (cuisine, secrétariat, service d'ordre, comité de presse, service médical, crèche-garderie, etc.) devenant peu à peu l'enjeu de nombreux conflits. Ailleurs, les problèmes d'organisation sont moins tendus mais bien réels, comme à la Halle aux vins et à la faculté de médecine, mais surtout à Censier, à l'Odéon, ou encore à la faculté de lettres de Lyon. Malgré ces tensions, les occupations alimentent la formation de comités d'action, forme majeure de mobilisation en mai-juin 1968.

Comités d'action

On connaît encore mal les comités d'action de mai-juin 1968. Du fait de leur profusion, de leur caractère éphémère et de leur localisation éclatée (comités « universitaires », de quartier, d'entreprises, à Paris et dans toute la France), toute estimation quantitative précise est impossible (on en dénomberrait tout de même plus de quatre cents fin mai [Fischer, 2000 ; Combes, 1984]). Les comités d'action étudiants en représentent une part importante. Les comités naissent de la crise de la politisation organisée dans l'avant-mai : les organisations traditionnelles, que ce soit l'UNEF, l'UEC ou les groupes d'extrême gauche, se révèlent incapables de structurer à elles seules un mouvement critique démultiplié. Ils offrent un cadre d'action collective souple à cette politisation « silencieuse » de l'avant-Mai qui ne se reconnaît pas toujours dans les organisations existantes et les idéologies préconstituées. Ils sont aussi liés à la nécessité de construire des « formes informelles » de mobilisation permettant

l'innovation en situation imposée par la vitesse des événements. Pour autant, les comités d'action ne sont pas sans antécédents, que ce soit les comités d'action lycéens apparus depuis peu, les comités Vietnam de base créés par l'UJCml maoïste, le Comité Vietnam national d'obédience trotskiste, ou les comités d'action du SDS allemand, sans parler des expériences historiques auxquelles ils se réfèrent, consciemment ou non, comme les expériences conseillistes qui sont, pour les situationnistes, les seules à n'avoir pas échoué dans l'histoire ni mené vers la bureaucratisation.

Mais s'ils frappent les esprits en mai-juin 1968, c'est à la fois du fait de leur ampleur numérique, de leur rôle dans le travail critique et les mobilisations, et parce qu'ils reprennent certains des principes inspirés de la tradition anarchiste et des marxismes hétérodoxes : critique antiautoritaire, démocratie directe, mandat impératif, révocabilité et refus de la délégation, libération de la parole, spontanéité, refus de la hiérarchisation et de l'institutionnalisation. Principes alors vécus comme la préfiguration en acte de la société à venir. Au-delà de leur diversité, ils traduisent, outre le caractère improvisé du mouvement, une défiance à l'égard de la délégation politique et de la « bureaucratisation », suspectées de reproduire à l'échelle du mouvement révolutionnaire la division sociale du travail, en l'occurrence entre militants de base et dirigeants, entre avant-gardes révolutionnaires et « masses ». Leur succès est tel que les militants les plus organisés tentent d'en prendre le contrôle ou d'en créer à leur tour, à l'image de l'UJCml, de la JCR et du PSU, voire du PCF.

La question de la coordination des comités d'action fait débat très tôt et tout au long du mouvement. Le MAU, à l'origine des premiers comités d'action dits du « 3 mai » ainsi que d'un guide pratique destiné à favoriser leur multiplication, y est pour sa part favorable. En créant la Coordination des comités d'action le 5 mai, il entend lier d'une part l'auto-organisation de la base et la liberté de prise de parole et d'autre part un minimum organisationnel permettant de soutenir le travail de mobilisation et, à terme, de renverser le régime, ce que ne permettrait pas une « spontanéité créatrice » livrée à elle-même. De son côté, le Mouvement du 22 mars, attaché à construire un « mouvement

révolutionnaire antiléniniste » et initiateur de « comités d'action révolutionnaire » dès le début de la crise, récuse toute structuration « par le haut » : selon lui, celle-ci mènerait inéluctablement à la division bureaucratique et hiérarchique du travail révolutionnaire, et à « l'idéologie réactionnaire de l'organisation pyramidale, le CC, le BP, le secrétariat, le Parti d'avant-garde, les organisations de masse "courroies de transmission", etc. ». Il s'agit au contraire pour lui d'en préserver la spontanéité créatrice. Et ce, même en phase de reflux de la mobilisation : le 1^{er} juin au soir, dans un débat avec la JCR, il réitère son refus, alors que la JCR, dont le léninisme rénové l'a conduite à s'allier avec le 22 mars pendant deux mois, estime qu'on ne saurait « faire de l'inorganisation un principe permanent », surtout face au durcissement du pouvoir et au risque de reflux de l'activisme : il serait urgent au contraire de « regrouper les militants d'avant-garde » afin de « hâter des processus [révolutionnaires] qui sont trop lents ».

La multiplication des comités d'action se poursuit en juin. Mais, si elle maintient la contestation à un haut niveau, elle ne parvient à contrer ni le ralliement des partis de gauche à la solution institutionnelle et des organisations syndicales à la reprise du travail, ni les coups de boutoir du pouvoir qui dissout les organisations gauchistes le 12 juin, interdit toute manifestation pendant la campagne électorale, évacue l'Odéon le 14 et la Sorbonne le 16, et met fin ainsi à la « Commune étudiante ».

Les enjeux des mobilisations

Les enjeux des mobilisations étudiantes, dans les manifestations, les occupations, les comités d'action et les organisations d'extrême gauche, ne se laissent pas embrasser d'un seul regard. Très divers, ils sont aussi en évolution constante au fil de la crise. Les revendications qui politisent le monde étudiant avant mai 1968, de même que celles du début du mois de mai, se fondent dans une contestation tous azimuts après que le monde ouvrier a rejoint le mouvement le 13 et que le gouvernement a cédé le 11 sur les « trois points ». Le moment qui s'ouvre alors voit une intensification sans précédent du travail de la critique. Il s'agit tout à la fois de dénoncer la répression et la violence d'État,

La presse du mouvement

Si les groupes et tendances d'extrême gauche disposent de leurs propres organes — à l'image de *La Cause du Peuple* pour l'UJCml, de 21-27 pour l'UNEF, ou encore de *L'Enragé* édité par J.-J. Pauvert —, le mouvement étudiant se dote très tôt d'un journal spécifique : *Action*, créé notamment par l'UNEF, les CAL, le SNESup et le Mouvement du 22 mars, et dirigé par J.-P. Vigier. Alors que la presse étudiante est généralement moribonde, *Action* tire rapidement à 30 000 exemplaires. Vingt numéros paraissent durant la crise, à un rythme hebdomadaire à partir du 7 mai, quasi quotidien à partir du 5 juin et jusqu'au 1^{er} juillet. Soutenant la contestation étudiante et les grèves ouvrières, relayant informations, appels à manifester et polémiques internes au mouvement, le journal s'en prend aussi violemment au gaullisme et à l'électorisme de la gauche institutionnelle. D'autres journaux ronéotypés ou imprimés, innombrables, paraissent un peu partout en France, au niveau local ou au niveau des facultés et des lycées, mais *Action* représente la tribune la plus large du mouvement critique, ouverte à ses différentes tendances.

Source : Vidal-Naquet et Schnapp [1969].

d'inventer une Université critique et populaire, de penser dans l'urgence des formes de jonction avec le mouvement ouvrier et les luttes des secteurs professionnels en grève, d'obliger toutes les institutions à rompre avec leur fonctionnement bureaucratique et hiérarchique, de dénoncer les manœuvres de certaines forces politiques et syndicales, de critiquer le capitalisme, la société de consommation et du spectacle, l'aliénation et l'exploitation, de contester le régime, et d'imaginer en acte, avec beaucoup de divergences selon les groupes, le type de société à construire. La vitesse des événements, qui impose un remodelage permanent de l'agenda critique, le caractère décentralisé et concurrentiel du mouvement, l'absence de leadership unique, la prise de parole d'étudiants sans allégeance organisationnelle et idéologique préalable, la coexistence souvent antagoniste entre des influences multiples (tiers-mondismes et anticolonialisme, léninismes orthodoxes ou rénovés, trotskismes, maoïsme, guévarisme, castrisme, marxismes hétérodoxes, anarchisme, critique artiste du capitalisme), tout ceci forge un paysage critique multidimensionnel et mouvant.

Qu'ils soient autonomes ou liés à une organisation d'extrême gauche, les comités d'action, dans toute leur diversité, occupent

une place majeure dans cette ouverture du pensable et du possible. Les textes innombrables qu'ils produisent sont d'autant plus importants que l'une de leurs problématiques centrales — la libération de la créativité de tous comme but et moyen de la révolution — a été interprétée par la mémoire dominante de Mai 68 comme une aspiration hédoniste et une sorte de grand carnaval des affects. Or c'est autre chose qui se joue. Développée dès avant mai par les surréalistes, les situationnistes et même, fin avril, par la commission « Culture et créativité » du Mouvement du 22 mars, la libération de la créativité, auparavant minoritaire, devient en mai-juin la matrice symbolique, déclinée de façon très diverse, de nombreux comités et des slogans écrits sur les murs de la cité. Elle est pensée comme l'instrument le plus révolutionnaire contre l'aliénation et la division du travail qui enferment les individus dans des identités, des pensées, des places et des rôles prédéterminés. Elle apparaît comme un véritable levier pour rompre la séparation des individus et des mondes sociaux et pour questionner radicalement l'arbitraire symbolique avec lequel l'ordre social, économique et politique établi s'impose comme naturel et fatal. En les passant à son crible, elle *politise* bien des questions auparavant soustraites à la délibération publique. Elle est ainsi irréductible à la « culture ». Celle-ci est dénoncée pour son statut de marchandise et de pratique réservée à une élite, comme « contemplation de ce qui est fictivement vécu » et comme « moyen pour tenir un rôle et être tenu par lui » (comité d'action situationniste « Les Inconnus »).

Contre l'arbitraire culturel, il s'agit à l'inverse d'« ouvrir la rue, les facultés, les lycées » mais aussi les « murs, trottoirs, chaussées » à l'invention permanente, de façon à « accueillir tous les exclus, les pauvres et les opprimés de la culture bourgeoise sur les ruines de ses Panthéons », comme le revendiquent le Comité d'action révolutionnaire d'agitation culturelle (CRAC) et les commandos de recherches et d'intervention (CRI) du 22 mars. L'objectif n'est donc pas de « cultiver les ouvriers » mais de « briser les chaînes dégradantes » et de libérer « les forces créatives et révolutionnaires véhiculées par les travailleurs des villes et des campagnes, étouffées et refoulées par le système culturel bourgeois ». Mieux, la créativité est appelée à irriguer l'ensemble de la vie quotidienne. Non seulement pour casser les formes

sociales bourgeoises — mariage, famille, répression sexuelle. Non seulement pour révolutionner l'école et l'éducation, dispositifs de « formation d'œies gavées », disent les situationnistes. Pour le comité « Freud-Che Guevara », « l'éducation est une barrière essentielle dans tous les systèmes sociaux. L'angoisse est associée au Père qui deviendra le Professeur, l'Adjudant, le Patron, le Monsieur décoré, le Noble Vieillard... L'angoisse liée au système éducatif se traduit plus tard par la recherche de la sécurité : titre, « réussite sociale », consommation de prestige, attitude agressive ou paternalisme ». Mais aussi pour prévenir contre la sclérose bureaucratique, la division du travail et l'aliénation productiviste communes au capitalisme et aux systèmes socialistes existants. La lutte doit ainsi « se fixer comme objectif final l'instauration d'un système socialiste où, par la destruction des barrières, la créativité de chacun pourra se donner libre cours ».

Cet objectif implique une révolution non seulement dans les rapports de production, mais dans le mode de vie, la manière de penser, les rapports humains et la conception de la vie sexuelle de tous. Car, pour la commission « Nous sommes en marche » de Censier, dont les « Thèses » ont un écho considérable en mai-juin, comme pour beaucoup de comités d'action, « les utopistes sont ceux qui croient que, en se contentant de changer les structures sociales, on changera l'esprit des hommes ». Et « l'éclatement de nos actuelles méthodes de pensée » et de « nos structures psychiques sclérosées et archaïques » n'a pas pour objectif de forger un « homme nouveau », utopie dangereuse des révolutions totalitaires, mais tout au contraire de mener une guérilla continue contre soi-même, contre les vellétés de retour de l'homme d'ordre en soi, d'abolir toute certitude et de saborder toute routine de pensée. Autrement dit par les surréalistes impliqués dans le mouvement, « ce qui naît magnifiquement sous nos yeux, ce qui naît en nous, c'est beaucoup plus qu'une hérésie ou qu'une utopie : ni terme ni repos ; toute arrivée est un départ ». Contre l'instauration d'un nouvel ordre symbolique, nombre de comités d'action déploient cette injonction à un devenir révolutionnaire qui ne connaîtrait pas de fin [Gobille, 2003, 2006, 2008b].

■ L'enseignement secondaire de 1960 à 1990

Effectifs	1960	1970	1980	1990
Élèves du second cycle	421 900	848 600	1 102 600	1 538 300
Bacheliers (baccalauréats généraux)	59 000	138 000	159 000	247 000
Professeurs agrégés et certifiés	27 400	59 500	120 000	141 000
Total de professeurs du secondaire	44 400	135 800	309 000	339 000

op. cit., p. 69 et p. 209.

■ L'enseignement supérieur de 1950 à 1990

Effectifs	1950	1960	1970	1980	1990
Étudiants	136 700	213 100	637 000	801 000	1 035 700
Élèves des IUT et des STS		51 000	121 000	248 400	
Élèves des CPGE		21 000	32 600	40 100	62 800
Élèves des autres établissements d'enseignement supérieur		66 000	130 000	213 800	237 700

op. cit., p 149.

■ L'enseignement technique de 1970 à 1989

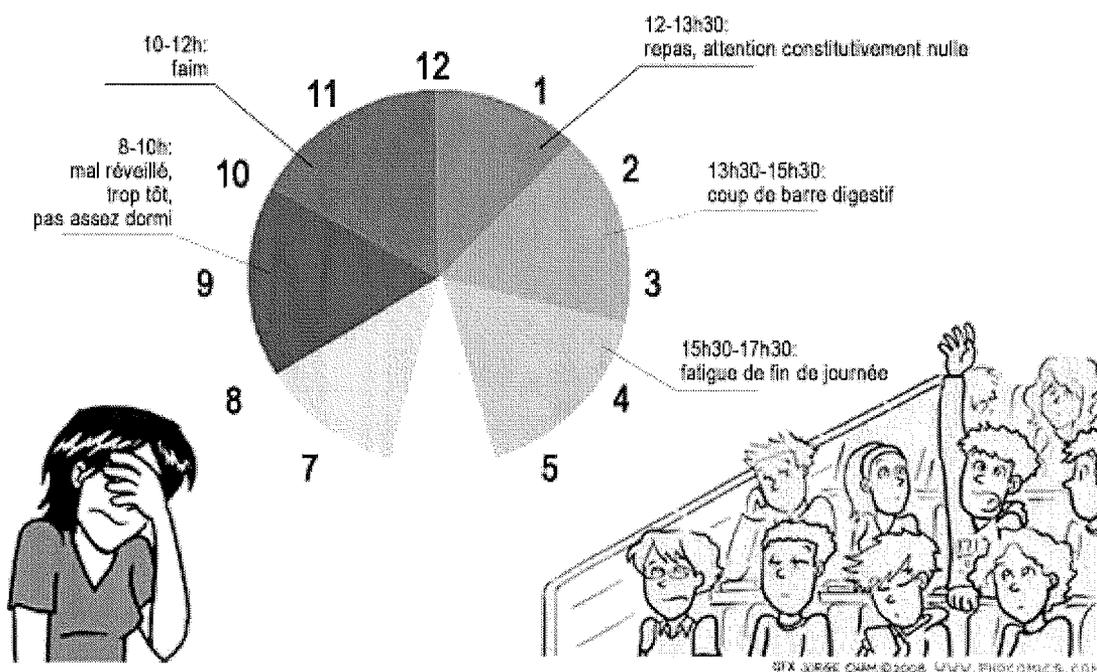
	1970	1975	1980	1985	1989
Nbre de CAP et de BEP	211 845	259 443	313 951	377 226	403 992
Nbre de bac de techniciens	28 600	50 804	62 660	82 486	106 554
Nbre de BTS et de DUT	16 945	26 272	37 211	53 639	71 023

op. cit., p 185.

27 mars 2018

Etre étudiant

Les principales causes de perte d'attention étudiante tout au long de la journée de cours



GARAY SANCHEZ Adrian de, « Les étudiants universitaires : rapport aux études et modes de vie », in ISLAS Perez, ANTONIO José, *La Jeunesse Au Mexique*, Les Eds. D'IQRC, 2004, p. 83-97.

Chapitre 4

Les étudiants universitaires : rapport aux études et modes de vie

Adrián de Garay Sánchez

Le présent article propose un panorama général de certaines caractéristiques socioéconomiques et des pratiques sociales à l'œuvre parmi les jeunes étudiants mexicains d'aujourd'hui. Étant donné les limites fixées pour la rédaction de ce travail, il ne m'est pas possible de développer des analyses exhaustives de la problématique étudiée. Certaines de nos affirmations devront également être prises avec réserve, notamment en raison du fait que la population juvénile étudiante est extrêmement hétérogène, les différences socioculturelles régionales qui caractérisent le Mexique nous empêchant de faire des généralisations.

1. LA TAILLE DE LA POPULATION ÉTUDIANTE

Comme dans tous les pays d'Amérique latine, l'expansion et le développement de l'éducation supérieure au Mexique sont très récents et ne remontent pas au-delà d'une trentaine d'années. En 1970, il n'existait pas plus de 100 institutions d'éducation supérieure, la grande majorité publiques, et qui se concentraient dans les principales villes : Guadalajara, Monterrey et le District fédéral¹. Cette concentration des universités dans un nombre limité de villes obligeait les jeunes de nombreuses régions à émigrer de leurs lieux d'origine vers ces centres urbains, qui n'étaient pas dotés de « résidences d'étudiants » comme aux États-Unis. De même, la couverture éducative de cette époque en était restée à un niveau insignifiant : seulement

1. Un des contrastes les plus frappants entre les universités publiques et les universités privées concerne les frais de scolarité acquittés par les jeunes. Dans le système public, il s'agit de sommes modiques ; l'année scolaire à l'Université nationale autonome de Mexico coûte par exemple 20 dollars par an. En revanche, dans certaines institutions privées, les frais de scolarité annuels peuvent s'élever à 15000 dollars. Voir P. de Leonardo, *L'éducation supérieure au Mexique. Une perspective historique*, Éd. Línea, Mexico, 1983.

2 % des jeunes âgés entre 20 et 24 ans accédaient à l'université, et 90 % d'entre eux faisaient leurs études dans les institutions publiques. Dans ce contexte, il est important de signaler que la longueur moyenne des études s'établissait à trois ans, et que l'analphabétisme était très répandu, en particulier dans les États les plus pauvres (Guerrero, Chiapas, Tlaxcala, Chiapas, Oaxaca, Hidalgo et Guanajuato).

Dans les 30 dernières années, d'importants investissements publics et privés ont été réalisés en vue de développer le système éducatif à tous les niveaux. Aujourd'hui, tous les États fédérés sont dotés d'universités publiques et privées, ce qui a pratiquement stoppé le phénomène de la migration des jeunes entre les États. On compte au total près de 1200 établissements, dont 80 % privés, qui cependant ne rassemblent que 29 % de la population étudiante. Autrement dit, la responsabilité de l'éducation supérieure au Mexique incombe encore principalement au gouvernement. La tendance, dans les dix dernières années surtout, reste à l'expansion de l'éducation privée, ce qui est un phénomène commun à beaucoup de pays, en raison principalement de la crise fiscale des États nationaux, ainsi que de la vague de libéralisme qui pousse les gouvernements à estimer que l'État doit limiter son rôle dans l'éducation supérieure².

À l'évidence, la croissance de la population universitaire, qui en l'an 2000 regroupait un peu plus de deux millions de jeunes, s'est reflétée dans l'augmentation du taux brut de scolarité, qui s'établit à 20 % des jeunes d'entre 20 et 24 ans; cependant, il s'agit encore d'un taux bien inférieur à celui mesuré dans d'autres pays de la région, tels l'Argentine, le Chili, Cuba ou le Costa Rica, qui ont dépassé la barre des 30 % depuis déjà quelques années. En outre, il faut mentionner les contrastes importants entre les régions de notre pays. À Mexico, le taux s'établit à 39 %, tandis que certains États se caractérisent par des taux inférieurs, (26 % dans l'État de Sinaloa, 23 % dans l'État du Nuevo León, 9 % dans celui de Guanajuato et au Chiapas, et 6 % dans le Quintana Roo)³.

En résumé, la croissance et l'expansion de l'éducation supérieure au Mexique est un phénomène historique relativement récent. Le système d'éducation supérieure est parvenu peu à peu à accueillir de plus en plus de jeunes en âge de réaliser des études universitaires, mais ce groupe reste minoritaire par rapport à l'ensemble de la population. Être un jeune étudiant n'est cependant pas la règle et reste un privilège social et culturel, une situation exceptionnelle; toutefois, bien que les étudiants demeurent un groupe

2. Adrián de Garay: *Les acteurs méconnus. Une approche pour l'étude de la population étudiante*, Éd. ANUIES, Mexico, 2001.

3. ANUIES, *L'éducation supérieure au XXI^e siècle. Directions stratégiques de développement. Une proposition de l'ANUIES*, Mexico, 2002.

minoritaire, c'est parmi eux que se trouvent les hommes et les femmes qui, dans un avenir proche, dirigeront les destinées économiques, politiques et culturelles du Mexique au XXI^e siècle.

2. POUR QUELLES RAISONS LES JEUNES N'ACCÈDENT-ILS PAS À L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE ?

D'après les données recueillies dans l'Enquête nationale sur la jeunesse 2000 (ENJ), 43 % des interviewés âgés de 18 à 24 ans n'ont pas fait d'études universitaires parce qu'ils étaient obligés d'effectuer une activité professionnelle rémunérée, afin de se donner des moyens de subsistance ou de contribuer aux dépenses du foyer. Cela signifie qu'un nombre considérable d'individus de cette tranche d'âge abandonnent les études parce qu'ils ne disposent pas des ressources financières suffisantes, ce qui constitue un signe manifeste des inégalités sociales encore existantes au Mexique. Il s'agit de jeunes, originaires de zones rurales ou de quartiers urbains marginaux : beaucoup sont des fils de travailleurs agricoles migrants ou indigènes. Ces jeunes, ils font partie de la population dite « très pauvre », conformément aux critères internationaux fixés par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Les inégalités sociales continuent à constituer un facteur important d'explication de la difficulté à élargir les opportunités en matière d'éducation des jeunes mexicains. À ce titre, le gouvernement actuel, formé par un parti politique de centre-droite, a entrepris de mettre en œuvre une politique nationale innovatrice en matière de système éducatif : il s'agit d'accorder des bourses aux jeunes qui ont besoin d'un soutien économique pour financer leurs études, et de pallier ainsi les inégalités sociales.

D'autre part, 24 % des jeunes interviewés ont déclaré qu'ils n'avaient pas poursuivi leurs études à l'université parce que l'école « ne leur plaisait pas ». Autrement dit, pour un nombre non négligeable de jeunes, la rupture du continuum menant aux études supérieures n'est pas exclusivement due à des facteurs de nature économique. L'anachronisme de nos modèles, à de nombreux paliers du système éducatif, l'isolement de l'école par rapport aux problèmes et aux réalités que les jeunes vivent aujourd'hui, le désintérêt croissant de la majorité des professeurs pour leurs élèves, produisent peu à peu des phénomènes de refus et de désenchantement de la part des jeunes, qui trouvent, dans d'autres types de trajectoires et d'espaces sociaux et institutionnels, de plus grandes opportunités pour leur développement personnel et professionnel. Ces espaces leur semblent, pour le dire d'une façon commune, moins ennuyeux que l'école.

3. LES CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES JEUNES ÉTUDIANTS

Les jeunes étudiants se caractérisent d'abord par le fait qu'ils sont, en majorité, célibataires. D'après les études que nous avons réalisées, aussi bien dans les universités publiques que dans les universités privées, une proportion de 94 % se trouvent dans cette situation⁴. En revanche, d'après l'ENJ, 53 % des jeunes de 18 à 24 ans qui ne sont pas étudiants sont mariés. Il en ressort que l'état civil constitue un facteur social important pour expliquer la poursuite des études universitaires; et cela est d'autant plus important dans un pays où l'âge moyen auquel les jeunes se marient est de 22 ans (données du dernier recensement)⁵.

En deuxième lieu, à la différence de ce qui se passe dans les pays où il existe des « résidences d'étudiants », ce qui favorise la migration des jeunes de leur État ou de leur lieu de résidence d'origine vers un autre, au Mexique la majorité des étudiants vivent chez leurs parents (71 %), contre 52 % pour les jeunes qui ne sont pas étudiants. Par ailleurs, parmi les étudiants qui ne vivent plus chez leurs parents, la plus grande partie (42 %) est constituée par ceux qui ont été obligés d'émigrer vers une autre ville pour faire leurs études, alors que le motif principal des jeunes non universitaires pour abandonner le foyer paternel était le mariage. L'allongement du séjour des jeunes au foyer familial, dans le cas des jeunes étudiants, s'explique, au moins pour certains d'entre eux, par l'impossibilité de garantir une certaine indépendance économique ou de se passer du soutien économique des parents pour poursuivre leurs études: 40 % d'entre eux ont déclaré désirer abandonner leurs foyers (ENJ).

En troisième lieu, 32 % des étudiants réalisent, parallèlement à leurs études, une activité rémunérée. Il s'agit d'une réalité quotidienne pour un grand nombre d'étudiants; cependant, les institutions d'éducation supérieure n'ont pas, sauf exceptions, de programmes éducatifs ni de politiques expressément conçues pour eux. Il est important de signaler que le comportement de notre population se caractérise par certains contrastes, notamment régionaux: à Tijuana et à Ciudad Juárez – il s'agit de villes frontières avec les États-Unis – 50 % des étudiants étudient et travaillent en même temps. Cette proportion n'est que de 23 % à Oaxaca, ville située dans le sud du pays. D'autre part, tandis que 64 % de ceux qui étudient dans les institutions publiques travaillent parce qu'ils n'ont pas le moyen de faire autrement, 85 % de ceux qui étudient dans les universités privées le font pour

4. Adrián de Garay, op. cit.

5. INEGI, *XII Recensement national de la population 2000*, Mexico, 2001.

«acquérir de l'expérience professionnelle» ou pour «avoir une indépendance économique». C'est là l'un des clivages les plus importants au sein de la population des jeunes étudiants : il manifeste la segmentation des profils socioéconomiques que notre système éducatif a créée, entre d'un côté ceux qui étudient dans un établissement privé – dont la majorité vivent dans des conditions financières qui leur permettent de poursuivre leurs études à un niveau supérieur – et d'un autre côté ceux qui étudient dans des institutions publiques – dont une importante proportion ne sont pas dans des bonnes conditions financières pour aller jusqu'au bout d'une formation universitaire ; cela est vrai en particulier pour ceux qui sont inscrits dans les universités dites technologiques⁶.

En quatrième lieu, la scolarité des parents se révèle être un indicateur pertinent de l'inégalité des milieux sociaux d'origine. Nous partons de l'hypothèse que les jeunes qui ont grandi dans une famille où les parents ont un niveau d'études supérieur sont placés dans une meilleure situation scolaire et intellectuelle que les étudiants dont les parents n'ont pas fait d'études supérieures. L'origine familiale et le poids des socialisations passées sont fondamentaux pour expliquer les différences qui caractérisent l'expérience étudiante. Historiquement, la grande majorité de la population en âge de faire des études universitaires n'est pas parvenue à le faire. Par conséquent, les jeunes étudiants proviennent encore en majorité de familles où les parents n'ont pas eu la chance de passer par l'éducation supérieure ; seuls 36 % des pères des étudiants sont parvenus à réaliser une partie des études correspondant au degré de la « licenciatura », ou à la conclure, ou à poursuivre au-delà, au niveau doctoral ; cette proportion tombe à 18 % pour les mères. Cependant, il s'agit d'une population privilégiée du point de vue de sa situation socioculturelle familiale ; parmi les parents dont les enfants âgés de 18 à 24 ans ne réalisent pas d'études universitaires, le capital scolaire est très inférieur.

L'examen du comportement du système éducatif supérieur selon le type d'institution montre, à nouveau, la remarquable segmentation de la population jeune : seulement 26 % des étudiants qui font leurs études dans les universités publiques ont des parents qui ont fait des études supérieures ; pour ceux qui étudient dans les universités privées, la situation est exactement inverse : 70 % des parents ont fait des études supérieures. Cela est le résultat de la perte de prestige dont souffrent la plupart des universités publiques, en raison des conflits sociaux et des grèves effectuées par les travailleurs ou par les étudiants eux-mêmes. Au cours des dernières décennies,

6. On compte au Mexique 54 universités technologiques, créées sur le modèle français ; elles proposent des formations techniques sur deux ans ; le reste des universités proposent des programmes d'études sur quatre ans, en moyenne.

on a assisté à la construction d'un système éducatif national où les institutions publiques sont fréquentées par des jeunes qui sont les premiers dans leurs familles à accéder à l'université, tandis que les « héritiers » – selon la terminologie de Bourdieu et Passeron⁷ – vont à l'université privée.

4. INVESTISSEMENT DE TEMPS DANS LES ÉTUDES

La répartition du temps chez les jeunes constitue également un signe distinctif: en particulier, les étudiants se différencient des autres jeunes qui ne sont pas inscrits dans une institution scolaire par le fait qu'ils consacrent beaucoup de temps aux études – le temps passé dans les salles de classe, les ateliers et les laboratoires de leurs différentes facultés, mais aussi le temps passé à préparer les cours et à réaliser les devoirs à la maison. En général, le système éducatif mexicain, à tous les niveaux, y compris celui de l'éducation supérieure, exige de la part des étudiants une importante présence dans les salles de cours – en moyenne entre 25 et 30 heures par semaine – bien plus que dans les modèles éducatifs des États-Unis, du Canada et des pays d'Europe Occidentale.

La lecture de livres et de revues spécialisées, ainsi que la réalisation des devoirs à la maison, constitue une pratique indispensable dans la formation de n'importe quel étudiant de niveau supérieur, même si dans certaine disciplines, du fait de leur nature propre, l'accent est mis sur la lecture, et dans d'autres, sur les exercices et les devoirs à la maison. Les systèmes d'unités de valeurs, les plans et les programmes d'études de la « licenciatura » indiquent même le nombre d'heures que chaque étudiant doit consacrer à la lecture ou au travail pratique en dehors des salles de classe. Près de la moitié de la population (48 %) consacre entre une et cinq heures par semaine à la lecture de textes scolaires, et ce comportement est relativement similaire dans les institutions publiques et privées. Un second groupe (22 %) consacre entre cinq et dix heures par semaine à la lecture.

La moyenne des heures-classe que chaque étudiant suit par semaine est de 25 heures, et nous pouvons supposer, *grosso modo*, que la moitié de ces cours sont théoriques; cela veut dire que les jeunes devraient consacrer au moins 13 heures par semaine à la lecture de textes scolaires; la réalité dément pourtant cette estimation, puisque seulement 16 % d'entre eux consacrent plus de 10 heures par semaine à cette activité. Une importante proportion des étudiants ne préparent par leurs classes régulièrement et consacrent peu de temps à la lecture. Il faut bien se rendre à une évidence:

7. P. Bourdieu et J. C. Passeron, *La reproduction. Éléments pour une théorie de l'enseignement*, Éd. Laia, Barcelone, 1977.

le modèle éducatif mis en œuvre à de nombreux niveaux de nos institutions se caractérise par la passivité, l'uniformité, la redondance et l'anachronisme. Le développement et l'entretien des connaissances et du savoir semblent être rejetés dans un deuxième plan, et ce qui prédomine, aussi bien chez les jeunes étudiants que chez les professeurs, avec la complicité des autorités éducatives, c'est la consigne : « je n'exige rien pour qu'on ne m'exige rien ». Les professeurs font comme s'ils enseignaient et les étudiants, comme s'ils apprenaient. Les premiers sont avant tout intéressés par leur salaire, les seconds, par leurs diplômes.

Pour le reste, le nombre réduit des jeunes qui consacrent un temps important au travail scolaire de lecture en dehors des salles de classe ne constitue pas un phénomène exclusivement mexicain. Les résultats des recherches effectuées dans le cas des systèmes d'éducation français et américain montrent des résultats similaires, ce qui illustre bien que pour de larges secteurs jeunes, l'institution scolaire ne relève nullement l'un de ses principaux défis : former des citoyens cultivés⁸.

Nos recherches, indiquent que d'importants secteurs de la population étudiante mexicaine se caractérisent par un habitus scolaire très particulier, que l'on pourrait qualifier de « loi du moindre effort ». Au cours de leur séjour à l'université, ils continuent à conserver des pratiques acquises lors de l'éducation élémentaire, ou qu'ils apprennent seulement à ce moment. À leurs yeux, la science, la connaissance, l'apprentissage et la maîtrise des compétences professionnelles, en bref les savoirs, constituent des objets de négociation avec les professeurs. Cela leur permet de passer par l'université sans grandes difficultés, raison pour laquelle l'investissement de temps dans les études n'apparaît pas comme très important. Finalement, ils consacrent moins de temps à étudier que ce à quoi ils sont tenus par les plans et les programmes d'études conçus par les institutions universitaires.

5. L'INVESTISSEMENT DE TEMPS DANS LA CONSOMMATION TÉLÉVISUELLE

Plus de la moitié des jeunes étudiants mexicains (58 %) consacrent entre une et cinq heures par semaines à regarder la télévision. Un quart (26 %) y consacrent entre six et dix heures. La moyenne s'établit à cinq heures par semaine. En revanche, les jeunes non étudiants âgés entre 18 et 24 ans passent environ 13 heures par semaine devant la télévision (ENJ). Ainsi, les jeunes étudiants se caractérisent par le fait qu'ils consacrent beaucoup moins

8. F. Dubet, « L'étudiant en université de masse », *Revue française de sociologie*, XXXV-4, Paris, 1994.

de leur temps libre à consommer des produits culturels télévisuels que ceux qui ne vont pas à l'université. Le fait qu'ils doivent consacrer une partie de leur temps quotidien aux études universitaires les empêche, pour des raisons pratiques, de consacrer plus de temps à la consommation de l'offre télévisuelle. Cependant, plusieurs études que nous avons effectuées, sur la base de la technique de la régression logistique multinomiale, montrent que l'augmentation du nombre d'heures passées devant la télévision va de pair avec une réduction considérable du temps consacré à la lecture, à la réalisation des travaux scolaires, à l'élaboration systématique de résumés, comptes-rendus et autres fiches de travail. Cela signifie que la consommation télévisuelle a des effets négatifs sur les différentes pratiques scolaires des jeunes étudiants. Les biens culturels audiovisuels apparaissent de plus en plus clairement comme plus attractifs que les autres biens culturels propres au monde scolaire : les livres.

En outre, il convient d'ajouter que le type de consommation télévisuelle effectué par la majorité des étudiants n'est nullement dépendant de l'exigence culturelle propre à la vie universitaire, scientifique, technologique ou humanitaire. Les séries policières importées des États-Unis, les chaînes de télévision consacrées aux vidéos musicaux et aux sports, et, de façon marginale, les journaux télévisés du soir, constituent l'axe de la consommation des jeunes. On pourrait croire que la vie des jeunes étudiants est double : d'un côté, il y aurait l'université, à laquelle on se rend pour assister aux cours, prendre des notes, passer des examens, obtenir des diplômes ; de l'autre, il y aurait l'amusement cherché auprès de la télévision, dotée de produits culturels plus attractifs et intéressants que la connaissance scientifique.

6. LA CULTURE DE LA PHOTOCOPIE

Mais alors, quelles relations les jeunes entretiennent-ils avec les livres qu'il leur faut lire au cours de leur scolarité ? À ce sujet, on constate peu de différences entre les étudiants des institutions publiques et privées : 86 % d'entre eux passent régulièrement par la photocopie des chapitres et des pages des ouvrages signalés par les professeurs. L'achat de textes spécialisés reste une pratique peu commune parmi les étudiants. De fait, d'après les résultats de nos recherches, la possession d'un livre complet est un phénomène plutôt insolite au sein de la population jeune. La relation que les étudiants entretiennent avec la culture écrite est fréquemment tronquée, partielle, au point qu'ils n'inscrivent pas toujours sur les photocopies les titres et les auteurs des chapitres des livres ou des articles des revues. Or, sans ce type d'inscription, nulle mémoire, nulle histoire n'est possible. La mise en ordre des textes devient une tâche impossible, sorte de puzzle

incomplet aux pièces disjointes. Les photocopies servent à un travail conjoncturel demandé par un professeur chargé de donner des connaissances sur une certaine matière, vite oubliée. Dans le meilleur des cas, ces photocopies sont rangées dans un tiroir rempli de feuilles qui seront un jour bonnes à être revendues au poids.

Malheureusement, les institutions d'éducation supérieure encouragent la culture de la photocopie, et l'usage de textes sans référence, autrement dit, l'anonymat de l'écriture. Or, on peut comprendre que des milliers de jeunes ne disposent pas des ressources financières nécessaires à la constitution de bibliothèques personnelles et familiales. Mais cela n'explique pas la faible fréquentation des bibliothèques universitaires, auxquelles – on pense en particulier à celles de universités publiques – ont été consacrés des millions de pesos au cours des dix dernières années, à travers divers programmes mis en œuvre par le ministère de l'Éducation nationale (SEP) : le Fonds pour la modernisation de l'éducation (FOMES), et plus récemment le Programme intégral pour le renforcement des institutions (PIFI).

De même, il faut signaler que de nombreux professeurs n'encouragent nullement l'utilisation des bibliothèques, et poussent directement leurs élèves à la culture de la photocopie. Même là où les contextes sociaux, régionaux ou institutionnels permettent d'avancer que la seule formule viable pour satisfaire aux exigences de l'enseignement est celle de la photocopie des textes, on devrait mettre en œuvre des mécanismes permettant de construire une relation distincte des jeunes à la culture écrite.

7. LES JEUNES DES UNIVERSITÉS PRIVÉES, LE CAS DE MEXICO

Pour les jeunes étudiants des institutions privées élitistes de Mexico, la ville représente avant tout une zone de passage, un espace à traverser, des transports rapidement effectués en voiture : on va de la maison familiale à l'université et vice-versa, on va chez les amis, le ou la fiancée pour faire ensemble les devoirs, ou simplement pour passer un moment ensemble. En semaine, on vit la ville comme une vitrine ; l'automobile constitue l'espace à partir duquel on peut voir d'autres automobilistes, par centaines, avancer lentement vers leur destin. Pour ces jeunes, nulle « culture de la rue », du quartier. Très peu sont familiers avec les transports en commun ; ils en connaissent l'existence, et connaissent aussi les discours que construisent à leur sujet les journaux télévisés qu'ils regardent le soir, mais cela leur semble retracer des expériences vécues dans une autre ville : la ville des *jodidos*, des *nacos*. Ce que la ville représente pour eux de cauchemardesque, ce n'est pas souffrir tous les jours des irrégularités du transport public, c'est perdre à tout bout de champ un temps infini pour trouver une place dans le parking de l'université. De fait, 90 % des jeunes qui fréquentent les institutions

privées effectuent leurs transports dans des véhicules dont ils sont propriétaires, ou dans celui d'un membre de leur famille, ou encore d'un de leurs amis.

Être à la maison signifie se réfugier dans un abri, loin de la plèbe et des voleurs. La rue, c'est le domaine du personnel de maison et de leurs enfants, des *guaruras* et des gardes privés, ou bien encore des ouvriers qui construisent ou restaurent la résidence d'à-côté, et qui à l'heure du déjeuner organisent de vrais pique-niques dans les espaces verts ou sur les trottoirs. Il s'agit, dans sa majorité, d'une population qui réside dans des enclaves faites de lotissements, d'immeubles de luxe, de résidences de luxe érigées comme des forteresses : c'est le lieu des rues fermées à la circulation, des caméras de surveillance, des gardiens 24 heures sur 24. Certains de ces lotissements peuvent être équipés de services multiples : piscine, salle de fêtes, courts de tennis, gymnase, espaces verts pour les enfants, etc.

Ces « enclaves spatiales » motivent la création aux alentours d'une offre de services proches et multiples : supermarchés, grands magasins, salons de coiffure, restaurants, clubs de location de vidéos, boutiques de disques, cinémas, cafétérias, banques, patinoires, etc. Il s'agit là de lieux propres aux courses, à la distraction, aux rencontres pour *ligar* et *traficar*, loin des dangers de la ville environnante. Il s'agit finalement d'un processus de création de petites villes à l'intérieur de la métropole : on vit là comme dans des espèces de communautés « fouriéristes » autosuffisantes, où les jeunes font une partie de leur socialisation.

Posséder une chaîne hi-fi dernier cri, un téléviseur de plus de trente pouces, un magnétoscope, être abonné aux chaînes de télévision payante comme Sky, Cablevisión et Multivisión, avoir un ordinateur parfaitement équipé, tout cela est devenu un besoin culturel indispensable pour les jeunes qui fréquentent les universités privées. Quatre-vingt-un pour cent des étudiants ont accès à ces chaînes de télévision payante. C'est dans l'intimité de la maison que se construisent les nouveaux équipements culturels des jeunes étudiants de ce secteur social, les foyers s'érigeant alors en l'un des principaux espaces de consommation et de pratiques culturelles. Pour ces jeunes-là, la vie n'est plus liée à l'espace, ce n'est plus une vie installée et sédentaire. C'est une vie « de voyage », nomade, où la voiture et l'avion jouent un grand rôle, une vie fondée sur et marquée par les médias, une vie transnationale. Internet s'avère un outil également indispensable pour chercher et obtenir des informations. De fait, 90 % des étudiants des universités privées élitistes possèdent un ordinateur personnel chez eux, et 71 % disposent de la connexion à Internet, ce qui en dit beaucoup sur leur capacité d'accès au monde de l'interconnexion et de branchement sur les flux culturels globaux.

Les jeunes de ces secteurs sociaux émigrent de leur ville d'origine pour entrer dans une autre ville : la ville nocturne. Du jeudi au samedi, ils tracent leurs propres routes et leurs propres croquis urbains. Ils envahissent et prennent possession de certaines zones telles que les quartiers d'Interlomas, Masaryk, Reforma, le Centre historique, la Condesa et San Ángel, qui constituent une espèce de couloir de discothèques, de bars, de salles de concert de rock.

Les normes qui régulent la vie urbaine varient entre le jour et la nuit. La ville appartient aux jeunes pendant que les adultes et les enfants dorment ; c'est une autre ville. La nuit semble aux jeunes étudiants une espèce de miroir libérateur, c'est un temps propice à la fête. La nuit constitue le territoire des jeunes⁹. Être jeune, cela signifie, aussi, fréquenter des lieux plus jeunes... l'un des espaces les plus couramment fréquentés reste celui des discothèques, aujourd'hui appelées « antres ». L'antre est un territoire identitaire :

[...] un peu comme s'il s'agissait d'un cinéma, c'est un endroit isolé, qui se caractérise par une séparation rigide d'avec l'espace de dehors. Tout y est complètement fermé, il n'y a aucune fenêtre par laquelle on pourrait établir une communication avec l'extérieur, seulement la porte par laquelle on entre et on sort. Les fenêtres de la discothèque, ce sont les écrans vidéo au travers desquels je peux me connecter aux produits culturels globaux (...). La discothèque, c'est un renfermement complet. Au dehors, il n'y a rien de la discothèque¹⁰.

Fréquenter un antre signifie s'introduire dans la musique qu'écoutent et qu'emploient les jeunes pour danser ; la musique, à beaucoup de points de vue, constitue l'un des piliers de la culture urbaine jeune. La demande de silence constitue quelque chose d'exotique dans la ville, en particulier pour les jeunes. Dans cette perspective, le rock, dans ses diverses modalités et plus récemment, le genre dit *dance*, a permis aux jeunes de construire une identité propre qui les différencie des adultes. La musique *dance* s'écoute principalement dans les antres, espaces privilégiés de l'initiation aux pratiques culturelles des jeunes étudiants issus de la classe moyenne et de la bourgeoisie urbaine.

L'arrivée de nouvelles générations, et l'importance prise dans le monde entier par les nouvelles technologies, ont fait que les contenus musicaux se transforment rapidement pour adopter des significations totalement adaptées à la vélocité des changements technologiques. Il s'agit d'une musique conçue pour être vécue intensément, la nuit, et en contact avec les autres,

9. M. Margulis, *La culture de la nuit. La vie nocturne des jeunes à Buenos Aires*, Éd. Espasa Calpe, Argentine, 1994.

10. M. Urresti, « Homework? What Homework? », *The chronicle of higher education*, (É.-U., 6 décembre 2002), p. A35, <http://chronicle.com/students>.

non pas pour être écoutée à la maison, sauf pour « étudier » certains pas de danse ; c'est aussi pour cette raison que le divertissement commence lorsque Cendrillon rentre chez elle, et ne finit qu'au moment où les adultes reviennent sur le devant de la scène.

En ce qui concerne les autres formes de consommation culturelle, les étudiants des institutions privées sont enclins aux nouvelles tendances consuméristes, où prédominent les industries de la communication sur les formes locales de la culture. La pratique la plus généralisée est le cinéma. Soixante-douze pour cent des interviewés disent le fréquenter assidûment. C'est ce qui explique le boom des nouvelles chaînes Cinemex, Cinemark et Cinepolis, dont les salles multiplexes ont proliféré comme une peste dans différents quartiers de la ville, et dont l'affiche décalque principalement la production d'Hollywood. Bien après le cinéma, vient la fréquentation des musées ou des concerts de musique, qui touche 35 % des interviewés, pour ne pas parler du théâtre, de la danse ou des expositions de peinture, qui sont très peu mentionnés.

8. LES JEUNES DES UNIVERSITÉS PUBLIQUES DE MEXICO

Les jeunes des universités publiques de Mexico sont les auteurs d'un autre discours urbain qui s'amorce chaque matin, tandis qu'ils cheminent dans les rues de leur quartier pour prendre un moyen de transport public : là, ils font des expériences multiples, ils sont dans la ville, ils parcourent « les villes » rassemblées dans la métropole, ils construisent un autre imaginaire au travers de leur propre vitrine : des milliers d'automobiles, dont la plupart ne sont occupées que par un seul passager. Les temps de trajet – aller et retour – peuvent, dans certains cas, totaliser trois heures quotidiennes ou plus encore. Le transport public (métro, « micro », etc.) devient un espace pour étudier, dormir, réfléchir ; il est en tout cas un espace rempli de la chaleur et de l'odeur humaine des vendeurs ambulants, des voleurs, des femmes au foyer, des ouvriers, des bureaucrates, des enfants en pleurs, etc. À l'opposé des jeunes qui fréquentent les universités privées, seuls 10 % de ces jeunes-là se déplacent dans des véhicules qui leur appartiennent en propre, ou à la famille ou à des amis.

De retour chez eux, une fois terminée la journée universitaire, les jeunes des universités publiques reviennent à leur « village ». Leur lien avec le territoire est bien plus important que pour ceux qui fréquentent les universités privées : la visite rendue au voisin, la rencontre dans la rue avec les *cuates* qui ne se privent pas de se moquer d'eux parce qu'ils sont rares à poursuivre leurs études. La rue en vient à constituer une extension de la maison... elle est comme une espèce de patio attenant, un espace où partager avec les amis une bière, un *toque*, et *rolar* dans le quartier pour aller voir les filles.

Cela, sans préjuger de la cascarita du sport à la mode vendue par les médias : baseball, foot, ou football américain.

Étudier à la maison n'est pas toujours facile : pour 30 % des jeunes, il n'y a pas d'autre espace pour ce faire que le salon ou la salle à manger, où il faut négocier tous les jours avec les frères pour que la télévision reste éteinte, ou pour décider combien de temps on consacrerà à regarder respectivement des dessins animés, les programmes d'information ou MTV, à quelle heure on pourra écouter une cassette de Jaguares, de Led Zeppelin ou du groupe Límite.

Il est important de souligner que dans le cas des femmes, le sens d'appartenance au quartier s'exprime différemment. En général, ces dernières sont exclues du monde de la rue, qui est celui de *la banda de machines*. Même si leur passage par l'institution scolaire leur permet de construire partiellement une relation d'égal à égal avec les hommes, dans le quartier de résidence, les choses changent. Pour beaucoup de femmes, le fait d'étudier ne les dispense pas de réaliser une série d'activités propres à la tenue d'un foyer, et c'est la raison pour laquelle elles disposent de moins de liberté pour se divertir et se cultiver. Le peu de temps libre qui leur reste après l'université et la satisfaction de leurs « obligations » ménagères, elles le consacrent à la préparation des cours et des travaux scolaires. Les femmes de leur âge, dans leur grande majorité, ne fréquentent pas l'université, elles sont mariées, ont au moins un enfant et les canaux de communication sont faibles.

Pour les étudiants des universités publiques, l'accès aux services de télévision par câble et à Internet est moins largement répandu. Seulement 22 % des interviewés ont déclaré avoir accès à la télévision câblée, 48 % ont déclaré avoir un ordinateur à la maison – ce qui est une proportion bien supérieure à la moyenne des foyers mexicains – mais seulement 11 % ont accès à Internet. Comme le dit García Canclini : « Les nouvelles frontières de l'inégalité séparent de plus en plus ceux qui sont en mesure de se connecter à des réseaux supranationaux de ceux qui restent enfermés dans leurs réduits locaux »¹¹.

Cependant, le fait que la communauté des étudiants des universités publiques se trouve moins exposée aux produits et aux pratiques de consommation globale au travers de la télévision et d'Internet ne signifie pas qu'elle vive exclusivement refermée sur la vie locale. D'importants secteurs de cette communauté proviennent de familles dont certains membres sont partis vivre aux États-Unis. De ce fait, ils en viennent à faire partie de circuits

11. N. García Canclini, *La globalisation imaginée*, Éd. Paidós, Mexico, 1999.

et de réseaux sociaux qui s'étendent au-delà des limites du territoire national: « on fait passer des récits d'un pays à un autre, on élargit l'horizon de chaque culture nationale, on construit des rituels partagés qui émoussent les frontières. La distance est pratiquement supprimée »¹².

Les lacunes de l'équipement urbain de ces quartiers en commerces, en cinémas et autres font en sorte que ces jeunes ressentent l'envie d'aller vers la ville; le Centre historique est un point de référence commun, mais on y va rarement le soir, temps des bourgeois venus remplir les « antres ». Cependant, tout comme pour les jeunes des institutions privées, les soirées de week-ends sont consacrées au culte de la liberté, de la jouissance, et s'articulent selon des itinéraires propres: l'un serpente au sein du quartier à la recherche des fêtes organisées par les *sonideros* dans la rue ou dans les patios des barres d'immeubles, l'autre recherchera les concerts rock organisés aujourd'hui sous forme de *tocadas* à la périphérie de la ville. On peut aussi aller assister à la fête organisée pour célébrer les quinze ans de la cousine ou de la voisine. Il faut aussi noter que 42 % de ces jeunes fréquentent le cinéma, ce qui en fait, pour eux aussi, la pratique culturelle la plus commune.

De la même manière, la musique joue un rôle important dans leur vie et, évidemment, elle fait partie de leur culture. En général, ils n'écoutent pas la musique *dance* qui est caractéristique des antres à la mode auxquels ils n'ont pas accès, mais ils partagent avec leurs homologues des universités privées le goût pour le rock et le pop étrangers. Ce qui les différencie finalement, c'est une plus grande variété des goûts musicaux: ils écoutent aussi bien les *gruperos* que de la musique afro-antillaise, de la musique *ranchera* ou du rock mexicain.

CONCLUSION

Les projections démographiques et la réduction de l'indice d'abandon de l'école avant l'université laissent supposer, pour les prochaines années, qu'il y aura une augmentation du nombre d'inscriptions dans les universités. Des milliers de jeunes, d'origines sociales et culturelles hétérogènes, caractérisés par des trajectoires scolaires distinctes, provenant de contextes régionaux largement contrastés, viendront alimenter un secteur juvénile. Dans ce contexte, il est de notre devoir de multiplier les perspectives d'analyse, ce qui devrait nous permettre de concevoir et de mettre en pratique des politiques publiques plus adaptées aux réalités, d'autant plus que les jeunes constituent un secteur de la population auquel on a prêté peu d'attention jusqu'à aujourd'hui.

12. *Ibid.*

GLOSSAIRE

- Banda de machines :** groupe de jeunes hommes qui affichent leur force physique, leur courage et une certaine misogynie.
- Cascarita :** jeu collectif improvisé (foot, football américain, baseball) dans un espace pauvrement équipé.
- Cuates :** amis. Littéralement, jumeaux.
- Gruperos :** groupes musicaux mêlant différents genres musicaux populaires.
- Guaruras :** gardes du corps travaillant pour des hommes politiques, des entrepreneurs ou des familles riches.
- Jodidos :** gens disposant de faibles ressources économiques et culturelles.
- Ligar :** draguer.
- Toque :** fumer de la marijuana.
- Micro :** véhicule de transport public.
- Nacos :** terme méprisant utilisé pour se référer à des personnes dont la manière de s'habiller, de s'exprimer ou de se comporter dénote un manque de culture.
- Rolar :** se promener sans but.
- Sonideros :** régisseurs improvisés de fêtes populaires.
- Tocadas :** concerts réunissant un grand nombre de jeunes.
- Traficar :** se réfère aux drogues.

BIBLIOGRAPHIE

- ANUIES, *La educación superior en el siglo XXI. Líneas estratégicas de desarrollo. Una propuesta de la ANUIES*, Mexico, 2002.
- « Base de données en SPSS », dans JOSÉ ANTONIO PÉREZ-ISLAS (coord.): *Jóvenes mexicanos del siglo XXI. Encuesta Nacional de Juventud 2000*, Éd. SEP-IMJ / CIEJ, Mexico, 2002.
- BOURDIEU, P. et J. C. PASSERON, *La reproducción. Elementos para una teoría de la enseñanza*, Éd. Laia, Barcelone, 1977.
- DE GARAY, A., *Los actores desconocidos. Una aproximación al estudio de los estudiantes*, ANUIES, Mexico, 2001.
- _____ « ¿Privatización de la educación superior o distribución tácita de la demanda? », dans *Revista de la Educación Superior*, ANUIES, Mexico, 1998.
- DE LEONARDO, P., *La educación superior privada en Mexico. Bosquejo histórico*, Éd. Línea, Mexico, 1983.
- DUBET, F., « L'étudiant en université de masse », dans *Revue française de sociologie*, XXXV-4, Paris, 1994.
- ELRICH, V., *Les nouveaux étudiants. Un groupe social en mutation*, Éd. Armand Colin, Paris, 1998.

3 avril 2018

Jeunesse comme « classe dangereuse » : violence, délinquance et les jeunes



MUCCHIELLI Laurent, « Violences et délinquances des jeunes » in CÍCHELLÌ Vincenzo, CÍCHELLÌ-PUGEAULT Catherine, RAGI Tariq, *Ce que nous savons des jeunes*, PUF, 2004, p.83-97.

MOREIRA Marcelo Rasga, SUCENA Luiz Fernando Mazzei et FERNANDES Fernando Manuel Bessa, «Trafic de drogues à Rio de Janeiro: point de vue des jeunes», in TELES Nair, ESPIRITO SANTO Wanda, *les jeunes du Brésil*, Les Eds. d'IQRC, 2008, p. 151-171.

ZAUBERMAN Renée, « Agresseurs, victimes, bagarreurs ? », in BECK François, MAILLOCHON Florence, OBRADOVIC Ivana, *Adolescences ? Comprendre vite et mieux*, Ed. Belin, 2014, p.68



Chapitre 5

Violences et délinquances des jeunes

LAURENT MUCCHIELLI

Proposer une réflexion sociologique sur l'évolution des délinquances juvéniles requiert quelques préalables sur la place de ce sujet dans le débat public actuel sur l'« insécurité » et sur la position de celui qui y intervient. Derrière la confusion que permet ce terme d'« insécurité », c'est fondamentalement de la « violence des jeunes » – et surtout des « jeunes de banlieues » – dont il est question. Tout discours sur ce thème est donc surchargé d'enjeux et échappe difficilement aux logiques de construction des discours politico-médiatiques¹. Face à ces discours qui imprègnent très profondément les esprits (y compris dans le champ intellectuel), la posture du sociologue consiste, selon nous, à rappeler l'importance d'au moins cinq principes généraux de raisonnement : 1 / refuser de positionner son discours en termes moraux. La moralisation du débat a pour effet d'introduire des préalables et d'orienter *a priori* la réflexion, donc en réalité d'interdire l'exercice de l'intelligence ; 2 / définir précisément ce dont on parle et à examiner les choses au cas par cas. Le chercheur est ainsi nécessairement amené à refuser l'usage de catégories globales comme la « délinquance » ou la « violence » au sein desquelles sont amalgamés des comportements qui ont souvent peu à

1. On peut lire à ce propos le petit dossier publié par *Sociologie du travail* [2002, 4] sur le thème « La sociologie, les sociologues et l'insécurité ». Pour notre part, l'analyse de la construction de cette thématique de l'« insécurité » nous a semblé un préalable nécessaire à la réflexion sociologique sur l'évolution des délinquances juvéniles [Mucchielli, 2002 a].

voir les uns avec les autres ; 3 / replacer la réflexion dans la durée historique afin de sortir de l'événementiel et de considérer des tendances d'évolution ; 4 / replacer chaque type de comportement dans son contexte de production comportemental et institutionnel spécifique ; 5 / croiser un maximum d'indicateurs et de sources, aussi bien des sources statistiques que des études qualitatives.

Avant d'en venir à l'analyse de quelques formes actuelles de délinquance juvénile, l'application de ces principes de raisonnement sociologique nous conduit à discuter trois questions méthodologiques : celle du statut des données statistiques mobilisables, celle de la comparaison historique et celle de la signification de la catégorie « jeunes ».

La question des données

À ce propos, il apparaît indispensable de faire – même rapidement ici – une mise au point sur l'usage des données quantitatives. Rappelons qu'il existe trois types de données statistiques, fort différentes et qui ne renvoient pas aux mêmes « réalités ».

Dans le débat public, une seule source est utilisée en permanence : les statistiques de la police et de la gendarmerie, qualifiées à tort de « statistiques de la délinquance ». Les données policières constituent en réalité le résultat de l'enregistrement de l'activité des services de police et de gendarmerie [Robert *et al.*, 1994]. Cette production statistique est liée d'une part à la façon – variable¹ – dont les services de police et de gendarmerie traitent les plaintes des victimes qui se font connaître, le comportement de ces dernières étant lui-même variable selon les infractions [Zauberman, 2001]. Elle dépend d'autre part de ce que les forces de l'ordre cherchent et trouvent par elles-mêmes si l'on peut dire. Sur ces deux plans, elles sont en permanence susceptibles de modifications rapides et importantes dans leurs modes d'enregistrement et font l'objet de pressions hiérarchiques et politiques diverses. De façon générale, ces données réagissent logiquement à toute modification intervenant dans les effectifs – et leur répartition – des forces de l'ordre, dans leurs modes de tra-

1. Les forces de l'ordre peuvent, à tout le moins, *primo* ne pas donner de suite administrative à la plainte, *secundo* la consigner simplement sur le registre de « main courante », *tertio* la traduire officiellement dans la rédaction d'un procès-verbal. Seul ce dernier mode de traitement donne lieu à l'enregistrement pris en compte dans la statistique.

vail proactif (*id est* leurs priorités d'action) et réactif (*id est* leur façon de traiter les plaintes ou les faits constatés).

C'est pourtant cette statistique policière qui fonde depuis plusieurs années les discours récurrents sur le rajeunissement de la délinquance ou encore sur l'explosion de la délinquance des mineurs [Mucchielli, 2000]. De fait, cette source présente une augmentation brutale et massive de la part des mineurs (essentiellement des garçons) dans l'ensemble des personnes mises en cause par la police et la gendarmerie à partir de 1993. Comment interpréter cette donnée ? La chose est singulièrement complexe pour qui veut la traiter rigoureusement. Tout d'abord, il s'agit des personnes mises en cause par la police et la gendarmerie, donc des affaires élucidées par ces dernières. Or les taux d'élucidation des affaires varient considérablement selon les types d'infractions¹, de telle sorte qu'on ne peut en aucun cas considérer la population des mis en cause comme un échantillon représentatif de la population délinquante apparente (l'ensemble des personnes ayant commis des faits connus de la police), *a fortiori* de la population délinquante réelle. Ces précisions sont fondamentales dans la mesure où, précisément, les plus fortes hausses de la part des mineurs parmi l'ensemble des personnes mises en cause par la police et la gendarmerie ont eu lieu dans les catégories les plus élucidées. Ainsi, le taux de mineurs mis en cause par la police pour « coups et blessures volontaires » a été multiplié par 5,2 entre 1993 et 2001, celui des « outrages et violences à personnes dépositaires de l'autorité publique » par 5,8 entre 1993 et 2001, celui des mineurs mis en cause pour « infractions à la législation sur les stupéfiants » par 6,8 entre 1993 et 1999. Autrement dit, cette hausse de la part des mineurs repose massivement sur des genres d'infractions que les policiers repèrent facilement. Croit-on sérieusement que les adolescents ont, en l'espace de quelques années, changé de comportements de façon aussi massive ? En réalité, il est clair qu'« il y a là une modification de pratique d'enregistrement ayant sans doute peu de rapport avec la situation des mineurs [...] ». On peut penser soit que les policiers arrêtent plus systématiquement les mineurs, soit que les mineurs arrêtés figurent plus systématiquement dans les procédures transmises au parquet, ou encore les deux » [Aubusson de Cavarlay, 1997, p. 24]. En outre, victimes de la pré-

1. Par exemple, en 2000, le taux d'élucidation des « infractions à la législation sur les stupéfiants » était de 104,2 % et celui des « viols » de 75,5 %. Inversement, la même année, le taux d'élucidation des « cambriolages » était de 9,2 % et celui des « vols d'automobiles et de deux roues » de 7,2 %.

gnance du sens commun, les commentateurs négligent très généralement la question de l'évolution législative (du point de vue de l'État, la délinquance est ce que la loi pénale définit comme telle ; si la loi change, la délinquance change fatalement aussi), qui est pourtant manifeste ici¹.

Source quasi exclusive des chiffres qui circulent dans le débat public, la statistique policière est donc en réalité la plus fragile. Plus intéressantes pour notre analyse sont les statistiques judiciaires qui, certes, sont approvisionnées essentiellement par les précédentes, mais qui sont moins sensibles aux variations saisonnières du climat politique, et qui surtout renseignent depuis longtemps sur l'âge des personnes condamnées et sur leurs délits. Nous en donnerons plusieurs illustrations (mais il existe d'autres sources permettant de sortir du point de vue des administrations).

Aux États-Unis, puis dans d'autres pays européens, l'habitude est ancienne de sortir des données administratives pour tenter de mesurer les délinquances en interrogeant directement leurs victimes et leurs auteurs. En France, il a fallu attendre les années 1980 pour que soient initiées (au GESDIP) les enquêtes de victimation [Zauberman, Robert, 1995]. Réalisées directement auprès des victimes, que ces dernières aient ou non porté plainte, ces enquêtes renseignent de façon beaucoup plus précise sur la réalité de certaines délinquances (celles qui font des victimes individuelles directes et conscientes, par différence à des délinquances comme la fraude fiscale, la délinquance d'affaires, le non-respect du droit de l'environnement, etc.). C'est également de l'autre côté de l'Atlantique que, dès les années 1950, ont été initiées les enquêtes dites de délinquance auto-

1. Le contexte policier et pénal qui entoure l'arrivée d'un nouveau gouvernement en 1993 est marqué d'une part par un renforcement des effectifs et des moyens d'intervention de la police dans les « zones sensibles », d'autre part par une volonté de traiter pénalement de façon plus systématique la petite délinquance (et notamment celle des mineurs). De façon générale, les années 1992-1994 sont le théâtre de modifications importantes dans les rapports entre la police et les parquets, autour notamment de la généralisation progressive des procédures de « comparution immédiate » et de « traitement en temps réel », ainsi que de l'instauration progressive de nouvelles maisons du droit et de la justice où officient des « délégués du Procureur » (magistrats non professionnels) prononçant des rappels à la loi et autres admonestations. Cette tendance s'est renforcée tout au long des années 1990 et s'est encore accrue sous le gouvernement Jospin. Dans ce contexte, il est très probable que les policiers et les gendarmes ont transmis aux parquets nombre de petites affaires de mineurs qu'ils traitaient auparavant en interne et classaient sans suite la plupart du temps. En matière de statistique, le changement est considérable, puisque la transmission au parquet suppose la rédaction d'un procès-verbal et que ce dernier déclenche le comptage statistique.

déclarée (*self-reported*), que les chercheurs mènent directement auprès des populations pour les interroger sur leurs éventuelles pratiques délinquantes.

Un bref détour historique

Au cours du XX^e siècle, la société française a connu en réalité d'autres grands moments de panique à propos de la délinquance juvénile. La première période est celle des années 1900-1914. La figure des jeunes délinquants de l'époque est celle des « Apaches ». La panique s'organise déjà autour de trois éléments indissociables : 1 / une probable augmentation du niveau de certaines délinquances dans certaines zones urbaines ; 2 / une instrumentalisation de la peur de cette délinquance par une presse populaire à son apogée ; 3 / une récupération de cette peur dans le débat politique. Ainsi l'existence de bandes de jeunes délinquants réputés très violents se situe déjà au centre du débat politico-médiatique, à tel point qu'un journaliste d'un quotidien de l'époque (*La Petite République*) peut écrire en 1907 : « L'insécurité est à la mode, c'est un fait » [Kalifa, 1994, p. 71-72].

Attardons-nous davantage sur le deuxième moment de cette histoire, plus proche de nous. Lors de l'été 1959 surgit dans la presse la figure des « Blousons noirs » qui catalyse les peurs et les représentations de l'époque [voir par exemple Copfermann, 2003]. Quatre types de comportements, aujourd'hui encore au cœur du débat, étaient principalement incriminés. *Primo*, on reprochait d'abord aux « Blousons noirs » des affrontements violents entre grandes bandes, se battant notamment à coups de chaînes de vélo et de barres de métal, autour de « territoires », et s'affrontant aussi à l'occasion avec les forces de l'ordre (sur la problématique des « bandes de jeunes », voir Robert et Lascoumes [1974]). *Secundo*, la découverte sans doute la plus surprenante, pour qui se plonge dans les documents de l'époque, est que l'on accusait ensuite ces jeunes hommes de commettre des viols collectifs [voir par exemple Benjamin, 1971] qui constituent la plus grosse partie de la criminalité sexuelle juvénile jugée dans les années 1960. *Tertio*, on reprochait ensuite à ces jeunes des vols d'un genre nouveau, vols d'usage immédiat et ostentatoire liés aux nouveaux biens de consommation (la voiture, la mobylette) [Collectif, 1965]. *Quarto*, on leur reprochait enfin des actes de vandalisme tournés contre les institutions (école, bâtiments publics) et déjà

qualifiés à l'époque de « gratuits », ainsi que des actes de vandalisme commis par des groupes de jeunes lors de manifestations musicales, en particulier les concerts de rock'n roll et des idoles de l'époque (sur les deux dernières séries de délinquances, voir Michard et Sélosse [1963]).

Ce rapide détour historique enseigne donc qu'il faut se garder de croire que la société française est confrontée actuellement à des phénomènes radicalement nouveaux et qui seraient nécessairement chaque jour de plus en plus graves. Ce qui ne signifie pas que les choses soient immobiles.

Âge et délinquance

Dans le débat public actuel, il est courant de déclarer avec inquiétude que l'on ne sait plus quand commence la jeunesse. Par ailleurs, la formule selon laquelle les délinquants seraient « de plus en jeunes et de plus en plus violents » est l'une des plus éculées du débat sur la sécurité. Pourtant, cette évolution sociologique n'est pas encore établie, faute de données quantitatives comparables à plusieurs années de distance. Elle est de surcroît plus complexe qu'il n'y paraît. Il faut en effet, à tout le moins, distinguer quatre problématiques : 1 / celle de la nature du processus délinquant (posant ici la question de l'âge à partir duquel la délinquance commence à se manifester) ; 2 / celle de son intensité à un moment donné, dans une classe d'âge donnée ; 3 / celle des logiques d'action de ces jeunes délinquants (donc de leurs cibles spécifiques) ; 4 / celle des logiques de réaction de la part des institutions de contrôle social, ce qui amène dès lors la question de la construction des *carrières* délinquantes.

Nous ne pouvons traiter ici toutes ces problématiques mais signalons que, nouvelle en France, la première de ces questions est classique outre-Atlantique, où la criminologie lui a donné réponse de longue date : la (petite) délinquance commence massivement à partir de la préadolescence (autour de 10 ans), s'accélère au début de l'adolescence jusqu'à atteindre un pic vers l'âge de 15-16 ans, stagne par la suite puis décroît très fortement à la fin de la vingtaine et au cours de la trentaine [voir par exemple Farrington, 1986 ; LeBlanc, 1995]. La persistance au fil des décennies de cette « courbe par âge » de la délinquance dans les pays anglo-saxons incite à penser que ce processus psychosocial est identique et également stable en France. Reste que, si le phénomène est par nature stable, son inten-

sité peut varier selon les contextes. Cela étant, cette question de l'âge auquel un jeune commence à délinquer n'est pas la seule importante pour une société. Il est probable que celle de savoir à quel âge il sort des pratiques délinquantes l'est autant sinon davantage. La carrière délinquante a certes un début, mais elle a aussi une fin. Et c'est peut-être ici que les changements les plus notables sont intervenus ces dernières décennies. Si, comme l'écrit Galland [2002, p. 5], « la jeunesse ne prend une certaine consistance sociale qu'à partir du moment où se prolongent ces temps de passage qui définissent une position sociale incertaine », alors l'on n'a jamais été jeune aussi longtemps que dans la société française de ces vingt dernières années, ce qui a probablement pour effet de compliquer davantage, donc de retarder, la sortie de la carrière délinquante.

Passons à présent à l'observation des évolutions récentes au sujet de (seulement ici) deux genres de délinquances : les vols et les agressions¹.

Les vols des jeunes dans la société de consommation

Il est significatif que, dans le débat public, les commentateurs se centrent systématiquement sur « la violence », lors même que les agressions physiques ne constituent pas le cœur de la délinquance des jeunes et de la victimation qu'elle entraîne. En matière de délinquance, le principal risque dans notre société n'est pas de se faire agresser physiquement mais de se faire voler des biens. Les violences physiques sont nettement moins fréquentes que la fraude dans les transports en commun, l'achat d'un objet volé, le vol dans un grand magasin, l'ensemble des destructions et dégradations diverses. Seules les traditionnelles bagarres entre jeunes élèvent fortement les taux d'atteintes aux personnes.

Tournons-nous à présent vers les sources judiciaires (ici l'ensemble des personnes condamnées) pour, d'une part, comparer sur la période 1980-2000, d'autre part, observer la répartition par âge des différents types de vols, des vols simples aux vols accompagnés de violence avec ou sans arme à feu. Cet examen délivre au moins six constats.

1. Pour un panorama plus complet, on se reportera à Mucchielli [2003 a].

1 / Les jeunes de moins de 13 ans ne représentent qu'une proportion infime des personnes condamnées pour vols (0,5 % en 2000), *a. fortiori* les vols graves. En 1980 comme en 1990 et toujours en 2000, l'on n'en trouve pas un seul parmi l'ensemble des personnes condamnées pour des vols avec usage d'une arme à feu. Leur part au sein des auteurs de vols avec violence sans arme à feu a par ailleurs diminué sur la période. De façon générale, en taux, la délinquance acquisitive sanctionnée chez ces jeunes mineurs a – contre toute attente – baissé beaucoup plus fortement que dans les autres tranches d'âge sur l'ensemble de la période.

2 / Les 13-15 ans sont déjà beaucoup plus nombreux dans l'ensemble de voleurs condamnés (8,1 % en 2000). C'est de surcroît dans cette tranche d'âge que la baisse constatée partout sur la période est la moins forte. Par ailleurs, une nouveauté réside dans le fait que ces adolescents apparaissent en 2000 parmi les auteurs de vols avec usage d'une arme à feu. Il ne s'agit en réalité que d'une vingtaine de condamnations pour l'année entière, mais ce sont peut-être ces cas-là qui ont pu faire dire à certains que les jeunes seraient « de plus en plus jeunes et de plus en plus violents ». Est-ce véritablement l'amorce d'une tendance, ou bien une flambée passagère due à la facilité conjoncturelle de se procurer des armes dans certaines régions¹ ? Il est bien trop tôt pour le dire. Et le phénomène demeure en 2000 statistiquement assez marginal.

3 / De façon générale, aux trois dates, le cœur des condamnations concerne les personnes âgées de 16 à 25 ans. On constate également que, passé 25 ans, la baisse est moins accentuée en 1990 par rapport à 1980 et en 2000 par rapport à 1990, ce qui irait dans le sens de l'hypothèse du retardement de la sortie de la carrière. Le maintien du taux de condamnations dans la tranche des 30-39 ans se distingue aussi du reste des évolutions.

Après l'examen de ces éléments chiffrés provenant de différentes sources quantitatives, il importe de s'interroger sur la nature des processus en jeu. Lorsque l'on parle de vols, de quoi parle-t-on précisément ?

En 2000, les personnes condamnées pour vols avec usage d'arme à feu représentent 1 % de l'ensemble des voleurs sanctionnés par la justice. 88 % de ces condamnations concernent des vols simples. Quant aux 11 % restants, ils concernent des « vols avec violence » dont la teneur concrète est très variable. Il est intéressant de remar-

1. Dans les milieux policiers, il a été beaucoup question, ces dernières années, des conséquences de la guerre en Yougoslavie sur le marché illégal des armes à feu.

quer ici que la Direction centrale de la police nationale déclare depuis quelques années que près de la moitié des cas enregistrés dans cette catégorie sont constitués par des vols de téléphones portables. De manière générale, cela invite le sociologue à s'interroger sur le poids des biens de consommation en vogue dans une société donnée, à un moment donné, dans l'ensemble de sa jeunesse. Ce n'est pas un hasard si ces vols concernent toujours massivement la voiture et les deux roues (aujourd'hui les scooters), mais aussi le matériel hi-fi (aujourd'hui les CD et DVD), les vêtements sportifs de marque et les téléphones portables. Qu'est-ce que le téléphone portable sinon le dernier objet culte de la société de consommation, celui que tous les adolescents désirent ? Voilà bien l'un des aspects fondamentaux de cette délinquance, qui se concentre logiquement dans les lieux (notamment les centres commerciaux) et sur les populations (notamment les collégiens et lycéens) qui accroissent les opportunités de rapine et constituent des cibles privilégiées pour les jeunes voleurs.

Mais, dès lors, il faut aller au bout de l'analyse et s'interroger sur le schéma social général qui se cache derrière la plupart de ces vols : des jeunes hommes volent d'autres personnes ou bien des commerces afin de jouir de biens qu'ils ne peuvent se procurer légalement. Cela ressemble beaucoup à ce mécanisme de la frustration que Robert Merton avait posé de façon générale dès la fin des années 1930, et que prolongeront dans les années 1950-1960 notamment les travaux d'Albert Cohen puis de Richard Cloward et Lloyd Olshin. Nous vivons dans une société de consommation ostentatoire qui suscite dans l'ensemble de la jeunesse des aspirations à la jouissance des biens de consommation. Cette société s'enrichit globalement mais elle maintient en son sein de fortes inégalités sociales. Dès lors, il se trouvera toujours une partie des jeunes pauvres, frustrés, qui voleront pour posséder et arborer les mêmes biens. Les décennies passent, et l'analyse de Merton semble toujours plus pertinente (dans le même sens, la comparaison de la courbe du taux de croissance des vols et de celle du taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans non diplômés fait ressortir une forte similitude [Lagrange, 2001]). Cela invite à voir cette délinquance juvénile non pas comme un phénomène récent, qu'un surcroît de sévérité suffirait à endiguer, mais comme un phénomène lié de façon *structurelle* au fonctionnement de la société moderne – suivant logiquement l'évolution de ses modes de consommation, depuis les années 1950 – et opérant en son sein une sorte de redistribution violente.

Agressions interpersonnelles : un phénomène qui traverse tous les âges

Nous voici alors au cœur de l'inquiétude contemporaine : la violence des jeunes. Comment savoir ce qu'il en est ? À nouveau, faisons rapidement le tour des différents types de données disponibles en dehors des statistiques de police. Si l'on en croit les statistiques de police et de gendarmerie, les agressions non mortelles commises par les mineurs ont été multipliées par 5,2 entre 1993 et 2001. Mais nous avons déjà dit qu'il n'était pas rigoureux de prendre au pied de la lettre ces données et leurs variations brutales.

Du côté des victimes, les données d'enquête soulignent donc un fort décalage entre les atteintes à la propriété et celles aux personnes : en 1994-1995, une personne sur quatre a été victime d'au moins une prédation, une sur vingt d'au moins une agression. Mais qu'appelle-t-on « agression » ou « violence » ? La question est essentielle. Dans l'enquête sur la région parisienne, en 2001, 6,6 % des ménages interrogés déclarent avoir subi une agression au cours des trois années écoulées [Pottier, Robert et Zauberman, 2002]. Mais dans plus de la moitié des cas, ces personnes appellent « agressions » les injures ou les menaces verbales, ou encore les regards sans doute perçus comme menaçants. Les victimes d'un véritable choc physique sont donc environ 3 %. Les enquêtes permettent ensuite d'essayer de mesurer la gravité de ce choc, qui est le plus souvent très limité : « Les coups sont mentionnés une fois sur cinq, les blessures une fois sur six. Et c'est seulement une fois sur quinze que les coups ont entraîné une incapacité de travail d'au moins huit jours » [Robert, 2002, p. 23]. En définitive, « même en Île-de-France, où les scores sont plus élevés que pour l'ensemble du territoire national, l'enquête révèle que 0,45 % seulement des Franciliens de plus de quatorze ans ont fait l'objet en 1998, 1999 ou 2000 d'une agression assez sérieuse pour avoir entraîné au moins huit jours d'arrêt de travail » [*ibid.*, p. 25]. Les agressions physiques demeurent donc en réalité très rares dans la société actuelle, même si certaines d'entre elles ont connu des augmentations au cours des deux dernières décennies.

Des données judiciaires, ressortent quatre constats.

1 / L'augmentation des homicides, des viols et des « coups et blessures » concerne tous les âges et non seulement les plus jeunes, même si elle est plus forte les concernant. Entre 1984 et 2000, si ce

taux a été multiplié par 4,5 chez les moins de 13 ans et par 6,5 chez les 13-15 ans, il a été également multiplié par 2,1 chez les 40-59 ans et par 2,8 chez les plus de 60 ans. Si évolution réelle il y a, elle traverse donc toute la société française.

2 / L'idée d'une augmentation et d'un rajeunissement des criminels est démentie par l'évolution des homicides. Le nombre de mineurs condamnés est ici moins élevé en 2000 qu'il ne l'était en 1984 et en 1990. L'on peut également calculer que le taux d'homicide chez les jeunes de moins de 16 ans est équivalent à celui des plus de 60 ans. De façon générale, l'homicide est en réalité un crime d'hommes d'âge mûr, dont le niveau général a crû dans les années 1980, baissé dans les années 1990, pour retrouver en 2000 le niveau qu'il avait en 1970 [Mucchielli, 2002 b].

3 / Les viols présentent une évolution apparemment très différente. Ils ne cessent d'augmenter dans les données policières et judiciaires depuis une vingtaine d'années. Mais l'interprétation de ce mouvement est complexe. Constatons d'abord que cette augmentation touche pratiquement tous les âges, à l'exception notable des très jeunes majeurs (18-25 ans). Dans ce mouvement ascendant, les moins de 13 ans demeurent l'exception, malgré une poussée récente. Par contre, les 13-20 ans sont beaucoup plus nombreux, presque autant que les 20-30 ans. Mais il s'agit de comportements qui se maintiennent étonnamment avec l'âge. En taux, le maximum des condamnations est atteint dans la tranche décennale des 30-39 ans (en comparaison leur taux de viols est deux fois supérieur à celui des moins de 18 ans) et les condamnés pour viols sont aussi nombreux parmi les hommes âgés de 40 à 59 ans que parmi les moins de 18 ans. Reste donc que, sur la période étudiée, les condamnations sont en forte augmentation dans presque toutes les tranches d'âge, ce qui pose un problème majeur d'interprétation. Les agressions sexuelles sont-elles des comportements en pleine recrudescence dans la société française, se manifestant au même moment dans toutes les tranches d'âge ? Ou bien cette augmentation dans les données policières et judiciaires est-elle la conséquence d'une évolution de l'attitude des victimes qui portent de plus en plus souvent plainte ? Il faut en effet tenir compte du fait qu'il s'agit d'un type d'agressions classiquement sous-déclarées (moins d'une fois sur cinq au milieu des années 1980) par les victimes, qui connaissent la plupart du temps très bien leur agresseur. Et beaucoup d'indices d'évolution de la situation française vont dans le sens de l'hypothèse principale (non nécessairement exclusive) d'une évolution des plaintes. Depuis vingt ans, la loi pénale s'est beaucoup durcie (renforcement de la législa-

tion sur le viol, création de nouveaux délits comme le « harcèlement sexuel »), des associations d'aides aux victimes se sont créées, des numéros d'appel gratuits ont été mis en place, des campagnes sont réalisées dans les écoles et dans les médias, l'accueil des victimes s'est amélioré dans les commissariats et les palais de justice, les professionnels de l'éducation nationale ont été beaucoup sensibilisés, etc. Il faut mesurer l'importance des transformations sociales qui sous-tendent ces changements dans les normes et les pratiques institutionnelles. En réalité, la société française a réalisé une évolution inédite à l'échelle historique, dans le sens d'une reconnaissance symbolique et d'une meilleure prise en charge judiciaire des violences faites aux femmes et aux enfants. L'historien Georges Vigarello [1998, 236] a montré comment « l'image du viol a aujourd'hui basculé autour de trois points : les plaintes mieux suivies de femmes adultes, la certitude et la prise en compte d'un trauma, la hiérarchie renouvelée des violences ». De fait, on ose énoncer et dénoncer aujourd'hui des violences autrefois généralement dissimulées. La pédophilie en offre un exemple saisissant. Il convient par conséquent de demeurer très prudent quant à l'augmentation des viols et de l'ensemble des agressions sexuelles dans les données administratives. Il est probable qu'elle traduit au moins autant, sinon beaucoup plus, l'évolution des représentations du phénomène que la fréquence des comportements dans la vie quotidienne.

4 / Enfin, les données judiciaires entérinent une évolution également très nette dans les données policières : l'augmentation des coups et blessures volontaires (non mortels) au cours des années 1990. Dans l'ensemble, le nombre de condamnations a doublé entre 1980 et 2000. C'est à nouveau le même constat qui se dégage de l'observation de la structure par âge des condamnés : les moins de 13 ans ne représentent que 0,4 % de l'ensemble en 2000. Le phénomène augmente fortement passé 13 ans (pour des raisons en partie juridiques), pour atteindre son maximum chez les 18-25 ans. Il décline très lentement par la suite, ce qui ne signifie pas qu'il disparaît : il est encore fort passé 30 et même 40 ans. Par exemple, l'on peut calculer que, en taux cette fois, les 30-39 ans font l'objet de condamnations autant que les mineurs de plus de 13 ans. De manière générale, là encore, cette hausse dans les données administratives concerne donc toutes les tranches d'âges, y compris les plus élevées. À nouveau, l'examen des données disponibles dément donc l'idée d'une augmentation des violences qui serait essentiellement imputable aux plus jeunes. Certes, il semble que l'on assiste, depuis la seconde moitié des années 1980 et dans certaines zones

urbaines, à une recrudescence des bagarres entre jeunes hommes, survenant le plus souvent dans la rue et dans les transports en commun, parfois aussi dans les cours de récréation et à la sortie des écoles, le tout pour des conflits qui prennent le plus souvent leur origine dans des tentatives de vols ou dans ces logiques d'honneur et de territoire qui ont toujours structuré les sociabilités juvéniles en milieu populaire [Calogirou, 1989 ; Esterle-Hedibel, 1997 ; Lepoutre, 1997 ; Mauger, 1998]. C'est ainsi parmi les jeunes de moins de 30 ans habitant les grands ensembles que l'on trouve le taux de victimation le plus élevé pour les agressions [Aubusson de Cavarlay *et al.*, 2002, p. 151]. S'il y a augmentation de la violence, elle touche tous les âges, elle traverse toute la société française et elle appelle donc d'autres analyses que celles qui incriminent seulement la jeunesse, toujours suspecte de dangerosité spécifique.

La jeunesse a des comportements qui traversent les siècles, sans doute précisément parce qu'elle est ce moment qui précède l'établissement dans les modèles et les normes généraux. A toutes les époques, la sociabilité juvénile, l'affirmation de soi, l'épanouissement des corps, la découverte du sexe, le goût pour l'alcool et les conduites à risque, le style de vie nocturne ont massivement caractérisé cet âge de la vie, surtout chez les garçons. La période actuelle (les vingt-cinq dernières années) perpétue ces schèmes traditionnels, donnant seulement à certains davantage d'acuité. Cette spécificité réside sans doute, pour l'essentiel, dans l'ampleur d'une double crise des structures d'intégration de la jeunesse dans le monde adulte. La première est économique : lors même que nous vivons dans une société de consommation de plus en plus déterminante dans les modes de vie et les valeurs, l'accès à un *statut social* est rendu particulièrement difficile pour des centaines de milliers de jeunes hommes qui se trouvent déqualifiés par rapport à la vie professionnelle, de façon autant sinon plus symbolique que réelle (dans la mesure où il existe en partie pour eux des emplois mais qui ne confèrent pas un statut). La seconde est symbolique et politique : l'accès à la *citoyenneté* est rendu particulièrement difficile pour des centaines de milliers de jeunes hommes qui se trouvent déqualifiés par rapport au modèle dominant dans l'ordre politique, en raison principalement de leur origine africaine et de tout ce que ce passé charrie de représentations dévalorisantes. Cette crise est localisée. Elle concerne certains territoires que les politiques de la Ville et les politiques de sécurité ont recensé chacune à leur manière depuis deux décennies. Ces territoires concentrent la pauvreté et le chômage, ils abritent souvent une jeunesse pléthorique

(donc une délinquance juvénile plus forte que dans d'autres quartiers ici par simple effet de structure démographique) qui y fait rapidement l'expérience de la discrimination dans les relations sociales ordinaires et dans le rapport aux institutions, et qui, pour une petite partie d'entre elle, y réagit dans un surcroît de déviance. Pour toutes ces raisons, se concentre dans ces quartiers une population le plus souvent majoritairement étrangère et d'origine étrangère. De là le (pseudo)débat sur la « sur-délinquance » des jeunes issus de l'immigration [Mucchielli, 2003 b], qui conforte la société française dans ses peurs et la prive des clefs qui lui permettrait de penser véritablement la résolution de la crise qu'elle traverse.

Bibliographie

- Aubusson de Cavarlay B., « La place des mineurs dans la délinquance enregistrée », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 29, 1997, p. 17-38.
- Aubusson de Cavarlay B. et al., « Les statistiques de la délinquance », in INSEE, *France, portrait social*, Paris, INSEE, 2002, p. 141-157.
- Benjamin R., *Délinquance juvénile et société anomique. L'évolution de la criminalité des mineurs en France de 1954 à 1964*, Paris, Éd. du CNRS, 1971.
- Calogirou G., *Sauver son honneur. Rapports sociaux en milieu urbain défavorisé*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- Collectif [Centre de Vaucresson], *Vols et voleurs de véhicules à moteur*, Paris, Cujas, 1965.
- Copfermann E., *La génération des blousons noirs*, Paris, La Découverte (préface de L. Mucchielli), 2003, 1^{re} éd. 1962.
- Esterle-Hedibel M., *La bande, le risque, l'accident*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Farrington D., « Age and crime », in M. Tonry et N. Morris (éd.), *Crime and Justice. An Annual Review of Research*, Chicago, University of Chicago Press, vol. 7, 1986, p. 189-250.
- Galland O., *Les jeunes*, Paris, La Découverte, 2002.
- Kalifa D., « Insécurité et opinion publique au début du XX^e siècle », *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 17, 1994, p. 65-76.
- Lagrange H., « Crime et conjoncture économique », *Revue française de sociologie*, 1, 2001, p. 57-79.
- LeBlanc M., « Précocité, développement de l'activité délictueuse et de la personnalité anti-sociale », in Collectif, *Délinquance et précocité (XXIX^e Congrès de l'Association française de criminologie)*, Beauvais, ACBOP, 1995, p. 417-484.
- Lepoutre D., *Cœur de banlieue. Codes, rites et langage*, Paris, Odile Jacob, 1997.
- Mauger G., « Bandes et valeurs de virilité », *Regards sur l'actualité*, n° 243, 1998, p. 29-39.

- Michard H. et Sélosse J. (éd.), *La délinquance des jeunes en groupe*, Paris, Cujas, 1963.
- Mucchielli L., « L'expertise policière de la violence urbaine ». Sa construction intellectuelle et ses usages dans le débat public français », *Déviance et société*, 4, 2000, p. 351-375.
- Mucchielli L., *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2002 a, 2^e éd.
- Mucchielli L., « Les homicides », in L. Mucchielli et Ph. Robert (éd.), *Crime et sécurité : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2002 b, p. 148-164.
- Mucchielli L., « L'évolution de la délinquance juvénile en France au cours des vingt dernières années », *Sociétés contemporaines*, 2003 a, à paraître.
- Mucchielli L., « Délinquance et immigration : le sociologue face au sens commun », *Hommes et migrations*, n° 1241, 2003 b, p. 20-31.
- Pottier M.-L., Robert Ph. et Zauberman R., *Victimation et insécurité en Île-de-France. Les résultats de la première enquête - 2001, 2002*, Paris-Guyancourt, LAURIF-CESDIP.
- Robert Ph., *L'insécurité en France*, Paris, La Découverte, 2002.
- Robert Ph. et Lascoumes P., *Les bandes de jeunes. Une théorie de la ségrégation*, Paris, Éd. Ouvrières, 1974.
- Robert Ph., Aubusson de Cavarlay B., Pottier M.-L. et Tournier P., *Les comptes du crime. Les délinquances en France et leur mesure*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Vigarello G., *Histoire du viol, XVI-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, 1998.
- Zauberman R., « Les attitudes des victimes individuelles », in L. Mucchielli et Ph. Robert (éd.), *Crime et sécurité : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2001, p. 309-319.
- Zauberman R. et Robert Ph., *Du côté des victimes. Un autre regard sur la délinquance*, Paris, L'Harmattan, 1995.

Chapitre 9

Trafic de drogues à Rio de Janeiro : point de vue des jeunes

Marcelo Rasga Moreira, Luiz Fernando Mazzei Sucena
et Fernando Manuel Bessa Fernandes

Écrire un article ayant pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension des relations entre la jeunesse et le trafic de drogues implique de réfléchir à la gravité et à la complexité de la période sociopolitique vécue par la population de l'État de Rio de Janeiro. Cela représente un travail douloureux, mais nécessaire.

Finalement, au bout de plus d'une décennie de travail, d'étude, de débats et de fréquentation des jeunes sur les différents chemins parcourus par la ligne de recherche *Condições de Vida e Atendimento ao Segmento Infanto-juvenil – Observatório de Políticas Sociais* (Conditions de vie et soins au segment infanto-juvénile – Observatoire de politiques sociales), les auteurs ont eu l'occasion de sélectionner – en se soumettant à une réflexion auto-critique en vue d'une publication consacrée exclusivement à la jeunesse brésilienne – une thématique qui pourrait rassembler l'ensemble des sujets de leurs études.

Afin de respecter les aspirations des jeunes et avec la préoccupation de s'opposer à une vision manichéenne qui les montrerait seulement sous l'angle des difficultés et des inégalités, nous avons choisi de donner la priorité au thème qui refléterait le plus clairement les demandes, les besoins, les problèmes et le potentiel des jeunes.

Cette proposition a pour objectif de dépasser les conceptions qui, présentes de manières variées et sous différentes intensités dans les divers segments de la société (y compris dans le domaine de la recherche) et les pouvoirs publics, considèrent la jeunesse comme synonyme de problèmes et ne se rendent pas compte que, s'il est vrai que les problèmes existent, il est aussi vrai que les jeunes attendent difficilement qu'ils soient réglés, et assument des positions proactives.

Malheureusement, l'insertion des jeunes dans le trafic de drogues, plus précisément dans la vente au détail (vente de marijuana et de cocaïne dans les *bocas de fumo* ou points de vente de drogues des collines et des *favelas* de Rio de Janeiro), qui résulte de la position géographique du Brésil comme couloir de passage emprunté par le trafic international de drogues et d'armes destinées aux États-Unis, à l'Europe et à l'Asie, est, en grande partie, une de ces solutions prises par les jeunes.

Il s'agit probablement d'une solution extrême, particulièrement parce qu'elle met en lumière le potentiel perdu, les problèmes non résolus, les demandes oubliées, les rêves mort-nés de jeunes qui conjuguent recherche et fuite, le rejet des énormes problèmes du quotidien et la recherche de travail, de reconnaissance sociale, d'appartenance et d'estime de soi. Tout cela même si cette vie ne durera probablement que très peu longtemps (bien qu'intense), et, le plus souvent, finit tragiquement.

Pour comprendre cette chaîne contradictoire de mouvements de rapprochement-éloignement, la variable de l'âge est, à elle seule, un indicateur faible et insuffisant pour qu'on le considère comme le principal élément explicatif, même s'il représente la culture de masse qui, dans sa pensée unique, mais multiformatée, homogénéise les identités personnelles et sociales, classant et associant les groupes d'âge à des caractéristiques de consommation globalement standardisées.

Il faut donc étendre la réflexion. Dans cet article, nous suggérons un enchaînement dialectique d'hypothèses analytiques : dans une société économiquement régie par le libre-échange, plus petites ou inférieures sont les opportunités d'insertion mises à la disposition des jeunes, plus dégradantes sont leurs conditions de vie, et plus grande est la nécessité pour les pouvoirs publics d'investir des ressources dans les politiques sociales.

Cependant, lorsque ces ressources sont investies dans des politiques monétaires (le paiement des intérêts et des charges de la dette publique interne et externe, la destination des ressources pour faire face aux « superavit » (déficits) primaires, etc.), la qualité des services offerts par les politiques sociales est réduite (avec les contingences des ressources et la diminution des investis-

sements dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la sécurité sociale, etc.), et les réponses négatives socio-politico-économiques aux demandes des jeunes sont plus intenses. D'un côté, ceci affecte leur estime de soi, et de l'autre, place clairement les jeunes devant la nécessité de construire seuls leurs propres opportunités, sans appui ni solidarité publique, et d'être considérés comme socialement marginaux et/ou criminalisés, malgré le fait que leurs activités se rapportant au trafic de drogues soient fortement lucratives et liées de façon voilée au segment formel du marché économique.

Les sujets de cet article sont des jeunes qui vivent dans les conditions suivantes : ils ont été arrêtés pour avoir participé au trafic de drogues, ont été jugés et ont accompli des peines socio-éducatives. Entre 1998 et 2000, ils ont été retirés d'un système socio-éducatif inefficace et ont fait partie d'un projet pilote, résultat d'un partenariat entre les gouvernements fédéral et de l'État de Rio de Janeiro, qui inversait la logique du traitement en les sortant de l'enfermement et en cherchant à comprendre leurs aspirations. Lorsque le projet pilote est arrivé à échéance, ces jeunes sont retombés dans le même système de rééducation, ont retrouvé la même réalité, privés de l'appui qu'ils recevaient, celui d'un projet pilote n'ayant connu aucune continuité, malgré le monitorat des auteurs de l'article, et dont le bilan n'a jamais été pris en considération, quels qu'en aient été les aspects : les coûts, les bénéfices, les impacts, les résultats, le processus ou même les vies qui étaient en jeu.

Nous souhaitons ici donner une tribune à ces jeunes pour leur permettre de parler eux-mêmes de leur histoire, de leurs propositions, de leurs problèmes, et aussi de dire comment et pourquoi ils ont choisi l'alternative du trafic de drogues... Nous nous efforçons de ne pas tomber dans ce que Bourdieu (avec Chamboredon et Passeron) (1999) a critiqué comme *sociologie ingénue*, celle qui, par illusion de transparence, conçoit le simple discours recueilli au moyen des techniques d'observation participante et d'entrevues comme un élément scientifique. Nous soumettons plutôt les propos recueillis aux principes de l'analyse de discours, en les replaçant dans leur contexte, dans leurs conditions de production, et en les intégrant dans la praxis quotidienne.

Le ton général de cet article est dramatique car ces récits montrent des voies, des potentialités et des initiatives pour chercher des solutions qui ne sont pas entendues. Des fonds publics ont été investis, des personnes se sont mobilisées, les jeunes ont osé rêver, et le tout a été soumis à la logique de la guerre et de la répression, de la sécurité publique entendue simplement comme un déploiement de police ostensible, des échanges de coups de feu dans les rues, et des portes fermées.

Ce qui est prometteur, c'est que les jeunes qui vivent dans ce quotidien continuent à chercher à construire leur avenir et, s'ils peuvent compter sur l'appui d'une action politique et socialement solidaire, ils auront de plus en plus de possibilités de parcourir de nouvelles voies et de contribuer à bâtir une société nouvelle. Nous présenterons ce rapport dialectique entre situation dramatique et ce qui est prometteur plus précisément dans la première section du texte dont l'objectif est de démontrer la relation entre la jeunesse et le trafic de drogues dans la ville de Rio de Janeiro à partir de l'analyse des données du travail d'évaluation mené par les auteurs sur le « Système appliqué de protection ».

1. CARACTÉRISTIQUES DES SUJETS À L'ÉTUDE

En 1998, le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, avec l'appui du gouvernement fédéral, a implanté le « Système appliqué de protection », projet pilote dont l'objectif était de créer de nouvelles formes d'intervention auprès de jeunes contrevenants accomplissant une peine socio-éducative pour avoir participé au trafic de drogues (Cruz Neto *et al.*, 1999).

Les auteurs de cet article ont suivi et évalué ce projet, se proposant, tout au long du processus, d'apprendre sur l'expérience de vie des jeunes qui ont participé au projet et, sur cette base, de comprendre pourquoi un contingent important de jeunes continue à se joindre aux trafiquants, même en connaissant et en évaluant les risques auxquels ils se soumettent, comme le très haut risque de morbi-mortalité, les impacts sur leur famille, la criminalisation de leurs actes et les jugements négatifs qui s'abattent sur leurs communautés.

L'encadré ci-dessous présente de façon synthétique les principales caractéristiques des 88 jeunes qui composent le groupe objet de la recherche évaluative.

Profil des jeunes suivis dans le cadre du «Système appliqué de protection»

- Âgés de 16 à 18 ans;
- Faible espérance de vie;
- Noirs et mulâtres;
- Sexe masculin;
- Habitation sans infrastructures, localisée dans des quartiers disposant de peu d'équipements urbains;
- Famille composée d'un grand nombre d'individus;
- Parents séparés;
- Présence de la figure féminine comme référence familiale;
- Relations avec le père marquées par des conflits, où sont communs les cas d'alcoolisme, d'abandon ou de décès prématuré;
- Intérêt politique très limité;
- Très bas revenu familial;
- Pratique de loisirs peu coûteux: football, cerf-volant, fêtes, *namoro* (relations amoureuses);
- Initiation sexuelle précoce;
- Faible scolarité;
- Indice élevé de redoublement scolaire;
- Initiation précoce à la pratique d'un travail peu spécialisé;
- Consommateurs de drogues;
- Motifs principaux de la participation au trafic: manque d'argent, recherche de statut, problèmes personnels et familiaux;
- Revenus provenant du trafic supérieurs à ceux de la famille;
- Consommation orgiaque de vêtements, de drogues et de produits de diversion, empêchant l'accumulation financière;
- Au départ, montrent une certaine excitation par rapport aux risques inhérents au trafic, à la possibilité de gains financiers et au «statut» acquis par le fait de circuler armé dans la communauté;
- Avec la croissance des risques et la possibilité concrète de prison et de mort, ils pensent à abandonner le trafic, mais ils disent que la peur d'être punis, le manque total d'alternatives (travail, études, diversions...) et la dépendance physiologique les en empêchent généralement;
- Stress constant qui, potentialisant l'effet des drogues, provoque probablement des problèmes de santé comme l'hypertension, des problèmes cardiaques et neurologiques;
- Victimes constantes d'agressions et de tortures policières;
- Aversion à la figure du « policier »;
- Victimes de mauvais traitements physiques et psychologiques dans les Unités d'internement du système socio-éducatif.

Source: Instrument de recherche profil des adolescents. Équipe d'Évaluation SAP/DCS/ENSP/FIOCRUZ, Rio de Janeiro, 2000.

Précisons que ce profil ne doit pas être lu ni utilisé de manière manichéenne et stigmatisante, de façon à établir des relations porteuses de préjugés reliant ethnies et classes sociales avec délinquance et trafic de drogues. Cette association doit être sévèrement repoussée.

Ce qui, en fait, peut être affirmé à partir des caractéristiques présentées ci-dessus, c'est que l'inexistence ou l'inefficacité de politiques publiques sont directement responsables de l'aggravation des contradictions sociales et de la chute des conditions de vie des segments appauvris. Leur absence ou leur inefficacité favorisent l'émergence d'activités marginalisées et criminalisées, comme le trafic de drogues et celui d'êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle (Leal et Leal, 2002), en tant que stratégies « concrètes » de subsistance et d'ascension sociale, que celles-ci soient adoptées par l'intermédiaire d'une relation d'attraction, ou en réponse à la peur et à l'intimidation.

De plus, le faible taux d'infractions rapportées commises par des jeunes des classes moyennes et supérieures (composées en majorité d'individus d'ethnie caucasienne) et, par conséquent, le nombre réduit de ces jeunes encadrés par le système socio-éducatif, sont en rapport direct avec des mécanismes auxquels ces jeunes ont accès, par exemple l'accès à de bons avocats aux pratiques douteuses, comme la corruption de policiers et le trafic d'influence.

Dans cette perspective, nous ajouterons plus loin des informations qui complètent et approfondissent le profil présenté, en insistant sur la recherche légitime par ces jeunes de rôles sociaux plus importants, dans un contexte où est valorisée l'accumulation de biens de consommation, et où le marché du travail formel de plus en plus compétitif est, pour eux, pratiquement fermé.

Le discours de ces jeunes laisse transparaître un grand scepticisme quant à une possible ascension sociale au moyen du « travail légal », pensée qui vient, en grande partie, de l'observation de la trajectoire de vie de leurs tuteurs, parents et voisins d'âge adulte. Dans la plupart des cas, il s'agit de citoyens qui ont consacré toute leur vie à l'accomplissement de fonctions peu valorisées socialement et financièrement, comme celles de maçon, plombier, bricoleur et auxiliaire de services généraux (homme à tout faire), et qui n'ont pas pu donner beaucoup à leur famille en termes d'infrastructures.

Le plus cruel est que le revenu familial minime provenant de ces activités, et qui ne peut être désigné comme la cause directe de l'insertion dans des activités illicites et criminalisées, influence effectivement les perspectives d'avenir. Moins les familles comptent sur les équipements et les services publics, plus drastiquement se réduisent leurs possibilités d'investir dans la

santé, les loisirs, l'éducation et la formation professionnelle de qualité pour leurs enfants.

Le manque de perspectives d'avenir devient imminent si on considère les exigences préalables à l'entrée sur le marché du travail formel, dans des activités à « succès » qui garantissent une position sociale éminente, mesurée principalement par le salaire. L'article « O Profissional que faz a diferença », publié dans la revue *Agitação* (1999) du CIEE – *Centro de Integração Empresa-Escola*¹ – présente les résultats d'une étude à ce sujet qui sont particulièrement parlants :

Qualités que les entreprises recherchent chez les professionnels

- Bonne présentation ;
- Perspicacité, capacité d'analyse ;
- Créativité, flexibilité ;
- Dynamisme, énergie ;
- Sens des responsabilités, dévouement ;
- Équilibre émotionnel ;
- Capacité de travailler en équipe ;
- Ambition et détermination ;
- Persévérance ;
- Optimisme, capacité de s'automotiver ;
- Connaissances en informatique ;
- Qualité de vie, bonne santé ;
- Bonne culture générale ;
- Bonne expression orale et écrite ;
- Maîtrise d'autres langues.

1. Le CIEE est un organisme non gouvernemental sans but lucratif, à l'échelle nationale, d'utilité publique, philanthropique, de bienfaisance et d'assistance sociale, certifié par le *Conselho Nacional de Assistência Social-CNAS*, qui promeut l'intégration des jeunes étudiants sur le marché du travail en améliorant leur qualification professionnelle, en organisant des programmes de stages dans les entreprises qui ont des ententes avec le CIEE.

Si on compare cette liste d'exigences, on ne peut que constater combien sont réduites les chances des jeunes qui ont participé au « Sistema Aplicado de Proteção » d'entrer dans le monde du travail socialement valorisé. D'ailleurs, beaucoup de ces critères sont discutables du point de vue éthique et légal : que signifie exactement « avoir bonne apparence » et « être en bonne santé », quels critères balisent la « créativité » et l'« ambition », que signifie être flexible ?

Lorsqu'ils parlent de la « profession qu'ils aimeraient avoir », les jeunes montrent qu'ils sont conscients des limites qui leur sont imposées, la mécanique étant l'activité la plus ambitieuse pour eux. Il est important de souligner que la grande majorité des autres activités citées par ces jeunes ne requièrent pas un niveau de scolarité élevé, et qu'un nombre très réduit d'interviewés ont cité des professions qui exigent des études supérieures, ce qui montre combien ces activités se situent au-delà de leurs horizons et de leurs perspectives d'avenir.

Cependant, même les emplois formels les moins valorisés leur sont niés ; la restructuration du monde du travail, qui, ayant de moins en moins besoin de main-d'œuvre et étant de plus en plus rattachée à la politique monétaire anti-inflationniste, rend inapplicables les droits des travailleurs, réduit la création de nouveaux emplois, démobilise les syndicats, et, au nom de la « qualité totale », augmente l'éventail des exigences envers les travailleurs, et ferme les portes à ceux qui n'y satisfont pas.

Avant d'accomplir une mesure socio-éducative, environ 40 % des jeunes n'étaient pas insérés dans le système scolaire. Chez ceux qui étaient inscrits dans un établissement d'enseignement (tous du réseau public), nous avons pu relever un important déphasage dans le rapport âge/niveau scolaire et aucun de ces jeunes n'était inscrit à l'*ensino medio* (équivalent du lycée), alors que, selon la prévision théorique du ministère de l'Éducation, à partir de 15 ans, l'élève doit être rendu à ce niveau.

Face à ce déphasage si accentué entre l'âge et la scolarité, on conclut que ces jeunes ont été plusieurs fois recalés, à la suite d'une succession d'événements négatifs classés comme « échecs scolaires » : mauvaises notes, plaintes faites par l'école aux parents, réprimandes de comportement, punitions appliquées devant les autres élèves, avertissements écrits et périodes scolaires de rattrapage.

Quiconque constate ces multiples échecs, éprouve inévitablement un sentiment de stupéfaction, mais doit s'efforcer cependant de ne pas classer sommairement ces jeunes dans la catégorie des mauvais élèves, qui redoublent de façon presque naturelle.

Sans chercher à comprendre les motifs qui mènent l'élève à obtenir de mauvais résultats et à adopter une conduite inadéquate, on adhère à la « culture du redoublement », traduction parfaite de la distance qui se crée par le truchement d'un ensemble de pratiques culpabilisatrices qui jugent par stéréotypes ces jeunes comme indolents, paresseux, irresponsables et inaptes à l'étude. La culture de la distanciation est visible partout dans le système scolaire public; l'insuffisance de l'investissement du secteur public dans l'éducation; les mauvaises conditions matérielles des établissements d'enseignement; leur nombre réduit face à la demande; leur mauvaise localisation; le manque de formation et de qualification des professeurs; les bas salaires des professionnels de l'éducation; le manque d'intérêt pour les élèves aux prises avec des difficultés d'apprentissage; la raréfaction des bibliothèques et des laboratoires; enfin, la sous-utilisation de ressources pédagogiques et audiovisuelles qui pourraient aider l'élève en difficulté.

Sans vouloir flatter ces jeunes ou trouver des justifications pour excuser leurs comportements les plus problématiques, nous ne pouvons nier que, dans ce contexte, l'école, et en particulier l'école publique, s'éloigne de plus en plus de la réalité de ses élèves, voyant ainsi réduit son rôle de pôle d'attraction, et diminuées ses potentialités éducatives et sa capacité d'exercer une influence positive.

Parmi les jeunes qui avaient cessé d'aller à l'école, plusieurs ont relevé cette inadéquation et souligné des problèmes qui pourraient être pleinement contournés:

Je suis parti parce que j'ai été collé et j'ai fini par renoncer à l'âge de 11 ans. J'ai repris le soir, mais ça devenait dur parce que je travaillais le jour, je restais beaucoup au soleil, et le soir j'étais épuisé;

Le collège était loin, et je n'avais plus envie d'aller en classe;

Je ne voulais pas être transféré;

Je n'aime pas étudier. C'est ennuyeux;

J'ai été expulsé à 11 ans parce que j'ai poussé dans l'escalier un garçon qui m'avait craché dessus;

Je n'aimais pas l'institutrice;

Je suis parti parce que j'allais doubler;

Je n'aime pas étudier. Je suis déjà allé à l'école deux fois, mais je n'ai rien pu apprendre;

Je n'aime pas étudier. On peut aimer ça?

En plus des facteurs cités, l'indice élevé d'échecs et de décrochage scolaire est également attribuable à la nécessité d'augmenter un revenu familial précaire, ce qui influe drastiquement sur l'insertion précoce des jeunes sur le marché du travail, généralement lié au marché informel et/ou marginal: Dans ce contexte, la fréquentation d'un établissement d'enseignement n'est plus viable.

Parmi les jeunes interviewés, 90 % environ avaient déjà travaillé, et l'activité qu'ils avaient exercée n'était presque jamais en lien avec leur formation: aide-maçon, camelot, gardien de voitures, livreur.

Le faible niveau de scolarité et les rares possibilités d'ascension qu'offrent ces activités amènent une bonne partie des jeunes à suivre des cours de formation professionnelle qui pourraient leur fournir la qualification adéquate et, par conséquent, de plus grandes chances de succès sur le marché du travail. D'ailleurs, la plupart des auteurs qui analysent la situation des travailleurs au pays considèrent que ce type de formation est celui à privilégier pour l'insertion dans le monde actuel du travail, au point que cette formation devient revendication de certains syndicats.

Les jeunes se sont vite rendus compte que leur disposition et leur bonne volonté ne suffiraient pas. D'une part, la majorité des cours les mieux cotés sur le marché, comme ceux du Système S², ont pour exigence préalable à l'entrée l'*ensino fundamental* complet (soit le primaire et le collège, ce qui représente neuf années d'études de base), ce qui élimine d'avance leur perspective d'entrer dans ce genre de programme. D'autre part, la majorité des cours offerts par des organisations qui s'occupent des jeunes et s'adressent notamment à ceux qui ont une histoire scolaire réduite sont difficilement reconnus par les employeurs. Pour compliquer encore plus la situation, de nombreux préjugés envers ceux qui sont passés par le système socio-éducatif constituent une barrière supplémentaire à l'embauche:

Mes principaux problèmes sont d'être poursuivi par les autorités et ignoré par la société. Ceux qui sont passés par le commissariat de police et ont été entendus, n'arrivent pas à avoir une opportunité, à montrer qu'ils ont eu une faiblesse, et que maintenant ils ne font rien, et qu'ils veulent travailler.

Faible niveau de scolarité, échecs multiples, déphasage scolaire, expérience de travail infantile, cours de formation professionnelle sans résultat,

2. Le Système dit «S» est formé par des organisations créées par les secteurs productifs (industrie, commerce, agriculture, transports et coopératives), dans le but de qualifier et promouvoir le bien-être social des travailleurs.

faible rémunération, violation des droits des travailleurs, etc., tout ceci constitue une séquence négative causée par la négligence des pouvoirs publics qui affecte l'estime de soi des jeunes. Ces aspects caractérisent la situation personnelle et problématique que les jeunes affrontent, et réduisent sensiblement leurs attentes devant la vie. L'insertion dans le trafic de drogues apparaît alors comme l'instance médiatrice de leurs rêves et de leur potentiel, comme le met en évidence le récit suivant :

Si j'avais un meilleur moyen de vivre, je n'entrerais pas dans le trafic. Parce que, dans la favela, les gens n'ont rien. Pas d'école, rien. Pour avoir un peu d'argent, ou tu travailles, ou tu trafiques. Tu travailles, tu gagnes un salaire minimum par mois. Tu vas trafiquer, tu vas gagner plus de trois, quatre salaires par jour ! Alors, le mineur, qu'est-ce qu'il pense ? Je vais travailler quand je peux gagner ici le triple de ce que je vais gagner en un mois ? Merde, à chaque paquet que tu vends, tu gagnes 50 R ! C'est risqué, c'est sinistre ! Mais ceux qui font ça tous les jours, le font facile ! [sic].

Face à la réalité sociale qu'il vit, les possibilités de choix perçues par ce jeune vont dans deux directions : être un travailleur peu qualifié à la rémunération très basse, ou entrer dans la vie du trafiquant, qui, bien que risquée et « sinistre », va lui garantir un revenu plus élevé, et, par conséquent, la satisfaction d'un plus grand nombre de besoins, en particulier ceux qui se rapportent à l'acquisition de biens de consommation.

2. PROCESSUS D'INSERTION DANS LA STRUCTURE DU TRAFIC DE DROGUES

En écoutant les récits et les arguments des jeunes, on se rend compte que l'insertion dans la structure du trafic de drogues est due, principalement, à des motifs économiques, mais aussi à la recherche d'un « statut », ainsi qu'à des problèmes personnels. La majorité a allégué s'être liée à cette pratique illicite dans la communauté qu'elle habitait. Il n'est pas vraiment nécessaire d'habiter dans la région où a lieu le trafic, mais le fait d'être connu ou, comme disent quelques jeunes, le fait d'être « enfant » de la communauté, facilite l'entrée dans la bande. Dans ce processus, nous avons également relevé comme facteurs d'entrée dans le trafic l'influence d'amis y étant déjà engagés, ainsi que l'absence de limite d'âge, certains témoignages relatant même la participation d'enfants de neuf ans.

Le récit qui suit montre comment se fait cette insertion :

Quelques-uns, c'est par manque de travail. D'autres, déjà, c'est pour acheter des fringues de marque. Il y en a qui disent que c'est pour aider la famille, mais

c'est même pas vrai. Le type, quelquefois, il a peur de parler, mais il claque son fric dans les choses honteuses. Quelquefois, les drogués, ils claquent en coco ou en marijuana. Les autres gagnent, dépensent en femmes, en hôtel. Le trafic... on va supposer: depuis tout petit, on est toujours ensemble. Alors tu te compromets. Alors moi, je suis avec toi, et toi, tu livres. Alors, toi: «merde, aide-moi un peu, juste une livraison!». Alors, tu vas aider, et tu mets le doigt dans l'engrenage... Après, l'autre, qui est aussi ton copain, finit par se laisser faire, et c'est comme ça. Si tu travailles, tu ne vas pas te laisser faire, maintenant si tu as rien à faire... [sic].

La majorité des jeunes affirment qu'ils menaient, avant le trafic, une vie qu'ils qualifient de «tranquille», «normale», «bonne», alors qu'après, la vie devient «agitée», «mauvaise», et beaucoup ont affirmé ne pas aimer participer au «mouvement». Les éléments négatifs ayant été le plus souvent relatés sont les affrontements avec la police et les autres factions rivales, qui comportent les risques constants d'aller en prison et de mourir prématurément.

À travers leurs récits, on peut clairement s'imaginer ce à quoi ils sont exposés dans la routine quotidienne de leurs activités de trafic:

J'étais garde du corps de Boca de fumo, je restais là avec une mitraillette entre les mains pour protéger le patron et les messagers. Si la police arrivait, il fallait que je largue du plomb pour protéger leur fuite. Il fallait que je reste jusqu'à la fin! Si je mourais, c'était mon problème. Chacun a le sien. Tu as facilité, on t'enterre!

C'est pas bon d'être artificier et messager, parce que tu dois rester là tout le temps, et si la police envahit, il faut lui dire que c'est à toi, parce que si tu dénonces le mouvement, tu perds la vie. Toi et ta famille. Tu fais courir des risques même à ta famille.

D'autres récits rapportent les mauvais traitements infligés par la police lors de l'arrestation:

Il y avait plus de six policiers et j'étais tout seul;

Coups de bâton, coups de pied, ils marchent sur ta tête, coups avec des briques, coups dans les côtes [...];

Coups avec du bois, coups de pied dans le ventre, dans les tibias, coups de bâton dans le dos, j'arrivais à être enflé;

Volée de coups dans les organes génitaux et l'estomac;

Coups de poing, coups de pied, la tête dans un sac, chocs;

Trafic de drogues à Rio de Janeiro : point de vue des jeunes

Coups de bâton, fil de fer barbelé sur ma tête;

Fusil dans la figure, gifles, crachats sur la figure, chocs;

On m'a donné des coups et on a pris mon pistolet pour me tuer, là, par chance mon pistolet était un jouet;

Coups de poing, coups de pied, on m'a mis la tête dans un sac et on m'a donné des chocs, on m'a poussé et tiré pour me jeter sur une pente, on m'a mis la tête en bas et on m'a mis la tête dans un seau;

On m'a emmené à la plage de la Luz, à São Gonçalo, on m'a mis à genoux dans les buissons et on m'a visé avec un fusil pour me tuer. Ils ont mis un pneu et ils ont jeté de l'essence pour me faire peur;

Coups de bâton, coups sur la tête, sur les oreilles, la figure, les dents, chocs, on a essayé de me pendre avec un sac en plastique;

Coups, coups de pied, brûlures de cigarette, engueulades;

Passage à tabac, coups de crosse, coups de pied (...);

La première fois ils ont tiré près de mon oreille, coups de pied et coups sur la figure;

Coup de poing sur la tête, on m'a piétiné, on m'a serré le cou dans la porte (...);

J'ai été battu à coups de crosse. Coups de poing, coups de pied et dans les tibias, on a tordu ma chemise;

Coups sur la tête, sous-marin (on te met les menottes avec les bras par derrière et on te plonge la tête dans l'eau) au commissariat;

Ils m'ont craché dans la bouche;

Ils m'ont passé un couteau sur le corps, battu, suffoqué, mis deux doigts dans l'œil. Ils m'ont battu avec le poing fermé sur la nuque et à la base de l'oreille, martelé la tête;

Ils m'ont mis la tête dans un sac (sous-marin), les menottes, la tête dans un seau d'eau et ils ont essayé de me jeter de la terrasse;

J'ai déjà été tellement battu par la police que je ne sens même plus la douleur. Ils battent avec une arme, (...) ils donnent des coups de pied, de poing, avec des morceaux de bois, des briques dans la poitrine.

L'expérience acquise au cours du passage des jeunes dans les unités du système socio-éducatif est également rappelée de façon négative dans les récits rapportant des situations de violence physique et psychologique :

Tout le monde là-bas est méchant. Les coups pleuvent [...] on m'a mis dans une cellule qu'il y avait là [...]; ils [les moniteurs] donnaient beaucoup de gifles [...] ils nous agressaient moralement avec des mots [...] si on réclamait, c'était encore des coups sur la figure. On ne pouvait pas faire la tête [...].

Il faut rappeler que dans ces endroits-là, les jeunes sont supposés vivre un processus de « resocialisation » dans lequel, en accord avec l'article 124 du *Estatuto da Criança e do Adolescente* (ECA – Statut de l'enfant et de l'adolescent), ils auraient la garantie « d'être traités avec respect et dignité ».

Cependant, malgré la vision négative provoquée par ce cycle de violences auxquelles ils sont exposés, les jeunes démontrent avoir une coexistence naturelle et routinière avec le trafic; ils s'excitent un peu quand ils racontent la période en question, surtout quand ils parlent du respect et de la peur qu'ils inspirent à la communauté, des armes qu'ils ont, et surtout de l'argent qu'ils gagnent rapidement et en grande quantité.

Dans la structure organisationnelle du trafic, les jeunes interviewés remplissaient les fonctions les plus variées, celle de guetteur/artificier (garder le point de vente, annoncer au moyen de fusées ou de radio l'arrivée de la police) jusqu'à celle de gérant (véritable administrateur du processus de vente des drogues), et la majorité faisait usage d'armes à feu, les plus courantes étant des pistolets, des fusils, des revolvers de calibre 38 et des mitraillettes.

Les fonctions exercées leur garantissaient une rémunération bien supérieure à celle qu'ils pourraient obtenir d'un travail non criminalisé. D'après leurs dires, le montant reçu variait, en fonction du poste occupé, de 200 BRL à 2 000 BRL souvent payés quotidiennement si le volume des ventes était suffisamment lucratif, à une époque où le salaire minimum était de 136 BRL par mois³. Soulignons aussi que, pour quelques jeunes, le paiement des services pouvait être fait en nature, autrement dit en drogues, marijuana et cocaïne. Le trafic de drogues répond également à la logique du marché qui offre aux « employés » des primes extras, s'ils atteignent ou dépassent des objectifs déterminés.

L'argent issu du trafic de drogues était destiné en premier lieu à la subsistance de la famille, mais aussi, presque toujours aux vêtements de griffe, fêtes, achats divers, alcool, drogues, hôtels de passe, achat d'autres

3. Le salaire minimum équivalait à 111,50\$ CA par mois.

symboles de consommation et de statut, cadeaux et objets valorisés par le segment jeune de toutes les classes sociales :

J'achetais des fringues et j'aidais à la maison sans que ma mère sache l'origine de l'argent ;

J'achetais un tas de choses pour moi, des fringues, des savates ;

Je mangeais dans la rue, j'allais au flipper, au shopping ;

J'achetais des fringues de marque ;

Je dépensais en fringues, en alcool et en femmes ;

J'aimais les bijoux, j'achetais des montres, des fringues, des tennis ;

Je dépensais en drogues, vêtements et jouets pour mon fils ;

J'allais au bal, j'achetais des vêtements, des boissons, des choses à manger et des fruits pour la maison ;

Je mangeais au Mac Donald's et au Bob's ; je dépensais tout avec ma fille ; j'achetais des fringues et des tennis ;

J'envoyais de l'argent à ma famille ;

J'allais au bal, à des fêtes, des barbecues, je circulais en taxi ;

J'achetais des hamburgers, des biscuits, des Danone, des drogues et des fringues ;

Avec l'argent j'aidais à la maison et je sortais le week-end ; je dépensais en femmes et en hôtel ;

Je dépensais l'argent en femmes, fringues, amis, j'allais au bal, au restaurant, au coiffeur ; j'achetais des vêtements, je dépensais aussi en femmes, dans les travaux de la maison et j'achetais beaucoup de choses à manger.

En consommant toutes ces choses, les jeunes « lavaient » une partie de l'argent du trafic de drogues et l'injectaient dans l'économie formelle, assurant ainsi des bénéfices aux gens d'affaires, le maintien de postes de travail et la collecte publique d'impôts. Cet apport financier prend de sérieuses proportions : des 55 jeunes nous ayant informé de leur revenu hebdomadaire, 22 déclarent que leur « salaire » – qui était payé à la fin de chaque journée – dépassait les 500 BRL par semaine ; 15 affirment qu'il tournait autour de 100 BRL à 200 BRL par semaine ; 4 rapportent qu'il était de 300 BRL à 400 BRL par semaine ; et un seul dit avoir reçu 100 BRL par semaine. Les 33 autres jeunes ont rattaché leur rémunération à la quantité de drogues

qu'ils vendaient, sans toutefois préciser cette quantité, de sorte qu'il est impossible d'en calculer la valeur hebdomadaire.

En estimant de façon approximative, et en optant toujours pour des valeurs inférieures en cas de rémunération variable, ces 55 jeunes recevaient hebdomadairement l'impressionnante somme de 61 740 BRL, valeur qui équivalait à l'époque à 453 salaires minimums! En considérant que, d'un côté, aucun d'eux n'a fait mention d'avoir conservé l'argent, de l'avoir économisé ou accumulé, affirmant au contraire qu'ils dépensaient tout ce qu'ils gagnaient — habitude que Zaluar (1994) a nommée « consommation orgiaque » — et que, de l'autre côté, le paiement pouvait être reconverti en drogues, il est tout à fait envisageable qu'au moins 50 % de ce montant ait été utilisé pour la consommation sur le marché officiel. Nous estimons alors ces achats à une valeur de 30 870 BRL par mois, soit l'équivalent de 227 salaires minimums mensuels.

Avec l'acquisition de ces biens, la société valorise ces jeunes. Elle les traite avec toute la pompe que les publicités déploient à la télévision, en donnant une sorte de noblesse à l'acte de dépenser follement. La société ne les considère plus alors comme des consommateurs de drogues, mais comme des consommateurs de marchandises fétiches, officielles et légales. Le climat du centre commercial fait tomber par instants les barrières : il n'importe pas maintenant de chercher l'origine de l'argent, on se moque bien que les consommateurs habitent dans les *favelas*. Du moment qu'ils ont de l'argent et qu'ils sont prêts à le dépenser sur le marché, il n'y a pas de problème.

3. RELATIONS ENTRE CIRCUIT ILLÉGAL ET CIRCUIT FORMEL

Pour aussi tragiques qu'elles soient, ces relations entre circuit illégal (vente de la drogue) et circuit formel (acquisition normale de biens de consommation) sont constantes. Leur approfondissement et leur étude mettent en lumière des situations complexes qui conduisent à la dissociation de la pauvreté et de la criminalité, et mettent à nu le processus présent dans la société de marché qui invalide, méprise et dévalorise l'être humain, mais jamais son argent.

Le trafic de drogues et l'argent qui en provient deviennent pour ces jeunes les moyens de satisfaire des besoins socialement construits. Même ceux qui n'ont pas mentionné de motivations financières pour participer au trafic ont été unanimes pour affirmer qu'ils utilisent leur argent, en priorité (sinon exclusivement), pour consommer des marchandises acquises légalement.

En 1998, année où le « Sistema Aplicado de Proteção » a été implanté, 1 662 jeunes autres que ceux suivis dans ce programme faisaient l'objet de mesures socio-éducatives pour compromission avec le trafic de drogues. En utilisant les mêmes proportions de gains et de dépenses estimées plus haut, il est possible d'évaluer que ce contingent injectait mensuellement à lui seul la somme fantastique de 932 000 BRL sur le marché formel.

Quel marché serait capable d'ignorer un montant d'argent qui, en un an, tourne autour de 11 000 000 BRL? Un marché comme celui de Rio de Janeiro, plongé dans la crise socio-économique qui accable le pays depuis des décennies, diminué drastiquement par la fuite des grands investisseurs et la fermeture d'innombrables micro, petites et moyennes entreprises, brutalement décapitalisé par la diminution du pouvoir d'achat de la population, ne s'en plaindra certainement pas.

Voilà le drame: la société de marché répudie ceux qui commettent les infractions en même temps qu'elle désire et stimule la multiplication de l'argent obtenu par ce groupe de consommateurs et survit grâce à celui-ci. La situation désorientée et la recherche de solutions, processus aussi complexe que douloureux et urgent, doit être l'objet d'études et de débats, non seulement des intellectuels et des gouvernants, mais aussi de tous les citoyens.

4. CONCLUSION

En cherchant dans le trafic de drogues des solutions pour répondre à certains éléments considérés comme problématiques dans leur vie, les jeunes affrontent des situations nouvelles qui finissent par corrompre brutalement leur estime de soi, leur vision du monde et même leur santé, comme le témoignent les récits ci-dessous:

L'allure que ma vie a prise, dans tous ses aspects. C'est un problème collé à l'autre [...];

Mon problème principal, c'est de vivre. Je n'ai pas de mots pour ça, je sais seulement que c'est ça [...];

Être entré dans la vie et être passé par tant de choses [...];

Les douleurs que je sens dans le corps et qui me tourmentent et ne me laissent pas en paix. J'ai beaucoup besoin de paix [...].

Bien que le trafic de drogues représente pour ces jeunes une opportunité de gains financiers, probablement irréalisable par d'autres moyens, il implique

la violation des droits sociaux; l'exposition au danger de mort; l'exigence constante de ne jamais commettre d'erreurs qui compromettent le « mouvement »; l'impossibilité de développer son plein potentiel dans la société; la crainte fréquente de délations, de tortures ou d'arrestations, aspects expressifs de la « vie dans le trafic » et qui transforment les jeunes aussi bien en victimes qu'en sujets de leur organisation.

Le plus grave est que lorsque l'un d'eux tente de s'en sortir et de reconstruire son intégration sociale, les problèmes continuent à exister et se manifestent à la première occasion: manque d'opportunités d'emploi, faible scolarité, logement insalubre, préjugés, stigmates. Il les retrouve comme de vieilles connaissances. Il est triste de constater que la « vie du trafic » est une composante du quotidien carioca, pas un appendice qui peut être supprimé d'un instant à l'autre, ou une question mineure qui, à la limite, lorsqu'elle concernait seulement les habitants des *favelas* et les pauvres, pouvait être vue comme exotique et secondaire.

En fonction de tout ce qui a été exposé, il est impératif de reformuler la question qui guide les chercheurs qui travaillent sur cette thématique. Au lieu de se demander comment affronter le trafic de drogues et la violence qu'il entraîne, il faut se demander: quelle est donc cette société qui permet que le trafic de drogues devienne une alternative et un choix de vie, ou plutôt de survie, pour les jeunes?

Ce changement de point de vue exige la formation d'un processus de concertation qui amènerait les divers acteurs et segments sociaux dans un forum public de concertation, pour dialoguer sur leurs motifs, leurs raisons et leurs propositions (que celles-ci soient justes ou entachées de préjugés, hypocrites ou éthiques), et parvenir à un consensus sur l'élaboration d'un programme minimum et réalisable destiné à surmonter, à court, à moyen et à long terme, les problèmes.

De notre point de vue, qui doit être compris comme propositionnel et respectant les opinions contraires, la première étape à franchir dans la constitution d'un tel forum est de renoncer à chercher des « coupables », posture qui oscille autour des faits qui sont les plus exploités par les médias, et qui s'incline du côté des « trafiquants », pour incriminer les « consommateurs », ou du côté de la police, ou encore du côté des « politiciens ».

Souvent construite à partir de faits rapportés pour des motifs sensationnalistes, cette conception renvoie seulement à des situations passées, à quelque chose qui a déjà eu lieu, et de ce fait regarde l'avenir par la lunette d'un passé qui mérite d'être puni. La dite conception meurt alors d'inanition, car aucun segment de la société ne veut exprimer clairement sa position de

peur d'être jugé coupable, et chacun s'enferme, instinctivement dans des positions corporatives, politiquement correctes ou même aliénées.

Il nous semble que la substitution de cette attitude par la logique de la « responsabilité » apparaît comme une position plus démocratique qui permettrait le début d'un véritable débat, où l'objet ne serait pas de juger, mais plutôt de savoir ce à quoi tous peuvent renoncer et ce qu'ils peuvent faire ensemble, en accord avec leurs capacités pour surmonter les problèmes.

Notre deuxième considération, rattachée à la première, est la nécessité dans ce processus d'abandonner la logique de « guerre », qui identifie les ennemis, propose de les tuer et de s'emparer de leurs territoires. À Rio de Janeiro, il ne serait pas difficile de considérer, indistinctement, les jeunes noirs, mulâtres, pauvres et habitants des *favelas*, en « ennemis ». Il est important d'insister sur ce point, car la logique de guerre en tant que solution peut être encore plus violente et socialement plus insupportable que la situation actuelle, car elle générerait plus de décès, de peur et de répression.

Mais, pour être efficace, un pacte de ce type doit compter sur la participation effective des pouvoirs publics : fédéral, de l'État, et municipal. La première démarche de ces acteurs indispensables doit être d'inverser les priorités actuelles de l'attribution des crédits publics : les politiques sociales, ne peuvent plus avoir leurs ressources conditionnées par les desseins du marché et de la politique monétaire. Cela ne signifie pas que ces dernières ne doivent pas être prises en compte dans l'élaboration du budget, mais que les politiques sociales doivent devenir prioritaires.

Les politiques sociales sont les principaux vecteurs de création d'opportunités et d'espérances pour les jeunes. Tant que celles-ci devront attendre que la « division du gâteau », l'« arrivée de la modernité », la « stabilité de la monnaie » permettent la création d'emplois et de revenus, ou le début du « spectacle de la croissance⁴ », les jeunes continueront à essayer de créer d'eux-mêmes leurs propres opportunités et resteront très proches des activités criminalisées qui, la plupart du temps, sont gérées par des personnes qui transitent avec désinvolture à travers les segments les plus aisés et prestigieux de la société.

Les politiques relatives à la sécurité publique doivent aussi s'allier aux politiques sociales ; elles ne peuvent se réduire à la vigilance. Les secteurs liés à la répression du trafic doivent recevoir plus d'investissements destinés

4. Expressions caractéristiques de la politique brésilienne à l'époque des gouvernements Fernando Collor, Fernando Henrique Cardoso et Lula.

aux équipements, à l'entraînement, à l'augmentation des salaires et à l'amélioration des conditions de travail des policiers civils et militaires. Plus d'efforts et de ressources doivent être investis dans l'évitement des affrontements dans la rue qui multiplient les balles perdues, la valorisation des services d'information, la mise à jour de l'équipement technologique, et la récupération du rôle des forces armées, non plus comme police, mais comme protectrice de la souveraineté nationale et des frontières aux prises avec les trafics de drogues, d'armes et d'êtres humains.

À la société civile revient la responsabilité d'établir des liens de solidarité, de réassumer une position plus compréhensive, moins individualiste. Celle-ci doit échanger le consumérisme contre le bien-être social, permettre que ceux qui consomment des drogues se manifestent sans être diabolisés avec l'espoir que leurs motifs soient compris, appuyer ceux qui veulent abandonner les drogues, et négocier, avec ceux qui ne le souhaitent pas, des façons de continuer à en faire usage, mais en ne les achetant plus aux trafiquants.

Il revient surtout à la société civile de récupérer la conception républicaine, en exerçant le rôle du contrôle social des politiques publiques, en militant notamment pour que le droit à la santé soit exercé au moyen du Sistema Único de Saúde (SUS) – Système unique de santé –, et non par la souscription à des plans privés qui coûtent fort cher. Le droit à l'éducation devrait se concrétiser par un réseau public d'enseignement avec des propositions pédagogiques variées qui engloberaient le sport, la culture et la convivialité entre les jeunes, les adultes et les personnes âgées. Il faut surtout se rendre compte que c'est seulement en agissant de cette façon que nous pourrions réellement exercer une pression sur les pouvoirs publics afin qu'ils inversent les priorités budgétaires. Cette inversion, en même temps, peut augmenter la possibilité pour les pouvoirs publics de négocier, d'égal à égal, avec les organismes internationaux et de marché.

BIBLIOGRAPHIE

- Bourdieu, Pierre, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron (1999). *A Profissão de Sociólogo – Preliminares Epistemológicas*, Petrópolis, Editora Vozes, 328 p.
- Centro de Integração Empresa-Escola – CIEE (1999). «O profissional que faz a diferença», *Revista Agitação*, n° 26, Rio de Janeiro, 62 p.
- Cruz Neto, Otávio, et al. (2001). *Nem soldados Nem Inocentes: Juventude e Tráfico de Drogas no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Editora Fiocruz, 200 p.

- Équipe de Avaliação SAP (2000). *Adolescentes Envolvidos pelo Tráfico de Drogas no Rio de Janeiro: Sumário Avaliativo*, Rio de Janeiro, DCS/ENSP/Fiocruz, 41 p. (Rapport de recherche).
- Leal, Maria Lúcia, et Maria de Fátima Leal (dir.) (2002). *Pesquisa sobre Tráfico de Mulheres, Crianças e Adolescentes para Fins de Exploração Sexual Comercial – PESTRAF: Relatório Nacional – Brasil*, Brasília, CECRIA, 280 p.
- Zaluar, Alba (1994). *Condomínio do Diabo*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ, 280 p.

in BECK François, MAILLOCHON Florence, OBRADOVIC Ivana, Adolescences ? Comprendre vite et mieux, Eds. Belin, 2014, p. 68.

RENÉE ZAUBERMAN

Directrice de recherche CNRS au Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales

Agresseurs, victimes, bagarreurs ?



Le regard des adultes sur les adolescents est souvent méfiant : à défaut des capitaux sociaux leur permettant d'accéder au statut d'adulte, ces jeunes ont souvent de leur côté, à son sommet, la force physique. Ce point est crucial dans des sociétés vieillissantes rongées par le sous-emploi, dans lesquelles une classe active adulte tend à rejeter sur eux les problèmes de chômage et de précarité. On a vu naître en France une crispation particulière sur la violence des jeunes à la suite des émeutes urbaines dans les banlieues de Lyon puis de Paris en 1990-1991. Depuis celles de 2005, cette violence constitue un thème récurrent du débat public, qu'on l'invoque pour durcir la répression ou pour prouver l'échec d'une politique principalement répressive. Cette inquiétude tire le plus souvent argument de la croissance, depuis le milieu des années 1990, de la part des mineurs dans les personnes mises en cause pour violences dans les statistiques policières. Au moins deux raisons rendent une telle conclusion hasardeuse. Primo, pour déterminer si un auteur de violence est un « jeune » (un mineur de 18 ans dans les catégories poli-

« Plusieurs mécanismes ont contribué à gonfler la part des jeunes dans les statistiques policières concernant la délinquance. »

cières), encore faut-il l'avoir identifié ; or l'élucidation, c'est-à-dire la possibilité d'accoler à une infraction le nom d'un suspect, est faible pour ces affaires. Secondo, pour connaître et enregistrer les violences dans leurs statistiques, les services de police sont tributaires de leur signalement par les victimes : or la propension de celles-ci à les signaler est faible, si ce n'est pour la petite minorité des agressions sérieuses.

Quand bien même la délinquance des jeunes n'aurait pas crû, trois mécanismes ont contribué à gonfler leur part dans les statistiques policières. Tout d'abord, les signalements aux institutions pénales semblent s'être multipliés depuis le début des années 1990 de la part de l'école ou du travail social, qui s'en absteinaient largement jusque-là. Ensuite, pour mettre en œuvre une politique de tolérance zéro et afficher un taux de réponse pénale élevé, les parquets ont exigé des services de police qu'ils leur transmettent nombre d'affaires de mineurs qui étaient auparavant traitées de manière informelle... ce qui suppose d'enregistrer par procès-verbal les affaires en question et donc de les faire figurer en statistique. Enfin, de nouvelles incriminations ont été créées, notamment en matière de délinquance juvénile.

D'autres données sur l'évolution des violences commises par les jeunes, comme celles du Baromètre santé de l'Inpes (Institut national d'éducation et de prévention pour la santé), montrent que les moins de 25 ans sont clairement plus auteurs d'agressions que leurs aînés, sans signe d'une tendance à la croissance.

Par ailleurs, les enquêtes dites de victimation, qui interrogent des échantillons de population sur les infractions dont ils ont été victimes, enseignent une autre leçon sur le rapport des jeunes à la violence : tant pour les violences physiques que pour celles qui n'ont consisté qu'en injures ou menaces, les 15-24 ans sont nettement plus victimes de violence que le reste de la population.

À vrai dire, la caractéristique du rapport de cette classe d'âge à la violence est qu'on y est à la fois auteur et victime : la violence y prend avant tout la forme de bagarres entre jeunes, ce que le regard des adultes ne parvient pas toujours à percevoir. ●

10 avril 2018

Les jeunes face à l'Etat



Photo : Majid Saeedi

FARS NEWS AGENCY

LADIER-FOULADI Marie, « La nouvelle jeunesse iranienne : principale protagoniste du changement », *ESPACES, POPULATIONS, SOCIETES*, 2011-2, P.291-303.

Marie LADIER-FOULADI

CNRS – CEPED - Paris Descartes
19, rue Jacob
75006 Paris
ladier@ehess.fr

La nouvelle jeunesse iranienne : principale protagoniste du changement

Le mouvement de contestation des résultats officiels de l'élection présidentielle de juin 2009 a fait découvrir au monde entier une société iranienne à mille lieues des clichés habituels - foules hystériques, slogans d'allégeance inconditionnelle aux leaders islamistes et démonstrations de haine contre les « Occidentaux ». Cette fois en effet, les manifestants, constitués principalement de jeunes des deux sexes, exigeaient la transparence du scrutin et le respect de leurs droits civiques. Alors que les journalistes étrangers étaient les uns après les autres expulsés d'Iran et que les médias iraniens étaient de plus en plus rigoureusement surveillés, les jeunes surtout, munis des derniers moyens électroniques de communication, prirent le relais en mettant sur la Toile les images de la répression par l'État islamique des manifestations de contestation pacifique et tentèrent d'informer l'opinion publique mondiale des réalités de l'Iran. À travers les revendications exprimées lors de ces manifestations, on a pu constater que les Iraniens, et en particulier les jeunes, aspiraient à la liberté d'expression, à la démocratie et à l'établissement d'un État de droit dans des formes nullement différentes des autres régions du monde.

Bien évidemment, ces aspirations de la jeunesse iranienne n'ont pas été formulées du jour au lendemain à l'occasion de la présidentielle de 2009, mais s'inscrivent dans un

contexte social en mutation accélérée depuis la Révolution de 1979. En effet, la société iranienne a principalement été bouleversée par la transformation du modèle traditionnel de la famille, résultat de l'une des transitions de fécondité parmi les plus rapides de l'histoire : en l'espace de 22 ans, la fécondité a baissé de 70%, passant de 6,4 enfants en moyenne par femme en 1986 à 1,9 enfant en 2008 [Ladier-Fouladi, 2009]. Le recul impressionnant de la fécondité, témoignant du changement des structures patriarcales de la société iranienne, a entraîné une forte réduction de la taille des familles qui à leur tour ont connu une modification des relations affectives entre conjoints aussi bien qu'entre parents et enfants. C'est à partir de ce contexte socio-démographique inédit dans l'histoire sociale iranienne qu'il faut analyser le surgissement de cette « nouvelle jeunesse », clairement différente de celle qui avait été le principal acteur de la Révolution de 1979. Contrairement donc aux aînés, dont les revendications pour le changement et l'ouverture de l'espace social et politique s'étaient exprimées sous la forme d'une révolution, la nouvelle génération de jeunes, vivant un nouveau rapport au sein de la famille fondé sur le respect mutuel et le dialogue [Ladier-Fouladi, 2005], a adopté les principes de cette révolution dans sa contestation politique, cherchant à initier un dialogue exigeant avec l'État islamique.

Afin d'appréhender le rôle de cette nouvelle génération de jeunes dans les mutations sociopolitiques survenues depuis la seconde moitié des années 1990, il nous faut, tout d'abord, examiner le processus de construction sociale de cette jeunesse. Nous nous

pencherons ensuite sur les traits socio-démographiques caractéristiques, puis sur les orientations et aspirations de la nouvelle jeunesse qui, en désavouant le choix absolutiste de la République islamique, a fait basculer l'équilibre sociopolitique iranien.

1. LES JEUNES : DE QUI PARLE-T-ON ?

La jeunesse est depuis quelque temps un thème récurrent dans les études anthropologiques, sociologiques, démographiques, psychologiques et historiques. L'abondance des travaux sur la jeunesse dans chacune de ces disciplines montre l'intérêt particulier qui lui est porté en même temps que la difficulté théorique pour l'appréhender, d'où des interrogations sans cesse renouvelées et des débats interdisciplinaires féconds. Par-delà les divergences et controverses pour définir la jeunesse, les chercheurs s'accordent pour la considérer comme une construction sociale et culturelle. Cette catégorie sociale n'échappe cependant pas à une classification liée à l'âge, admis généralement comme un âge transitoire. « [...] l'appartenance à une classe d'âge, tout particulièrement à l'âge juvénile, est un état provisoire que les individus ne font que traverser » [Levi et Schmitt, 1996, p. 8].

À quel âge commence la jeunesse et à quel âge finit-elle ? Difficile de répondre dans la mesure où ses limites ont évolué au cours de l'histoire, en fonction des sociétés, des représentations sociales de la jeunesse et des jeunes et selon les conditions socio-économiques et démographiques [Galland, 2001 ; Gauthier, 2000]. Par exemple, dans les pays occidentaux depuis le 19^{ème} siècle, on retient généralement les 15-24 ans pour définir la jeunesse [Sohn, 2001]. Mais les mutations économiques, sociales et juridiques de ces sociétés ont conduit à un nouveau contexte sociétal qui nécessite aujourd'hui de reconsidérer ces limites d'âges. Comme classe d'âge, la jeunesse est caractérisée par la dissociation entre les deux dimensions de l'individualisation, à savoir l'autonomie et l'indépendance. Si « la valorisation de l'expression de soi, de l'épanouissement, de l'authenticité, bref de l'individu individualisé » [Singly, 2000, p. 14] lui permet de

gagner en autonomie, en revanche la prolongation de sa scolarité reporte son accès à l'indépendance.

Bien évidemment la jeunesse est plurielle dans toute société, ne serait-ce qu'en raison des inégalités socio-économiques. Cependant, dans les pays occidentaux, suite à la massification scolaire des années 1960 et ultérieures, à l'accès d'une grande majorité des jeunes aux études secondaires puis supérieures, la jeunesse a, pour la première fois, pris conscience de ses caractéristiques communes la distinguant des « adultes » [Sohn, 2001 ; Balandier, 1985 ; Deschavanne, 2004]. C'est à partir de ces dernières décennies que les jeunes « *détachés des groupes d'appartenance jusqu'alors estimés naturels cherchent à vivre leur situation collectivement dans des cadres sociaux qui leur sont [étaient] propres [...] et en des lieux où ils se retrouvent et dont l'espace urbain favorise la multiplication* » [Balandier, 1985, p. 87]. Ils ont adopté de nouvelles règles, valeurs et styles de vie ; c'est l'explosion de la « culture jeune ». « *Ainsi, une société jeune se dessine-t-elle dans le tissu de la société globale. Elle s'y renforce et s'y est autonomise au point de paraître 'séparée'* » [Balandier, 1985, p. 87]. On voit alors poindre un mouvement de différenciation continue de ces deux sociétés : la « jeune » et « l'adulte » [Balandier, 1985]. Certes, les expériences des jeunes divergent selon la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent, les jeunes en sont conscients et oscillent « *perpétuellement entre solidarité et fossé de classes* » [Sohn, 2001, p. 11].

Enfin, les jeunes sont des acteurs du changement social. Les travaux sur les jeunes, en s'appuyant notamment sur la montée de la jeunesse des années 1960, tendent très souvent à considérer ceux-ci comme l'avant-garde du changement [Gauthier, 1999].

À ce propos, les historiens nous rappellent que la jeunesse peut être analysée comme « *moments de crise, individuelle et collective, mais aussi des engagements enthousiastes : ne retrouverons-nous pas les jeunes en première ligne des révoltes et des révolutions ?* » [Levi et Schmitt, 1996, p. 11].

En Iran, jusqu'à un passé assez récent, l'organisation traditionnelle de la société basée sur l'ordre patriarcal refusait de re-

connaître aux jeunes une quelconque existence en dehors de cet ordre. La naissance tardive des jeunes comme catégorie sociale mérite que nous nous arrêtions sur le processus de sa construction, permettant ainsi de mieux appréhender l'évolution de la société iranienne qui a engendré la nouvelle jeunesse dont les traits caractéristiques semblent assez proches de ceux des jeunes occidentaux.

2. L'APPARITION DE LA CATÉGORIE SOCIALE « JEUNES » AU DÉBUT DES ANNÉES 1970

La population iranienne est restée pendant longtemps particulièrement jeune d'un point de vue démographique. Mais la représentation sociale de cette jeunesse ne s'est construite que tardivement, vers le début des années 1970. Au début des années 1950, les jeunes dont le niveau d'instruction scolaire n'était guère différent de celui de leurs pères semblaient complètement intégrés au système patriarcal de la famille et les pères imposaient leur autorité et la représentation sociale exclusive de ceux dont ils avaient la charge, interdisant toute expression autonome de la jeunesse en tant que telle. D'ailleurs, la précocité maintenue du mariage, confortée par la faible espérance de vie à la naissance, entraînait un accès rapide aux responsabilités familiales. De sorte qu'à peine sortis de l'enfance, les jeunes adolescents, filles et garçons, étaient immédiatement intégrés dans la sphère des adultes par leur statut d'époux.

Il fallut attendre que l'expansion de l'instruction scolaire notamment pour les filles réduise, en premier lieu, l'inégalité des sexes dans l'accès au savoir. C'est avec les générations nées entre 1952 et 1961, de plus en plus nombreuses (en raison du recul de la mortalité) et d'une mixité apparente, que la jeunesse en tant que catégorie sociale commença à prendre forme, tout d'abord dans les grandes villes [Ladier-Fouladi, 2003].

L'émergence de la catégorie « jeune », au début des années 1970, exprimait en effet la nouvelle forme d'individuation qui s'étendait à de larges couches sociales en milieu urbain [Khosrokhavar, 1998]. Les jeunes, conscients de leurs caractéristiques com-

munes, ont commencé à se penser comme un groupe à part et ont tenté d'affirmer, peu à peu, leurs différences par rapport aux générations anciennes. Ils se sont surtout opposés à l'ordre patriarcal de la famille fondé sur l'hégémonie hiérarchique de l'âge et du sexe. En même temps, ils ont cherché à se forger une identité sociale et à inventer des cadres sociaux qui leur soient propres (les bandes, les rassemblements, les clubs et associations...). Le verrouillage politique de l'espace social sous la monarchie ne laissait toutefois aucune issue à la jeunesse pour gagner autonomie et épanouissement, et les contraignait à vivre sous l'emprise de leur famille. Un sentiment de frustration, de colère, voire de révolte, se développa dans la jeunesse iranienne, principalement issue des couches moyennes urbaines, qui s'est progressivement transformé en une opposition au système et en une revendication de liberté politique, symbole par lequel elle cherchait avant tout l'ouverture de l'espace social lui permettant de se réaliser, ou plus exactement de permettre la réalisation de l'individu comme jeune.

Vers la fin des années 1970, les jeunes étudiants fascinés par les idéologies politiques - islamisme, socialisme ou communisme -, ont commencé à organiser des manifestations protestataires revendiquant le renversement de la monarchie. Dans les grandes villes, les manifestations éparpillées contre le régime, auxquelles se joignaient de nouvelles catégories sociales, ont, par un effet de cristallisation, conduit aux journées révolutionnaires et au renversement de la monarchie en février 1979. C'était donc avec

la Révolution que pour la première fois la représentation sociale de la jeunesse iranienne s'est construite [Ladier-Fouladi, 2009].

La Révolution, œuvre d'une jeunesse citadine qui en a immédiatement revendiqué la « paternité » [Khosrokhavar, 1993], a éveillé les jeunes du milieu rural qui étaient, jusqu'alors, restés à l'écart de l'évolution socio-démographique observée dans les villes. Dans un contexte encore révolutionnaire suite au renversement de la monarchie, les occasions de rencontres entre jeunes ruraux et citadins se sont multipliées, permettant aux premiers de brûler les étapes et de rattraper rapidement leur « retard ». Ainsi, la jeunesse en tant que catégorie sociale a trouvé une nouvelle dynamique, même si elle était divisée en deux groupes antago-

nistes sur la question de la république islamique. En effet, au-delà de cette divergence politique, la jeunesse iranienne partageait des idéaux communs d'affirmation de soi et de conquête d'une ouverture sociale face au monde « adulte », mais aussi, plus matériellement, un désir de se procurer les moyens de vivre cette indépendance par rapport à la famille parentale. Ayant désormais pleinement pris conscience de leur appartenance à un groupe social à part entière, légitimé en quelque sorte par la Révolution, les deux fractions actives de la jeunesse, aussi bien les partisans que les opposants à la République islamique, n'hésitèrent donc pas à se détacher de leurs groupes d'appartenance et à contester l'hégémonie de la génération des pères.

3. LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE JEUNES SOUS LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

Après l'instauration de la République islamique, le contexte socio-démographique et politique changea rapidement et radicalement. La nouvelle jeunesse, celle qui était née entre 1975 et 1985, dut se construire dans un contexte à la fois délicat et contradictoire. Tandis que des changements socio-économiques importants aboutissaient à une modernisation des rapports sociaux, le nouveau pouvoir tentait d'instaurer par le haut des valeurs religieuses et « traditionnelles » afin de rétablir une autorité structurée sur le modèle patriarcal, selon un modèle qui n'était pour les jeunes, notamment ceux appartenant aux couches moyennes urbaines, qu'un archaïsme insupportable. Ces derniers, pour contourner les programmes moralisateurs de la radio et de la télévision nationales, devenues « *la voix et le visage de la République islamique d'Iran* » [Amir Ebrahimi, 2000], recoururent tout d'abord aux cassettes vidéos étrangères, interdites mais disponibles sur le marché noir, puis aux antennes paraboliques, elles aussi interdites mais disponibles, afin de capter les émissions diffusées par les chaînes occidentales, et enfin à l'Internet, aux forums de chat, aux blogs, *etc.* – pour se divertir bien sûr, mais aussi pour s'informer sur le monde extérieur, en l'occurrence sur les pays occidentaux, et suivre leur évolution.

La diaspora iranienne, qui compte quelques centaines de milliers de personnes installées principalement en Europe occidentale et en Amérique du nord, a elle aussi joué un rôle important dans la transmission des modes de vie, de culture et des valeurs des démocraties occidentales. Celle-ci avait en effet rétabli assez rapidement des liens directs avec l'Iran, notamment par des visites à la famille, et symétriquement par l'accueil de membres de celle-ci dans son pays de résidence.

L'orientation des jeunes générations vers le modèle culturel occidental prit une telle envergure qu'au lendemain de la guerre Iran/Irak (août 1988), la République islamique crut nécessaire de dénoncer « l'agression culturelle occidentale », « *tahâjom-e farhangî-ye gharbe* », comme le nouvel « ennemi » de la patrie islamique. L'État islamique était cependant pris dans une contradiction insoluble, car pour ses besoins économiques, il était contraint d'ouvrir le pays aux échanges internationaux. Il se contenta donc de s'attaquer aux symboles les plus visibles de cette orientation moderniste de sa propre société, et notamment de sa jeunesse, sans jamais pouvoir proposer un modèle alternatif séduisant. Dès lors on vit éclore de nouvelles formes d'expression artistique, culturelle et même vestimentaire, révélant la pénétration des valeurs modernes dans la société

iranienne et donc l'émergence d'une forme propre de modernité [Ladier-Fouladi, 2009]. Ces bouleversements sociaux témoignent de la maturation de la société iranienne, remuée par le changement de son modèle familial traditionnel. En effet, la chute vertigineuse de la fécondité, signe d'une transformation rapide des structures patriarcales de la société iranienne, avait conduit à une importante réduction de la taille de la famille [Ladier-Fouladi, 2003]. Cette composition qui se rapproche désormais du modèle familial occidental, a de toute évidence modifié

les relations intergénérationnelles. D'autant que dans les années 1990, une grande partie des parents étaient constitués d'« anciens jeunes révolutionnaires » qui avaient eux-mêmes mis violemment en cause l'absolutisme politique et parental du temps de la monarchie.

Pour vérifier cette mutation importante, nous nous appuyons sur les recensements généraux de la population ainsi que sur deux enquêtes socio-démographiques - l'une quantitative, l'autre qualitative - que nous avons réalisées en Iran en 2002 et 2004¹.

4. PORTRAIT SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DE LA NOUVELLE JEUNESSE

On retient habituellement les 15-24 ans comme définition par l'âge des jeunes. Mais étant donné que la crise économique chronique, d'une part, et l'allongement des études, d'autre part, ont retardé, ces dernières années, l'accès des jeunes à un emploi stable et par conséquent leur entrée dans la vie maritale, la borne d'âge supérieure des jeunes doit être fixée à 29 ans. Un autre critère important pour faire partie de la catégorie « jeune » en Iran est d'être célibataire (jamais marié), dans la mesure où, de manière générale, les jeunes, aussi bien les garçons que les filles, ne quittent pas le domicile parental avant de se marier². Suivant cette définition, selon les résultats du recensement de 1996, 28 % de la population totale étaient constitués de 15-29 ans. En 2006, toujours

d'après le recensement, la proportion des 15-29 ans s'élevait à 35 %, soit 25 millions de personnes. Notre enquête ayant été réalisée en 2002, entre ces deux recensements, 32 % de la population de notre échantillon appartenaient à cette tranche, dont 61,4 % de célibataires jamais mariés et cohabitant avec leurs parents (69 % des hommes et 53 % des femmes). La taille moyenne des familles nucléaires complètes³ était de 4,6 personnes dans les zones urbaines et de 4,9 dans les zones rurales.

La moyenne d'âge des jeunes célibataires était autour de 20 ans : respectivement 20,3 ans pour les hommes et 19,6 ans pour les femmes dans le secteur urbain, et 19,8 ans pour les hommes et 19,7 ans pour les femmes dans le secteur rural. Toutefois,

¹ L'enquête quantitative, intitulée « Les caractéristiques socio-économiques des ménages en 2002 » (CSEM, 2002) a été réalisée dans le cadre d'une coopération scientifique entre le Centre de Statistiques d'Iran (CSI), le CNRS – UMR 7528 Monde iranien et l'Institut Français de Recherche en Iran (IFRI). Le CSI a fixé la taille de l'échantillon à 6960 ménages (comptant un peu plus de 30 000 personnes) répartis dans l'ensemble des 28 provinces iraniennes en milieu urbain (4170 ménages) et en milieu rural (2790 ménages). Pour le tirage de l'échantillon, le CSI s'est servi des cartes et de la base de sondage préparée pour le recensement de 1996. Coresponsable scientifique de l'enquête, l'auteure, en étroite collaboration avec le CSI a établi un questionnaire comprenant plusieurs chapitres, dont un consacré aux jeunes célibataires âgés de 15-29 ans cohabitant avec leurs parents. Pour réaliser cette enquête, le CSI a mobilisé 40 contrôleurs parmi les plus expérimentés de ses bureaux situés dans chacun des 28 provinces et recruté 200 enquêteurs. La collecte de données a duré 25 jours.

L'auteure a supervisé l'ensemble des opérations de terrain, contrôlé notamment plusieurs questionnaires remplis et pu constater la bonne qualité des données collectées. Afin de vérifier et compléter certaines informations réunies lors de l'enquête quantitative, en 2004, l'auteure a réalisé une enquête qualitative, à base d'entretiens semi-directifs, auprès de 35 jeunes répartis dans les zones urbaines et rurales de quatre provinces. Disposant de la base de données de l'enquête quantitative, l'auteure a pu sélectionner des jeunes dont le cas et les caractéristiques semblaient intéressants pour l'enquête qualitative. Le CSI a identifié les coordonnées de ces jeunes et informé ses agents dans les provinces concernées pour aider l'auteure à accéder au domicile de ces jeunes et les interviewer.

² La vie en couple sans être marié est une pratique très peu fréquente en Iran.

³ Elle comprend les parents avec leurs enfants célibataires.

il nous paraît important de souligner que 29 % de ces hommes et 20 % de ces femmes étaient âgés de 25-29 ans⁴. Il s'agit en effet d'un cas de figure inédit dans l'histoire de la famille iranienne. Certes ils n'étaient pas très nombreux encore, mais vu la hausse régulière de l'âge au mariage⁵, ils le sont sans doute aujourd'hui. La cohabitation prolongée des jeunes générations avec leurs parents confirme la généralisation d'une nouvelle composition familiale dans les zones urbaines comme dans les zones rurales.

4.1. Le niveau d'instruction scolaire

La diffusion massive de l'instruction scolaire a été tout particulièrement bénéfique pour les femmes urbaines. Elle a non seulement réduit, à une cadence accélérée, leur écart avec les hommes dans l'accès à l'école, mais elle leur a même permis de dépasser le niveau d'instruction scolaire des ces derniers. Comme le confirment les résultats de notre enquête, dans les villes, 65,3 % des jeunes femmes contre 56,4 % des jeunes hommes avaient atteint le baccalauréat. Encore plus significatif, 16,5 % des premières contre 13,2 % des seconds avaient un niveau d'études supérieures. Cela met bien en évidence la particularité de la nouvelle jeunesse féminine iranienne qui, à l'instar des jeunes femmes de nombreux pays, notamment occidentaux, a réussi à combler le fossé entre les sexes et à établir dans ce domaine un équilibre entre hommes et femmes. À l'opposé des jeunes femmes urbaines, celles du milieu rural sont distancées par les hommes. Le développement socio-économique tardif des campagnes constitue la principale raison de ce retard des femmes rurales pour combler leur écart avec les hommes. Parmi les jeunes célibataires du secteur rural de notre échantillon, 39,4 % des hommes contre 21,8 % des femmes avaient un niveau « baccalauréat » ; et 8,7 % des hommes et 5 % des femmes avaient poursuivi des études supérieures.

Il importe de préciser que la faible scolarisation des femmes âgées de 25 à 29 ans au moment de l'étude est à l'origine du faible pourcentage de jeunes femmes ayant atteint des niveaux d'études secondaires et supérieures. Les plus jeunes, âgées de 15 à 19 ans, ont déjà réduit l'écart avec les hommes de même âge en augmentant la durée de leur scolarité.

Plus important encore est le fait que le niveau d'instruction scolaire des jeunes s'avère plus élevé que celui des adultes de 30 ans et plus, en particulier pour ce qui concerne les femmes. Il s'agit d'une césure qui sépare distinctement la nouvelle jeunesse des anciennes générations. Résultat des changements socio-démographiques d'importance survenus en Iran au cours des deux dernières décennies, cette césure affecte incontestablement les relations intergénérationnelles.

4.2. La participation à la vie active

En Iran, la capacité limitée de l'économie rentière, en raison de ses problèmes structurels, à créer de l'emploi, d'une part, et les graves difficultés économiques que traverse le pays depuis la fin des années 1970, d'autre part, expliquent largement les difficultés des jeunes, et en particulier des femmes, à s'intégrer dans le marché du travail. Ainsi, parmi les jeunes citadins enquêtés, 36 % des hommes et seulement 8 % des femmes étaient actifs occupés ; 16 % des premiers et 6 % des secondes s'étaient déclarés demandeurs d'emploi⁶. Dans la mesure où 40 % de ces hommes et 56 % de ces femmes étaient étudiants, une large partie des jeunes citadins se trouvaient encore financièrement dépendants de leurs parents.

Pour ce qui concerne les zones rurales, la participation des jeunes à la vie active était plus importante : 46 % des hommes et 25 % des femmes étaient actifs occupés tandis que respectivement 15 % et 3 % étaient demandeurs d'emploi. Cependant il faut souligner

⁴ Ces proportions étaient respectivement de 34 % pour les hommes et de 19 % pour les femmes dans les zones urbaines et de 21 % pour les hommes et 20 % pour les femmes dans les zones rurales.

⁵ Selon les résultats du recensement de 2006, l'âge moyen au premier mariage des hommes est estimé à 26,5 ans et celui des femmes à 24 ans.

⁶ En Iran il n'existe pas de statistiques officielles et crédibles pour évaluer le taux de chômage. Lors de notre

enquête, le Centre de Statistiques d'Iran (CSI) a appliqué la même définition de la personne « demandeur d'emploi » qu'il utilise régulièrement pour les recensements, à savoir : « toute personne qui déclare avoir cherché un emploi au cours des 7 derniers jours précédant le recensement ou l'enquête ». C'est la raison pour laquelle les taux de chômage relevés dans notre enquête paraissent assez loin des estimations, dont les sources ne sont pas identifiées, qui le situent entre 25 et 40 %.

que près de la moitié des hommes actifs occupés (44 % d'entre eux) et l'écrasante majorité des femmes (70 % d'entre elles) constituaient des aides familiales sans revenu. Autrement dit, ils participaient aux activités agricoles ou artisanales de leurs familles pour les seconder mais restaient financièrement dépendants de ces dernières. Plus des deux tiers de ces jeunes étaient donc sortis du système scolaire : seulement 31,5 % des hommes et 30 % des femmes s'étaient déclarés étudiants. En effet, lors de nos entretiens, les jeunes évoquaient très souvent les conditions de vie difficiles de leurs familles qui les avaient empêchés de poursuivre leurs études ; et ils exprimaient majoritairement un ardent désir de les prolonger ou de suivre une formation spécialisée leur permettant d'augmenter leurs chances d'accéder à un réel emploi.

La difficulté des jeunes à accéder à un emploi et la hausse de l'âge au premier mariage, conséquences de la modernisation des aspirations familiales de la population mais aussi de la crise économique chronique, ont donc contribué au prolongement de la durée de cohabitation des jeunes avec leurs parents et par-là même à l'allongement de la durée de la jeunesse.

4.3. Le rapport entre les pères et leurs enfants

Afin d'examiner les relations entre parents et enfants au sein de la famille, lors de notre enquête, les jeunes ont été interrogés sur l'attitude que leurs propres parents avaient adoptée pour les éduquer. Ils devaient répondre à la question suivante :

Le plus souvent, quelle attitude vos parents ont-ils adoptée à votre égard ?

Ils avaient le choix entre les quatre propositions suivantes pour définir d'une part l'attitude de leur père et d'autre part celle de leur mère :

1. *Rigoureuse, accompagnée parfois de châtiement corporel ;*
2. *Ferme, sans dialogue ;*
3. *Il (elle) dialogue avec vous pour vous convaincre ;*
4. *Il (elle) vous laisse libre pour décider à condition de le (la) consulter.*

Étant donné notre hypothèse de départ d'un ébranlement de l'ordre patriarcal au sein des familles iraniennes depuis la Révolution, nous limitons notre analyse à la réponse des jeunes relative à l'attitude des pères.

Dans les zones urbaines (tableau 1), près de la moitié des jeunes, hommes et femmes, déclaraient que leur père avait une attitude basée sur le dialogue et la persuasion ; 40 % d'entre eux confiaient que leur père les « laisse(aient) libres pour décider à condition de le consulter » alors que 6 % des hommes et 5 % des femmes définissaient l'attitude de leur père comme « ferme, sans dialogue ». En d'autres termes, le comportement des pères de près de 91 % des jeunes hommes et femmes était singulièrement éloigné de ce que préconisaient les règles patriarcales. Cette spectaculaire mutation s'explique, pour une très large part, par l'écart entre le niveau d'instruction scolaire des pères et des enfants. En effet, la durée moyenne de scolarité des enfants dépassait celle de leurs pères de 4 années⁷ (figure 1). Or, nous remarquons que plus le niveau d'instruction des enfants est élevé, plus la proportion des pères qui les « laissent libres de décider » est forte. La domination par l'âge semble donc être renversée par celle du savoir.

Dans les zones rurales (tableau 2), 48 % des hommes et 53 % des femmes déclaraient que leur père dialoguait avec eux pour les convaincre ; 34 % d'entre eux et 30 % d'entre elles disaient qu'il les laissait libres de décider de leur conduite à condition de le consulter. Nous notons également que les pères de 12,5 % des hommes et de 12 % des femmes avaient une attitude « ferme, sans dialogue ». Comparées aux jeunes citadins, ces proportions sont plus élevées ; ce qui montre que les pères résistaient davantage en milieu rural que ceux des villes à la prééminence des jeunes scolarisés. Rappelons que dans les zones rurales, la durée moyenne de scolarité des pères et des enfants était respectivement de 2,2 et 7,8 ans, soit un écart de 5,6 années de scolarité. La résistance des pères a probablement engendré dans un certain nombre de familles des rapports conflictuels entre les pères et les enfants, et notamment entre les pères et les fils. Il faut toutefois noter que

⁷ Elle était respectivement de 10,2 années pour les

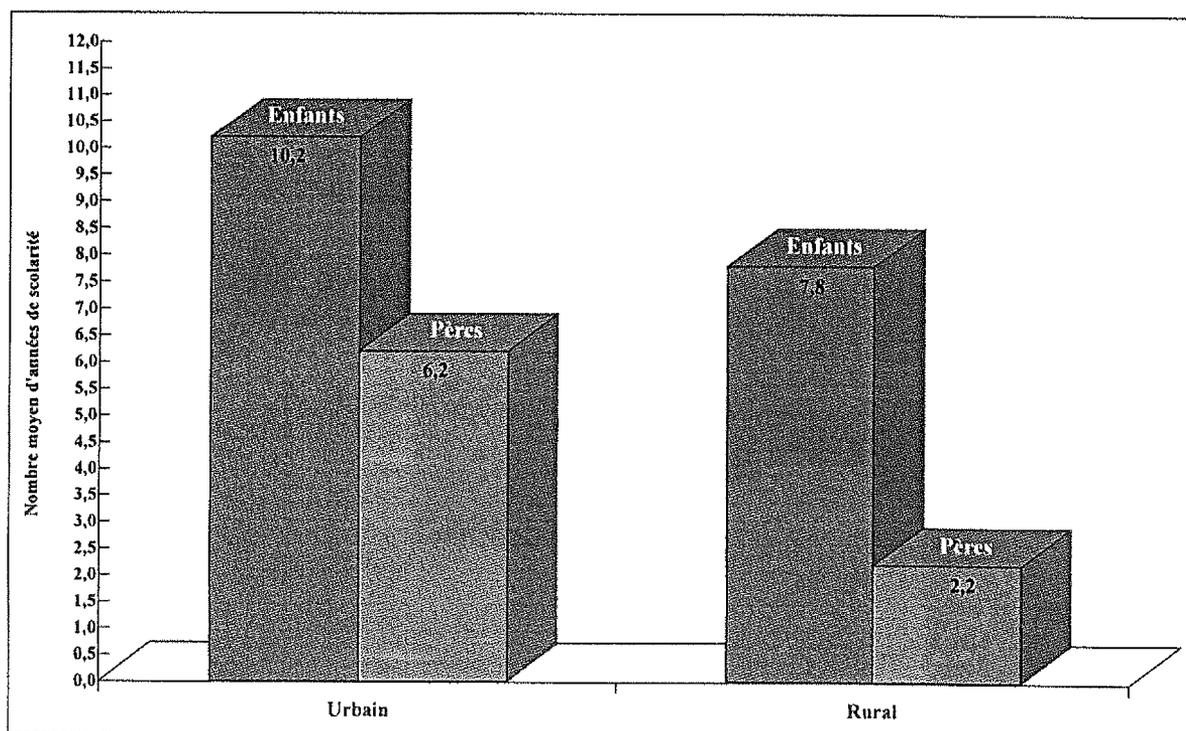
enfants contre 6,2 années pour les pères.

Tableau 1 : Les jeunes célibataires âgés de 15-29 ans cohabitant avec leurs parents par sexe, niveau d'instruction scolaire et la manière adoptée par leurs pères pour les éduquer (zones urbaines)

Niveau d'instruction scolaire des jeunes	Attitude adoptée par les pères pour éduquer leurs enfants					
	Rigoureuse, accompagnée parfois de châtiement corporel	Ferme sans dialogue	Dialogue et persuasion	Laisse libre pour décider mais le consulter	NSP	Total
Garçons						
Analphabète	0,0	5,6	27,8	22,2	44,4	100
Primaire	2,0	7,2	49,7	30,1	11,1	100
Secondaire	0,9	6,8	51,2	32,8	8,3	100
Second2	1,1	6,1	48,4	38,4	6,0	100
Deug	0,0	6,8	31,5	54,8	6,8	100
Supérieure	0,0	3,9	37,7	49,5	8,8	100
Ensemble	0,9	6,1	47,4	38,0	7,6	100
Filles						
Analphabète	0,0	19,0	38,1	9,5	33,3	100
Primaire	2,3	5,7	60,2	21,6	10,2	100
Secondaire	1,2	12,3	57,4	25,3	3,7	100
Second2	0,5	4,5	46,9	43,4	4,6	100
Deug	0,0	3,7	42,6	46,3	7,4	100
Supérieure	0,0	2,5	40,6	49,5	7,4	100
Ensemble	0,6	5,4	47,8	40,5	5,7	100

Sources: Enquête "Les caractéristiques socio-économiques des ménages 2002", CSI, CNRS (Monde iranien) et IFRI, 2002.

Figure 1. Niveau d'instruction scolaire des pères et des enfants selon le secteur d'habitation (Iran 2002)



Sources : Enquête « les caractéristiques socio-économiques des ménages en 2002 », CSI, CNRS, (Monde iranien), IFRI, 2002.

Tableau 2 : Les jeunes célibataires âgés de 15-29 ans cohabitant avec leurs parents par sexe, niveau d'instruction scolaire et la manière adoptée par leurs pères pour les éduquer (zones rurales)

Niveau d'instruction scolaire des jeunes	Attitude adoptée par les pères pour éduquer leurs enfants				NSP	Total
	Rigoureuse, accompagnée parfois de châtiement corporel	Ferme sans dialogue	Dialogue et persuasion	Laisse libre pour décider mais le consulter		
	Garçons					
Analphabète	0,0	6,7	23,3	10,0	60,0	100
Primaire	7,3	18,3	37,0	23,7	13,7	100
Secondaire	4,1	10,5	43,4	32,4	9,5	100
Second2	1,9	9,7	46,7	33,1	8,6	100
Deug	0,0	9,1	45,5	18,2	27,3	100
Supérieure	0,0	8,0	36,0	52,0	4,0	100
Ensemble	3,4	11,3	43,2	31,1	11,0	100
	Filles					
Analphabète	5,9	23,5	47,1	13,2	10,3	100
Primaire	3,6	13,6	51,1	23,9	7,9	100
Secondaire	1,4	13,1	51,1	26,2	8,1	100
Second2	0,8	9,1	51,6	33,2	5,3	100
Deug	0,0	0,0	60,0	30,0	10,0	100
Supérieure	0,0	11,1	48,1	37,0	3,7	100
Ensemble	2,0	12,3	50,9	27,6	7,2	100

Sources: Enquête "Les caractéristiques socio-économiques des ménages 2002", CSI, CNRS (Monde iranien) et IFRI, 2002.

cette rigidité des pères ne concernait qu'une proportion assez faible des familles, dans la mesure où, d'après notre enquête toujours, les pères de près de 83 % des hommes et des femmes avaient adopté un comportement fondé sur le respect mutuel, le dialogue et la persuasion [Ladier-Fouladi, 2005]. Ainsi, dans une majorité écrasante des familles rurales, l'hégémonie hiérarchique de l'âge émanant de l'ordre patriarcal était désormais remise en cause par l'établissement d'un rapport entre les pères et les enfants que nous qualifierons d'« équilibré »⁸.

Il s'agit d'un changement significatif dans la mesure où les campagnes iraniennes étaient longtemps restées à l'écart des évolutions socio-démographiques générales. Ce constat souligne combien la diffusion de comportements « modernes » à travers le pays grâce au progrès de la vie de relations fut rapide. De sorte que si la population rurale n'atteint pas le niveau de développement socio-économique des villes, elle paraît autant réceptive que les urbains aux nouvelles idées comme aux nouvelles valeurs [Ladier-Fouladi, 2009].

⁸ Lors de notre enquête qualitative, la question sur l'attitude des pères à leur égard a été à nouveau posée aux 35 jeunes hommes et femmes de notre échantillon. Ils ont tous confirmé que leurs relations avec leurs pères

étaient fondées sur le respect mutuel et le dialogue. Il s'avérait ainsi que loin de l'obéissance aveugle, un espace de négociations était installé entre les pères et leurs enfants.

5. LES JEUNES CONTESTENT L'ABSOLUTISME DE L'ÉTAT ISLAMIQUE

De plus en plus instruite et égalitaire entre les sexes dans l'accès au savoir, la majorité écrasante de la nouvelle génération de jeunes vit donc dans des familles restreintes au sein desquelles s'est établi et naturalisé un nouveau rapport entre les membres, fondé sur le respect mutuel et le dialogue. Il va sans dire que ces nouvelles conditions ont transformé les représentations sociales de la jeunesse comme groupe social à part entière.

La nouvelle jeunesse, à l'instar de la précédente, est aussi en quête de ses propres cadres sociaux pour vivre collectivement sa « situation » de jeune. Mais elle s'est heurtée à l'ordre moral établi par la République islamique qui a réduit considérablement les libertés individuelles en imposant des règles telles que le port du voile islamique, le port de vêtements « décents » pour les hommes, l'interdiction de fréquenter une personne de sexe opposé avec laquelle le lien n'est pas légitime du point de vue religieux, le contrôle des espaces de loisir, etc. [Khosrokar et Roy, 1999]. La nouvelle génération, qui jouit dans la sphère familiale de conditions qui lui permettent enfin de se réaliser en tant qu'individu, n'est évidemment pas disposée à s'incliner devant les principes de l'État islamique. Les contestations des jeunes s'expriment par la transgression continue de ces interdits, particulièrement dans les grandes villes. Appréciant la démocratie occidentale et suivant avec intérêt les activités d'une société civile montante, la principale revendication de la nouvelle jeunesse est donc l'établissement d'un État de droit en Iran - condition qui lui semble indispensable pour pouvoir, à l'instar des jeunes Occidentaux, se construire une identité et s'affirmer en tant que « jeune » face au « monde adulte » -. Contrairement à leurs aînés dont les revendications s'étaient exprimées sous la forme d'une révolution, la nouvelle génération a décidé d'adopter la même ligne de conduite qu'elle avait établie au sein de la famille, c'est-à-dire la discussion avec un État islamique dont elle ne remettait pas en cause la légitimité intrinsèque, mais les pratiques et les normes. De son côté, la République islamique n'avait pas non plus à recourir à

la violence, inutile contre une telle forme de contestation diffuse, et qui plus est éminemment dangereuse par le risque de rupture du dialogue qu'elle pouvait entraîner. Elle concéda donc, partiellement et progressivement, des espaces de liberté à partir des années 1990. Ce nouveau contexte politique conduisit à l'arrivée au pouvoir des « réformateurs » suite aux diverses élections qui eurent lieu entre 1997 et 2001, scrutins auxquels les jeunes participèrent massivement. Ainsi, les jeunes Iraniens, hommes et femmes de toutes les régions du pays semblaient, au début des années 2000, être parvenus à « dévitaliser » l'absolutisme étatique et à faire reconnaître leur droit à l'expression publique sans recourir à la violence ni faire de révolution. Tout laissait croire que le processus de démocratisation de la vie politique s'était mis en marche. Mais les dirigeants au sommet de l'État islamique n'étaient qu'anesthésiés et, à leur réveil, constituèrent un « front des fondamentalistes » préparant une reprise en main des institutions électives de l'État destinée à interdire aux réformateurs de toucher aux fondements de l'ordre politique instauré en 1979. Dans cet objectif, ils profitèrent largement de la défection d'une grande partie de l'électorat, les jeunes et les femmes notamment, déçus des réformateurs et de leurs promesses et engagements non tenus : les élections de la première moitié des années 2000 se caractérisèrent en effet par la baisse de la participation [Ladier-Fouladi, 2009]. C'est, entre autres, grâce à ce climat de désenchantement et de désillusion politique, que Mahmoud Ahmadinejad réussit à remporter l'élection présidentielle de 2005. Ce dernier, soutenu solidement par Ali Khamene'y, le Guide suprême, opta aussitôt pour le verrouillage de l'espace public et la fin du dialogue avec les jeunes. Son gouvernement renforça l'appareil répressif et réduisit progressivement l'espace de liberté, imposant un sévère ordre moral et multipliant les interdictions. Il va sans dire que cette politique liberticide suscita l'hostilité des jeunes, notamment des couches moyennes urbaines, à l'égard du gouvernement de M. Ahmadinejad.

Le durcissement de l'ordre moral qui visait avant tout à contrôler les relations entre les deux sexes, conduisit la jeunesse des villes à inventer un nouvel usage des espaces, public et privé, afin de créer, cette fois avec la complicité de leurs parents, ses propres cadres sociaux pour vivre collectivement sa situation de « jeune ». Dans les grandes villes, en particulier, les jeunes hommes et les jeunes femmes transformèrent des cafés en espaces privés de manière à se retrouver ensemble et faire tout ce qui était frappé du sceau de l'interdit. Ils convertirent des sous-sols ou des jardins de grandes maisons en salles de spectacle, pour le plus grand bonheur de centaines de jeunes ravis d'assister à des concerts de musiciens locaux issus de la nouvelle génération de l'« Iranian Underground Music ». Grands adeptes de l'Internet et du blog, ces jeunes firent de cette sphère un nouvel espace public dans lequel ils pouvaient s'exprimer librement et compenser les restrictions qu'ils subissaient au quotidien. Bref, ces jeunes revivifièrent la pratique sociale de contestation des interdits [Ladier-Fouladi, 2009].

Les jeunes étudiants et féministes qui avaient pu se regrouper au sein de diverses associations et organisations syndicales au cours des années précédentes, réagirent également de manière décidée à ce changement de cap de l'État islamique. Leurs sites Internet respectifs constituaient d'efficaces dispositifs pour diffuser des informations concernant leurs mouvements de façon à rester en contact direct avec les militants. Grâce à ce puissant outil de communication et de mise en réseaux, les mouvements estudiantins et féministes purent se faire très rapidement connaître d'un public de plus en plus nombreux et propager largement leurs revendications. Les premiers manifestaient dans les enceintes universitaires pour revendiquer leur droit d'élire librement leurs représentants, quand les seconds réclamaient le changement des lois discriminatoires envers les femmes. Le gouvernement réprima sévèrement ces protestations et emprisonna nombre de manifestants. La violence de la répression et la sévérité avec laquelle l'État islamique avait répondu à des manifestations pacifiques ne firent que consolider ces mouvements dont les revendications devenaient de plus en plus politiques. Bien que dissemblables dans leurs approches idéologiques et politiques, les associations

estudiantines décidèrent non seulement de se soutenir réciproquement, mais de joindre également leur force aux féministes ainsi qu'aux ouvriers et aux instituteurs syndicalistes arrêtés et condamnés à des peines de prison ferme. En dépit des risques d'emprisonnement, ces jeunes organisèrent régulièrement des manifestations de protestation, dénonçant l'absolutisme de l'État islamique et critiquant ouvertement le gouvernement de M. Ahmadinejad. Le divorce entre les jeunes et la République islamique semblait consommé.

C'est dans ce climat de forte tension sociale et politique que le gouvernement de M. Ahmadinejad dut préparer l'élection présidentielle de juin 2009. Alors que la rivalité entre les réformateurs et les fondamentalistes était à son apogée, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, les candidats des premiers, employèrent des moyens de grande envergure pour mobiliser les électeurs, en particulier les jeunes et les femmes. Chez ces derniers, le désir de changement était si intense qu'ils se laissèrent manifestement convaincre une nouvelle fois par les réformateurs de la République islamique. Après avoir boudé les urnes, pendant cinq années consécutives (2003-2008), ils participèrent donc massivement au scrutin de 2009 dans l'espoir d'empêcher la réélection de M. Ahmadinejad, comme l'avaient laissé croire les candidats réformateurs. D'ailleurs, Ahmadinejad se trouvait face à trois adversaires de poids, bénéficiant chacun de soutiens considérables, ce qui rendait l'issue de l'élection incertaine.

À l'évidence, aucun de ces quatre candidats n'avait de chances d'être élu au premier tour du scrutin, à moins de recourir à des manœuvres frauduleuses [Ladier-Fouladi, 2010]. C'est la raison pour laquelle la réélection de M. Ahmadinejad au premier tour, avec 62 % des voix selon le décompte officiel, provoqua plus que la surprise, l'indignation du corps électoral iranien, et notamment des jeunes et des femmes. Exaspérés par un pouvoir politique autoritaire qui ignorait tout simplement leurs aspirations et revendications, ces jeunes transformèrent rapidement les manifestations postélectorales en une contestation du système politique. Depuis lors, la répression violente des manifestants et opposants n'a cessé de radicaliser le mouvement contestataire des jeunes, inscrit dans une spirale de radicalisation subversive.

CONCLUSION

La nouvelle génération de jeunes s'est donc construite dans un environnement socio-démographique très différent de celui de la génération d'avant la Révolution de 1979. Elle est de plus en plus égalitaire dans l'accès au savoir grâce à la diffusion massive de l'école depuis le début des années 1980. La crise économique endémique, d'une part, et la modernisation du marché du travail ainsi que celle des aspirations familiales, d'autre part, ont conduit la jeunesse iranienne à allonger la durée de sa scolarité dans le but, notamment, d'augmenter ses chances de décrocher un emploi stable. Par conséquent, l'âge au premier mariage des jeunes n'a cessé de croître, contribuant alors au prolongement de la durée de cohabitation des jeunes avec leurs parents et par-là même à l'allongement de la durée de la « jeunesse ». Ainsi, la nouvelle jeunesse iranienne apparaît comme un âge transitoire incertain, une étape au cours de laquelle les jeunes, filles et garçons, préparent laborieusement leur entrée dans la vie adulte. Cette configuration est inédite dans l'histoire de la famille iranienne. Pour la première fois au sein de ces familles, cohabitent durablement des jeunes dont le niveau scolaire dépasse celui de leurs parents, notamment celui des pères. Cette composition, qui se rapproche du modèle familial occidental, a modifié les relations intergénérationnelles en contradiction avec

le discours normatif du régime. Les rapports sont désormais établis davantage sur le dialogue, et peut-être même sur le conflit, que sur les traditionnels comportements d'obéissance et de soumission émanant de l'ordre patriarcal.

La nouvelle jeunesse iranienne est pleinement consciente de ces caractéristiques qui la différencient du monde adulte. Ses aspirations modernistes, symbolisées et exprimées via les réseaux sociaux modernes, l'ont poussée à protester contre l'ordre moral et l'absolutisme de la République islamique qui entravaient la réalisation de ses ambitions : imposer l'établissement d'un État de droit en Iran respectueux de l'individu. Les jeunes se sont alors érigés en principaux protagonistes des changements et, avec leur participation massive aux différents scrutins, ont joué un rôle déterminant dans les victoires électorales des réformateurs entre 1997 et 2004. Mais les hauts responsables au sommet de l'État islamique qui sentaient leurs prérogatives menacées par cette politique de modernisation de la sphère politique et d'entrouverture de l'espace social, y ont rapidement mis fin. Le retour à l'absolutisme a scellé le divorce entre les jeunes et l'État islamique. Le dialogue étant ainsi interrompu, le pays traverse la crise politique la plus sérieuse de son histoire, dont l'issue est pour le moment incertaine.

RÉFÉRENCES

- AMIR EBRAHIMI Masserat (2000), Une Révolution et deux jeunesses, *Les Cahiers de l'Orient*, n° 60, pp. 111-123.
- BALANDIER Georges (1985) [2^{ème} édition], *Anthropo-Logique*, Paris, Le livre de poche, coll. « Biblio-essai », 320 p.
- DESCHAVANNE Éric (2004), La jeunesse dans les âges de la vie, *Comprendre, revue annuelle de philosophie et de sciences sociales*, n° 5 : Les jeunes (édité par F. Dubet, O. Galland et E. Deschavanne), pp. 7-19.
- GALLAND Olivier (2001), *Sociologie de la jeunesse*, Paris, A. Colin.
- GAUTHIER Madeleine (2000), L'âge des jeunes : « un fait social instable », *Lien social et politique - RIAC*, vol. 43, pp. 23-32.
- KHOSROKHAVAR Farhad (1993), *L'utopie sacrifiée, sociologie de la révolution iranienne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 337 p.
- KHOSROKHAVAR Farhad (1998), Le nouvel individu en Iran, *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco iranien*, n° 26, pp. 125-155.
- KHOSROKHAVAR Farhad et ROY Olivier (1999), *Iran : comment sortir d'une révolution religieuse*, Paris, Seuil, 283 p.
- LADIER-FOULADI Marie (2003), *Population et politique. De la monarchie à la République islamique*, Paris, INED, Cahiers de l'INED, n° 150, 355 p.
- LADIER-FOULADI Marie (2005), « Le système familial et la politique en Iran », in A. Kian-Thiébaud et M. Ladier-Fouladi (éd.), *Famille et mutations sociopolitiques : l'approche culturaliste à l'épreuve*, Maison des sciences de l'homme, Colloquium, pp. 40-69.
- LADIER-FOULADI Marie (2009), *Iran. Un monde de paradoxes*, Nantes, L'Atalante, Coll. Comme un accordéon, 347 p.

LADIER-FOULADI Marie (2010), La réélection frauduleuse de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009, *Les Cahiers de l'Orient*, Paris, n° 99, pp. 73-82.

LEVI Giovanni et SCHMITT Jean-Claude (1996), « Introduction », in G. Levi et J.-C. Schmitt (éd), *Histoire des jeunes en Occident, tome 1, De l'Antiquité à l'époque moderne*, Paris, Seuil, pp. 7-19.

SINGLY François de (2000), Penser autrement la jeunesse, *Lien Social et Politiques - RIAC*, n° 43, pp. 9-21.

SOHN Anne-Marie (2001), *Âge tendre et tête de bois. Histoire des jeunes des années 1960*, Paris, Hachette Littérature, 431 p.

17 avril 2018

Genre(s), sexualité et les jeunes



CICHELLI Vincenzo & ANDRIEU Bernard, « Les jeunes et leur rapport au corps » in ROUDET Bernard, *Les jeunes en France*, Presse de l'Université Laval, 2009, p.147-161.

Beck François, MAILLOCHON Florence, OBRADOVIC Ivana, *Adolescences?*, Ed. Belin, 2014, p.54-61.

Chapitre 7

Les jeunes et leur rapport au corps

Vincenzo Cicchelli et Bernard Andrieu¹

Dans une étude portant sur seize grandes revues généralistes publiées de 1940 à 2000, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en Italie, des chercheurs ont constaté que le mot *corps* n'apparaît jamais dans les titres des articles qui traitent directement des adolescents et des jeunes (Cicchelli, Pugeault-Cicchelli et Merico, 2002). Pour ce qui est des revues spécialisées, telles *Youth and Society*, *Young*, *International Journal of Adolescence and Youth*, on remarque qu'elles accordent également une faible attention à cet objet d'étude². Par ailleurs, la revue *Body and Society* a offert une petite place à l'étude des pratiques juvéniles. C'est donc seulement au cours des années 1990 que la problématique du corps a été associée à l'étude de la jeunesse (Cicchelli, 2006).

De notre point de vue, on ne peut parler du corps des jeunes sans réfléchir aux outils théoriques et méthodologiques aptes à l'appréhender. Ainsi, dans les pages qui suivent, nous allons tout d'abord revenir sur les limites et les ambivalences du corps comme objet d'étude, qui ne saurait être saisi sans la mise en évidence des paradoxes qui le façonnent. Finalement, au

1. Ce chapitre est une version abrégée d'un long article de présentation de la sociologie française du corps juvénile (Andrieu et Cicchelli, 2006).
2. L'intérêt pour le corps du *Journal of Youth and Adolescence* représente une exception, sans doute en raison des liens que cette revue entretient avec la psychologie et les sciences de l'éducation.

prix de ce détour, les travaux des sociologues du corps juvénile trouveront leur pleine intelligibilité.

LES LIMITES DE LA SOCIOLOGIE DU CORPS

Une reconstruction de la façon dont la sociologie a traité en France la thématique du corps ne peut faire l'économie de mettre en évidence quelques apories majeures.

Primo, on sait que le corps est un objet d'étude difficile à caractériser, n'étant assimilable ni à une pratique, ni à une institution, encore moins à un groupe particulier (Duret et Roussel, 2003 ; Kitabki et Hanifi, 2003). Si en 1983 Jean-Michel Berthelot (1983) attribuait à la sociologie du corps le projet ambitieux d'étudier toutes les situations où il était mis en jeu, force est de constater que, vingt ans après, ce programme n'a pu être réalisé. La conscience que l'objet d'étude n'est pas le corps lui-même, mais l'usage qu'en font les acteurs sociaux ne suffit pas à résoudre la difficulté relative à la définition de ce qui relève de la discipline.

Secundo, la présence de pratiques et discours scientifiques portant sur le corps (produits par la médecine, la génétique et la biologie), de débats sociaux (sur le bien-être et les soins du corps, sur sa libération, sur les questions de bio-éthique, sur les frontières de plus en plus poreuses entre l'organique et le mécanique), finit par rendre le corps omniprésent. Nous sommes devant un champ très vaste: support nécessaire de toutes les activités de l'individu, le corps est présent dans les interactions avec autrui, dans le travail, le sport, la santé, mais aussi dans des pratiques plus personnelles, voire intimes, telles l'hygiène, l'alimentation ou la sexualité (Detrez, 2002).

Tertio, la diffusion des jeux vidéo individuels et en réseau, les communications virtuelles, le développement de la cybernétique soulèvent la question du rapport entre la matérialité du corps et l'identité personnelle, l'individu pouvant ainsi porter des masques et des pseudonymes virtuels, multiples, changeants (Auray, 2005). Il ne s'agit pas seulement de mettre au point des techniques d'enquête aptes à saisir ces aspects, mais surtout de comprendre quels rapports entre le réel et le virtuel sont en train d'émerger.

Quarto, le corps est prisonnier d'un cercle théorique: le corps devient une évidence naturelle par un long processus d'incorporation de normes, de savoirs, d'attitudes, de conduites. Une fois achevée, la socialisation transfigure les aspects les plus sociaux et culturels du corps en les naturalisant (Le Breton, 1985). Cet élément renvoie à des débats irrésolus sur la

dialectique entre la liberté individuelle et la coercition collective. La sociologie du corps pourrait alors courir le risque de ne pas se construire par ses propres moyens, de rester à la marge de champs déjà constitués (tels la sociologie de la domination symbolique, de la modernité, de l'interaction, de la santé, de l'imaginaire) et surtout de donner le sentiment de ressasser de vieux débats.

Malgré ces difficultés épistémologiques, les études sur le corps ont connu un essor remarquable en France au cours des dernières années. On pourrait prendre à témoin la publication d'un dictionnaire interdisciplinaire (Andrieu, 2006), d'anthologies (Darmon et Detrez, 2005), d'ouvrages collectifs (Ciosi-Houcke et Pierre (dir.), 2003; Bromberger *et al.*, 2005), de manuels (Le Breton, 1992; Detrez, 2002; Duret et Roussel, 2003), d'ouvrages historiques (Corbin, Courtine et Vigarello (dir.), 2005-2006). Ajoutons l'organisation de nombreux séminaires et colloques, la constitution de groupes de recherche et de laboratoires et la création d'une revue et d'une collection d'ouvrages³.

TROIS PARADOXES DU CORPS

L'étude du corps des jeunes comporte les mêmes difficultés auxquelles on doit faire face lorsque l'on se penche sur d'autres groupes d'âge. Il convient alors de s'arrêter sur quelques paradoxes qui se présentent à l'observateur.

Entre liberté individuelle et norme collective. Le premier paradoxe renvoie à la coprésence d'une plus grande liberté dans l'usage du corps et d'une normativité qui n'est pas moins diffuse qu'auparavant. Au cours du siècle dernier a été achevée cette longue séparation entre le sujet et le cosmos, absente par ailleurs dans d'autres cultures, qui a fait du corps le lieu emblématique de la possibilité de disposer de soi (Le Breton, 2000). Pourtant, on courrait le risque de se fourvoyer si l'on concluait que les normes qui gèrent les corps ont disparu. En effet, la libération concerne d'abord les corps aux formes impeccables, qui suivent scrupuleusement les canons de l'esthétique corporelle. Par ailleurs, si la liberté de se dénuder est universellement offerte à tous, tout le monde n'y recourt pas. La plage en fournit le meilleur exemple, car elle est considérée comme un espace ouvert, permissif. Bronzer les seins nus est tellement répandu que

3. *Corps. Revue Interdisciplinaire* est dirigée par Bernard Andrieu et Gilles Boërsch. La collection, publiée aux PUF, s'appelle *Pratiques physiques et société*.

les interviewés de l'enquête menée par Jean-Claude Kaufmann (1995) s'étonnent quelque peu qu'on les interroge sur ce sujet. Pourtant, l'analyse révèle toute la complexité de la décision qui conduit une femme à enlever son haut ou à enrouler sur sa taille son maillot de bain. Contrairement aux apparences, ce choix suit des codes très précis. La liberté qu'une femme en maillot de bain s'autorise en montrant son corps dépend de son âge, des dimensions et de la forme de ses seins, du type de regard masculin qu'elle rencontre, du type de lien qu'elle entretient avec les hommes à proximité. Il est socialement admis que les femmes aient le droit de faire ce qu'elles souhaitent de leur corps, mais à la condition qu'elles puissent user de cette faculté de façon non ostentatoire, vulgaire ou excessive. Être à l'aise dans son corps, y compris à l'aide d'une présence masculine discrète, à la limite indifférente au potentiel érotique du corps féminin, voici le résultat d'une interaction et d'une socialisation qui lient l'autonomie féminine au regard normatif masculin (Kaufmann, 2005).

L'exemple de la plage montre qu'une plus grande liberté confronte davantage les individus à leur responsabilité. Les choix réalisés requièrent une évaluation rassurante qui exclut d'emblée l'anormalité, nos sociétés individualistes et démocratiques étant devenues d'immenses machines à fabriquer la normalité. Plus les individus multiplient leur possibilité de choix, en quelque domaine que ce soit, plus l'angoisse normative devient présente (Kaufmann, 2005). Ce phénomène a été observé dans une enquête réalisée sur des femmes qui pratiquent des sports considérés comme plutôt masculins (le *body building* par exemple), ce qui peut les exposer à des jugements critiques de leurs proches, amis ou collègues (Duret et Roussel, 2003). Elles doivent alors justifier à elles-mêmes et aux autres les raisons de leur choix, lever le soupçon d'un manque de féminité (Pagès, 2001). Plus les normes semblent s'estomper, plus les individus ont la liberté d'exposer leur corps, plus ils se posent des questions sur leur conformité aux normes.

Le culte du corps, entre performance et intimité. D'autres éléments renvoyant à la tension entre l'autonomie et le contrôle social montrent qu'une indéniable liberté de disposer de soi peut impliquer de nouvelles formes d'asservissement. L'essor du culte du corps se donne à voir par les recours massifs à la chirurgie plastique et esthétique, l'importance des modes vestimentaires, l'usage de cosmétiques et parfums, la diffusion du sport et des régimes alimentaires. On pourrait même parler du devoir individuel hautement intériorisé d'atteindre un canon corporel. Mais une plus grande généralisation de l'injonction d'avoir un corps conforme va de pair avec la nécessité pour l'individu de rechercher sa propre originalité, par l'intermédiaire de programmes personnalisés. C'est ce qui se passe avec

le *fitness*. Le programme suivi par les participants doit être nécessairement personnalisé de façon à ce que chacun d'entre eux ait le sentiment de se distinguer de tous les autres, tout en poursuivant la même activité. Aussi le corps doit-il s'entraîner pour devenir ce qu'on lui demande d'être, c'est-à-dire conforme à des idéaux esthétiques partagés, tout en étant différent de tous les autres (Vigarelo, 2006). On observe alors dans le domaine du corps l'importance du modèle social de la performance (Ehrenberg, 1991).

Pourtant, la quête de la personnalisation du corps ne saurait être seulement considérée comme la conséquence de l'obligation de la réussite personnelle à tout prix. D'autres auteurs remarquent que le corps est devenu au cours du siècle dernier un « trait naturel de l'identité et de l'intimité » (Vigarelo, 2006). Le yoga, l'ostéopathie, la sophrologie et d'autres thérapies corporelles et techniques de relaxation sont les signes que la connaissance du corps correspond à une forme d'exploration de soi. Le corps est aujourd'hui également un vecteur de l'intimité, une source de plaisir, son soin correspond bien à l'idée de la poursuite d'un bien-être psychophysique (Kitabki et Hanifi, 2003).

Corps malléable, corps coriace. La personnalisation du corps a toutefois ses limites. On ne peut pas entièrement se dépouiller des caractéristiques de son corps (tout du moins en ce qui concerne la couleur de sa peau, sa taille, ses empreintes digitales, son code génétique). Certes, l'ingénierie génétique, la chirurgie plastique montrent jusqu'où on peut intervenir pour remplacer des parties du corps par des prothèses mécaniques, pour transplanter des organes. Pourtant, il est tout aussi vrai qu'il existe des limites infranchissables qui ne sont pas seulement de nature technique. Si le corps devient un élément fort de l'identité individuelle, toute modification demande un important travail réflexif de l'acteur social. Comment incorporer les changements? Jusqu'à quel point peut-on changer? Est-il possible de changer son corps à loisir? Combien de fois peut-on changer de sexe?

De nombreuses recherches continuent d'indiquer une certaine « hystérésis » du corps. Muriel Darmon et Christine Detrez (2004) soulignent bien que le corps est à la fois plus malléable et plus coriace. La résistance offerte par le corps a été étudiée dans une optique sociologique attentive aux mécanismes de reproduction des inégalités sociales, étant donné que les corps réfractaires au contrôle corporel se trouvent surtout chez les individus appartenant aux classes populaires. En revanche, c'est en haut de la hiérarchie sociale qu'on compte le plus d'adeptes des régimes, thérapies et autres formes de soucis de soi associés à une conception du corps comme un « capital santé » à entretenir. Le poids, la ligne ne connaissent-ils pas une

forte variation selon les catégories socioprofessionnelles? En outre, malgré tous les efforts pour lutter contre le surpoids, ce dernier est en train de devenir un problème épineux de santé publique. Les corps sociaux sont moins réactifs qu'on ne le pense.

LE CORPS JUVÉNILE

Parmi les raisons qui justifient l'intérêt d'une étude du corps pendant l'adolescence, il y en a deux sur lesquelles s'est récemment arrêté David Le Breton (2005).

Il s'agit tout d'abord de l'idée que le corps peut mieux que d'autres objets d'étude nous aider à comprendre la permanence et le changement de l'identité. Pendant l'adolescence, cet élément acquiert une importance capitale en raison du fait que, malgré ses transformations parfois inquiétantes, le corps reste la seule permanence qui relie les adolescents à eux-mêmes, c'est un repère fort dans le temps qui passe. Ensuite, le corps revêt chez les jeunes une signification particulière en matière de transmission ou de rupture entre les générations. Il permet aux jeunes de voir s'ils ressemblent à leurs parents ou s'ils se distinguent d'eux. Ce double mécanisme de proximité et de distance s'observe également dans le groupe des pairs, le corps étant dans le cas des relations inter ou intragénérationnelles un objet qui appartient seulement à soi, une frontière entre les autres et soi-même, mais aussi un élément qui relie l'individu aux autres.

Ajoutons à ces remarques de Le Breton le fait que le corps peut être envisagé aussi bien comme un indicateur fort des risques encourus par les jeunes pour donner un sens à leur vie que comme un observatoire de la création de leurs projets personnels. Les travaux dont on rendra compte s'intéressent aux expressions livrées par le corps, ils montrent que les jeunes peuvent y recourir comme supports de « projets corporels » (Shilling, 1993).

Risques et marques corporels. Dans l'introduction à un livre collectif sur les risques encourus par les adolescents, David Le Breton (2002) affirme que ces derniers sont « entrés depuis une dizaine d'années dans une crise durable ». Ils vont mal à cause du brouillage des repères normatifs caractérisant le monde moderne, désordre qui rend malaisée la transmission des valeurs entre les générations. Des institutions comme l'école et la famille sont en crise, l'éducation des enfants pose problème. Cette référence à la prétendue nouveauté de certains comportements juvéniles est à la base de

bien des discours alarmistes sur la jeunesse (Mucchielli, 2004). À partir de ce constat de généralisation de la désorganisation sociale, on accuse, depuis fort longtemps, les parents de démission parentale (Cicchelli, 2001) et on pointe l'index sur les défauts de l'autorité dans l'enceinte scolaire. Quant à la crainte représentée par l'éloignement des générations, elle a alimenté tout un pan de la littérature sociologique américaine dans les années 1950 et 1960.

Malgré ces remarques sur l'éternel retour des discours sur le lien entre la déviance et la socialisation, les analyses de David Le Breton s'avèrent stimulantes. Les risques auxquels s'exposent les jeunes dans un corps à corps avec le monde qui les entoure renvoient à ce long parcours vers l'âge adulte qui se réalise dans une société où les rites de passage d'un âge à l'autre se sont raréfiés. L'absence même de rituels forts signifie la disparition d'éléments structurants, capables de dire et de marquer les limites. Si les institutions perdent leur force d'agrégation et de prescription, l'individu est obligé de se borner lui-même. Pour cet auteur, s'exposer délibérément à des risques signifie donc frôler le seuil et revenir de cette épreuve avec plus de certitudes. Risquer représente pour l'adolescent une façon de dissiper des doutes, d'obtenir des réponses que les adultes ne savent donner. Il s'agit en quelque sorte d'une quête de sens dans une société qui n'offre plus de certitudes. Aussi éprouvante et dangereuse soit-elle (elle peut en effet produire des blessures, des mutilations ou conduire même à la mort du sujet), cette quête est positive dans la mesure où elle inaugure un chemin vers l'autonomie et éloigne ce repli sur soi pouvant conduire à un suicide.

Une deuxième perspective d'analyse du corps permet de comprendre sa fonction de césure ou de contact à l'égard du monde des adultes. Les marques corporelles constituent alors un objet d'observation privilégié. Rappelons tout d'abord les types les plus importants de marques. Au-delà des bien connus *piercing* et tatouages, signalons le *stretching* qui consiste à élargir le trou causé par le *piercing* afin d'y introduire une pièce métallique plus volumineuse ; le *cutting* est une incision sur la peau de dessins formés par des cicatrices causées par un scalpel, un bistouri ou d'autres outils ; le *branding* est une cicatrice dessinée à l'aide d'un fer rouge ou par le laser pour former un relief sur la peau ; le *burning* est obtenu grâce à des brûlures dont les effets sont grossis par l'usage de l'encre ou d'autres pigments (Le Breton, 2005).

Ces différentes formes d'incisions épidermiques ont déjà existé. On sait qu'elles sont répandues dans les cultures traditionnelles ou dans certaines sous-cultures occidentales contemporaines, considérées comme marginales

ou déviantes. En revanche, leur diffusion chez les jeunes au cours des vingt dernières années est un phénomène inédit aussi bien pour son extension que pour ses significations. Si dans certaines sociétés archaïques marquer son corps signifie essentiellement abolir sa propre individualité, affirmer son appartenance à la communauté, c'est bien le contraire dans les sociétés contemporaines. Certes, ces pratiques s'inscrivent dans une forte nostalgie de fusion cosmique, mais elles sont totalement étrangères à tout mythe fondateur ou à toute signification qui transcendent le sujet qui les accomplit. Elles ne renvoient nullement à une religion, mais plutôt à une « mythologie personnelle » (Le Breton, 2005 : 105). On se heurte ici à un dosage complexe entre une recherche d'originalité et une forme de mimétisme, étant donné que la marque corporelle est chez les jeunes une façon de s'inscrire de façon personnelle dans le monde collectif. Ces pratiques manifestent le souhait que le corps appartienne enfin à son sujet. Dans ce domaine aussi, la réflexivité qui caractérise les sociétés contemporaines semble intervenir massivement, le corps devenant une partie de soi à la condition qu'il soit plié à ses propres exigences, goûts et projets. Il s'agit en effet d'initiatives qui sont la plupart du temps le fruit d'une réflexion, surtout dans les cas de transformations irréversibles, de marques inaltérables. Dans une société élective, la marque corporelle peut représenter une forme de fidélité à soi-même qui résiste au temps, au risque d'un impossible retour en arrière.

Marquer son corps signifie à la fois devenir différent de tous les autres, par la créativité infinie que ces marques offrent, mais peut vouloir également indiquer l'appartenance du sujet à une sous-culture, orientée parfois vers la protestation et la contestation des valeurs des adultes (Ferreira, 2007). Pour ceux qui choisissent de marquer leur corps, tout en évitant une forte affiliation à une sous-culture, le regard des pairs est tout aussi important, car il les rassure sur la pertinence de leur acte, il leur fournit un ensemble de justifications plausibles étant donné que ces pratiques, bien que répandues, semblent être encore considérées comme transgressives par les adultes. Pour cette raison, l'usage des marques est tactique : il arrive que le *piercing* soit enlevé ou la marque dissimulée, pour autant que cela soit possible, en fonction des scènes sociales et des interlocuteurs.

Marqueur de l'âge et indicateur de calendriers sociaux. On peut également observer la construction d'un soi autonome au sein des relations intergénérationnelles, lorsque l'on étudie les façons dont les jeunes intériorisent les codes vestimentaires. L'habillement témoigne d'un mécanisme évident de différenciation des parents, mais aussi du fait que ces derniers, la mère surtout, restent dans de nombreuses situations des interlocuteurs,

voire des modèles avec lesquels se confronter⁴. Il semble que les adultes soient dans ce domaine un repère plus important qu'on ne le croit. C'est ce que l'on déduit de l'existence d'un calendrier social qui indique de façon explicite l'âge minimum pour porter certains vêtements, surtout ceux qui font du corps féminin un objet de désir. Mais les calendriers indiquent également l'âge maximum auquel il est permis de porter certains vêtements, car, contrairement à certains discours sur le phénomène du «juvénilisme», l'habillement reste pour partie encore lié à l'âge et au corps du sujet.

Le rapport que les jeunes filles construisent au corps est structuré par les représentations qu'elles ont des âges de la vie: elles se situent entre l'enfance (qu'elles considèrent rétrospectivement comme un âge nullement régi par des critères esthétiques personnels) et l'âge adulte (pendant lequel le corps des femmes fait l'objet d'attentions plus sophistiquées d'après les interviewées) (Mardon, 2006). Pendant l'enfance, les petites filles font l'objet d'une socialisation visant à leur transmettre un cadre général qui établit les limites de l'habillement et de la coiffure d'abord, du maquillage et de la parure ensuite. Cette socialisation se réalise au départ au sein de la famille, pour être peu à peu complétée par les médias et les pairs. Les modèles proposés par les médias peuvent parfois entrer en concurrence avec les modèles familiaux pour la définition du «bon âge», pour le recours aux techniques d'esthétisation du corps. Parmi d'autres moyens de diffusion des normes esthétiques, signalons les émissions de télévision qui accueillent sur leur plateau des stars de la chanson ou du cinéma (telles la Star Académie), les hebdomadaires ou les mensuels qui s'adressent aux plus jeunes et qui permettent de collectionner des photos ou des posters des idoles du moment, ou les sites Internet consacrés à ces derniers. Comme le fait justement remarquer Martine Court (2005), les modèles féminins proposés aux petites filles par ces canaux sont fortement connotés sur le plan érotique, se réfèrent à des corps de femmes plus âgées que la moyenne du public auquel ils se destinent.

L'autre grande instance de socialisation est formée par le groupe des pairs. D'ailleurs, c'est souvent grâce aux amies que les petites filles découvrent un chanteur ou une chanteuse, deviennent éventuellement leur fan, ou commencent à lire des revues de mode sur les célébrités, font la collection de poster ou échangent leurs photos. Les pairs jouent un rôle qui finit par

4. Sur l'importance des parents dans la dialectique autonomie/dépendance qui caractérise le long passage à l'âge adulte, voir Singly (2006) pour les adolescents, Cicchelli (2001) pour les jeunes adultes.

relativiser (sans pour autant complètement l'annuler) le caractère prescriptif des canons esthétiques exprimé dans leurs familles.

Une telle concurrence entre les différentes instances de socialisation est la toile de fond sur laquelle se détachent les comportements individuels. Ces derniers oscillent entre une adhésion aux modèles familiaux, leur rejet, une combinaison entre ces derniers et ceux qui sont proposés par les pairs ou le *star system*. On découvre dans une enquête (Courteille, 2001) que si pendant l'enfance les vêtements des petites filles portent les signes de leur appartenance familiale – « ce sont des vêtements de petites filles », comme l'affirment les interviewées qui se définissent déjà comme des « adolescentes » –, à la puberté les choses évoluent peu, les changements physiques s'inscrivant encore très peu dans les habits. Ensuite, deux cas se présentent. Dans le premier, les jeunes filles deviennent plus féminines. Elles répondent ainsi à une invitation, plus ou moins explicite, adressée par leur mère qui accompagne et désigne la maturation sexuelle de leur fille : les changements pubertaires plus visibles s'inscrivent dans une logique et une temporalité familiales, les adolescentes auront le temps de s'adapter ensuite au style proposé par leurs pairs. Dans le second cas, les jeunes filles présentent le changement de style vestimentaire comme une décision très personnelle : les nouveaux choix s'inscrivent alors dans une logique et une temporalité internes à la jeunesse, leur style rappelle en grande partie celui du groupe de filles qu'elles fréquentent. Les jeunes filles s'habillent de façon « classique », mot qui dans leur vocabulaire signifie qu'elles portent un habillement typique de leur âge, un peu passe-partout. Dans tous les cas, l'apprentissage des pratiques esthétiques est semé d'embûches, constellé de doutes, de réticences et de retours en arrière. Les parures le témoignent bien, elles sont tantôt arborées avec aisance, tantôt portées avec réticence sinon carrément dissimulées à des yeux indiscrets et trop inquisiteurs (Mardon, 2006).

Le ludique dans l'espace public. Le corps juvénile est aussi un analyseur du rapport avec la dimension ludique. Au cours des dernières années, différentes études ont été menées sur l'occupation de l'espace public par les jeunes : elles ont mis en évidence l'importance que le corps a prise dans ce domaine. L'exploration de l'espace urbain par les jeunes est un élément remarquable de leur autonomisation vis-à-vis de leur famille (Singly, 2002). Il représente également l'apprentissage des codes de bonne conduite dans des lieux régis par l'anonymat, qu'on traverse souvent avec le confort des pairs remplaçant peu à peu les parents. Les lieux visités sont souvent les grands centres commerciaux, en particulier les magasins d'articles sportifs, de produits *hi-tech* (téléphones portables, baladeurs et lecteurs de son et images, consoles de jeux vidéo, etc.) ou de produits culturels tels les CD, les

bandes dessinées, les DVD, ou les grandes chaînes de *fast food*. Les jeunes fréquentent les places, squares, parvis ou les extérieurs de grands bâtiments publics en tant que lieux de réunion où ils s'adonnent à des activités ludiques qu'ils ne peuvent pratiquer dans les centres de consommation évoqués. La fréquentation de ces lieux ne remplit pas seulement la fonction d'une initiation à la connaissance des espaces et des lieux de sociabilités citadins, mais permet également d'activer une compétition ludique au moyen d'activités telles le *skateboard* (Calogirou et Touche, 1987). La justification donnée par les jeunes à leur occupation abusive des espaces publics citadins est toujours la même : les lieux institutionnellement prévus pour ce genre de manifestations sont inexistantes ou alors peu accessibles (Bordes et Fofana, 2004).

C'est sans doute au cours des dernières années que les sociologues se sont intéressés au corps juvénile comme moyen d'expression de cultures urbaines. Les graffitis, l'écoute musicale en groupe et les *street dances* sont considérés comme une invention culturelle des jeunes des banlieues des grands centres urbains contemporains (Boucher et Vulbeau, 2003). Ces pratiques renvoient à des cultures urbaines, exprimées par le corps, qui ne sont pas la conséquence de cultures déviantes. Plus que dans les années du *rock and roll* ou de la contestation, l'enjeu est ici la capacité des adultes de faire une place à la diversité culturelle, étant donné que l'ancienne crainte d'une fracture entre les générations est aujourd'hui amplifiée par celle d'une séparation ethnique, allant jusqu'à un affrontement entre les civilisations. Si dans les faits elle est multiethnique, la société française contemporaine est traversée par quelques craintes à l'égard de la jeunesse des classes populaires d'origine étrangère⁵.

Dans cette perspective s'inscrivent les recherches sur les pratiques corporelles qui se réfèrent à la culture hip-hop (Fofana, 2003). Toutes les pratiques qui renvoient à la culture hip-hop se fondent sur le défi, sur la confrontation par une performance artistique, dans des contextes sociaux où le corps devient pour les jeunes l'une des rares ressources nécessaires à une certaine estime de soi (Lepoutre, 2001). Arrêtons-nous sur l'exemple des *battles*, défi que les jeunes se lancent au cours de danses qui demandent de grandes habiletés corporelles. Tour à tour, sans ordre préétabli, un danseur rentre dans le cercle formé par d'autres jeunes et accomplit sa performance sous les yeux de tous. L'exhibition terminée, il sort du cercle, est remplacé par un autre participant, et ainsi de suite. Il existe des défis individuels et des défis en équipe, qui sont régis dans tous les cas par des codes. De véritables

5. Comme nous l'avons vu à propos des dernières violences urbaines. Voir Cicchelli, Galland, de Maillard et Misset (2007).

tournois sont organisés, y compris de niveau international, au cours desquels les règles préfixées permettent de dépasser les barrières linguistiques. Ces joutes, et on pourrait y ajouter les sports de rue (Vieille-Marchiset, 2001), mettent en scène de hautes performances physiques évaluées par des pairs se présentant comme un public accrédité à juger les exploits des individus ou des équipes concurrents. On peut considérer ces épreuves comme des manifestations des sociabilités qu'entretiennent des jeunes engagés dans une même pratique corporelle partageant un même code culturel (Fofana, 2003).

CONCLUSIONS

En raison du caractère intrinsèquement ambigu, dual, paradoxal du corps, les enquêtes présentées dans ce chapitre essaient, chacune à sa façon, de dépasser l'opposition entre l'individu et le collectif. Les pratiques de célébration d'un soi souverain ne sont pas contradictoires avec les fortes contraintes que l'individu s'impose. Si le corps est le lieu où s'exercent les formes les plus subtiles d'exercice du pouvoir, il permet aussi le déploiement de résistances et d'indocilités. Quant au dépassement de soi, il est tout aussi ambivalent: on le remarque aussi bien dans ses formes les plus magnifiées, telles le sport, que dans ses formes les plus déplorées, telles l'anorexie (Darmon, 2003). Plus que jamais responsable du souci de soi, l'individu est persuadé d'avoir le corps qu'il mérite. La libération du corps serait alors l'une des conséquences historiques du processus de civilisation esquissé par Elias: les contraintes deviennent des autocontraintes, exacerbées par le fait qu'Ego est toujours sous le regard d'Autrui dont il s'attend, sans en avoir la certitude, à des formes de reconnaissance. Chez les jeunes, l'importance du regard des autres à l'égard de la « normalité » de leur corps peut prendre une telle importance (Marlière, 2005) que les jugements sur leur *look*, leur taille et leur poids constituent des éléments majeurs des formes d'ostracisme dont ils se plaignent (Galland, 2006).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Andrieu, Bernard (dir.) (2006), *Dictionnaire du corps en Sciences Humaines et Sociales*, Paris, Éditions du CNRS.
- Andrieu, Bernard, et Vincenzo Cicchelli (2006), « Corpo e gioventù nella sociologia francese », *Sociologia e politiche sociali*, numéro spécial, *Corpo e identità di gender*, vol. 9, n° 3: 111-129.

- Auray, Nicolas (2005), « Entre écriture et image: Les avatars dans les jeux en ligne », dans Emmanuel Souchier, Jack Goody et Bernard Marey (dir.), *L'image sosie. L'original et son double. Actes du 1^{er} colloque international Icône-Image*, juillet 2004.
- Berthelot, Jean-Michel (1983), « Corps et société. Problèmes méthodologiques posés par une approche sociologique du corps », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXXIV: 119-132.
- Bordes, Véronique, et Dieynébou Fofana (2004), « Acteurs du hip-hop et institutions. Entre conflit et négociation », *Informations sociales*, n° 119: 102-107.
- Boucher, Manuel, et Alain Vulbeau (dir.) (2003), *Émergences culturelles et jeunesse populaires. Turbulences ou médiations?*, Paris, L'Harmattan-INJEP, coll. « Débats Jeunesses ».
- Bromberger, Christian, et al. (2005), *Un corps pour soi*, Paris, PUF.
- Calogirou, Claire, et Marc Touche (1987), « Le skateboard. Une pratique sportive, ludique et de liberté », dans *Hommes et Migrations*, n° 1226: 33-43.
- Cicchelli, Vincenzo (2001), *La construction de l'autonomie*, Paris, PUF.
- _____ (2006), « Jeunesse », dans Bernard Andrieu (dir.), *Dictionnaire du corps*, Paris, Éditions du CNRS: 278-279.
- Cicchelli, Vincenzo, Catherine Pugeault-Cicchelli et Maurizio Merico (2002), *Les mots pour le dire. Généalogie des catégories d'adolescence et de jeunesse aux États-Unis, en Grande Bretagne, en France et en Italie (1940-2000)*, rapport pour la CNAF.
- Cicchelli, Vincenzo, Olivier Galland, Jacques de Maillard et Séverine Misset (2007), « Les jeunes émeutiers de novembre 2005. Retour sur le terrain », *Le Débat*, n° 145: 165-181.
- Ciosi-Houcke, Laura, et Pierre Magali (dir.) (2003), *Le corps sans dessus dessous. Regard des sciences sociales sur le corps*, Paris, L'Harmattan.
- Corbin, Alain, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello (dir.) (2005-2006), *Histoire du corps*, Paris, Seuil.
- Court, Martine (2005), « *Ce n'est pas de son âge* : la contradiction entre les définitions parentales, enfantines et médiatiques du « bon âge » pour assumer une apparence sexuée », Communication au colloque « Pertinence et impertinence des catégories d'âge contemporaines », 30-31 mai 2005, Paris, CEMS-EHESS.
- Courteille, Myriam (2001), « Comment naissent les jeunes filles? Changer de corps et être soi à l'adolescence », *Dialogue*, n° 153: 11-20.
- Darmon, Muriel (2003), *Devenir anorexique*, Paris, La Découverte.
- Darmon, Muriel, et Christine Detrez (dir.) (2004), *Corps et société*, Paris, La Documentation française.
- Detrez, Christine (2002), *La construction sociale du corps*, Paris, Seuil.

- Durer, Pascal, et Peggy Roussel (2003), *Le corps et ses sociologies*, Paris, Nathan.
- Ehrenberg, Alain (1991), *Le culte de la performance*, Paris, Calmann-Lévy.
- Ferreira, Vitor Sergio (2007), « La politique peut-elle s'inscrire sur le corps? *Body Piercing* et tatouage, entre expression et résistance d'un style de vie », dans Marc Breviglieri et Vincenzo Cicchelli (dir.), *Adolescences Méditerranéennes. L'espace public à petits pas*, L'Harmattan-INJEP, coll. « Débats Jeunesses » : 95-111.
- Iofana, Dieynébou (2003), *Les « battles » de danse hip-hop. Un cercle de sociabilités juvéniles*, dans Manuel Boucher et Alain Vulbeau (dir.), *Émergences culturelles et jeunesses populaires*, Paris, L'Harmattan-INJEP, coll. « Débats Jeunesses » : 315-323.
- Galland, Olivier (2006), « Jeunes : la stigmatisation des apparences », *Économie et statistique*, n° 393-394 : 151-183.
- Kaufmann, Jean-Claude (1995), *Corps de femme, regards d'hommes*, Paris, Nathan.
- _____ (2005), « Le corps dans tous ses états. Corps visible, sensible, corps secret », dans Christian Bromberger *et al.*, *Un corps pour soi*, Paris, PUF : 67-88.
- Kitabki, Sylvène, et Isabelle Hanifi (2003), « Introduction. La sociologie et le corps. Généalogie d'un champ d'analyse », dans Laura Ciosi-Houcke et Pierre Magali (dir.), *Le corps sens dessus dessous. Regard des sciences sociales sur le corps*, Paris, L'Harmattan : 21-67.
- Le Breton, David (1985), *Corps et Société*, Paris, Librairie des Méridiens.
- _____ (1992), *La sociologie du corps*, Paris, PUF.
- _____ (2000), *Anthropologie du corps et modernité*, Paris, PUF.
- _____ (2005), « Le corps, la limite : signes d'identité à l'adolescence », dans Christian Bromberger *et al.*, *Un corps pour soi*, Paris, PUF : 89-114.
- Le Breton, David, *et al.* (2002), *L'Adolescence à risque*, Paris, Autrement.
- Lepoutre, David (2001), *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.
- Mardon, Aurélie (2006), *La socialisation corporelle des préadolescentes*, thèse de doctorat, sous la direction de Martine Segalen, université de Paris X-Nanterre.
- Marlière, Éric (2005), *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun?*, Paris, L'Harmattan-INJEP, coll. « Débats Jeunesses ».
- Mucchielli, Laurent (2004), « Violences et délinquances des jeunes », dans Catherine Pugeault-Cicchelli, Vincenzo Cicchelli et Tariq Ragi (dir.), *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, PUF : 83-97.
- Pagès, Michèle (2001), « Corporités sexuées : jeux et enjeux », dans Thierry Blöss (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF : 219-240.

- Shilling, Chris (1993), *The Body and Social Theory*, Londres, Sage.
- Singly, François de (2002), « La "liberté de circulation". Un droit aussi de la jeunesse », *Recherches et prévisions*, n° 67 : 21-36.
- _____ (2006), *Les adonaissants*, Paris, Armand Colin.
- Vieille-Marchiset, Gilles (2001), « Sport de rue et identité politique des jeunes », *Agora Débats/Jeunesses*, n° 23 : 115-126.
- Vigarello, Georges (2005), *Beauté féminine, beauté culturelle. L'invention de la « ligne » dans l'idéal esthétique*, dans Christian Bromberger et al., *Un corps pour soi*, Paris, PUF : 139-151.
- _____ (2006), « S'entraîner », dans Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello (dir.) (2005-2006), *Histoire du corps*, Paris, Seuil : 163-197.

LE TEMPS DES INITIATIONS

Le premier baiser

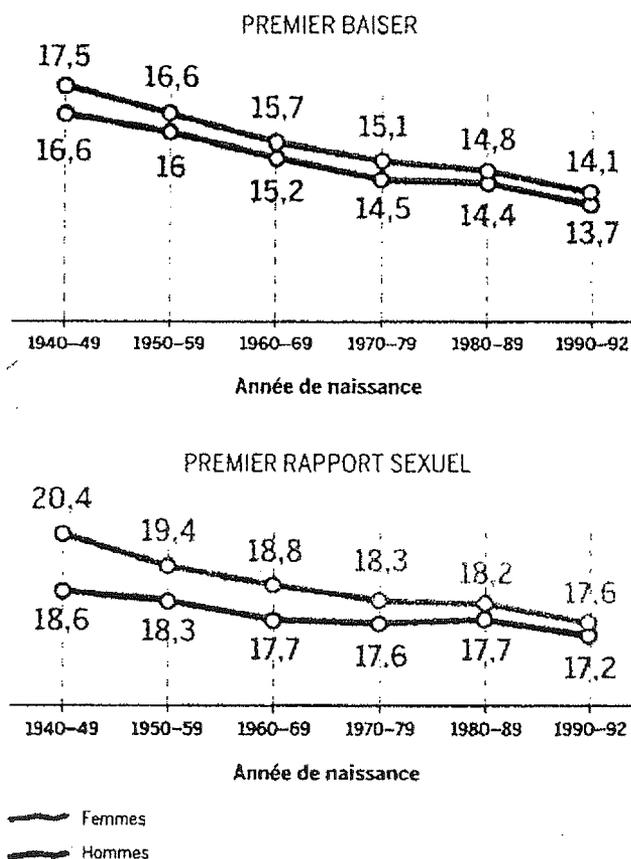
Des années plus tard, nombreux sont ceux qui se souviennent encore du premier baiser sur la bouche et peuvent le dater aussi précisément que le premier rapport sexuel. Depuis le milieu du xx^e siècle, l'âge du premier baiser s'est considérablement abaissé pour devenir, aujourd'hui, une des expériences marquantes des « années collège » : en 3^e, près de

in BECK François, MAILLOCHON Florence, OBRADOVIC Ivana, Adolescences?, Eds Bélin, 2014, p. 54-61

80 % des adolescents en ont déjà fait l'expérience. Les jeunes peuvent échanger des baisers dans un cadre ludique, en guise d'entraînement technique à la pratique, mais le baiser « amoureux » apparaît avant tout comme un préliminaire et un marqueur de l'éclosion d'une relation dont l'attente peut parfois être anxiogène. La précocité du premier

baiser n'entraîne pas nécessairement une plus grande précocité sexuelle : les flirts fondés sur l'échange de baisers, parfois très ostensibles, ne s'accompagnent pas forcément de relations intimes plus poussées. Ces relations amoureuses peuvent être durables (plusieurs mois), ou plus labiles, se faisant et se défaisant au cours des soirées. ●

ÉVOLUTION DE L'ÂGE MÉDIAN DU PREMIER BAISER ET DU PREMIER RAPPORT SEXUEL DEPUIS 1940*



* Âge où 50 % de la classe d'âge considérée a déjà embrassé quelqu'un sur la bouche ou eu un rapport sexuel.

CSF, 2006

Le premier rapport sexuel

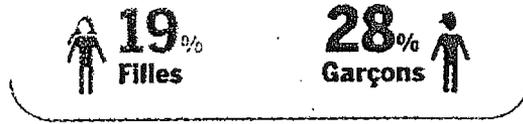
Les adolescents actuels ne sont pas plus précoces que leurs parents : depuis une trentaine d'années, l'âge médian du premier rapport sexuel se situe entre 17 et 18 ans. La proportion de jeunes qui ont eu des rapports avant 15 ans ne s'est guère modifiée. Par rapport aux générations précédentes, c'est surtout le nombre d'initiations tardives (au-delà de 20 ans) qui a largement diminué. Les lycéens s'initient presque tous au cours de leur scolarité de fin de secondaire. C'est parmi les adolescents qui quittent le système scolaire à 16 ans ou suivent des filières de formation professionnelle que se trouvent le plus de précoces ou de tardif/ves. Loin du modèle des années 1960 de la « nuit de noces », l'initiation sexuelle se déroule sur plusieurs années, au gré de relations de plus en plus poussées avec des partenaires successifs. Le premier rapport sexuel s'inscrit toutefois majoritairement dans une relation longue et amoureuse, en particulier pour les filles : 66 % des adolescents ont leur première expérience avec une personne dont ils sont amoureux et qu'ils connaissent depuis près d'un an et demi en moyenne, seulement 2 % avec une personne rencontrée le jour même. ●

Des expériences brèves et intenses

Les adolescents aspirent parfois à la quête d'un « amour pour la vie », mais ils sont aussi mus par l'envie, voire l'injonction, de s'amuser, de vivre une parenthèse dégagee des responsabilités et des pesanteurs des relations conjugales adultes. La relative brièveté des relations adolescentes ne doit pas conduire à sous-estimer leur importance : la nouveauté des sentiments partagés accroît souvent leur intensité et les jeunes peuvent faire en quelques jours l'expérience de la passion et de sa destruction. Les adolescents entretiennent souvent une position ambivalente par rapport aux relations des adultes. Le couple parental constitue rarement un modèle, mais les jeunes déclarent souvent « être en couple », un vocabulaire que Facebook a sans doute contribué à réactiver. Ils cherchent ainsi une reconnaissance du sérieux de leur propre expérience tout en rejetant le formalisme ou le conformisme attribué aux adultes. La plupart sont attachés aux principes d'exclusivité et de fidélité inspirés du modèle conjugal, mais transposés dans des relations à la temporalité plus réduite. •

INITIATIONS PRÉCOCES

(à 15 ans ou avant)



Facteurs associés



1. Précocité pubertaire (filles)



2. Famille recomposée ou monoparentale



3. Sociabilité nocturne importante



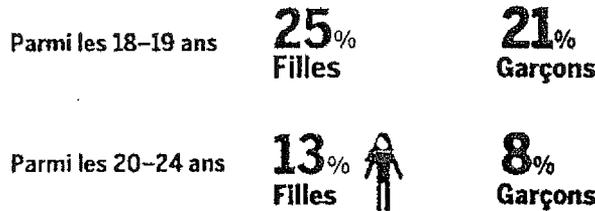
4. Détresse psychologique



5. Consommation alcool/tabac

CSF, 2010

INITIATIONS TARDIVES (pas de relations sexuelles)



Facteurs associés



6. Pratique religieuse régulière



7. Parents ouvriers (filles)

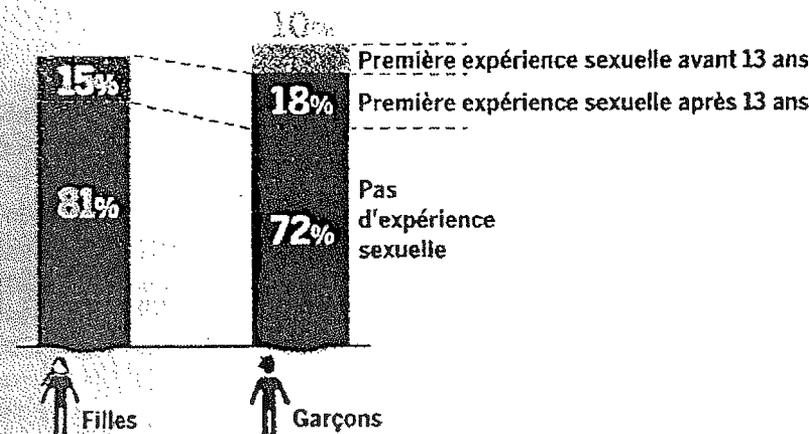


8. Parents cadres (garçons)

CSF, 2006

LA SEXUALITÉ À LA FIN DU COLLÈGE (ÉLÈVES DE 3^e)

HBSC, 2010



Parmi les élèves de 3^e ayant déjà eu un rapport sexuel, 1,2 % des garçons

et 2,8 % des filles n'avaient pas envie de leur premier rapport.

Dans 70 % des cas, le premier rapport sexuel a lieu dans l'appartement des parents, d'un des partenaires ou dans un appartement prêté.

L'APPRENTISSAGE DE RÔLES SEXUÉS

Les pratiques changent,
les stéréotypes restent

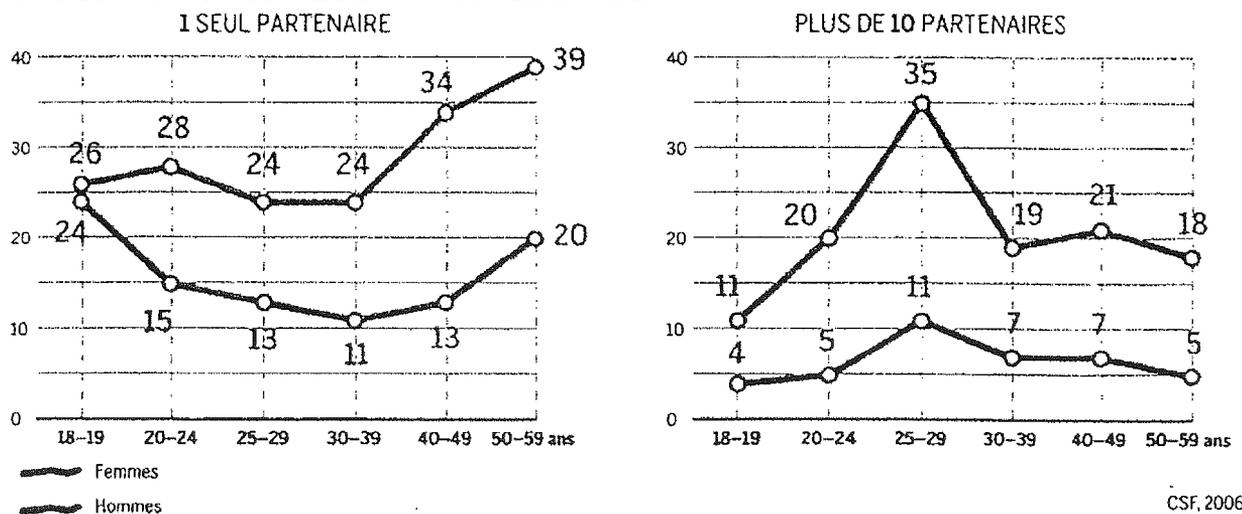
Contrairement à l'époque de leurs grands-parents, où les femmes étaient initiées en moyenne deux ans plus tard que les hommes, adolescentes et adolescents actuels connaissent leur première expérience sexuelle au même âge. Cependant, la représentation d'une sexualité différente pour les hommes et les femmes demeure fortement ancrée dans les mentalités, y compris chez les jeunes : la performance sexuelle reste associée au masculin, les sentiments au féminin. Dans ces conditions, les filles se déclarent toujours plus amoureuses que les garçons et investissent plus sérieusement et plus durablement leur liaison : entre 18 et 24 ans, les femmes sont plus souvent engagées avec leur premier partenaire (13 % contre 4 % chez les hommes) et elles ont plus souvent expérimenté la vie en couple (50 % contre 30 %). La sexualité des femmes, et en particulier leur initiation, se fait donc suivant un modèle « conjugal », même lorsqu'il n'est pas explicitement revendiqué. Des différences importantes se manifestent toutefois en fonction des milieux sociaux. La sociologue Isabelle Clair a montré que les jeunes ruraux des classes populaires s'installent généralement plus vite en couple que les jeunes des classes moyennes et supérieures (dont les relations sont plus volontiers maintenues en suspens pendant la longue période de leur scolarité), et que les jeunes des classes populaires en cité urbaine (dont la vie amoureuse doit être clandestine). ●

Les filles ont encore
« une réputation
à tenir »

Il semble plus difficile pour les jeunes femmes d'assumer des désirs sexuels dissociés du cadre classique d'une relation amoureuse. Les jeunes filles ont encore une « réputation » à tenir. Sans doute est-ce l'une des raisons pour lesquelles leur nombre de partenaires est inférieur à celui des hommes. Les garçons semblent comptabiliser absolument toutes les partenaires avec lesquelles ils ont eu le moindre échange sexuel, tandis que les filles ne retiennent que les partenaires « importants », ayant quelques réticences à avouer de simples aventures. ●



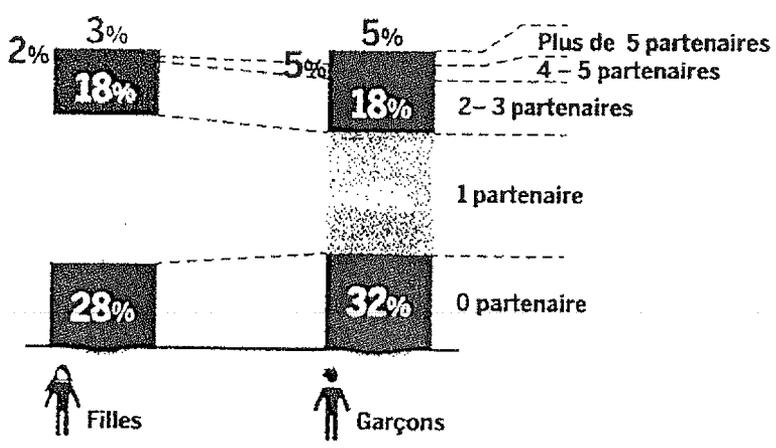
Les filles de moins de 20 ans énoncent en moyenne **deux fois moins** de partenaires « sans importance » que les **garçons**.

UN PARTENAIRE VERSUS PLUS DE 10 PARTENAIRES AU COURS DE LA VIE :
ÉVOLUTION SELON LES TRANCHES D'ÂGE

CSF, 2006

COMBIEN DE PARTENAIRES SEXUELS DANS L'ANNÉE CHEZ LES 18-19 ANS ?

CSF, 2006



TÉMOIGNAGE

ISABELLE CLAIR
Chargée de recherche au CNRS

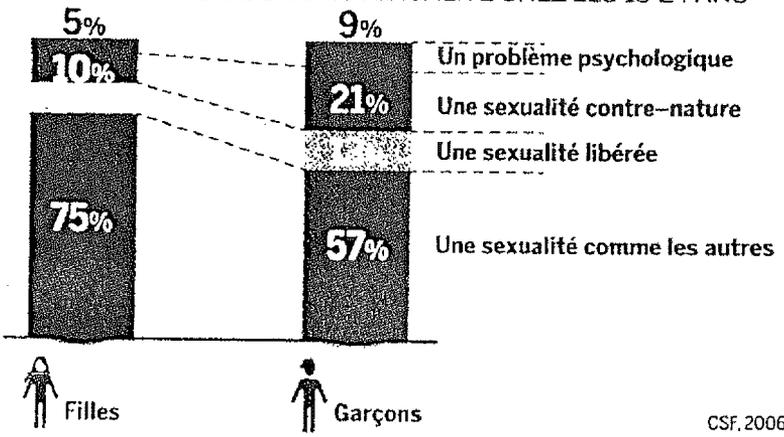
La « pute » et le « pédé »

« L'étude des insultes révèle combien l'ordre du genre, décrétant un lien nécessaire entre l'appartenance exclusive à un groupe de sexe et un certain type de sexualité, organise la vie des jeunes bien au-delà de la question de leur moralité sexuelle. Traiter une fille de « pute » ou un garçon de « pédé » sanctionne rarement la pratique sexuelle débridée de la première ou l'homosexualité du second : il s'agit plus souvent de (dé)classer l'une et l'autre à l'intérieur de leurs groupes de sexe respectifs, pour des motifs très divers (ne pas avoir de père/de grand frère, ou prendre le train seule le soir quand on est une fille, ne pas aimer le sport ou appartenir à une bande rivale quand on est un garçon), jusqu'à les en exclure – le « pédé » n'étant pas considéré comme un garçon digne de ce nom. »

Pour aller plus loin : Clair Isabelle, « Le pédé, la pute et l'ordre hétérosexuel », *Agora* n° 60, 2012, pp. 67-78.

REPRÉSENTATIONS DE L'HOMOSEXUALITÉ CHEZ LES 18-24 ANS

CSF, 2006

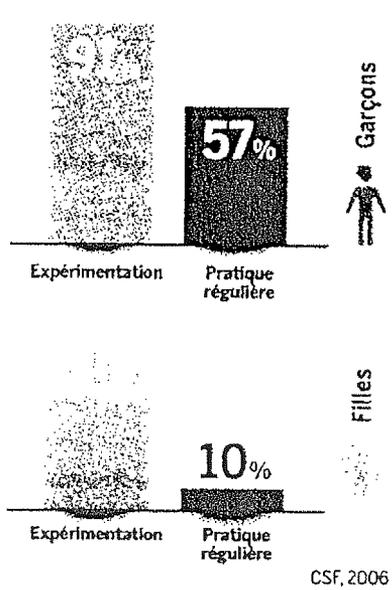


Les relations avec des personnes de même sexe

Les jeunes femmes (de 18 à 24 ans) se montrent nettement plus tolérantes que les hommes envers l'homosexualité. Elles énoncent plus facilement leur attirance pour des personnes de même sexe (7,4 %) que les jeunes hommes (4,8 %), qui se déclarent souvent plus tardivement. Les jeunes femmes sont aussi plus nombreuses que les hommes à avoir eu une expérience homosexuelle au cours de leur vie (4,8 % contre 3,4 %), un écart qui se réduit après 25 ans. •

LA MASTURBATION CHEZ LES 18-19 ANS

CSF, 2006



La masturbation, un tabou féminin

La masturbation est une pratique que la grande majorité des garçons assume comme telle. Toutes les enquêtes depuis 1992 indiquent qu'elle est beaucoup moins dicible pour les femmes. La sexualité féminine, attachée dans les représentations sociales à un contexte relationnel et affectif, ne peut aisément se dire dans un cadre solitaire qui renvoie principalement au plaisir physique. Si, vingt ans plus tard, les femmes sont plus nombreuses (+ 20 points) à déclarer ce type d'expérience, leur niveau de pratique demeure bien inférieur à celui avancé par les hommes. •

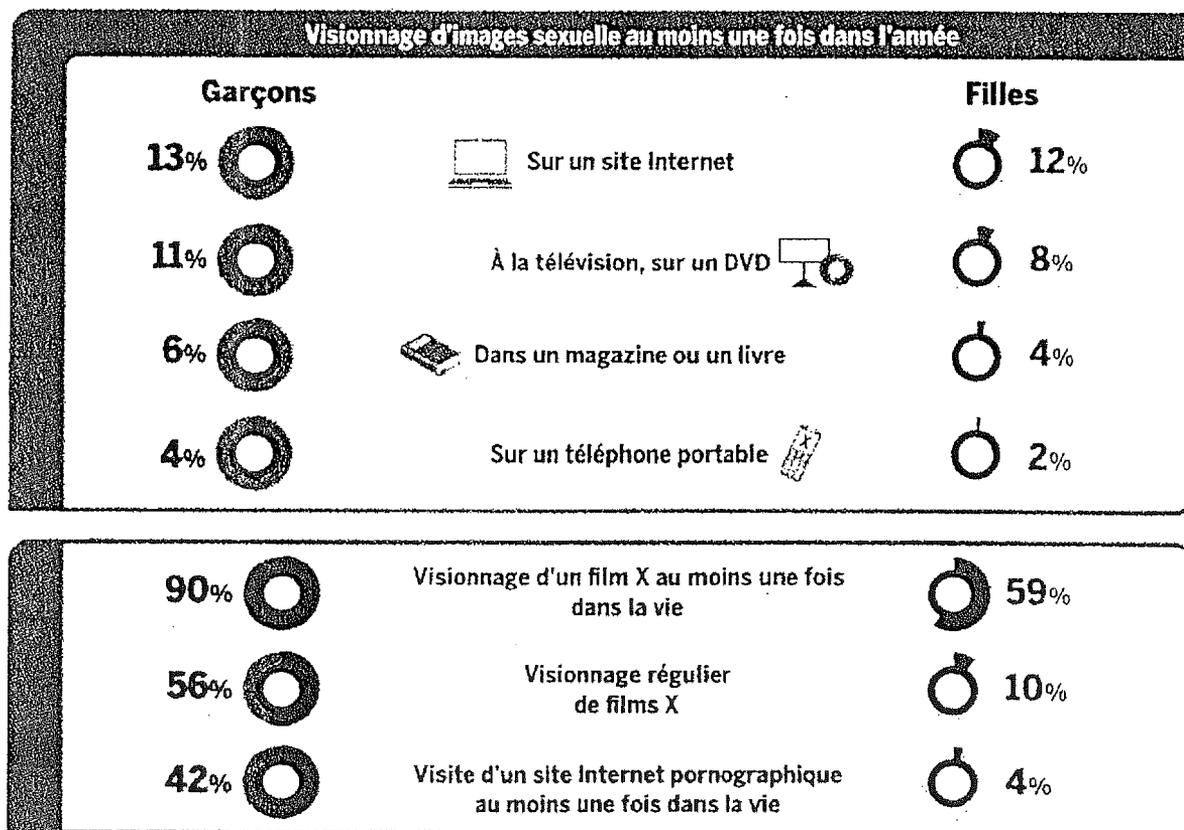
LES IMAGES DE LA SEXUALITÉ

Le porno sur Internet : une influence surestimée ?

Le sociologue Florian Voros rappelle que la mobilisation contre la pornographie sur Internet se fait principalement au nom de la protection de la jeunesse, à l'instar de la lutte contre la démocratisation de la carte postale érotique dans les années 1900 ou contre les cinémas X et les sexshops dans les années 1970. De nombreux rapports officiels dénoncent les effets néfastes de la pornographie sur Internet, l'accusant de contribuer au « relâchement » dans les comportements sexuels et à une baisse de vigilance à l'égard du sida, de renforcer les stéréotypes sexistes, d'alimenter l'absentéisme scolaire, etc. Il n'y a pourtant pas de preuves empiriques de tels liens. Même si l'exposition aux images pornographiques est évidemment répandue, l'initiation sexuelle n'est pas plus

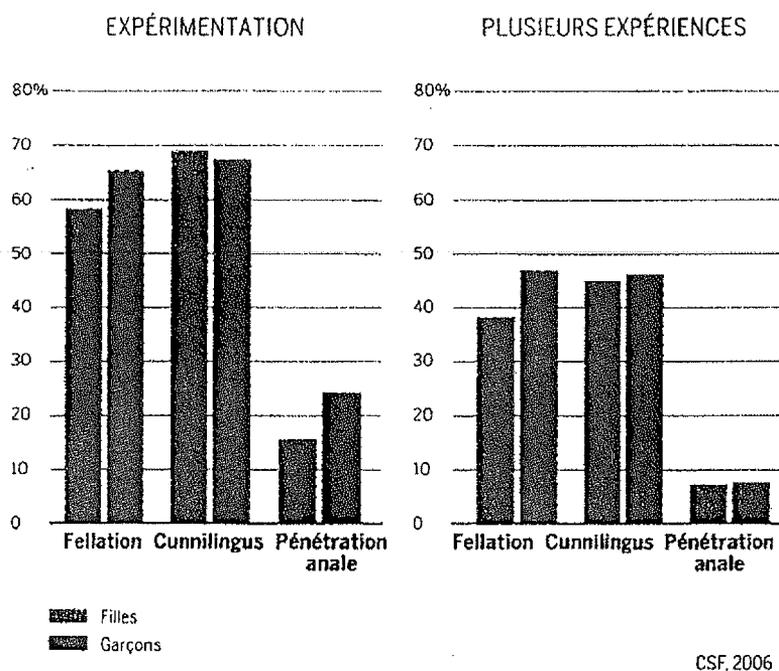
précoce aujourd'hui et les failles dans la contraception ou la prévention des IST n'ont pas augmenté au cours des 20 dernières années. Les images pornographiques pourraient cependant avoir un effet sur le répertoire des pratiques sexuelles des jeunes, qui semble s'être élargi. Les recherches sociologiques sur les médias montrent que ces derniers n'exercent pas, de manière générale, une influence directe et monolithique sur les comportements, et que leur réception passe toujours au prisme critique des individus. La pornographie n'impose pas d'elle-même un modèle du genre. Les clichés sexistes qu'elle véhicule ne se diffusent que dans la mesure où ils sont relayés, à un autre niveau, par d'autres institutions « prescriptives » (par exemple l'école, la famille, le groupe des pairs, etc.). ●

LE VISIONNAGE D'IMAGES PORNOGRAPHIQUES CHEZ LES JEUNES



Enquête Eukidsonline, 2011

LE RÉPERTOIRE DES PRATIQUES SEXUELLES DES JEUNES DE 18-19 ANS



Des lettres galantes aux sextos

Sur Internet ou par mobile, les jeunes peuvent s'envoyer des images à caractère pornographique. Selon le sociologue Jocelyn Lachance, ces échanges sont l'occasion de tester certaines limites, au sein du groupe de pairs et au-delà. Malgré une certaine désinvolture, la plupart des jeunes parviennent à jouer avec la frontière entre réprobation et reconnaissance que la publication de telles images peut susciter autour de soi. C'est dans ce contexte que peut se comprendre l'échange de sextos (messages à caractère sexuel). Dans les relations intimes, les images sont de plus en plus utilisées pour faciliter la rencontre avec l'autre, lui dévoiler ses sentiments ou ses désirs, plus aisément qu'avec les mots. Le visuel (MMS) vient pallier les faiblesses de l'écrit pour exprimer des émotions délicates. ●

Apprendre la maîtrise des représentations du soi

Au sein d'une relation, les sextos sont relativement bien maîtrisés par les correspondants. Les problèmes surviennent quand ces images sont extraites de leur registre intime et utilisées dans un autre contexte. À chaque nouveau partenaire, les jeunes s'exposent à un détournement des images confiées. Rendre publiques des images privées ne viole pas seulement l'intimité de l'adolescent, mais remet aussi en question son identité et sa réputation dans l'ensemble du réseau amical. La violence de cette humiliation est généralement redoublée par celle du sentiment de trahison amoureuse. D'une manière générale, le risque pour les jeunes vient de la difficulté à faire la part des choses entre ce qui relève de l'intime et ce qui relève du public, à un âge mais aussi à une époque où les frontières évoluent rapidement. Il semble donc particulièrement important de développer leur sens critique à l'égard de la maîtrise des représentations de soi. ●



CONTRACEPTION ET GROSSESSES ADOLESCENTES

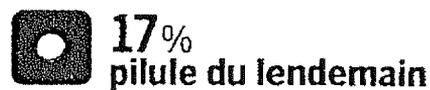
Des rapports globalement bien protégés...

Le premier rapport sexuel est relativement bien protégé. Le préservatif est utilisé dans 85 % des cas depuis la fin des années 1990 pour les moins de 20 ans, parfois couplé avec l'utilisation d'un contraceptif oral. L'absence de préservatifs se justifie souvent par une bonne connaissance du partenaire (depuis plus de deux ans). Elle se produit aussi dans les relations les plus déséquilibrées du point de vue de l'âge ou de l'expérience des partenaires.

Avec l'âge et l'expérience sexuelle, le recours à la pilule orale est de plus en plus important, ce qui ne limite pas l'usage du préservatif lors des premiers rapports avec un nouveau partenaire. Néanmoins, une proportion non négligeable d'adolescents n'utilise aucune protection lors de leurs rapports : dans la majorité des cas, des jeunes les moins diplômés et dans des situations sociales et économiques difficiles. •

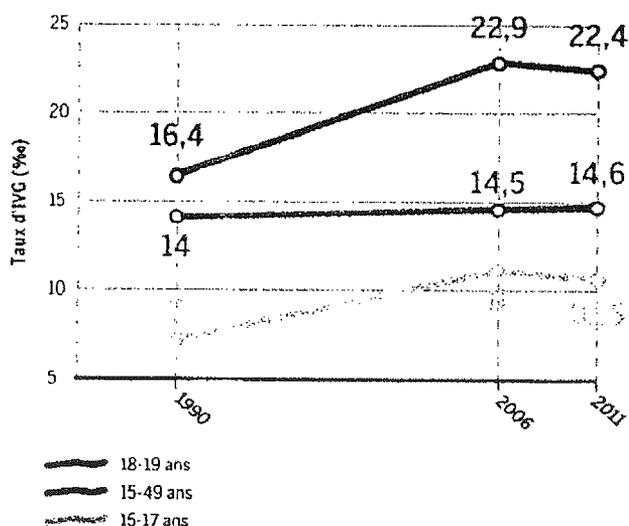
LES MOYENS DE CONTRACEPTION UTILISÉS LORS DU DERNIER RAPPORT SEXUEL

Données recueillies chez les élèves de 3^e



HBSC. 2010

LA FRÉQUENCE DES IVG EN FRANCE



Drees

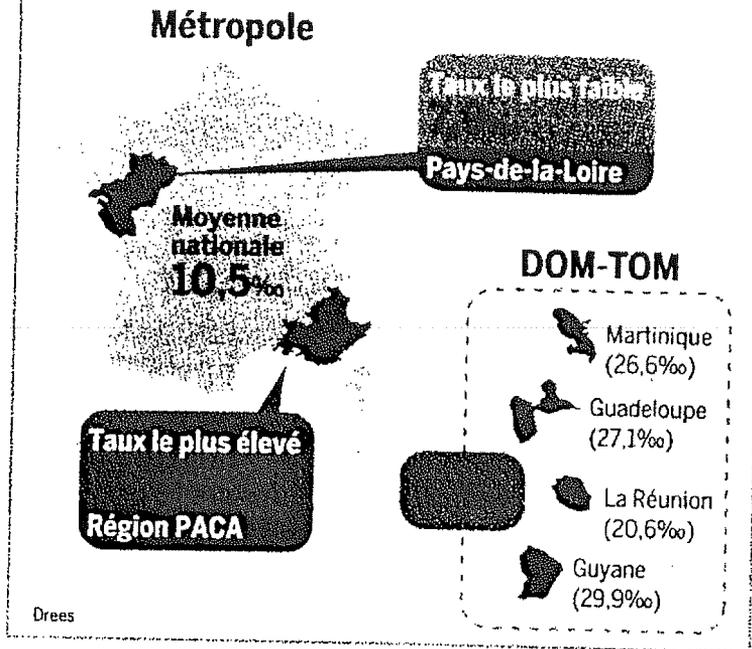
La grossesse, plus stigmatisée que l'IVG ?

Alors que jusque dans les années 1960, la sexualité adolescente, et en particulier celle des filles, était considérée comme une forme de déviance sociale, elle est désormais relativement bien acceptée. C'est la grossesse adolescente qui apparaît difficile à tolérer socialement en 2014. D'abord envisagée sous l'angle du risque médical, elle est aujourd'hui abordée comme un risque psychosocial justifiant d'encadrer la sexualité des jeunes et en particulier le corps des femmes. La grossesse adolescente est ainsi pensée comme un handicap social pour les enfants et les futures mères qui vivent souvent déjà une situation de dénuement social et affectif que la grossesse révèle plus qu'elle ne provoque. •

Un taux de conception stable chez les moins de 20 ans

Depuis 20 ans, le taux de conception chez les moins de 20 ans (grossesses + IVG) est resté stable. Le taux d'IVG a augmenté chez les 16-24 ans entre 1990 et 2006, se stabilisant depuis, mais en même temps, le taux de grossesses de jeunes femmes est passé de 39‰ en 2000 à 34‰ en 2009. Une étude de 2007 sur les IVG pratiquées avant 19 ans montre qu'elles s'expliquent dans quatre cas sur cinq par une grossesse non désirée. Celle-ci est plus le fait d'un défaut de contraception (66% des cas) que son absence (34% des cas). Les mineures ayant recours à l'IVG ont plus souvent quitté le domicile parental ou le système scolaire que les autres. Néanmoins 83% d'entre elles sont encore scolarisées et 89% vivent toujours en famille. •

LE TAUX DE RECOURS À L'IVG CHEZ LES MINEURES EST TRÈS VARIABLE D'UNE RÉGION À L'AUTRE



UNE HISTOIRE

Les « Teen Moms »

Aux États-Unis, les grossesses adolescentes constituent un problème social majeur. Sous l'effet du développement de plans d'action en matière d'éducation et de contraception

et de campagnes stigmatisant la jeune mère célibataire, le taux de grossesse des mineures est passé de 60‰ à 40‰ entre 1991 et 2010. En 2011, le film français de Delphine et Muriel Coulin *17 filles* s'est inspiré d'une histoire vraie : 17 lycéennes américaines ont décidé de devenir enceinte à la suite d'une de leur amie qui a gardé son enfant pour échapper à une vie jugée toute tracée. De fait, pour certaines adolescentes vivant dans un contexte socio-économique défavorisé, la maternité pourrait fonctionner comme un rite de distinction, leur redonnant une fonction et une utilité sociales.



45%

des jeunes filles déclarent avoir décidé d'une IVG seule

46%

l'ont décidé en concertation avec leur partenaire ou leur famille se sont vu imposer ce choix

LA PILULE DU LENDEMAIN CHEZ LES 15-19 ANS

Au moins une fois dans l'année

2005	2010
18,6%	20,5%

À plusieurs reprises au cours de l'année

2005	2010
3,3%	3,9%



Image tirée du film *17 filles* (D. et M. Coulin, 2011).

8 -15 mai 2018

L'invention de la jeunesse et 'des mythes de jeunesse' en Turquie



LÜKÜSLÜ Demet, « L'invention de la jeunesse par l'Etat Ottoman et Turc », in *CEMOTI*, no :37, janvier-juin 2004, p. 229-249.

UYSAL Ayşen, « Importation du Mouvement 68 en Turquie. Circulations des idées et des pratiques », *Storicamente*, 5(2009).

L'INVENTION DE LA JEUNESSE PAR L'ÉTAT OTTOMAN ET TURC

Demet LÜKÜSLÜ

Résumé : La jeunesse, en tant que catégorie sociale, est une « invention » de la modernité, une « construction » de la société moderne, urbaine et industrialisée. Dans le cadre de cet article, l'invention de la jeunesse par l'État, le redressement des jeunes à travers l'éducation de l'esprit et aussi celle du corps, est contextualisé dans le cas turc. Ainsi, avec une approche historique datant du XIX^e siècle, du mouvement de modernisation dans l'Empire ottoman, on essaie de faire une histoire de la jeunesse turque afin de mieux comprendre le rôle que la jeunesse a joué dans l'histoire de la Turquie moderne depuis le XIX^e siècle.

L'histoire de la jeunesse est étroitement liée à l'histoire de la République turque moderne, les jeunes y ont toujours semblé jouer un rôle important. Ce lien remonte au XIX^e siècle, le Palais avait alors entamé une vague de mouvements de modernisation afin d'empêcher le déclin de l'Empire ottoman. Ainsi, l'État a-t-il "inventé" une nouvelle catégorie, la jeunesse, qu'il s'essaye à "redresser", pour reprendre l'expression de Georges Vigarello, mentalement aussi bien que physiquement. Pour la République, créée après l'Empire, à la suite d'une guerre d'indépendance, la jeunesse est devenue un symbole de "nouveau", de "dynamisme" et de "progrès". Avant d'aborder la question même de la jeunesse turque, nous croyons important de réfléchir sur la transformation qui a affecté la notion même à

Introduction au concept de "jeunesse" et à sa transformation à travers l'histoire

Même si le terme "jeune" existe depuis toujours (les gens se définissaient plus "jeunes" ou plus "âgés" par rapport aux autres), la jeunesse, elle, en tant que catégorie sociale est un "produit" de la modernité. Les historiens nous ont bien démontré que la jeunesse, phase transitoire entre l'enfance et l'âge adulte, est une "construction" de la société moderne, urbaine et industrialisée. Philippe Ariès, notamment, dans ses recherches sur l'histoire de l'enfance avance l'hypothèse que l'enfance n'existait pas en Occident en tant que catégorie distincte au Moyen-âge mais que les enfants alors étaient plutôt considérés comme des "miniatures" d'adultes¹. Bien évidemment, dans un contexte où l'enfance, même comprise, comme une catégorie distincte n'existe pas, la jeunesse, catégorie transitoire entre l'enfance et l'âge adulte, n'existe pas également. Les travaux sur l'histoire de la jeunesse démontrent que, dans les sociétés traditionnelles, le passage à l'âge adulte se réalise à travers les rites de passage, de fait, la phase transitoire entre l'enfance et l'âge adulte (la jeunesse) s'étend sur une courte période. C'est donc durant la société industrielle que la jeunesse apparaît en tant que catégorie sociale bien distincte. La société industrielle est une société qui – comme le note Xavier Gaullier – « a créé un cycle de vie différent de celui des sociétés antérieures, centré sur le travail et en réalité adulto-centriste et sexiste. Les trois étapes sont connues : la jeunesse qui prépare au travail, la vie adulte, centrale, définie par le travail, et la vieillesse quand l'individu ne pouvant plus travailler prend sa retraite »². Même si la société industrielle moderne est une société « adulto-centriste » comme l'observe Gaullier, l'importance conférée à la jeunesse parvient de ce qu'elle incarne les futurs adultes de la société, les futurs citoyens de la nation. Ainsi, les jeunes représentent-ils le futur de la société et c'est pourquoi leur éducation (éducation de l'esprit et du corps) acquiert un caractère primordial. Nous pouvons lire ici l'influence de l'idéologie des Lumières qui croit que « la transformation de la société passe en priorité par l'éducation du citoyen éclairé »³. Également, dans le processus de création des identités nationales, nous voyons que « la Révolution française influença l'Europe par ses projets

¹ P. Ariès, *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1973.

² X. Gaullier, "Âges mobiles et générations incertaines", *Esprit*, 10, octobre 1998, p. 6.

³ S. Luzzatto, "Jeunes révoltés et révolutionnaires (1789-1917)", in G. Levi et J. C. Schmitt (éds.), *Histoire des jeunes en Occident I. Époque contemporaine*, Paris.

éducatifs qui, bien que peu ou pas réalisés, inspireront souvent les systèmes nationaux d'enseignement »⁴.

En conséquence, c'est plus particulièrement au XIX^e siècle que la jeunesse apparaît sur la scène politique. Ainsi, dans le cadre de la création des États-nations, elle joue un double rôle : elle devient un enjeu important pour les États d'une part, et d'autre part, elle devient active, luttant dans la construction des États-nations. Les recherches entreprises sur l'histoire des jeunes en Occident ont démontré que la jeunesse est devenue une préoccupation essentielle pour les États, la jeunesse symbolisant la "nouveauté", le "pouvoir" et le "progrès", elle est devenue ainsi le symbole des idéologies modernistes telles que le fascisme, le nazisme, le communisme, etc. Nous avons consulté un bon nombre d'études, qui, par exemple, témoignent de la manière dont la jeunesse était "redressée" tant mentalement que physiquement pendant la Troisième République en France. En Italie, Laura Malvano démontre bien par exemple que la jeunesse « à l'image de l'éphèbe athlétique et vigoureux qu'il reviendra de symboliser l'*homo novus* du fascisme ou, plus précisément, le fascisme lui-même »⁵ est en réalité la « jeunesse éternelle (...) d'une nation éternellement jeune, qui se traduit dans le choix politique d'un régime qui a fait des jeunes le point d'appui de son action, le moment central de son système d'organisation »⁶. Une perception très proche de la jeunesse apparaît dans l'idéologie du nazisme également. Par exemple, Eric Michaud constate qu'« Hitler ne cessait de répéter à 'ses' jeunes qu'ils représentaient l'avenir de l'Allemagne éternelle »⁷. En fait, « sous le III^e Reich, être "jeune" ne renvoyait pas tant à un groupe social ou bien à un moment du développement biologique de l'individu : être "jeune" signifiait d'abord appartenir à une *idée* nouvelle – la *Weltanschauung* national-socialiste – qui cherchait à s'incarner dans la lutte »⁸. En Russie communiste, là aussi, règne une même identification du régime à sa jeunesse. Un discours de Lénine de 1906, avant même la révolution russe donc, est sur ce point éclairant :

Nous sommes le parti du futur et le futur appartient à la jeunesse. Nous sommes le parti des innovateurs, et la jeunesse est toujours plus ouverte à l'innovation. Nous sommes le parti du combat désintéressé contre le

⁴ *Ibid.*, p. 149.

⁵ L. Malvano, "Le mythe de la jeunesse à travers l'image. Le fascisme italien", in G. Levi et J.C. Schmitt (eds.), *op.cit.*, p. 279.

⁶ *Ibid.*, p. 278.

⁷ E. Michaud, "'Soldats d'une idée'. Les jeunes sous le III^e Reich", in G. Levi et J.C. Schmitt (eds.), *op.cit.*, n. 329.

*vieux mal et la jeunesse est toujours la première à commencer le combat désintéressé.*⁹

Comme le note donc Hilary Pilkington, en Russie communiste également, la jeunesse joue un rôle important :

*Dans la fabrication du nouveau, les jeunes des sociétés modernes ont eu une double importance : en tant que les plus jeunes, les plus éduqués et les plus modernes éléments de la société, ils étaient perçus comme essentiels à la progression naturelle, linéaire de la société, mais en tant que représentants naturels de la société jeune et arriérée, leur précocité, leur intuition, pouvaient permettre à la Russie d'éviter les fautes commises par l'ancienne génération des sociétés modernes et devancer une meilleure société. Dans la jeunesse, l'irrationnel, le passé et le Russe ont unifié avec le rationnel, le futur et l'internationaliste. En effet, la jeunesse a constitué le corps et l'esprit de la nouvelle société.*¹⁰

Les mouvements de modernisation dans l'Empire ottoman et la transformation de la conception de la jeunesse

Les pères fondateurs de la République, qui ont œuvré à la création d'un État-nation moderne, faisaient partie de la dernière génération "jeune" de l'Empire ottoman et ils étaient fortement influencés par les mouvements de modernisation de l'Empire. Ainsi, une étude approfondie sur la jeunesse en Turquie, requiert-elle de débiter par un rappel concernant les mouvements de modernisation qui se sont produits au XIX^e siècle, moment où l'État cherche à d'importer un modèle à l'occidentale. Avec cette nouvelle génération éduquée selon les valeurs occidentales, la jeunesse devient un enjeu central pour l'État, jeunesse qu'il tente alors de "redresser"¹¹ mentalement aussi bien que physiquement.

Observant l'importance conférée à l'éducation des jeunes en Occident, le redressement de ses jeunes devient un enjeu déterminant pour l'Empire ottoman qui essaie d'empêcher son déclin. En fait, dès le règne de Selim III (1789-1807), on assiste à des tentatives de transformation du système d'éducation traditionnel, le sultan Mahmut II (1808-1839) crée, lui, les

⁹ A. Strokanov et A. Zinov'ev, "Molodezh'... chast' revoliutsii", *Pravda*, 24 octobre, 1988 cité par H. Pilkington, *Russia's youth and its culture. A Nation's constructors and constructed*, Londres/New York, Routledge, 1994, p. 49.

¹⁰ H. Pilkington, *op. cit.*, p. 49.

¹¹ Est ici emprunté le terme de Georges Vigarello dans *Le corps redressé*, Paris, J. P. Délarge, 1978.

premières écoles séculières. Mais c'est avec l'Édit de Tanzimat en 1839¹² qui se généralisent les établissements d'éducation "modernes". Un nouveau degré à l'éducation ottomane est ajouté, celui des lycées – que l'on appelle *mekteb-i sultani* (école du sultan), le premier et le plus célèbre étant le lycée impérial de Galatasaray fondé en 1868 avec l'appui du gouvernement français – et de nouvelles écoles militaires aussi bien que civiles telle que l'École d'administration (1859), l'École de médecine (1866), l'École normale supérieure (1862) et l'École normale féminine (1870)¹³. À la même époque, on observe des tentatives de création d'une université ottomane, mais ce projet n'a vu le jour qu'en 1900, sous le régime d'Abdülhamit II, il s'agit là de la première université réellement indigène du monde musulman¹⁴.

Ainsi, les mouvements de modernisation en particulier dans le système scolaire, ont-ils eu pour conséquence de créer un nouveau type de jeunes qui ont en commun d'avoir étudié dans les mêmes établissements scolaires à l'occidentale. Ces jeunes seront par la suite les acteurs principaux de la vague de modernisation et donneront naissance à une opposition puissante, celle des Jeunes Turcs (*Jön Türkler*). François Georgeon constate que c'est avec l'émergence de cette génération de Jeunes Turcs que les notions de "génération" et de "jeune" ont commencé à être utilisées et sont apparues dans les noms de bon nombre d'associations et de romans¹⁵. Le but de ce mouvement était avant tout de sauver l'Empire, les demandes de liberté et de justice n'étant que des moyens pour l'empêcher de s'effondrer. La préoccupation principale étant "l'État" au lieu des libertés individuelles, l'important était de trouver des "solutions pratiques" afin d'empêcher ce déclin. Ceci étant, les Jeunes Turcs n'avaient pu élaborer une philosophie systématique. Même s'ils étaient très influencés par le positivisme français qui leur offrait des "recettes" pratiques pour "sauver l'État", le positivisme

¹² Le rescrit impérial de Gülhane, connu aussi sous le nom de Tanzimat (pluriel du substantif arabe *tanzim*, mise en ordre, organisation), est promulgué le 3 novembre 1839. Il sera suivi par la promulgation de la première Constitution ottomane en 1876.

¹³ P. Dumont, "La période des Tanzimat (1839-1878)", in Robert Mantran (dir.), *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989.

¹⁴ Bernard Lewis, *The emergence of modern Turkey*, Londres/New York/Toronto, Oxford University Press, 1961, p. 178.

¹⁵ François Georgeon, "Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ? Sur le phénomène des générations à la fin de l'Empire ottoman", in F. Georgeon et K. Keiser (dir.), *Enfances et jeunesse dans le monde musulman*, Le Caire, IFAO, à paraître, 2004.

des Jeunes Turcs a été plutôt en pratique "un positivisme dilué"¹⁶ selon l'expression de Şerif Mardin. Donc, les intellectuels ottomans étaient à la recherche d'une "troisième voie", combinaison du savoir-faire de l'Occident et de la culture propre à l'Empire ottoman. De fait, ils optent pour les solutions qui leur permettent de sauver l'Empire et délaissent les droits liés à la liberté de l'individu.¹⁷ La seconde période constitutionnelle, en 1908, est marquée par la prise de pouvoir des Jeunes Turcs et du Comité Union et Progrès (*İttihat ve Terakki*). Les opposants au régime d'Abdülhamit II qui s'étaient ralliés aux principes de "Liberté, Égalité, Fraternité" vont dorénavant gérer le pays en décrétant des mesures parfois aussi répressives que celles du sultan. Dès cette période, les Jeunes Turcs mettent en œuvre des politiques visant l'éducation des jeunes en y adjoignant un deuxième élément, celui de l'éducation du corps.

À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, en effet, l'exercice physique devient un des moyens de mobilisation des populations en Occident. Par exemple, en France, les sociétés de gymnastique vont être créées après le désastre de Sedan et l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace et de la Lorraine. Avec ses sociétés de tir, ses sociétés de gymnastique, ses bataillons scolaires et ses fêtes de la gymnastique, la Troisième République crée une série « d'activités que nous qualifierons aujourd'hui de 'paramilitaires' dans un dessein de relèvement national, mais aussi de désir de revanche nettement affirmé »¹⁸. En Allemagne, après les guerres napoléoniennes, Ludwig Jahn décide de se consacrer au "réveil de patriotisme" dans son pays et de créer des associations de gymnastique (*Turnvereine*) à cette fin. Le Danemark tente également par le biais des exercices physiques de "fortifier" son esprit patriotique après sa défaite contre la Prusse en 1864. Henrick Ling, « le père fondateur de la gymnastique suédoise est un membre du groupe des 'gothiques' patriotes dans les années 1810 »¹⁹. Quant à la Tchécoslovaquie, « la lutte pour l'indépendance des Tchèques, Slaves et Moraves se

¹⁶ On emprunte le terme de Şerif Mardin cité par Selahattin Hilav dans *Türkiye Tarihi 4, Çağdaş Türkiye 1908-1980* (L'histoire de Turquie, la Turquie moderne 1908-1980), Istanbul, Cem, 1997, p. 387.

¹⁷ Şerif Mardin, *Şön Türklerin siyasi fikirleri - 1895-1908* (Les idées politiques des Jeunes Turcs), Istanbul, İletişim, 1999, pp. 22-23.

¹⁸ P. Arnaud (dir.), *Les athlètes de la République. Gymnastique, sport et idéologie républicaine (1870-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 44. Sur le même sujet voir, J. Defrance, *Excellence corporelle. La formation des activités physiques et sportives modernes (1770-1914)*, Paris, AFRAPS, 1987.

¹⁹ A. M. Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, p. 239.

L'invention de la jeunesse turque

préparaient au sein de sociétés gymniques et culturelles : les Sokoks.²⁰ Même en Grande-Bretagne, où le "sport" collectif est instauré au lieu de la "gymnastique", il convient de se rappeler que le père fondateur anglais de scoutisme, Baden-Powell, est un militaire :

C'est le siège de la petite ville de Mafeking (1899-1900) qui fait parler de lui comme d'un héros, car avec une poignée d'hommes et beaucoup de ruse il réussit à vaincre les assaillants en surnombre. Pour pallier son manque de moyens, il utilise quelques jeunes garçons d'une douzaine d'années, à porter des ordres et des messages, à faire le sentinelle, à jouer les plantons et les estafettes.²¹

L'Empire ottoman, "l'homme malade de l'Europe", observant toutes les transformations ayant trait aux exercices physiques, crée des associations paramilitaires (*Türk Gücü Cemiyeti*) en 1913²². Déçu par les défaites notamment par les guerres balkaniques et nourrissant de forts sentiments de revanche, le Parti de l'union et du progrès essaie de mobiliser ses jeunes par le biais de ces associations nouvellement mises en place. Même si le mouvement fut de courte durée, la Première Guerre mondiale survenant, le parti est convaincu de la nécessité de créer des associations de jeunes mieux organisées. Pour ce faire, von Hoff, qui a acquis une grande expérience avec les associations allemandes, est invité par le parti à mettre en œuvre effectivement ces associations avec son assistant, Selim Sırrı (Tarcan), le père fondateur de l'éducation physique dans l'Empire ottoman et dans la République turque. Ces associations (*Genç Dernekleri*) sont enfin créés en

²⁰ F. G. Legrand, *L'éducation physique au XIX^e et au XX^e siècle. A l'étranger*, Armand Colin, 1970, p. 155.

²¹ *Ibid.*, p. 116.

²² Pour le seul article publié concernant ce sujet voir, Zafer Toprak, "II. Meşri Döneminde paramiliter gençlik örgütleri" (Les organisations paramilitaire jeunesse durant la seconde période constitutionnelle), *Tanzimat'tan Cumhuriyet'e Türkiye Ansiklopedisi* (Encyclopédie de la Turquie de Tanzimat à la République), İstanbul, İletişim, tome 2, 1985.

²³ Dès la deuxième période constitutionnelle, Selim Sırrı Tarcan (1874-1956) être considéré parmi les plus importants "éducateurs de masse" de la Turquie moderne. En tant qu'officier de l'Empire, qui s'intéresse aux activités physiques est appelé « fou de sport » !), il part en 1911 pour étudier la gymnastique suédoise il fait connaissance avec d'importantes figures de l'histoire de la gymnastique comme Torngreen. En 1911, il rentre, convaincu de la nécessité de créer une éducation physique qui ne repose pas sur le seul fondement empirique "scientifique" : ses efforts se poursuivront dans cette direction jusqu'à sa retraite au ministère de l'Éducation Nationale en tant qu'inspecteur général (*Başmüfettiş*) jusqu'en 1935 et cette même année, il devient député à l'Assemblée nationale.

1916 et tous les garçons, musulmans ou non, dès l'âge de douze ans, se voient dispenser une "éducation militaire obligatoire" pour devenir de bons soldats. Encore une fois ici, « la guerre a le visage de la jeunesse (...) l'index pointé du militaire se tendait vers le jeune garçon, pour lui rappeler ses devoirs envers la patrie »²⁴.

Afin d'exprimer au mieux leurs objectifs, les associations publient des livres sur leur organisation et activités ainsi que des revues mensuelles, *Osmanlı Genç Dernekleri Mecmuası*, par exemple, dans laquelle, la majorité des articles est écrite par von Hoff et Selim Sirri (Tarcan). Dans le premier numéro de cette revue, von Hoff souligne que dans un Empire où 80% des garçons ne sont pas scolarisés, le rôle de leur association s'avère déterminant et que son objectif est d'accéder à l'ensemble de cette population de jeunes hommes. Quand on examine l'accroissement des nombres de ces associations, on peut remarquer que l'objectif est atteint : en juillet 1917, 351 associations ont été créées dans les départements (*vilayet*) et 355 associations dans les départements autonomes (*müstakil sancak*). L'organisation la plus importante est observée dans les régions de Karesi avec 114 associations, Kütahya 105, Ankara 77 et Aydın 54²⁵.

C'est durant la même période que sont organisées les premières fêtes de la gymnastique dans l'Empire ottoman. Paul Bert ainsi souligne l'importance des fêtes publiques : « Un peuple libre a besoin de fêtes publiques. C'est dans ces fêtes que se développe la sympathie commune, c'est là que se crée une sorte de vibration communicative qui échauffe les coeurs : c'est là que se retrempe la foi dans la Patrie et l'amour de la liberté »²⁶. Signe de ce besoin de "vibration communicative qui échauffe les coeurs", la Première Fête de la Gymnastique inspirée par ses homologues européens est organisée le 29 avril 1916. C'est Selim Sirri (Tarcan) qui travaille à sa mise en œuvre, tandis que la seconde qui aura lieu le 11 mai 1917, organisée toujours et encore par lui, servira de base à la naissance de la Fête de la Jeunesse et du Sport de la République²⁷.

Même si l'ensemble de ces transformations affectant des activités concernant l'éducation de la jeunesse marque un début important, c'est essentiellement après la fondation de la République en 1923 que l'éducation nationale devient une tâche essentielle de l'État.

²⁴ S. Loriga, "L'épreuve militaire", in G. Levi et J.C. Schmitt (eds.), *op. cit.*, p. 19.

²⁵ Z. Toprak, *art. cit.*, p. 536.

²⁶ P. Bert, *De l'éducation civique*, Conférence du Trocadéro, le 6 août 1882, Paris, p. 24 cité par P. Arnaud, *Les athlètes de la République*, *op. cit.*, p. 160.

²⁷ Pour une étude approfondie sur les fêtes de la jeunesse voir Ö. Güven, "Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Gençlik ve Spor Bayramları" (Les fêtes de la jeunesse et du sport : des Ottomans à la République), *Toplumsal Tarih*, n°65, mai 1999.

La République "redresse" l'esprit et le corps de ses jeunes

Avec la fondation de la République en 1923, la mission de créer des générations futures devient une des tâches principales de la République. Une fois le pays "sauvé", il devient essentiel de "garder" cet État-Nation et de le faire "progresser". La "nouvelle" République symbolise alors deux choses : un début mais aussi un cheminement long et difficile pour atteindre le niveau des autres pays occidentaux, selon le projet "évolutionniste" de la République. A cette fin, il convient de dispenser aux futures générations du pays une éducation "totale", celle de l'esprit et du corps, et de leur inculquer les valeurs républicaines.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'importance accordée à cette "éducation totale" des futures générations dans un pays où seul 10% de la population était alphabétisé et qui ne comptait que 72 écoles secondaires et 23 lycées pendant l'année scolaire 1923-1924²⁸. Mais le développement du système éducatif n'était pas le seul problème dont la République a hérité de l'Empire "malade". L'économie turque reposait sur une agriculture "pré-moderne" et orientée vers l'auto-consommation. Les villes, où seulement 16,4% de la population vivait²⁹, n'étaient que faiblement développées et l'Anatolie, la partie la moins développée et la moins riche de l'Empire, constituait le territoire principal de la nouvelle République. La population, de surcroît faible (environ onze à douze millions)³⁰, était confrontée à d'importantes difficultés sanitaires. C'est précisément dans ce cadre qu'il faut évaluer le projet républicain qui consiste à dispenser une éducation nationale aux futures générations.

Éducation de l' "esprit" des jeunes

En tentant de former une République forte, l'idéologie officielle kémaliste³¹, influencée par le corporatisme, se caractérise par sa méfiance

²⁸ Mete Tunçay, *Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek-Parti yönetimi'nin kurulması* (La fondation du système du Parti unique dans la République turque), Istanbul, Tarih Vakfı Yurt, 1999, p. 235.

²⁹ F. C. Shorter, "The crisis of population knowledge in Turkey", *New Perspectives on Turkey*, printemps 1995, p. 18.

³⁰ Tevfik Çavdar, "Türkiye'de nüfus ve nüfus sorunu" (La population et le problème démographique en Turquie), *Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklopedisi*, Istanbul, İletişim, Tome 6, 1985, p. 1552.

³¹ Même si le mot kémalisme a été pour la première fois utilisé dans le Programme du Parti républicain du peuple adopté en 1931, il était l'idéologie officielle de la

envers toutes les catégories sociales. Selon cette idéologie, la société est perçue comme un "organisme" où toutes les classes sociales "organes" œuvrent à un seul et même but : le "progrès" de l'État. Dans cet organisme idéal et homogène, toutes les classes sociales perdent leurs particularités et leurs couleurs pour devenir des "militantes" de l'État. Le principe du populisme, qui est un de six principes du kémalisme³², ne considère pas le peuple de la République turque comme étant constitué de diverses classes mais comme une communauté composée de diverses professions.

Pour surmonter cette crainte de la différence, l'État s'efforce d'homogénéiser toutes les catégories sociales en niant leur existence et en les éduquant suivant les valeurs républicaines. Pour ce faire, il doit obligatoirement détenir le monopole des institutions d'éducation et combattre le système éducatif dual (l'un basé sur un système "traditionnel", l'autre sur le modèle "occidental") instauré depuis les premiers temps de modernisation du système éducatif au XIX^e siècle. La République turque essaie de créer un système d'éducation nationale en adoptant la Loi sur l'unification de l'enseignement (*Tevhid-i Tedrisat Kanunu*) en 1924. Avec l'adoption de l'alphabet latin en 1928, une grande "campagne" d'éducation est lancée qui vise les enfants et les jeunes aussi que les adultes. Ces adultes sont initiés au nouvel alphabet par le biais des écoles du peuple (*Halk mektepleri*). Pendant cette campagne d'éducation de masse, on voit souvent le père fondateur, qui est aussi le "Principal" (*Başöğretmen*) du peuple, la craie à la main, enseignant à ces élèves-citoyens le nouvel alphabet latin.

L'éducation nationale de la République sera fondée sur deux axes : l'éducation des générations futures suivant les données de la science et de la rationalité propres à l'Occident afin d'assurer la continuité et le progrès de la République, et l'inculcation des valeurs "nationales" ; cette différenciation entre éducation (*öğretim*) et instruction (*eğitim*), la première basée sur un

République depuis sa fondation en 1923. Pour une étude de l'idéologie kémaliste voir, Taha Parla, *Kemalist Tek-Parti ideolojisi ve CHP'nin altı ok'u* (Idéologie du Parti unique kémaliste et les six flèches du Parti républicain du peuple), Istanbul, İletişim, 1999, p. 23.

³² Les six flèches de l'emblème du Parti républicain du peuple, les six principes fondamentaux du kémalisme, sont incorporés dans le programme du Parti républicain du peuple lors du Troisième congrès du Parti en 1931 et dans le cadre du Quatrième congrès du Parti en 1935 : ils ont donné le nom du kémalisme. En 1937, les principes du kémalisme – les six flèches – sont incluses dans la Constitution et marque une étape décisive dans l'unification du parti et de l'État. Les six principes (flèches) sont le républicanisme, le nationalisme, le populisme, l'étatisme, la laïcité et le réformisme.

programme "national", la seconde sur l'"universel", est une idée de Ziya Gökalp³³.

Dans le programme du Parti républicain du peuple adopté en 1931, sept principes de l'"éducation" et de l'"instruction" nationale sont annoncés. Le but premier, essentiel, est l'instruction du plus grand nombre possible d'enfants et de citoyens. Deuxièmement, l'objectif de ce système d'éducation est de créer des citoyens républicains, nationalistes et laïcs. Ces citoyens ont le "devoir" de respecter la Nation, la Grande Assemblée nationale et l'État turcs. Troisièmement, la politique d'éducation donne une importance au corps des étudiants aussi bien qu'à l'épanouissement de leurs "idées". Les quatrième et cinquième principes sont relatifs à l'instruction nationale. Le quatrième proclame que le but de l'instruction est de dispenser une éducation "utile" à la réussite des citoyens dans la vie quotidienne, entendu comme la vie professionnelle. Le cinquième principe affirme que l'instruction nationale doit être une instruction "nationale" et "patriotique", distante des préjugés et des idées "étrangères". Cette idée renvoie à la volonté exprimée de créer un système "unique", une "troisième voie", qui ne soit que l'expression de "nous-mêmes". Le sixième principe a trait à l'aspect moral de l'instruction et de l'éducation qui est selon cette politique essentiel. L'orientation pédagogique de l'instruction et de l'éducation vise à impulser l'initiative des élèves tout en leur apprenant à être disciplinés et de bonne moralité. Dernier objectif proclamé, celui de la transmission de la profondeur historique entendue comme l'"ancienneté" de l'histoire turque.

Envisagée dans cette optique, l'éducation des futures générations doit remplir deux missions principales. La première est de dispenser un enseignement "universel" utile à la vie laborieuse, la seconde est d'éduquer les futures générations selon les "valeurs républicaines", c'est-à-dire d'après les principes de l'idéologie kémaliste. Considéré dans ce contexte, le système éducatif républicain est loin de dispenser une "éducation civique" au sens strict, il dispense plutôt un "endoctrinement politique" dont le but est sera de faire accepter et de légitimer une certaine idéologie qui est celle de l'État.³⁴ Cet aspect de l'éducation nationale ressort clairement d'un discours

³³ O. Kafadar, *Türk eğitim düşüncesinde batılılaşma* (L'occidentalisation dans l'idée de l'éducation turque), Ankara, Vadi, 1997, pp. 222-223.

³⁴ I. Kaplan, *Türkiye'de milli eğitim ideolojisi* (Idéologie de l'éducation nationale en Turquie), Istanbul, İletişim, 1999, p. 392. I. Kaplan emprunte les termes de l'éducation civique (*yurttaşlık eğitimi*) et de l'endoctrinement politique (*siyasi öğretilme*) aux travaux de R. E. Dawson, K. Prewitt, K. S. Dawson, *Political socialisation*, Boston/Toronto, Little, Brown and Company, 1977, p. 141.

de M. Kemal (Atatürk) de 1923³⁵, dans lequel il souligne la similarité et la cohérence qui existe entre les "bataillons militaires" et l'"armée scolaire". Atatürk explique alors que "selon la spécialisation des tâches, l'armée tue et meurt pour le pays, tandis que l'école enseigne aux gens pourquoi ils tuent et meurent pour le pays". C'est à ces jeunes "éduqués" par ce système uniformisé que le père fondateur, Mustafa Kemal (Atatürk), dans sa fameuse "Allocution aux Jeunes" (1927) confie la protection de l'indépendance de la nation turque, aussi bien que celle de la République.

Éducation du "corps" des jeunes

Nous l'avons montré, à compter du XIX^e siècle la jeunesse devient un enjeu pour les États occidentaux, jeunesse qu'ils tentent de "redresser"³⁶ tant mentalement que physiquement. Dès lors, l'éducation en Occident n'a plus seulement trait à l'esprit mais également au corps. Car, comme le souligne Michel Foucault, le corps est « directement plongé dans un champ politique. Les rapports de pouvoir opèrent sur lui une prise immédiate : ils l'investissent, le marquent, le dressent, le supplicient, l'astreignent à des travaux, l'obligent à des cérémonies, exigent de lui des signes »³⁷. Les enseignements corporels naissent alors en Europe, tant comme principe de modernisation de l'enseignement que comme principe d'inculcation, ou encore de discipline des jeunes, le phénomène débutant avec le XVIII^e siècle marqué par les Lumières :

*L'univers du mouvement gestuel et de ses représentations change avec le XVIII^e siècle. Un triple déplacement, scientifique, culturel autant que politique, semble agir sur la vision classique de l'exercice corporel. (...) La conséquence en est une vision inédite des apprentissages, des exercices, des aventures ; elle rend incontournable le thème de l'efficacité corporelle dans le projet éducatif des Lumières.*³⁸

Autrement dit, « les Lumières prétendent apporter sur l'exercice les mêmes bouleversements que sur le savoir : le rendre éducatif et utile pour tous. (...) C'est dans ces années encore que s'invente le thème d'une responsabilité étatique très spécifique, celle d'un renforcement physique des

³⁵ Kütahya'da öğretmenlerle konuşma (Le discours aux professeurs), le 24 mars 1923.

³⁶ On emprunte ce terme à Georges Vigarello dans *Le corps redressé*, Paris, J. P. Délarge, 1978.

³⁷ Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, p. 34.

³⁸ G. Vigarello, *Passion Sport. Histoire d'une culture*, Paris, Textuel, 2000, p. 68.

populations : "multiplier les sujets et les bestiaux", accentuer la force collective des bras »³⁹.

Pour l'État turc, en plus de l'éducation de l'esprit des jeunes, l'éducation physique devient également un "enjeu"⁴⁰. La République qui souhaite "progresser" et devenir "forte", à l'instar des pays occidentaux, prend conscience de ce que le développement du capital humain, véhiculé tant par l'éducation intellectuelle que physique, est primordial. Face aux générations "malades" de l'Empire, les nouvelles générations de la "jeune" République doivent être "fortes" et en "bonne santé". Selim Sırı (Tarcan) poursuit donc ses efforts en vue de diffuser la gymnastique, influencé par l'exemple de la gymnastique suédoise, "utile" pour "tous". Dans un discours prononcé à l'occasion de la Première Fête de la Gymnastique de la République, en 1928, il explique en ces termes la fonction, qu'il assigne à la gymnastique qu'il souhaite diffuser :

*La gymnastique n'est pas un talent ou un mérite ou bien un art dont seuls les "forts" peuvent profiter. La gymnastique est un moyen rationnel d'éducation. (...) Tout le monde, les femmes, les enfants et les vieux peuvent pratiquer la gymnastique. (...) Les 3000 jeunes qui sont présents ici pour faire des exercices physiques, essaient de se préparer aux difficultés aussi bien mentales que physiques de la vie. Ils savent tous qu'un esprit sain ne peut se trouver que dans un corps sain.*⁴¹

Ainsi, la République souhaite-t-elle créer une nouvelle société dont le symbole serait la jeunesse. C'est dans ce contexte qu'il nous faut examiner la Fête de la Jeunesse et du Sport célébrée chaque année le 19 mai, date de l'arrivée du "père fondateur" à Samsun et début symbolique de la Guerre d'Indépendance. À travers cette fête, la jeunesse exprime sa fidélité à la République et fait également la démonstration de la "cohésion" et de l'"unité" de la société car :

³⁹ *Ibid.*, p. 74.

⁴⁰ Pour une étude approfondie sur l'analyse de l'histoire de l'éducation physique et du sport en Turquie voir Y. Akın, *Gürbüz ve yavuz evlatlar. Erken Cumhuriyet'te beden terbiyesi ve spor* (Les enfants sains et braves de la patrie. L'éducation physique et le sport dans la République), Istanbul, İletişim, 2004.

⁴¹ Le discours de Selim Sırı Tarcan prononcé à l'occasion de la Première Fête de la Gymnastique, le 12 mai 1928, cité par Ö. Güven, "Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Gençlik ve Spor Bayramları" (Les fêtes de Jeunesse et du Sport : des Ottomans à la République), *Toplumsal Tarih*, 65, mai 1999, p. 34. Il faut souligner ici que le slogan « Un esprit sain ne peut se trouver que dans un corps sain » est un slogan du père fondateur, M. Kemal Atatürk.

La fête sportive est étymologiquement une kermesse dont la fonction est de célébrer la cohésion et l'unité des sociétés ou de fédérations militantes... Ainsi les discours des dirigeants ne sont-ils pas toujours à la gloire exclusive du sport, mais au service des causes plus nobles ; la fête sportive, en entrant dans la quotidienneté fournit le prétexte à l'édification des fidèles et des masses et engage sinon à la participation, au moins à l'adhésion.⁴²

Evidemment, l'objectif recherché ici n'est pas d'amuser le public mais d'intégrer « des jeunes générations aux réjouissances citoyennes »⁴³.

Le sport, quant à lui, symbolise la volonté de la Turquie de devenir "forte" à l'instar des pays développés, et selon les principes énoncés par Pierre de Coubertin dans son ouvrage, *Pédagogie sportive*, publié en 1922 : « le sport est le culte volontaire et habituel de l'effort musculaire intensif appuyé sur le désir de progrès et pouvant aller jusqu'au risque. (...) Il doit être pratiqué avec ardeur, je dirai même avec violence. Le sport, ce n'est pas l'exercice physique bon pour tous à condition d'être sage et modéré ; le sport est le plaisir des forts, ou de ceux qui veulent le devenir »⁴⁴. Cette volonté de devenir "fort" est exprimée par le secrétaire général du Parti républicain du peuple, Şükrü Kaya, dans son discours prononcé à l'occasion de la Fête de la Jeunesse et du Sport en 1938. Il explique alors aux jeunes que le succès des soldats cavaliers à Nice et à Rome atteste de ce que la jeunesse turque peut se distinguer parmi les athlètes des pays développés. La victoire est le produit d'un travail systématique et technique et le fruit d'une vie "idéaliste". Quand tous ces éléments sont réunis, chaque Turc a les mêmes chances de succès.⁴⁵

Le sport, dès lors, loin de constituer une activité individuelle, s'affirme au contraire comme une activité collective que les sportifs accomplissent pour l'honneur de la nation. Dans les années trente, alors que l'on observe un processus d'unification du parti et de l'État et alors qu'aucune association "autonome" n'est autorisée, en 1936 l'Institution turque de sport (*Türkiye Spor Kurumu*) accède au rang d'organe du parti⁴⁶. Consécutivement,

⁴² P. Arnaud, *Les athlètes de la République. Gymnastique, sport et idéologie républicaine (1870-1914)*, op. cit., p. 162.

⁴³ O. Ihl, *La fête républicaine*, Paris, Gallimard, 1996, p.279.

⁴⁴ Cité par J. Defrance, *La sociologie du sport*, Paris, La Découverte, p.97-98.

⁴⁵ *Ülkü* (Idéal), tome XI, n°64, juin 1938, p. 293.

⁴⁶ Il convient d'ajouter ici qu'à partir de 1930, le régime devient de plus en plus autoritaire. Des tentatives d'instauration d'un système politique multipartite prennent fin et le système du parti unique est établi. Lors du Troisième congrès du Parti en 1931, Recep Peker, favorable à l'avènement d'un régime autoritaire, est élu

l'ensemble des sportifs turcs affirment leur "fidélité" au parti lors de la Fête de la République qui a lieu le 29 octobre 1936.

Parallèlement à cette unification des associations sportives et du parti l'éducation physique s'érige une nouvelle fois un moyen de mobilisation de masses durant la Deuxième Guerre mondiale. Le 29 juin 1938, l'Assemblée nationale adopte une loi (n°3530) visant à mobiliser toute la jeunesse autour de l'éducation physique. Cette loi portant sur l'éducation physique (*Beden Terbiyesi Kanunu*), prévoit la création de la Direction générale de l'éducation physique (*Beden Terbiyesi Genel Direktörlüğü*) directement rattachée au Premier ministre. L'article 10 de cette loi, proclame la division de chaque région en zone sportive et l'article 4 rend obligatoire pour les jeunes l'adhésion aux clubs sportifs au sein desquels ils recevront une éducation physique. Le 3 avril 1940⁴⁷, le contenu de cette "obligation" est précisé par un décret : les citoyens masculins entre 12 ans et 45 ans et les citoyennes féminines de 12 à 30 ans doivent obligatoirement s'astreindre aux exercices physiques à raison d'au moins quatre heures par semaine. Les journaux, en particulier la revue semi-officielle *Ülkü* (Idéal), relaie clairement cette campagne nationale pour l'éducation des corps de la population. Falih Rifki Atay, dans un de ses articles, estime plus de 300 000 le nombre de jeunes qui sont concernés et à plus de 900 le nombre de clubs sportifs. L'État déploie à cette fin une campagne considérable.

Pour comprendre la logique qui inspire ces clubs sportifs, il nous faut nous reporter aux écrits de Selim Sırrı Tarcan, le père fondateur de l'éducation physique en Turquie, sur le sport et en particulier les sports d'équipe en 1943 :

Si on compare la société et l'armée, les soldats de la nation sont formés dans les arènes sportives. Chaque jeune Turc qui adhère à un club

secrétaire général du parti. Lors du Quatrième congrès du parti en 1935, le parti proclame son deuxième programme où pour la première fois le mot "kémalisme" est utilisé. En 1937, les principes du kémalisme, les six flèches, sont inscrites dans la Constitution et marquent une étape décisive de l'unification du parti et de l'État. Ainsi, la seule expression "légale" de la politique passe-t-elle par le biais du Parti républicain du peuple qui détient le monopole du pouvoir de l'État : toutes les associations sont réunies autour du parti, aucune association "autonome" n'est autorisée.

⁴⁷ A la mort du père fondateur en 1938 (le 10 novembre 1938) succède le « chef national », İsmet İnönü, qui se réclame de la continuité avec Mustafa Kemal Atatürk mais qui succombe à des penchants autoritaires, en particulier lors du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale. Longtemps indécis concernant le camp à choisir, le gouvernement décide finalement de rejoindre celui des démocraties libérales, ce qui génère un processus de démocratisation du pays. Cette nouvelle conjonction permet, après la guerre, le passage au multipartisme.

*sportif doit se promettre : Je vais m'occuper de mon corps ! Je vais faire attention à ce qu'il soit bien proportionné, fort, agile et beau ! Je vais adhérer à mon club d'une manière naïve, sans penser à mes intérêts propres ! Je vais obéir au chef de mon équipe comme un soldat ! Je vais être respectueux envers mes adversaires pendant les compétitions et les matches. Je ne vais attendre des compétitions auxquelles je participe ni argent, ni applaudissement ni satisfaction personnelle. Je vais travailler pour que mon esprit, mon âme et mon corps se perfectionnent chaque jour... Mon slogan sera : il n'y a pas moi, il y a seulement nous.*⁴⁸

Cependant, il nous faut souligner que la République manque de relais, de professeurs d'éducation physique et d'infrastructures sportives, pour mettre en oeuvre cette campagne de façon optimale⁴⁹. La participation des citoyens aux clubs apparaît, de surcroît, relativement restreinte. Prenant acte de la faiblesse de la participation, on réduit le nombre d'heures d'exercice physique de "au moins quatre heures" à "entre une et quatre heures" par un décret complémentaire (n°2/17301) adopté le 12 février 1942. La radio est alors utilisée à des fins de mobilisation de la population et dès le 6 juillet 1942, des programmes sur les exercices physiques sont diffusés quotidiennement. En dernier lieu, une décision de la Cour de Cassation, du 18 avril 1945, autorise le recours au droit pénal à l'encontre de ceux qui ne respecteraient pas l'obligation sportive à laquelle ils sont, de par la loi, soumis. De telles politiques prennent fin après la Deuxième Guerre mondiale et le passage au multipartisme.

Conclusion

Pour conclure, il nous faut retenir que dès le XIX^e siècle, émerge un processus de "redressement" des jeunes par l'État à des fins de conformation à la société nouvelle qu'il tente d'instaurer. Il convient de souligner que cette politique met délibérément l'accent sur la jeunesse masculine. L'idéologie républicaine a en effet "reproduit", à sa façon, le système patriarcal ; en effet, si les femmes sont bien entrées dans l'espace public, elles le doivent à l'abandon de leur "féminité", leur rôle principal se résumant à celui d'être "mères" de leurs enfants et "compagnes" de leurs maris. Lorsque les pères kémalistes réformateurs encouragent leurs filles à suivre une bonne

⁴⁸ S. S. Tarcan, *Spor Pedagogisi* (Pédagogie du sport), Istanbul, Cumhuriyet Matbaası, 1943, p. 98.

⁴⁹ Sur ces questions, voir les articles de N. Baba, "Bir beden terbiyesi enstitüsü esasları" (Fondements d'un Institut d'éducation physique), *Ölkü* (Idéal), septembre 1940 et N. Abbas, "Halk Evleri ve memleket sporu" (Les Maisons du peuple et le sport national), *Ölkü* (Idéal), mars 1939.

éducation et à agir au sein de l'espace public, ils attendent dans le même temps (cela est entendu) qu'elles demeurent "vertueuses".⁵⁰ C'est pourquoi, selon Ayşe Kadioğlu, les femmes turques sont toujours "coincées" entre les valeurs traditionnelles (à la turque) et les valeurs modernes. Même si les femmes entrent dans l'espace public, elles continuent d'être astreintes aux valeurs "traditionnelles" du système patriarcal.

Quant à la relation existant entre les femmes et les exercices physiques, on note que ceux-ci sont proposés aux "mères" et "futures mères" de la République. Selim Sırrı Tarcan, dans son discours prononcé lors de la Première Fête de la Jeunesse, dit l'importance que revêt l'éducation physique des filles car elles engendreront des générations "fortes et en bonne santé" en tant que futures mères. Mais selon lui, il convient de distinguer l'éducation physique dispensée aux filles et aux garçons du fait de la différence entre leurs corps. Ainsi, les filles ne doivent-elles pas entreprendre d'exercices qui vont les rendre semblables aux garçons et pratiquer des sports durs tels que la boxe, le football, etc. "Il ne faut pas oublier qu'une fille qui ressemble à un garçon est laide comme un garçon qui ressemble à une fille".⁵¹ La même idée défendue dans une revue destinée aux jeunes, Jeune Lycéen (*Genç Liseli*)⁵². Dans celle-ci, en effet, aux côtés des articles concernant les "cours de couture et de ménage pour les filles", on voit aussi des articles intitulés "Les conseils de santé à nos filles".

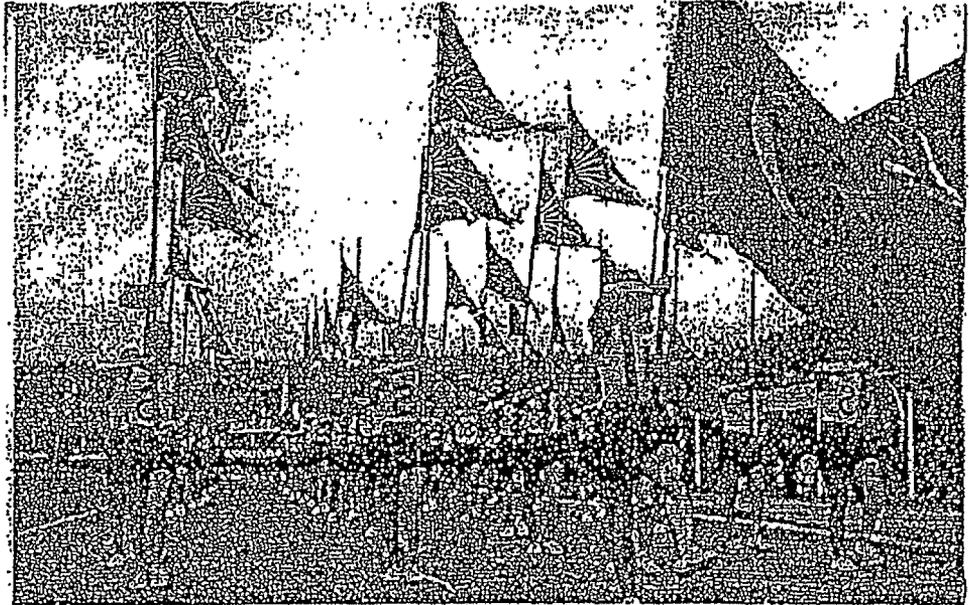
⁵⁰ Ce terme "moderne" mais "vertueuse" a été utilisé pour la première fois par A. Najmabadi, "Hazards of modernity and morality: women, state and ideology in contemporary Iran", in D. Kandiyoti (ed.), *Women, Islam and the State*, Londres, MacMillan/Temple University Press, 1991 et a été emprunté à A. Kadioğlu, "Alaturkalk ile iffetsizlik arasında birey olarak kadın (La femme en tant qu'individu entre le fait d'être alaturca et d'être corrompue)", *Görüş*, n°9, mai 1993, pp. 58-62 ; et aussi à "Cinselliğin inkârı: Büyük toplumsal projelerin nesnesi olarak Türk kadınları" (Le rejet du sexe: Les femmes turques en tant qu'objets des grands projets sociaux), in *75 Yılda Kadınlar ve Erkekler*, Istanbul, Tarih Vakfı, 1998.

⁵¹ S. S. Tarcan, *Spor Pedagojisi* (Pédagogie du sport), Istanbul, Cumhuriyet Matbaası, 1943.

⁵² La revue *Genç Liseli* (Jeune lycéen), publiée entre octobre 1935 et juillet 1936, est une revue jeune public qui paraît s'inscrire dans la continuité de la revue pour enfants *Çocuk Sesi* (La voix de l'enfant). Le comité de rédaction est composé de professeurs de lycées, du directeur Raşit Saraçoğlu et du propriétaire de l'affaire Mehmet Faruk Gürünca qui est un personnage important dans l'histoire des revues pour enfants et pour les jeunes. En 1928, il a entrepris de publier, avec le soutien du ministère de l'Éducation, la revue *Çocuk Sesi* (La voix de l'enfant) qui est devenu l'une des principales revues pour enfants de la République. (E. Tutel, "Okumayı çizgi romanlarda söktüm !" (J'ai appris à lire par les bandes dessinées), *Tarih ve Toplum*, n°197, mai 2000, pp. 24-32.

Une femme forte et en bonne santé est une bonne compagne et une bonne mère d'une famille parfaite. Mais il ne faut pas que ces exercices soient trop durs, ce qui aurait pour conséquence de faire perdre la souplesse du corps. Il est très important de penser aux difficultés auxquelles les jeunes filles doivent faire face quand elles arrivent à l'âge de devenir mère.⁵³

Une scène de la Fête de la Jeunesse dans les années 30 qui à travers la cohésion dans les corps démontre la cohésion et l'unité de la société.



⁵³ "Kızlarımıza Sağlık Öğütleri" (Les conseils de santé à nos filles), *Genç Liseli*, n°3, 15 novembre 1935.



Une de *Genç Liseli* (1), le 16 octobre 1935.

La photo du corps masculin incorporant les six flèches (les principes du kémalisme) et la photo ci-dessous du "chef national", Ismet Inonu, pendant la Fête de la Jeunesse et du Sport, sont de bons exemples de l'intériorisation des principes du kémalisme à travers l'éducation physique.



Une de *Beden Terbiyesi ve Spor* (35), décembre 1941.

Importation du Mouvement 68 en Turquie, Circulations des idées et des pratiques

Chacun a son propre «mai 68»; chaque pays -et chaque acteur- a vécu de son côté et mémorise à sa manière cet événement social. Ce mouvement est émergé en Turquie en s'inspirant de l'exemple français mais certes, il s'est développé dans un contexte différent de celui du pays d'origine. En d'autres termes, les « soixante-huitards » de Turquie ont importé des idées et des pratiques mais pas le « champ de production »[1] des mobilisations, puisque celles-ci émergent dans un autre contexte politique. C'est bien la production et la perdurance de ce type de mobilisation en Turquie qui reste problématique. L'articulation – ou parfois non articulation - du local à l'international caractérisée par les spécificités locales est ainsi l'objet principal de cet article. Cet article propose de développer ce point fondamental en partant particulièrement du répertoire d'action du mouvement Mai 68.

Né à l'initiative de la Fédération des Clubs d'opinion (FKF, *Fikir Klüpleri Federasyonu*), le mouvement 68 en Turquie atteint son sommet avec les mobilisations de la Jeunesse révolutionnaire (*Dev-Genç, Devrimci Gençlik*) et se transforme en un mouvement illégal et armé. Ce mouvement se caractérise en Turquie par son « mûrissement » postérieur à cette année 1968, c'est-à-dire qu'il prend forme surtout à partir de 1969. Ce cycle de mobilisation a été sacrifié par la génération dite soixante-huitarde comme une époque « glorieuse » qui n'a jamais été vécue encore une fois. De même, pour la génération dont il s'agit les années postérieures n'ont pas connu une jeunesse autant mobilisée que celle de mai 68.

Quand on parle du mouvement '68 en Turquie, de quoi parle-t-on? Que veut dire le «mouvement 68» en Turquie? Est-ce qu'il nous fournit des éléments pour pouvoir parler d'un mouvement '68 à un caractère universel? Déjà, si nous parlons de « mai '68 », nous ne parlons de rien car le premier boycott et la première occupation inspirés du « mai '68 français » eut lieu le 11 juin 1968, à la Faculté de langues, d'histoire et de géographie à Ankara[2]. Les étudiants ont occupé cette faculté après avoir boycotté les cours en raison de la réforme dans des universités. Le président de l'association d'étudiants résume dans ses propos comment ils se sont inspirés des mobilisations de Mai 68 réalisées ailleurs :

« Alors que la jeunesse mondiale conteste les conditions d'éducation, il est incompatible avec la vision révolutionnaire de la jeunesse turque de continuer notre formation avec des conditions et des règlements archaïques »[3].

Dès qu'on dit '68 en Turquie, on mentionne deux choses à la fois : on parle d'une génération et d'une période. La génération '68 comprend ceux qui sont nés en 1947. Ils sont aussi appelés les « quarante-septards » en partant de leur année de naissance. Quant à la période, elle court de 1968 à 1971. Pourquoi s'étend-elle jusqu'en 1971? Le 12 mars 1971, un mémorandum a eu lieu et après cette date le mouvement s'est radicalisé suite à une répression étatique. Si l'on suit A. Bağış Erten, le mouvement '68 est « le processus de devenir socialiste de l'opposition estudiantine et de jeunesse, et est un grand tournant dans la voie du pouvoir de masse... Le mouvement '68 est le mouvement de ceux qui ont vécu leur passage de l'enfance à la jeunesse dans les années '60, qui ont grandi dans des conditions très libres grâce aux caractéristiques de la période, et enfin, qui ont une confiance en eux assez forte »[4].

Par ailleurs, dans le contexte turc, comme ailleurs, il faut penser aux mouvements '68 plutôt qu'au mouvement '68. Il s'agit donc d'une pluralité. Cet article se focalise sur le mouvement étudiant de gauche, notamment organisé dans la *FKF* et ensuite dans *Dev-Genç* pour s'interroger sur la circulation des idées et des pratiques dans le cadre des mouvements '68. Pour ce faire, j'ai dépouillé le quotidien *Cumhuriyet* jour par jour entre le 1er mai 1968 et le 1er mai 1969. Afin de réfléchir sur cette problématique, je mobilise également des entretiens semi-directifs avec les militants de *Dev-Genç* faits par moi-même et par d'autres personnes.

Répertoires d'action et revendications principales du mouvement

A partir du 11 juin 1968, le boycott et l'occupation deviennent les modes d'action privilégiés de la jeunesse estudiantine jusqu'à la montée de la lutte armée dans les années 1970. Si les boycotts montrent le mécontentement contre le système éducatif en place, les occupations, quant à elles, montrent l'idée de possession. Cette possession montre également l'enjeu de l'affrontement avec l'Etat car ce sont des bâtiments publics qui ont été occupés. En d'autres termes, l'occupation des universités visaient les symboles directs de l'Etat et elles « remettaient en cause le fonctionnement normal de la société et l'ordre public, impliquant une intervention par les forces de l'ordre »[5]. Les occupations apparaissent chaque fois comme une prolongation des boycotts des cours, des examens, etc. Elles sont faites donc pour rendre les boycotts plus efficaces. Les occupations sont des formes d'action illégitimes et illégales en Turquie. L'occupation est interdite par la loi et elle n'a jamais été vue comme un moyen légitime de la contestation par les forces de l'ordre, par les médias et par « l'opinion publique ». Elle a été considérée comme un répertoire spécifique aux organisations illégales qui veulent détruire l'Etat. L'occupation est aussi un mode d'action exceptionnel en Turquie. Elle est spécifique à une période allant de 1968 jusqu'à la fin des années 1970. A partir du coup d'état du 12 septembre 1980, ce mode d'action a presque disparu du répertoire d'action des groupes protestataires.

Qui sont ces groupes protestataires qui ont recours à l'occupation comme forme d'action? « Réfléchir aux logiques du recours à un mode d'action, c'est aussi réfléchir sur les acteurs qui l'utilisent » estime Etienne Penissat[6]. En 1968 et dans les années qui suivent, les occupations et les boycotts sont des modes d'actions utilisés par les étudiants et les ouvriers. Pour comprendre ce choix, il est nécessaire de connaître les ressources et les dispositions sociales de ces catégories sociales. Tout d'abord, elles doivent disposer un espace à occuper pour utiliser l'occupation comme un moyen d'agir. Toutes les deux catégories sont avantageuses en vue des ressources spatiales : les étudiants ont des locaux universitaires et les ouvriers ont des usines.

Comme les ressources spatiales, le lieu définit également les acteurs : ce sont les étudiants des grandes universités fondées dans trois métropoles (Istanbul, Ankara, Izmir) qui ont recours aux occupations. Les manifestants vivant dans des grandes métropoles qui sont privilégiés d'une connexion plus facile à l'étranger devenaient le plus souvent l'acteur principal des occupations dans des universités, voire dans des usines. Cette forme d'action commence à être utilisée à Ankara, elles se propagent ensuite à Istanbul et enfin à Izmir. En juin 1968, seules ces trois premières métropoles du pays deviennent la scène des occupations et des boycotts. Vers la mi-juillet, les autres villes de la Turquie connaissent aussi des mobilisations similaires. Malgré cette diffusion, les trois grandes métropoles restent les bastions du mouvement de '68.

Plus la mobilisation et ainsi que les occupations se propagent plus l'intervention policière apparaît : le 25 juillet 1968, Vedat Demircioğlu, étudiant en droit à l'Université d'Istanbul décède suite à une blessure grave lors d'une descente des policiers dans le foyer étudiant de l'université faite le 18 juillet. En peu de temps, la répression policière et la violence de l'extrême droite transforment ce mouvement en une lutte armée.

Qu'est-ce que ces acteurs revendiquaient? Peut-on parler des revendications propres aux questions plutôt universitaires ou systémiques? Les premiers boycotts et occupations revendiquaient des droits concernant seulement la vie universitaire et une réforme dans le système de l'enseignement supérieur. Néanmoins, les demandes se sont politisées au fur et à mesure. Dans les premiers mois des protestations, les étudiants contestaient ainsi l'amélioration du système universitaire. La revendication d'une Turquie *complètement libre* (*tam bağımsız Türkiye*) accompagnait celles qui concernaient la vie universitaire. Dans ce cadre, la mobilisation contestait surtout de la souveraineté nationale, le départ des forces de l'OTAN et de celles américaines, la suppression des bases américaines, etc. Il s'agit donc de deux types de revendications principales : l'un concerne le système éducatif, l'autre est fondé sur des revendications politiques qui sont strictement liées à la question de la souveraineté. Les affiches de Mai 68 ci-dessous montrent la priorité donnée à

l'autonomie universitaire et la souveraineté nationale, deux revendications principales du mouvement.

L'arrivée de la sixième flotte américaine à Istanbul et à Izmir en juillet 1968 et la nomination de Robert Kommer (appelé par les étudiants « le boucher du Vietnam ») comme ambassadeur américain en Turquie sont deux événements qui ont changé l'équilibre entre ces deux objets de la contestation dans l'ensemble du mouvement '68. La souveraineté nationale gagne du terrain face à la question éducative. Les actions protestataires faites contre la sixième flotte élargissent ainsi l'ampleur des revendications ; elles s'étendent des universités vers tout le pays[7]. Le slogan lancé lors d'une action protestataire montre ce changement de la priorité chez la jeunesse : « Réveille le peuple turc! Réveille-toi contre les Etats-Unis qui t'écrasent! ». Les meetings en plein air organisés à cette époque sont appelés les « meetings du réveil » (*uyanış mitingleri*), ceux qui signifient le réveil d'un peuple. En revanche, ceux de l'extrême droite sont appelés « les meetings de cabrage » (*şahlanış mitingleri*).

Dès le début de 1969, le mouvement connaît deux changements essentiels : l'usage de la violence augmente et les actions protestataires anti-américaines deviennent plus significatives. L'augmentation de la violence dans le mouvement a deux raisons principales : la répression policière devient plus régulière et l'extrême droite commence à s'attaquer aux étudiants de gauche en utilisant souvent des bâtons et des pistolets. Les occupations et les défilés de rue non violents se transforment ainsi en des actions violentes. L'action protestataire du 16 février 1969, dit le « dimanche sanglant » (*Kanlı Pazar*) illustre parfaitement ces deux facteurs qui radicalisent le mouvement. L'action protestataire organisée contre l'arrivée de la 6ème flotte américaine à Istanbul à la Place de Taksim avec la participation de plus de 10.000 personnes a été attaquée par les militants de la droite radicale faisant deux morts et deux cent blessés. Cette protestation est un tournant en vue de la radicalisation du mouvement car la jeunesse de gauche commence à s'armer pour se protéger à partir de cette date.

Comment ce mouvement multisectoriel a-t-il été transféré dans le contexte turc?

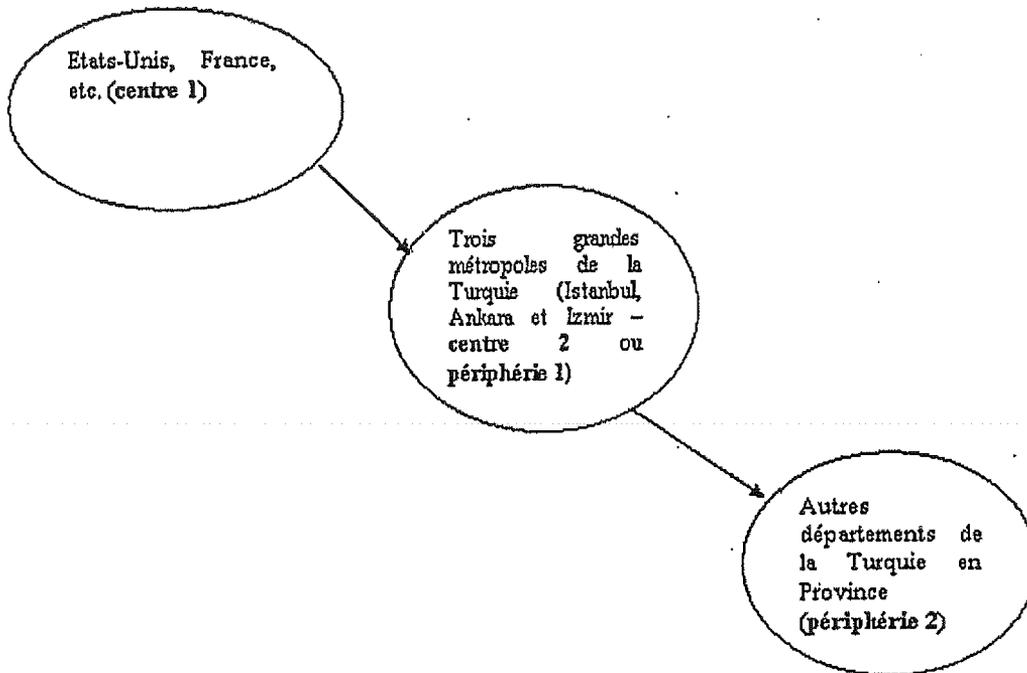
Importer les idées et les mobilisations

Dans le cas de la Turquie et probablement dans plusieurs autres pays dits « du Sud » ou à la « périphérie du Nord », l'émergence du mouvement '68 fonctionne à l'inverse de l'exemple des pays européens et nord-américains. Dans ces derniers, les recherches pour comprendre et pour théoriser le mouvement ont succédé à l'émergence du mouvement. En revanche, dans les pays « du Sud », le mouvement surgit après l'importation des théories et des recherches sur le mouvement de '68.

Comme la définition et la compréhension des mobilisations deviennent cruciales pour prendre part au mouvement, l'importation des idées et des pratiques passe obligatoirement par les intellectuels et par les élites de chaque pays qui ont un accès privilégié à l'international (maîtrise de langues étrangères, accès aux publications, possibilité de se déplacer librement, etc.)[8]. En dernière instance, l'objectif de ce transfert est national : il s'agit de mobilisations des citoyens turcs. En effet, les entrepreneurs du mouvement de '68 en Turquie sont à la recherche de mécanismes pour déclencher une nouvelle vague de mobilisations. Leur stratégie les conduit en ce sens à devenir des passeurs qui se rendent à l'étranger, à traduire des textes fondateurs pour trouver de nouvelles ressources de mobilisation.

Le transfert[9] (la diffusion) se fait du centre vers la périphérie. Le mouvement né aux Etats-Unis et en France (centre 1) a été importé vers le centre de la Turquie, c'est-à-dire aux trois métropoles turques – d'abord à Ankara, puis à Istanbul et tout suite après à Izmir - (centre 2 ou périphérie 1). La mobilisation se diffuse ensuite vers la périphérie du pays c'est-à-dire vers les autres départements en province (périphérie 2).

Graphique 1: La diffusion du mouvement '68



L'importation se fait par deux biais : la traduction de textes fondateurs du socialisme et du marxisme d'une part, et le témoignage d'étudiants turcs à Paris, à Berkeley, etc. concernant leur participation aux mobilisations de '68 d'autre part. Si la traduction apparaît d'abord, le témoignage la remplace ensuite dans l'espace local, éditorial et militant.

Plusieurs articles et travaux sur la théorie révolutionnaire ont été traduits en turc. La traduction est un instrument stratégique visant l'importation des mobilisations de '68 et des discussions théoriques sur la révolution en Turquie. Elles contribuent également à « nourrir » les mobilisations. Il s'agit là, à mon avis, d'une *fabrique de traduction* ayant pour but l'importation des idées et parallèlement des pratiques des mobilisations de mai '68 et puis révolutionnaires.

Dans les années 1960, notamment à partir de la deuxième moitié de la décennie, nombreuses traductions sont faites par les militants et sympathisants de gauche. Pour ce faire, un nombre important de maisons d'édition sont fondées à cette époque, telles que *Sol Yayinlari* (Editions de gauche) de Muzaffer Erdost, *Onur Yayinlari* (Editions d'honneur) d'Ilhan Erdost, *Sosyal Yayinlar* (Editions Sociales) d'Enver Aytakin, etc. Les propriétaires de ces maisons d'édition étaient déjà engagés politiquement. Le choix des ouvrages à traduire reflétait donc déjà un choix politique.

Quels étaient les thèmes principaux des ouvrages traduits? Au début, les fondements philosophiques du socialisme, le sous-développement, le développement, l'impérialisme, etc. constituaient les thèmes préférés des ouvrages choisis. Mais après, cette préférence s'est orientée vers des ouvrages qui peuvent « guider » la révolution[10]. Les affrontements entre les différentes fractions de gauche ont eu une conséquence de l'augmentation du nombre des traductions sur les « modèles de la révolution » et ainsi que sur les discussions théoriques.

De même, il s'agissait de l'usage de faux en traductions qui contribuait aux interprétations politiques, théoriques différentes des fractions diverses[11]. Dans les années 1970, plusieurs fractions au sein de la gauche ont fleuri et cette multiplicité des groupes reflétait la multiplicité des choix d'ouvrages et des façons de traduire. Chaque groupe avait donc sa propre manière d'agir et sa propre révolution. Par conséquent, ils avaient aussi leurs ouvrages préférés[12] et leurs traductions « manipulées ». Par exemple, certains livres de Louis Althusser ont été traduits par un professeur de sciences politiques qui a fait son doctorat à Paris et qui a assisté à ses cours de ce dernier. Le

professeur affirme aujourd'hui qu'il a fait un faux usage des traductions[13] et une autre maison d'édition les a retraduites afin que la traduction soit conforme, fidèle au texte original.

Le témoignage contribue aussi à la circulation des idées et des pratiques. Les étudiants et les intellectuels sont des acteurs importants de ce témoignage. Un nombre important des étudiants sont partis à l'étranger à cette époque pour faire surtout un troisième cycle, ce qui leur permet de témoigner de près aux événements, de connaître mieux les discussions théoriques. Ils ont eu alors la possibilité de perfectionner leur maîtrise des langues étrangères et, surtout, d'acquérir une meilleure connaissance du mouvement pour mieux les transmettre en turc[14]. Ercan Eyüboğlu, professeur de science politique à l'Université de Galatasaray, étudiant à Paris en 1968, écrit ses mémoires, ses observations dans un article rédigé en 1998 dans un ouvrage publié pour fêter le 30ème anniversaire de Mai '68. Quelques paragraphes sont consacrés à la comparaison des choix éditoriaux des révolutionnaires français et turcs. Il décrit que les maisons d'édition *Le Phénix* spécialisé dans les publications chinoises et *Globe* qui vend des ouvrages soviétiques n'attirent que peu de personnes alors que la librairie « La joie de lire » qui vend les publications trotskistes de Maspero est toujours remplie[15]. En revanche, en Turquie les ouvrages maoïstes ont eu toujours un grand succès à cette époque malgré la présence de toutes ces couleurs de la gauche. Comme cet exemple le montre bien, les témoignages de mai '68 contribuent alors aux mobilisations politiques en Turquie non seulement en temps réel, mais ils permettent aussi le partage des expériences antérieures par les générations suivantes.

Plus les témoignages des intellectuels et des militants sur leurs expériences dans les mobilisations de 1968 se multiplient, plus ils les transforment en objets d'une fabrique locale, éditoriale et militante, visant à la réinvention de dispositifs de mai '68. Plus le transfert des différentes idées s'effectue plus la « guerre des idées et des stratégies » s'intensifie. Cette division fractionnaire prend une forme exagérée en fin des années 1970 ; les groupes formés de deux ou trois personnes sont apparus sur la scène politique de gauche.

Quels sont les effets de ce transfert dans le contexte turc ?

Conclusion : effets « paradoxaux » de la circulation des idées et des pratiques

Les témoins importent des idées et des pratiques mais non pas le « champ de production[16] » des mobilisations, puisque celles-ci émergent dans un autre contexte politique. C'est bien la production de ce type de mobilisation en Turquie qui reste problématique. Bien que les ressources, les dispositions et le contexte politique changent, le mouvement exporté peut prendre une autre forme dans le pays d'importation. Les transferts formels n'ont pas les mêmes effets dans tous les contextes. C'est bien le cas de la Turquie dans le cadre du mouvement '68. Cette situation apparaît comme un résultat de « l'importation d'idées » politiques au sens de Pierre Bourdieu et d'Yves Dezalay. Un tel transfert n'est pas univoque[17].

Le mouvement de '68, issu d'une importation a, entre autres, deux principales spécificités dans le contexte turc : le caractère de la prise de position contre les autorités et l'importation *formelle* des idées et des pratiques. En premier lieu, différemment de « '68 » des autres pays, en Turquie, le mouvement de '68 s'interrogeait sur ceux qui détiennent le pouvoir d'Etat au lieu de questionner le pouvoir d'Etat lui-même. Le partage du pouvoir était donc la question primordiale pour les soixante-huitards. En outre, l'impérialisme, les impérialistes, la répression étatique, etc. constituaient les objets principaux de la lutte en Turquie alors que le mouvement '68 dans les pays du nord revendiquaient un autre mode vie, la transformation culturelle, etc. à côté des luttes politiques[18]. En d'autres termes, en Turquie, la revendication d'une révolution culturelle n'accompagne pas celle d'une révolution politique.

Au moins au début du mouvement, il s'agissait d'une protestation contre les forces extérieures comme l'OTAN, les Etats-Unis, les « impérialistes ». Les autorités intérieures comme les recteurs

de l'université faisaient aussi l'objet de la contestation mais en dernier lieu, c'étaient leurs pratiques qui s'étaient interrogées par les étudiants. Les autorités nationales n'ont pas fait elles-mêmes l'objet d'une action protestataire. Au contraire, la jeunesse estudiantine assumait la révolution Kémaliste et l'armée nationale. Les protestataires lançaient des slogans qui honorent l'armée nationale[19], les juristes turcs[20], etc. Ils organisaient aussi des marches qui aboutissent au Mausolée d'Atatürk pour réclamer aux politiques des pouvoirs sans contester les pouvoirs eux-mêmes.

Notons brièvement que les luttes anti-impérialistes et anti-américaines ont un poids important dans l'histoire politique du mouvement social turc. Dans les années 1950, elles s'érigent contre ce qui est perçu par les groupes politiques contestataires comme une « intervention américaine dans les politiques intérieures de la Turquie ». Entre 1923 et 1946, sous le système de parti unique, le Parti Républicain du Peuple (CHP, *Cumhuriyet Halk Partisi*) adopte une économie politique étatiste et nationale. Mais, après le passage au multipartisme en 1946, le Parti Démocrate (DP, *Demokrat Parti*) qui arrive au pouvoir en 1950 se caractérise par la mise en place d'une politique économique plutôt libérale et accepte de recevoir l'aide économique des Etats-Unis, notamment dans le cadre du Plan Marshall. Ainsi, les premières politiques entreprises par le Parti Démocrate, celles de l'opposition à toute sorte de gauche, de l'anti-soviétisme et de l'américanisme à outrance, ouvrent la voie à l'influence politique américaine en Turquie et à une dépendance au plan économique vis-à-vis des Etats-Unis. Dans ce contexte, le mot « impérialisme » entre dans le langage militant turc, notamment pour revendiquer et y opposer le principe de « souveraineté nationale ». L'influence politique des Etats-Unis dans la politique intérieure turque se poursuivant depuis les années 1950, les décennies suivantes connaissent par conséquent des actions protestataires qui se caractérisent par leur anti-américanisme[21].

En second lieu, les idées libertaires trouvent leurs signes dans les modes d'habillement au lieu des approches anti-autoritaristes. Elles ont donc des significations formelles. L'importation formelle est faite parfaitement alors que l'esprit du mouvement est importé en se transformant selon le contexte turc. L'importation a aussi des trous, c'est-à-dire certains axes du mouvement ont été négligés par les exportateurs du mouvement. On rencontre souvent des jeunes hommes et femmes qui portent des parkas et des blue jeans et ont souvent des cheveux longs. Un soixante-huitard, Ertuğrul Kürkçü décrit ce paradoxe de l'importation comme ci-dessous :...bien que les jeunes hommes et femmes se dotent par les valeurs formelles des modèles qu'ils s'approprient, ils ne se trouvent pas dans une nouvelle société mais ils se placent dans l'élaboration d'une subculture à la marge de leur ancienne société.

Le port des pulls à col long et des pantalons en velours imité du mouvement estudiantin aux Etats-Unis et en France, ils avaient une prise de position contre le caractère identique et totalitaire du régime en place symbolisé par la cravate et le complet. Le port en hiver 'de la parka de Che' et des bottes militaires achetées du fripier les faisaient comme un(e) guerrier(ère) même s'il ne s'agit pas d'une vraie guerre. Ces symboles 'internationaux' ont été complétés par les moustaches non coiffées inspirées de la culture populaire des Alévis. Les femmes ont essayé leur maquillage, leurs jupes ont été remplacées par les pantalons et par les chemises d'homme... Les universités turques sont remplies par une masse de 'révolutionnaires' distingués par leurs vêtements et qui ne sont ni vraiment une vraie 'guérilla' à la manière du tiers monde ni un 'libertaire' au sens de l'Europe occidentale[22].

En conclusion, les idées et les pratiques circulent mais les protestataires se diffèrent d'un espace à l'autre et les idées ne trouvent pas le même écho dans chaque pays. Le transfert des idées et des pratiques n'a donc pas les mêmes effets dans chaque contexte. L'encadrement étatique, les modes de vie, la culture, les savoir-faire, etc. déterminent les choix théoriques et pratiques. De ce fait, Mai '68 en Turquie a été vécu sans placer les libertés au centre de ces priorités. Ce mouvement est plutôt devenu l'objet des discussions sur les bons chemins de la révolution et dans les années 1970, d'une lutte armée.

[1] Pierre Bourdieu, *Les conditions sociales de la circulation internationale des idées*, «Actes», 145 (décembre 2002), 4.

[2] «Cumhuriyet», 12 juin 1968.

[3] «Cumhuriyet», 12 juin 1968.

[4] A. Bağış Erten, *Türkiye 'de 68, Modern Türkiye 'de Siyasi Düşünce. Sol*, tome 8, İletişim Yayınları, 2007, 839–840.

[5] Etienne Penissat, *Les occupations des locaux dans les années 1960-1970 : Processus sociohistoriques de 'réinvention' d'un mode d'action*, «Genèses», 59 (juin 2005), 82.

[6] E. Penissat, *Les occupations des locaux...*, cit., 71.

[7] «Cumhuriyet», 16 juillet 1968.

[8] Cf. A. Uysal, *Rebelles du monde entier, unissez-vous. L'exemple du groupe Antikapitalist de Turquie*, <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/groupe/germm/collgermm03txt/germm03uysal.pdf>; B. Gobille & A. Uysal, *Cosmopolites et enracinés*, dans: E. Agrikoliansky & I. Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, la Dispute/SNEDIT, 2005.

[9] Le «transfert» est choisi surtout par Michel Espagne pour définir la circulation des idées et des pratiques alors que Pierre Bourdieu préfère utiliser l'importation/l'exportation pour ce faire. Pierre Bourdieu, *Les conditions sociales...*, cit.

[10] Erkal Ünal, *Sol düşüncenin ortasında ve kıyısında: Çeviri Kitaplar, Modern Türkiye 'de Siyasi Düşünce. Sol*, tome. 8, 2007, 422–423.

[11] E. Ünal, *Sol düşüncenin ortasında ve kıyısında...*, cit., 423.

[12] Par exemple, *Teori Yayinlari* (Editions de théorie) publiaient des ouvrages maoïstes alors que *Sol Yayinlari* (Editions de Gauche) préféraient la publication des ouvrages classiques de Marx, Lénine et Engels.

[13] Entretien avec un professeur de science politique, Ankara, juin 2008.

[14] Entretien avec Gülşay, le 12 août 2003.

[15] Ercan Eyüboğlu, *Devrim Dışında Devrim*, «Cogito», 14 (1998), 181.

[16] P. Bourdieu, *Les conditions sociales...*, cit., 4.

[17] Cfr. P. Bourdieu, *Les conditions sociales...*, cit.; Y. Dezalay & B.G. Garth, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et «Chicago Boys»*, traduit de l'anglais par Laurence Devillairs et Sara Dezalay, éd. coll. Liber, 2002.

[18] A. Bağış Erten, *Türkiye 'de 68*, cit., 843.

[19] «Cumhuriyet», le 11 février 1969.

[20] «Cumhuriyet», le 13 février 1969.

[21] Mais si l'influence politique américaine en Turquie date d'une cinquantaine d'années, l'histoire de l'intervention économique et politique du FMI ne débute qu'en 1980, juste avant le coup d'état du 12 septembre, dans le cadre des « mesures économiques du 24 janvier 1980 » adoptées par Turgut Özal. Toutefois, en raison de l'état d'urgence qui a été appliqué à partir de 1980 et jusqu'en 1987, les manifestations contre le FMI restent peu fréquentes à cette époque. Et ce n'est qu'en 1989 (i.e. les Manifestations de Printemps des ouvriers), puis en 1990 (i.e. les grèves et les manifestations des mineurs de Zonguldak) que les rues de la Turquie redeviennent des espaces propices pour manifester des opinions politiques. Ainsi, les manifestations contre la mondialisation économique se multiplient tout au long des années 1990. Or, si elles existent d'une manière souverainiste et qu'elles ont pour référent le cadre national, il faut néanmoins préciser qu'il ne s'agit pas ici du cas de figure d'acteurs qui ne pensent pas «à se contacter entre mouvements de différents pays», mais plutôt de militants qui ne pensent pas à agir collectivement si ce n'est dans le cadre de conflits politiques proprement turcs ou reliés à des enjeux politiques nationaux.

[22] Ertuğrul Kürkçü, *Hala bir "68 Kuşağı" var mı?*, «Cogito: Mayıs '68», 14 (1998), 163-165.

REYNIÉ Dominique, La jeunesse du monde, Eds. Lignes de Repères, 2011, p. 75.

- Les relations sexuelles ne devraient être autorisées que dans le cadre du mariage

